

www.tunisie-etudes.info

Ce document a été téléchargé depuis
www.tunisie-etudes.info

Des documents gratuits, devoirs, examens, cours, exercices, corrigés... Ainsi que toute une rubrique pour vous aider à trouver un emploi sans oublier les avis de concours en direct

Notre page Twitter :

<http://www.twitter.com/TunisieEtudes>

Notre page FaceBook :

<http://www.facebook.com/TunisieEtudes>

The screenshot shows the homepage of Tunisia-études.info. At the top, there is a navigation bar with the site name 'TUNISIE-ETUDES.INFO' and three menu items: 'Tous les documents', 'BAC', and 'Avis de co'. Below this is a 'Newsflash' section with a blue background and white text, stating: 'Tunisie-etudes.info vous aide dans votre préparation pour le concours de l'ENA. Documents de préparation pour le concours national tunisien de l'ENA'. A 'Home' button is visible below the newsflash. On the left side, there is a 'Main Menu' with a list of links: Home, News, Web Links, Documents, Primaire, Collège, Secondaire, and Supérieur. The main content area features a 'BIENVENUE SUR TUNISIE-ETUDES.INFO' section with a sub-heading 'Avis de concours', 'Écrit par Administrateur', and a date 'Mercredi, 20 Janvier 2010 08:47'. The text below reads: 'Accéder aux derniers avis de concours publier par les entreprises tunisiennes au jour le jour directement sur votre site' and includes a link 'Avis de concours en direct'. At the bottom of this section, there are links for 'Accès aux documents' and 'Retrouvez nous sur FaceBook'.

Merci d'avoir choisi www.tunisie-etudes.info
Bonne lecture et bon travail

www.tunisie-etudes.info – www.algointro.info

Economie

TunisieEtudes

Contenus

Articles

Économie	1
Statistique descriptive	30
Industrie en Tunisie	39
Tourisme en Tunisie	43
Microéconomie	47
Théorie du consommateur (microéconomie)	52
Macroéconomie	57
Économie internationale	61
Commerce international	62
Théorie du commerce international	66
Avantage compétitif	71
Balance des paiements	74
Système monétaire international	76
Système financier international	79
Mondialisation économique	81
Monnaie	87
Financement	120
Politique monétaire	122
Théorie quantitative de la monnaie	126
Marché des capitaux	129
Croissance économique	130

Références

Sources et contributeurs de l'article	141
Source des images, licences et contributeurs	143

Licence des articles

Licence	145
---------	-----

Économie

🔗 Pour les articles homonymes, voir économie (homonymie).

L'**économie**, ou l'activité économique (du grec ancien οἰκονομία / *oikonomía* : « administration d'un foyer », créé à partir de οἶκος / *oîkos* : « maison », dans le sens de patrimoine et νόμος / *nómos* : « loi, coutume ») est l'activité humaine qui consiste en la production, la distribution, l'échange et la consommation de biens et de services.

Cependant, le mot est polysémique. L'économie est le concept étudié par les sciences économiques, celles-ci prenant appui sur des théories économiques, et sur la gestion pour sa mise en pratique. Le terme « d'économie » (*economics* en anglais), au sens uniquement d'économie politique, a été popularisé par les économistes néoclassiques tel qu'Alfred Marshall. Le mot « économie » devient alors, de façon concise, synonyme de « science économique » et peut être considéré comme substitut de l'expression « économie politique »^[1] .^[2] . Cela correspond à l'influence notable des méthodes mathématiques utilisées dans le domaine des sciences naturelles^[3] .

On parle également de l'économie *lato sensu* comme de la situation économique d'un pays ou d'une zone, c'est-à-dire de sa position conjoncturelle (par rapport aux cycles économiques) ou structurelle. Dans ce sens, l'économie est donc un quasi synonyme à la fois de système et de régime. Enfin, de manière générale, en français, on parle d'économie comme synonyme de réduction de dépense ou d'épargne. L'économie peut en effet être le résultat d'une organisation interne plus efficiente : on parle alors d'économie interne. La baisse du coût moyen due à l'augmentation de la dimension de l'entreprise constitue une économie d'échelle ou économie de dimension. L'économie peut résulter d'un phénomène extérieur au pouvoir de décision de l'agent : on parle alors d'économie externe ou externalités qui peuvent être soit positives si elles apportent un plus aux agents économiques soit négatives dans le cas contraire.

L'économie au sens moderne du terme commence à s'imposer à partir des mercantilistes et développe à partir d'Adam Smith un important corpus analytique qui est généralement scindée en deux grandes branches : la microéconomie ou étude des comportements individuels et la macroéconomie qui émerge dans l'entre-deux-guerres. De nos jours l'économie applique ce corpus à l'analyse et à la gestion de nombreuses organisations humaines (puissance publique, entreprises privées, coopératives etc.) et de certains domaines : international, finance, développement des pays, environnement, marché du travail, culture, agriculture, etc.

Histoire de l'économie

Article détaillé : Histoire de l'économie.

L'économie de l'Antiquité à la fin du XVIII^e siècle

L'économie de l'Antiquité à la fin du Moyen Âge

Pour Adam Smith^[4] , durant l'âge de pierre^[5] , il y avait une division du travail à l'intérieur des tribus de chasseurs ou de bergers, les uns fabriquant les instruments de chasse et les autres les utilisant. Puis à partir de la fin du 6^e millénaire av. J.-C. les Cités-États de Sumer ont développé leurs commerces et leurs économies à partir des marchés de matières premières. Le « shekel » était une mesure basée sur le poids de l'orge, tandis que les Babyloniens et les Cités-États voisines développèrent le premier système économique utilisant une métrique de produits divers, qui était fixée par un code juridique^[6] . Les premiers codes de loi de Sumer pourraient être considérés comme les premiers écrits économiques, dont de nombreux attributs sont encore en usage dans la valorisation des prix d'aujourd'hui tels les montants codifiés d'échange d'argent lors des échanges commerciaux (taux d'intérêt), amendes, règles d'héritage, lois concernant la façon dont la propriété privée doit être imposée ou divisée, etc.^[7] .

La pensée économique remonte aux civilisations mésopotamienne, grecque, romaine, indienne, chinoise, perse et arabe. En mésopotamie, de nombreuses tablettes trouvées notamment à Kanish, en Anatolie, ou à Assur démontrent une intense activité commerciale^[8] . Parmi les écrivains notables de la période, nous pouvons citer Aristote,

Chânakya (également connu sous le nom de Kautilya), Qin Shi Huang, dans l'Antiquité ; Thomas d'Aquin et Ibn Khaldoun au Moyen Âge. Joseph Schumpeter a d'abord considéré les scolastiques de la fin du XIV^e siècle au XVII^e siècle comme les fondateurs les plus proches de la science économique. Raisonnant dans le cadre du droit naturel ils préfigurent l'économie moderne dans le domaine de la politique monétaire, de l'intérêt, et la théorie de la valeur dans le cadre du droit naturel^[9]. Après avoir découvert le Muqaddima, Schumpeter vit en Ibn Khaldoun le plus proche précurseur de l'économie moderne^[10], même si la plupart de ses théories économiques ne furent connues en Europe qu'à une époque relativement récente^[11].

Un auteur, L. K. Jha, voit dans la pensée du philosophe indien Chânakya (340-293 avant J.-C), antérieure à celle d'Ibn Khaldoun d'un millénaire et demi, des aspects qu'on retrouve plus tard dans l'économie moderne^[12]. Conseiller auprès du trône de l'empire Maurya de l'ancienne Inde, auteur prolifique, notamment en économie politique, son *magnum opus*, est le *Arthashastra (La Science des richesses et du bien-être)*^[13] .^[14]

Les débuts de l'économie moderne : le mercantilisme (1450-1750)

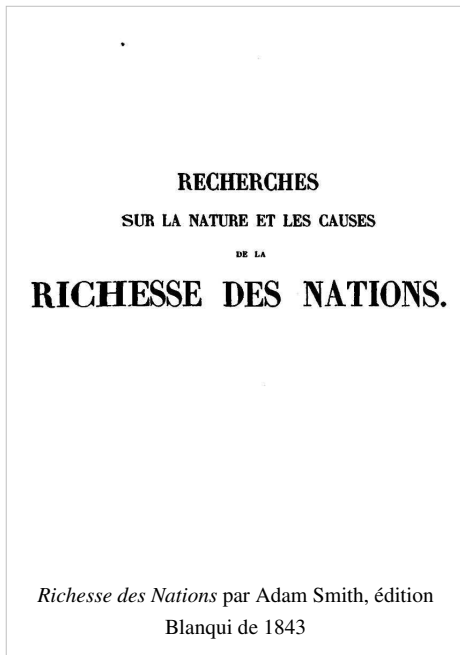
Le mercantilisme apparaît vers 1450 et domine la scène jusque vers 1750^[15]. Il naît au moment où émerge la notion d'État qui doit s'imposer sur deux fronts : à l'extérieur face au pouvoir papal et à l'intérieur pour unifier le territoire^[16]. Le mercantilisme est protectionniste à l'extérieur mais à l'intérieur, au contraire, il vise à l'unification du marché national. Cette doctrine économique connaît son apogée du XVI^e siècle au XVIII^e siècle, propagée par une littérature prolifique de pamphlets de commerçants ou d'États. Elle estime que la richesse d'une nation dépend de l'importance de sa population et de l'accumulation d'or et d'argent. Les nations qui n'ont pas accès aux mines peuvent obtenir l'or et l'argent en favorisant leur outil productif et en stimulant leurs exportations. Pour ce faire ils vont à la fois limiter les importations de produits finis et pousser aux importations de matières premières destinées à être manufacturées et exportées avec profit^[17] .^[18] Les mercantilistes accordent une place très forte à la balance commerciale, ce que leur reprochent plus tard David Hume et Adam Smith. Il se décline selon plusieurs modèles. Certains auteurs^[19] distinguent le mercantilisme bullioniste^[20] portugais ou espagnol, le mercantilisme industrialiste français dont Jean-Baptiste Colbert est la figure de proue, le mercantilisme commercial anglais et le caméralisme allemand qui se considère comme une science des choses de l'État^[21] .^[22]



Jean-Baptiste Colbert la grande figure du mercantilisme en France

Pour Eli Heckscher^[23] « un des traits majeurs de l'économie politique [mercantiliste] sinon le plus important de tous [était] ce qui est appelé en France « fiscalisme »... L'État, par ses interventions, voulait créer de fortes sources de revenu pour lui-même (...), [et] exploitait à ses propres fins les avantages monopolistiques que les guildes avaient garantis à leurs membres et que les propriétaires privés de moyens de production avaient reçus pour eux-mêmes ». Pour Ekelund et Tollison, des économistes de l'école des choix publics, le principal souci de Colbert était, d'abord et avant tout, de faire rentrer des impôts. C'est parce qu'il ne put réformer la « taille réelle », tant cette réforme était impopulaire, qu'il se lança dans la création et la vente de droits de monopole^[24]. Max Weber dans son ouvrage *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*^[25] souligne combien les puritains anglais étaient opposés, à la même période, à la vente de monopoles par les Stuarts. En effet cela les aurait tenus à l'écart de secteurs où ils pouvaient développer au mieux les dons et la capacité que Dieu leur avait donnés. Weber insiste également sur l'influence de cette opposition dans les révolutions anglaises du XVII^e siècle.

La naissance de l'économie moderne 1750 -1776 : les physiocrates et Adam Smith



La publication par Adam Smith de la *Richesse des nations* en 1776, est souvent vue comme marquant la naissance de l'économie comme une discipline à part entière^[26]. La pensée que transmet ce livre considère la terre, le travail (économie) et le capital comme les trois facteurs de production et les grands contributeurs à la richesse d'une nation. La concomitance entre la période où Smith écrit ses deux grandes œuvres la *Théorie des sentiments moraux* (1759) et les *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* abrégées en *Richesse des nations* (1776) avec la période où les physiocrates sont actifs (1756-1777)^[27] invite à les traiter ensemble de manière à mieux cerner les proximités et les divergences.

Les physiocrates constituent un groupe de penseurs français du XVIII^e siècle qui ont conçu les premiers l'économie comme un flux circulaire de revenus et de dépenses. Ils croyaient que seule la production agricole pouvait générer un excédent évident par rapport au coût, l'agriculture étant pour de ce fait la base de toute richesse^[28]. Ils préconisaient le remplacement administrativement coûteux du

recouvrement de l'impôt par une taxe unique sur les revenus des propriétaires fonciers. Les variations d'un tel impôt foncier ont été ultérieurement reprises par certains économistes (y compris par Henry George un siècle plus tard) du fait de la relative faiblesse de distorsion de cette source de recettes fiscales. En réaction contre l'abondante réglementation du commerce mercantiliste, les physiocrates préconisaient une politique de « laissez-faire », qui proposait l'intervention minimale du gouvernement dans l'économie^[29].

Si Adam Smith ne tient pas l'agriculture comme source de toute richesse, les divergences tiennent aussi à la notion de système (les physiocrates parlent plutôt d'ordre) de liberté naturelle. Si pour Adam Smith la physiocratie est « peut-être la plus pure approximation de la vérité qui n'ait jamais encore été publiée » sur le sujet^[30], il lui reproche son dogmatisme. Il accuse Quesnay, médecin chef de file des physiocrates, de s'être fait la même idée du corps politique que celle du corps humain et de croire que le meilleur régime était « le régime exact de la parfaite liberté et de la parfaite justice ». Il lui reproche, ce faisant, de négliger les efforts faits par les hommes pour corriger et tirer le meilleur parti de systèmes imparfaits^[30]. Se posent alors les questions de savoir ce que Smith entend par système de la liberté naturelle et quelle signification il donne à la main invisible. Deux grandes interprétations ont été avancées.

Pour Smith, selon une vision largement répandue, reprise en partie par Friedrich Hayek, l'économie idéale serait un système de marché autorégulateur répondant automatiquement aux besoins économiques de la population, et il décrirait le mécanisme du marché comme une « main invisible » qui conduit tous les individus à poursuivre leurs propres intérêts, afin de produire le plus grand bénéfice pour la société dans son ensemble^[31]. John Maynard Keynes^[32] remarque que la formule de laissez-faire ne se trouve ni dans les écrits d'Adam Smith ni dans ceux de David Ricardo ou de Thomas Malthus. Pour lui, ce sont celles des vulgarisateurs du XIX^e siècle comme Harriet Martineau ou Mrs Marcet, des *Easy Lessons for the Use of Young People* (1850) ou encore de l'archevêque Whately qui fut le premier professeur d'économie à l'Université d'Oxford (1829). C'est par eux que le dogme est « devenu une maxime de cahier d'écolier »^[33]. De même, la plupart des chercheurs ayant travaillé sur l'œuvre d'Adam Smith^[34] pensent que cette version ne traduit pas de façon correcte la pensée d'Adam Smith. Même si, entre eux, des différences existent, il est possible de dégager de grands points d'accords. D'une part, comme l'a montré Jacob Viner dans le système de la liberté naturelle de Smith, les pouvoirs publics interviennent beaucoup plus qu'on ne l'imagine usuellement. D'autre part, la main invisible ne signifie pas qu'il y ait automatiquement harmonisation des intérêts, mais que les actes ont des conséquences inattendues, parfois positives, parfois négatives^[35]. Enfin, en lien avec la remarque que Smith faisait aux physiocrates, ils estiment que le libéralisme économique de Smith « prône le

perfectionnement intentionnel d'un ordre suboptimal non intentionnel »^[36].

L'économie de 1800 à nos jours

L'économie politique classique 1800-1870



Pour Daniel Villey, « les bases essentielles du système ricardien - la loi de la population, la loi des rendements décroissants, la théorie de la rente - viennent de Malthus »^[37]. Pour Malthus^[38], la population a tendance à augmenter géométriquement alors que la production de denrées alimentaires ne s'accroît que de manière arithmétique. Pour rétablir l'équilibre la nature dresse des obstacles efficaces (famines, épidémies etc.) mais inhumains^[39]. Pour Malthus, un pasteur, il conviendrait plutôt de limiter la reproduction par des moyens artificiels^[39]. Il y a chez lui un certain pessimisme sur les capacités d'augmenter la production du fait de la Loi des rendements décroissants. Malthus conteste également qu'une économie de marché conduite automatiquement au plein emploi comme le fera également Keynes plus tard.

Alors qu'Adam Smith s'intéressait à la production de revenus, David Ricardo^[40] axe ses recherches sur la distribution des revenus entre les propriétaires fonciers qui perçoivent des rentes, les travailleurs qui reçoivent des salaires (qui sont liés au minimum nécessaire pour subsister et donc au prix du blé) et les capitalistes dont les revenus sont constitués par les profits^[41]. Au centre de la problématique ricardienne se trouve le problème de la rente foncière (pour lui, la croissance de la population et des capitaux se heurte à une offre inchangée de terre qui pousse la rente foncière vers le haut et génère une baisse des salaires et des profits^[42]). L'œuvre de Ricardo se situe dans le contexte de l'abolition des corn laws qui favorisent les propriétaires terriens et de la conversion de l'Angleterre au libre-échange dont Ricardo avec la loi des avantages comparatifs est l'un des grands théoriciens.

À la fin de la tradition classique, John Stuart Mill se distingue des économistes antérieurs de cette école sur la question de la redistribution des revenus produits par le marché. Il attribue deux rôles au marché : une capacité à répartir des ressources et une capacité à répartir les revenus. Si le marché est efficace dans l'allocation des ressources, il l'est moins dans la distribution des revenus, ce qui oblige la société à intervenir^[43].

La théorie de la valeur est un concept important la théorie classique. Smith écrit que le prix réel de chaque chose est le labeur et la peine de l'acquérir sous influence de sa rareté. Il soutient que, avec les rentes et les profits, les frais autres que les salaires entrent aussi dans le prix d'un produit^[44]. David Ricardo a systématisé et simplifié cet aspect de la pensée smithienne en élaborant ce qui a été appelé la « théorie de la valeur travail » qui a été plus tard reprise par Karl Marx alors que les néo-classiques lui ont substitué la théorie de l'utilité marginale.

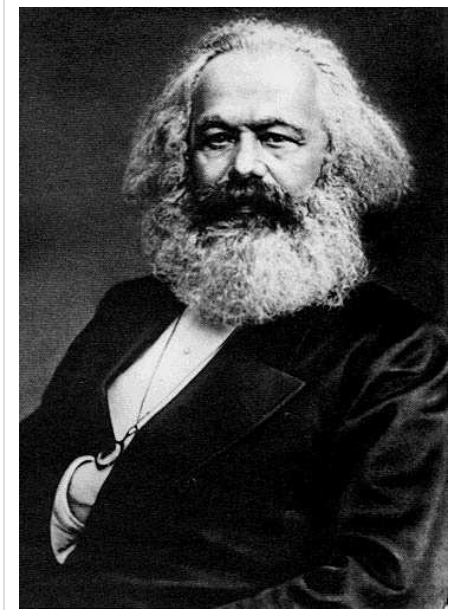
Le marxisme

Pour aller plus loin : voir le Portail du Marxisme.

L'économie marxiste résulte des travaux de Karl Marx (notamment du livre *Das Kapital*, publié en 1867) et de Friedrich Engels. Sur un plan général, l'économie n'est pas dans cette optique une science complètement séparée de la sociologie, de l'histoire de l'anthropologie^[45]. Au contraire le matérialisme historique vise à unifier toutes les sciences sociales dans une science de la société^[45]. Par ailleurs, trois points essentiels caractérisent l'économie marxiste^[46] : le travail, l'exploitation et les crises liées à l'accumulation de capital.

Si Marx reprend la théorie de la valeur travail de Ricardo, il reproche à cet auteur de ne pas avoir analysé comment le système capitaliste avait émergé et comment cela avait donné aux capitalistes le pouvoir et la capacité d'exploiter les travailleurs qui n'ont que leur force de travail à vendre^[46]. Les crises s'inscrivent dans le cadre des lois de l'évolution du mode de production capitaliste.

Au niveau global, selon l'économie marxiste, il y aurait des lois de l'évolution du capitalisme^[47] telles que : la propension des capitalistes à accumuler, la tendance à des révolutions technologiques constantes, la soif inextinguible des capitalistes pour la plus-value, la tendance à la concentration, la tendance du capital à devenir de plus en plus « organique » (c'est-à-dire à moins recourir au capital variable qu'est le travail), la tendance au déclin du taux de profit, la lutte des classes, la tendance à une polarisation sociale croissante, la tendance à ce que les salariés soient employés dans des entreprises de plus en plus grandes et enfin, l'inéluctabilité des crises dans le système capitaliste^[48]. Les crises sont dans ce cadre toujours des crises de sous-production alors les crises précapitalistes étaient des crises de sous-production. Les crises sont vues par les marxistes comme un moyen pour le capitalisme de se renouveler^[49].



Karl Marx reprend le problème des rendements décroissant du capitalisme

La révolution marginaliste

La révolution marginaliste survient vers 1870-1871 quand William Stanley Jevons, Léon Walras et Carl Menger introduisent le concept d'utilité marginale centré sur la valeur pour le consommateur et récuse la valeur travail^[50]. Toutefois entre les trois fondateurs du marginalisme, il est possible de relever de fortes différences.

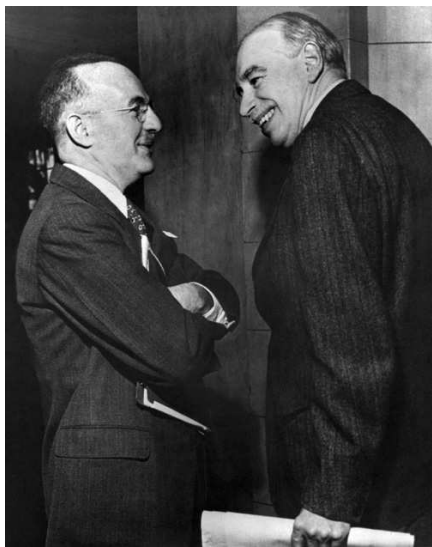
Léon Walras, qui a préparé le concours à l'École polytechnique, est marqué par le rationalisme français ce qui le conduit à une approche hypothético-déductive et à un système d'équilibre général très abstrait. S'il est considéré comme le fondateur de l'école de Lausanne, il a de son temps peu d'influence en France où la discipline peine à prendre son autonomie vis-à-vis du droit. Une économie mathématisée commencera à s'imposer de façon cohérente dans ce pays lorsque Clément Colson deviendra, en 1918, professeur d'économie à l'école polytechnique. Toutefois, ce sont John Hicks et Paul Samuelson qui réellement contribueront à forger sa célébrité.

Stanley Jevons, tout comme Léon Walras, veut également mathématiser l'économie mais il est plus inductif, il veut partir de l'étude des faits, des réalités, en raisonnant dans un cadre qui reste utilitariste (raisonnement en termes de plaisir et de peine ou d'avantage et d'inconvénient). Cette démarche aura une forte influence sur l'économie notamment aux débuts du vingtième siècle et marque toute l'économie appliquée actuelle.

Carl Menger le fondateur de l'école autrichienne rejette l'usage des mathématiques et considère l'utilisation d'équations simultanées à la *Walras* comme incapable de mettre en lumière les relations causales ainsi que de rendre compte de la fugacité des échanges. Il trouve qu'il y a quelque chose de collectiviste chez le fondateur de l'école de Lausanne^[51]. Ce que cherche Menger c'est une science capable de rendre du comportement des agents, de saisir les

essences des phénomènes économiques^[51].

La révolution keynésienne



John Maynard Keynes montre l'importance de l'investissement public pour certaines nations

Pour Keynes, une économie de marché ne possède pas de mécanismes qui la conduise de façon automatique vers le plein emploi de ses ressources, d'où la possibilité d'un chômage involontaire qui rend nécessaire une intervention extérieure au marché. Keynes raisonne d'emblée en terme macroéconomique d'offre globale et de demande globale. Dans son cadre macroéconomique, la production, et donc l'emploi, dépend des dépenses. Si la demande n'est pas suffisante, les entreprises ne produiront pas assez et n'emploieront pas tous les salariés d'où la nécessité pour le gouvernement de conduire des politiques de soutien à la demande, c'est-à-dire de soutien à la consommation et/ou à l'investissement. Keynes insiste particulièrement sur l'investissement.

Au cœur de la révolution keynésienne se trouve la réfutation de la loi de Jean-Baptiste Say qui énonce que l'offre crée sa propre demande. Cette loi fonde ou plutôt exprime l'optimisme et aussi le naturalisme de l'économie classique qui veut qu'il ne puisse y avoir de crise économique durable. Si Keynes insiste sur ce point, c'est parce qu'il a

motivé les refus par les autorités de toutes ses propositions de politique économique durant les années vingt.

Le livre est postérieur à la crise de 1929 où, d'une certaine façon, les dirigeants ont fait du keynésianisme sans le savoir^[52].^[53]

Le keynésianisme de Keynes a eu trois successeurs. Les post-keynésiens, souvent associés à l'Université de Cambridge et à Joan Robinson, mettent l'accent sur les rigidités macroéconomiques et d'ajustement^[54]. Les keynésiens de la synthèse néoclassique ont dominé la période des trente glorieuses et de nos jours la nouvelle économie keynésienne met davantage l'accent sur les comportements humains et les imperfections des marchés. Au niveau des théories de la croissance, ils utilisent des modèles de croissance endogènes.

Les courants hétérodoxes

Article détaillé : École de pensée économique.

La première école qui s'est voulue hétérodoxe, ou plutôt dont certains membres comme Hale Walton Hamilton se sont revendiqué hétérodoxes sont les institutionnalistes américains. Pourtant le cas n'est pas si évident que cela pour deux raisons. D'une part les économistes américains jusqu'à la Seconde Guerre mondiale étaient à la fois orthodoxes et hétérodoxes, d'autre part, les institutionnalistes américains ont été influents dans des think tanks aussi importants que le NBER ou la Brookings institution ou encore à la London School of Economics. De manière analogue de nos jours la nouvelle économie institutionnelle bien qu'hétérodoxe, a une profonde influence sur une grande part de l'orthodoxie constituée par l'école néoclassique. Quand on s'interroge sur ce qui différencie l'orthodoxie de l'hétérodoxie, en général, on considère que la première privilégie la trilogie équilibre-rationalité-individualisme tandis que la seconde est plus orientée sur la trilogie structure sociale-institutions-histoire^[55].

Parmi les autres écoles hétérodoxes, les plus souvent citées sont l'école autrichienne (qui n'est pas sans avoir influencé les néoclassiques notamment dans les années 1980-2008), le marxisme, le post-keynésianisme, un des courants les plus influents, mais aussi les féministes^[56], l'économie évolutionniste, la théorie de la dépendance, l'économie structuraliste, la théorie des systèmes mondiaux^[57], ou encore l'école de la décroissance, et certains secteurs de l'altermondialisme.

L'économie hétérodoxe actuelle a une démarche théorique « empiriquement enracinée dans l'explication des modalités du processus social dans le contexte du capitalisme »^[58]. Leur économie politique est basée sur l'éthique, sur la dignité humaine et tient plus compte des classes, des hiérarchies et des inégalités^[56].

L'économie néoclassique : des keynésiens à l'école de Chicago et au développement durable

L'école néoclassique représente le « *mainstream* » c'est-à-dire le corpus enseigné dans les grandes universités américaines et d'autres comme la London School of Economics ou, semble-t-il, en France l'école d'économie de Paris et l'école d'économie de Toulouse et mis en œuvre dans les grandes institutions économiques mondiales (banques centrales, FMI, Banque mondiale, OCDE etc.)

Si le premier à utiliser le mot néo-classique fut Thorstein Veblen en 1900 pour désigner l'économie marshallienne, son usage s'est imposé à travers la redécouverte de Walras par Hicks, un article de George Stigler de 1941 et surtout par l'emploi de ce terme par Samuelson dans son manuel d'économie qui était alors le plus répandu au monde^[59]. Les historiens de la pensée économique se sont demandé pourquoi le courant keynésien majeur avait adopté cette appellation. Plusieurs raisons sont avancées^[60] : recourir à des techniques d'expertise objectives permettait de satisfaire les patrons des universités qui recherchaient des économistes politiquement corrects, par ailleurs, le recours à des techniques sophistiquées faisaient que le débat était réservé aux *insiders* et de fait les débats économiques des années cinquante-soixante-technique tel que la controverse des deux Cambridge (en clair une opposition entre néo-keynésien et post-keynésien) est relativement ésotérique.

À partir des années 1970 et de travaux de Kenneth Arrow sur l'équilibre général, le néoclassicisme se fait plus libéral classique, d'autant que l'école de Chicago attaque les néo-keynésiens sur trois points : les changes fixes, la courbe de Phillips et l'intérêt de politiques budgétaires actives. Au contraire, ils vont montrer l'intérêt du contrôle de la masse monétaire pour limiter l'inflation. L'école néo-classique prend une tonalité plus libérale classique et subit également l'influence de Friedrich Hayek. Avec la crise économique de 2008-2010, elle semble redevenir plus keynésienne avec la nomination de certains de ces membres au FMI. L'économie néoclassique a recours de manière systématique au mécanisme d'offre et de demande pour déterminer les quantités et les prix à l'équilibre et pour étudier comment cela affecte la répartition de la production et la redistribution des revenus. Les marginalistes refusent la théorie de la valeur-travail héritée de l'économie classique et lui substituent l'utilité marginale^[61].

Par la microéconomie, l'économie néoclassique présente les incitations et les coûts comme jouant un rôle omniprésent dans l'élaboration de la prise de décision. Par exemple, la théorie du consommateur et la demande individuelle isolent la façon dont les prix (les coûts) et le revenu touchent la quantité demandée. En macroéconomie, ceci se traduit par une rapide et durable synthèse néoclassique^[62].^[63]

L'économie moderne s'appuie beaucoup sur l'économie néoclassique, mais avec de nombreuses améliorations que ce soient des compléments, ou des généralisations de l'analyse antérieure, telles que par l'économétrie, la théorie des jeux, l'analyse des défaillances du marché et la concurrence imparfaite, et le modèle néoclassique de la croissance économique pour l'analyse des variables à long terme qui affectent le revenu national.

Actuellement l'école néoclassique commence à s'intéresser aussi aux problèmes du développement durable avec notamment les travaux de Nicholas Stern.

L'analyse économique

Articles détaillés : Microéconomie et Macroéconomie.

La microéconomie

Pour Paul Krugman et Robin Wells, « l'un des thèmes majeurs de la microéconomie est la recherche de la validité de l'intuition d'Adam Smith, à savoir que des individus cherchant à satisfaire leurs intérêts propres contribuent souvent à promouvoir les intérêts de la société dans son ensemble »^[64]. En effet, ce qui intéresse la microéconomie, c'est tout d'abord l'étude des choix des agents économiques, c'est-à-dire de la manière dont ils procèdent à des « arbitrages » entre différentes options possibles, en comparant leurs avantages et leurs inconvénients pour la poursuite de leurs objectifs ou la satisfaction de leurs intérêts, postulat utilitariste.

La microéconomie examine les interactions existant sur les marchés en fonction de la rareté de l'information et la réglementation gouvernementale. On distingue le marché d'un produit ou service, par exemple celui du maïs frais, des marchés des facteurs de production, capital et travail. La théorie compare les agrégats de la quantité globale demandée par les acheteurs et la quantité fournie par les vendeurs et détermine ainsi le prix. Elle bâtit des modèles pour décrire comment le marché peut atteindre l'équilibre en matière de prix et de quantité ou comment réagir aux changements du marché au fil du temps, c'est ce qu'on appelle le mécanisme de l'offre et de la demande. Les structures de marché, telles que la concurrence parfaite et le monopole, sont analysées en fonction des conséquences en termes de comportement et d'efficacité économique. L'analyse d'un marché unique se fait à partir d'hypothèses simplificatrices : rationalité des agents, équilibre partiel (c'est-à-dire qu'on suppose les autres marchés ne sont pas affectés). Un raisonnement en équilibre général permet d'analyser les conséquences sur les autres marchés, et peut permettre de comprendre les interactions et les mécanismes qui peuvent ramener à l'équilibre^[65].



Paul Anthony Samuelson, un des pères fondateurs de la microéconomie, l'auteur d'un des manuels les plus marquant de l'histoire *L'économique* (première édition 1948) avec les *Principes d'économie politique* de John Stuart Mill (première édition 1848) et les *Principes d'économie politique* d'Alfred Marshall (première édition 1890)

Théorie microéconomique traditionnelle

La théorie microéconomique standard suppose que les agents économiques, ménages ou entreprises, sont « rationnels »^[66] c'est-à-dire qu'ils sont censés disposer de capacités cognitives et d'informations suffisantes pour pouvoir, d'une part, construire des critères de choix entre différentes actions possibles et identifier les contraintes pesant sur ces choix, contraintes tant « internes » (leurs capacités technologiques s'il s'agit d'entreprises, par exemple), qu'« externes » (c'est-à-dire résultant de leur environnement économique), et, d'autre part, maximiser leur satisfaction sous contraintes. C'est le paradigme de l'*Homo aeconomicus*^[67] qui n'implique pas *a priori* que les critères de choix des individus soient purement égoïstes, ces derniers pouvant parfaitement être « rationnellement » altruistes.

Cette théorie doit son existence à la synthèse opérée par l'économie mathématique néoclassique des années 40 et 50 entre les apports du courant marginaliste du XIX^e siècle et la théorie de l'équilibre général de Walras^[68] et de Pareto^[69]. John Hicks et Paul Samuelson sont considérés comme « le père » de la microéconomie traditionnelle actuelle^[70]. Celle-ci s'organise autour de quatre volets :

1. La théorie du consommateur, qui étudie le comportement de ménages devant effectuer des choix de consommation de biens sous contraintes budgétaires ;

2. La théorie du producteur, qui étudie le comportement d'entreprises qui veulent maximiser leur profit sous contraintes technologiques ;
3. La théorie de l'échange sur des marchés, ces marchés pouvant être concurrentiels ou non concurrentiels ;
4. La théorie de l'optimum économique, qui mobilise le concept d'optimum de Pareto pour juger de l'efficacité économique collective des interactions entre agents au travers des échanges.

La théorie traditionnelle s'inscrit dans la perspective de l'équilibre général walrassien et a tendance « à assimiler le fonctionnement réel de la société à celui du modèle abstrait d'équilibre général »^[71].

Marché et défaillances du marché

Article détaillé : Défaillance du marché.



Un marché traditionnel est un espace où les acheteurs et les vendeurs se rencontrent

La poursuite de l'intérêt particulier conduit souvent à l'intérêt général mais pas toujours. Paul Krugman et Robin Wells notent ainsi que « la main invisible n'est pas toujours notre alliée »^[64].

Une défaillance du marché est un cas dans lequel le marché échoue dans l'allocation optimale des ressources économiques et des biens et services^[72]. On en parlera par exemple à propos d'un monopole (ou d'un cartel), d'une situation où coexistent chômage et pénurie de main d'œuvre (logements vides et personnes sans logements, etc.), ou encore en présence d'une pollution.

Une défaillance de marché, qui concerne l'allocation économique, est une notion différente de celle plus financière d'anomalie de marché, au sens de non efficacité du marché. Cette dernière concerne plutôt une anomalie du rendement financier (et une anomalie de prix^[73], puisque le rendement a pour dénominateur le prix) due à des phénomènes comportementaux. Les deux phénomènes peuvent toutefois être les causes ou la conséquence l'un de l'autre, ou résulter de causes communes.

La notion de défaillance est éminemment politique et donc matière à controverse, dans la mesure où elle sert à justifier des interventions politiques visant à « corriger », voire à supprimer, le marché. Toutefois, la plupart des économistes l'utilise, mais plutôt par rapport à des cas où le fonctionnement réel d'un marché donné s'éloigne significativement du marché idéal, sous l'effet de trois principales séries de causes :

- des structures de marché sous-optimales (manque de transparence, délais, etc.)^[74]
- la non internalisation de coûts (voir externalité, Bien public et Asymétrie d'information : Sélection adverse, Aléa moral et Problème principal-agent)^[75].
- des inefficiences de prix (non prise en compte de l'information par les prix) dues à des biais comportementaux^[76].

Les auteurs libéraux, depuis l'émergence de la théorie des choix publics, ajoutent une quatrième série de causes, aux conséquences bien plus graves à leurs yeux :

- les interventions de l'état. L'expression « défaillance de l'État »^[77] est apparue par symétrie avec « défaillance du marché ».

Nouvelles théories : une meilleure prise en compte de la concurrence imparfaite

À partir des années 70, le paradigme dominant de la microéconomie connaît une forte inflexion^[78] de façon à mieux intégrer toutes les défaillances et imperfections du marché. Pour Pierre Cahuc « la nouvelle microéconomie s'est constituée progressivement, à partir de critiques éparées, souvent initialement isolées, du modèle walrassien »^[71]. Plus généralement, pour l'économiste Anne Perrot, l'édifice théorique de la microéconomie traditionnelle laissait « désarmé l'économiste à la recherche d'une représentation positive du fonctionnement du marché »^[79]. Ce

changement est intervenu à un moment où la macroéconomie cherche ses fondements microéconomiques, de sorte qu'une certaine convergence va avoir lieu entre ses deux champs.

Le cadre général de la nouvelle microéconomie est davantage réduit à l'analyse d'un seul marché et sa démarche scientifique est plus axée sur la recherche de constat jugé représentatif du fonctionnement de l'économie (constats appelés « faits stylisés »^[80]). « Ces approches relèvent [...] certains des défis que l'économie hétérodoxe, « institutionnaliste », a longtemps adressés à la théorie néoclassique »^[79].

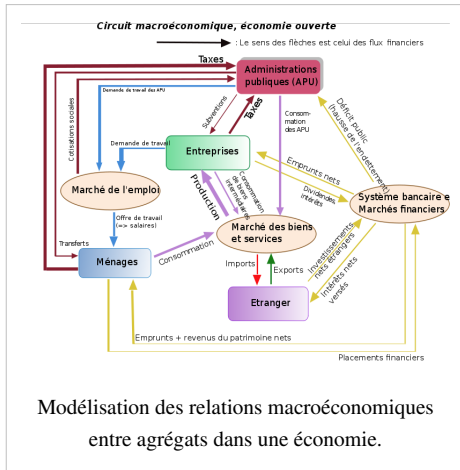
La nouvelle microéconomie met l'accent sur les problèmes d'incitations, d'information et sur la théorie des jeux. Par « incitation », on entend toute action d'un agent économique (qui peut être l'État) conduisant certains agents économiques à adopter tel ou tel type de comportement. Cette notion prend tout son sens si l'on considère que l'information disponible est inévitablement limitée pour un agent économique soucieux d'inciter d'autres agents à se comporter dans le sens de ses intérêts (lui donner les « bonnes » incitations de son point de vue). La théorie des jeux, quant-à-elle est une branche des mathématiques appliquées qui étudie les interactions stratégiques entre agents. Dans cette théorie les agents choisissent les stratégies qui maximiseront leurs bénéfices étant données les stratégies que les autres agents choisiront. Elle fournit une modélisation formelle des situations dans lesquelles ceux qui prennent des décisions interagissent avec d'autres agents^[81]. La théorie des jeux généralise l'approche maximisatrice développée d'abord pour l'analyse des marchés, elle a été développée à partir du livre de 1944 *Theory of Games and Economic Behavior*, de John von Neumann et Oskar Morgenstern. La théorie des jeux est également employée dans de nombreux domaines non économiques : stratégie nucléaire, éthique, science politique et théorie évolutionniste^[82].

L'extension de l'approche microéconomique a également conduit au développement de la « théorie des contrats ». Cette théorie conçoit les organisations, les institutions, les familles ou les entreprises, comme des ensembles de contrats (des « nœuds de contrats » dans le jargon économique)^[83].^[78] Une entreprise est, par exemple, un nœud composé de contrats de travail, liant l'entreprise à ses salariés, de contrats la liant à ses clients et à ses fournisseurs, de contrats d'engagements bancaires et financiers, de contrats légaux la liant à son État ou ville de résidence en matières fiscale et réglementaire. Les marchés sont un autre cas particulier de tels nœuds de contrats, ici des contrats d'échange. Les États, au sens des organisations politiques gérant des espaces géographiques déterminés, sont un autre exemple de nœud contractuel, les Constitutions (ou les Chartes) se présentant comme des contrats généraux liant ces organisations aux peuples qu'ils gouvernent.

Un aspect important de ces contrats est d'être généralement « incomplets », c'est-à-dire incapables de spécifier entièrement les engagements des parties dans tous les cas possibles^[84]. Le développement de cette théorie a naturellement entraîné un approfondissement des théories de la négociation et de la renégociation. En effet, son propos est non seulement d'expliquer comment et pourquoi se forment des contrats entre les agents, mais aussi les raisons pour lesquelles ils les remettent, ou pas, en cause au cours du temps.

La nouvelle microéconomie peut être utilisée par l'économie industrielle, l'économie du travail et l'économie publique du fait de son aptitude à se rapprocher des préoccupations pratiques de certains industriels^[79].

La macroéconomie



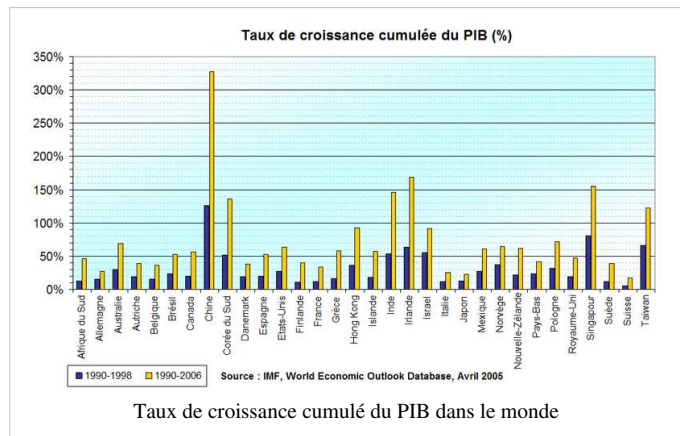
La macroéconomie étudie l'économie dans son ensemble pour expliquer les grands agrégats (indicateurs économiques) et leurs interactions, en utilisant une forme simplifiée de l'équilibre général^[85]. Ces agrégats comprennent le revenu national, la production, le taux de chômage, les prix, l'inflation et d'autres agrégats comme la consommation totale et les dépenses d'investissement et leurs composants. Elle étudie également les effets de la politique monétaire et de la politique budgétaire.

Depuis au moins les années 1960, la macroéconomie a été caractérisée par une recherche d'intégration dans les modèles du comportement de l'individu, y compris la rationalité des acteurs, l'utilisation efficace de l'information sur le marché et la concurrence imparfaite^[86].

L'analyse macroéconomique traite également des facteurs affectant la croissance du revenu national sur le long terme. Ces facteurs comprennent l'accumulation de capital, le changement technologique et la croissance de la population active^[63].

Croissance économique

Les théories explicatives de la croissance économique ont été systématisées relativement récemment dans l'histoire de la pensée économique. Ces théories cherchent à expliquer pourquoi il y a croissance économique, c'est-à-dire augmentation de la production par habitant d'un pays sur une longue période ou encore pourquoi il existe des différences de PIB *per capita* (« par tête ») entre pays et pourquoi certains pays se développent plus rapidement que d'autres. En général, trois facteurs explicatifs sont utilisés : le travail c'est-à-dire la mobilisation de la main d'œuvre (d'où l'instance en France par les économistes proches du « *mainstream* » des effets du faible taux d'emploi de certaines tranches d'âges sur la croissance potentielle^[87]), le capital et le progrès technique.



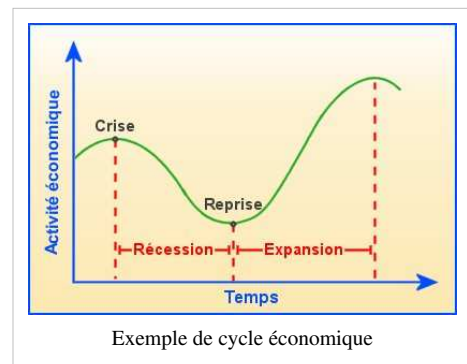
Le modèle de Harrod-Domar a ouvert la voie et a été suivi par le modèle de Solow^[88]. Alors qu'Harrod-Domar raisonne avec une fonction de production à coefficient fixe, c'est-à-dire où il ne peut y avoir substitution capital-travail, l'approche de Solow met l'accent sur la substitution capital-travail et sur le progrès technique. L'opposition entre les modèles sur la substitution capital-travail est à replacer dans le contexte des années cinquante et soixante et de l'opposition entre deux courants keynésiens : les post-keynésiens pour qui l'économie est relativement « rigide » et les tenants de la synthèse néo-classique plus libéraux^[89]. Pour Robert Solow, c'est grâce au progrès technique que la production peut augmenter et qu'il y a croissance sur la longue période^[90]. Toutefois, cette théorie explique mal d'où provient ce progrès qu'elle considère comme exogène^[91].^[88]

Les nouvelles théories de la croissance économique cherchent précisément à construire des modèles expliquant l'apparition de ce facteur, c'est-à-dire à l'endogénéiser^[92]. Ces modèles ont été développés à partir de la fin des années 1970, notamment par Paul Romer, Robert E. Lucas^[93] et Robert Barro. Ils se fondent sur l'hypothèse que la croissance génère par elle-même le progrès technique. Ainsi, il n'y a plus de fatalité des rendements décroissants : la croissance engendre un progrès technique qui permet que ces rendements demeurent constants. La croissance, si elle

génère du progrès technique, n'a donc plus de limite. À travers le progrès technique, la croissance constitue un processus qui s'auto-entretient^[94].

Cycle économique

Généralement, on associe la naissance de la macroéconomie au cycle économique de la grande dépression^[95]. Il fallait donc expliquer le processus conduisant à une telle chute de l'activité économique. C'est ainsi que John Maynard Keynes a écrit un livre intitulé *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et l'argent*, expliquant ce phénomène qui à l'époque était resté sans éclaircissement convaincant^[96]. Keynes a soutenu que la demande globale de biens pourrait être insuffisante en période de ralentissement économique ce qui conduirait à un chômage élevé lié à des baisses de la production (Keynes travaille implicitement dans un cadre de sous-emploi de l'appareil productif, les choses se passent autrement si l'appareil productif n'est pas à même de satisfaire la demande).



Il a donc préconisé des réponses politiques actives - mesures de politique monétaire par la banque centrale et de la politique budgétaire - de la part du secteur public par le gouvernement pour stabiliser la production au cours du cycle. Ainsi, une conclusion centrale du keynésianisme est que, dans certaines situations, le marché n'arrive pas automatiquement à résoudre le problème du sous-emploi ; il faut donc une intervention externe. Le modèle IS/LM constitue le cadre théorique par excellence qui a servi à étayer la théorie de Keynes^[97].

Si la pensée keynésienne a dominé la scène durant les trente glorieuses, elle a aussi suscité une vive opposition^[98]. Milton Friedman et monétarisme ont soutenu que l'action de l'État notamment en matière monétaire est inutile, voire nuisible.

Au fil des ans, la compréhension du cycle économique s'est diversifiée dans plusieurs écoles, liées à ou opposées au keynésianisme. La jonction sera faite entre les deux principaux courants de l'époque au sein de ce que Paul Samuelson a qualifié de synthèse néo-classique. Cette synthèse indique que le keynésianisme est d'application à court terme, mais à long terme la théorie néoclassique explique aisément le cycle.

La nouvelle école classique, qui doit notamment aux critiques de Milton Friedman, est un courant de pensée économique qui s'est développé à partir des années 1970. Elle rejette le keynésianisme et se fonde entièrement sur des principes néoclassiques. Sa particularité est de reposer sur des fondations micro-économiques rigoureuses, et de déduire des modèles macroéconomiques à partir des actions des agents eux-mêmes modélisés par la micro-économie. Elle postule une rationalité des agents (qui cherchent à maximiser leur utilité), une anticipation rationnelle et qu'à chaque instant, l'économie possède un équilibre unique (avec plein emploi et pleine utilisation des capacités de production) et cet équilibre est atteint par un mécanisme d'ajustement des prix et des salaires^[99].

La théorie des cycles réels, qui tente d'expliquer les fluctuations de court terme des économies comme le résultat de chocs fréquents et de faibles ampleur affectant les techniques de production constitue l'apport théorique majeur développé par ce courant^[100].

À l'opposé de ces deux dernières écoles, la nouvelle économie keynésienne conserve l'hypothèse des anticipations rationnelles, mais intègre une série de défaillances du marché^[101]. En particulier, les nouveaux keynésiens supposent une viscosité des prix et salaires, ce qui signifie qu'ils ne s'ajustent pas instantanément aux changements des conditions économiques^[102]. Ils réhabilitent l'intervention de la puissance publique dans l'économie, sans pour autant, selon certains économistes français, reprendre totalement en compte ce qu'ils considèrent être les thèses de Keynes (le keynésianisme français est plus marqué que d'autre par le post-keynésianisme)^[103].

Depuis la fin de la décennie 90, Goodfriend, M. et R. King^[104] ont parlé d'une émergence d'une nouvelle synthèse néoclassique, qui en réalité fait la symbiose entre les courants néo-keynésien et celui de la nouvelle macroéconomie

classique. À ce jour, on ne peut savoir si cette appellation va s'imposer ou si elle n'aura été qu'une passade. Mais il reste que, quelle que soit la terminologie en vigueur, un nouveau développement est à l'œuvre^[105].

Politique monétaire et l'inflation



Timbre de 1000 marks du Reich allemand émis lors de l'hyperinflation des années 30.

La politique monétaire est l'action par laquelle l'autorité monétaire, en général la banque centrale, agit sur l'offre de monnaie dans le but de remplir son objectif de stabilité des prix (limiter l'inflation). Elle tâche également d'atteindre les autres objectifs de la politique économique, qualifié de triangle keynésien : la croissance, le plein emploi, l'équilibre extérieur.

La politique monétaire se distingue de la politique budgétaire. Ces deux politiques interagissent et forment ensemble le *policy-mix*.

D'après la théorie économique moderne, le but de la banque centrale est de maximiser le bien-être économique des ménages (Mishkin).

Ainsi, on attribue généralement deux objectifs principaux à la politique monétaire : la stabilisation des prix et la stabilisation de l'activité économique^[106]. Ces deux objectifs sont étroitement liés, et non incompatibles comme on pourrait le penser, la stabilité des prix étant un préalable à une activité économique soutenue.

Cependant, conformément à la théorie quantitative de la monnaie, il n'existe pas d'arbitrage à long terme entre stabilité des prix et activité économique car la monnaie est, sur ce laps de temps, neutre (la « Courbe de Phillips » de long terme est verticale)^[107].

On distingue généralement à l'heure actuelle trois types de politiques monétaires : la fixité des taux de change, le ciblage de la croissance des agrégats monétaires et le ciblage de l'inflation.

Au demeurant, on note quatre niveaux au sein des dispositifs mis en place par les politiques monétaires : les objectifs finaux, les objectifs intermédiaires (agrégats de la monnaie ou les taux de change), les indicateurs (inflation, etc.) et les instruments (taux de facilité de prêt marginal, taux de facilité de dépôt, opérations d'open market [...]).

Politique budgétaire et fiscale

La politique budgétaire consiste à utiliser les leviers de l'imposition et des dépenses publiques. Combinée à la politique monétaire, elle forme un *policy-mix* avec la politique budgétaire dans le cadre d'une politique conjoncturelle.

Dans la pratique, en cas de creux économique, de récession ou de dépression, il est surtout question de politique budgétaire de stimulation de l'activité. Elle peut prendre la forme d'une baisse de l'imposition ou d'une hausse de certaines dépenses. Dans tous les cas, cela conduit à une dégradation du solde public. À l'inverse, dans les périodes de croissance économique élevée (y compris en période de bulle spéculative), la discipline budgétaire doit permettre de réduire le déficit public, voire de constituer des excédents, qui seront mobilisables ultérieurement.

En anglais, le terme *fiscal policy* regroupe à la fois la politique budgétaire et la politique fiscale. Ce dernier terme désignant en français les modifications de l'imposition, la (redistribution, etc.) de façon à modifier les comportements individuels (encouragement au retour à l'emploi par un impôt négatif, crédit d'impôt en faveur de la recherche etc.).

En raison de la difficulté d'anticiper la conjoncture économique, de la lenteur d'action de la politique budgétaire, les économistes comptent généralement sur les stabilisateurs automatiques^[108]. L'idée est que quand la situation économique se dégrade, les recettes fiscales sont moins bonnes (l'État prélève donc moins) tandis que les dépenses augmentent (allocation chômage, etc.), de sorte que le déficit se creuse et soutient de façon automatique l'activité.

La nouvelle macroéconomie classique s'est opposée aux politiques budgétaires « discrétionnaires » qui à la fin des années soixante-dix et quatre-vingt n'ont pas été couronnées de succès et ont contribué à accroître la dette

publique^[109]. Avec la crise économique de 2008-2009, des politiques budgétaires de soutien ont été pratiquées partout à travers le monde. Si elles ont permis d'éviter que la récession ne se transforme en dépression, elles ont aussi engendré une hausse de la dette publique qui pose aujourd'hui problème notamment dans la zone euro.

Théories et études empiriques

Article détaillé : Théorie économique.



William Petty, considéré par Schumpeter comme un des précurseurs des études empiriques, plus spécifiquement l'économétrie

La méthodologie économique « mainstream » contemporaine, parfois appelée école néoclassique, pourrait se dénommer économie mathématique^[110] tant il est vrai que, depuis la seconde-guerre mondiale, elle recourt à des instruments mathématisés : algèbre linéaire, statistiques, théorie des jeux, outils informatiques^[111]. Les économistes professionnels sont censés posséder ces outils même si certains sont spécialisés dans des champs où on utilise moins les études quantitatives. De très grands économistes tels Adam Smith ou Joseph Schumpeter n'étaient pas des mathématiciens. Parmi les premiers à utiliser les mathématiques, figurent les ingénieurs économistes français (Jules Dupuit, Augustin Cournot etc.). De nos jours, les économistes hétérodoxes mettent moins l'accent sur les mathématiques.

Les théories empiriques

La théorie économique « mainstream » repose sur des modèles économiques quantitatifs *a priori* qui utilisent une large gamme de concepts. Une théorie repose généralement sur l'hypothèse « toutes choses égales d'ailleurs », qui suppose constantes les variables explicatives autres que celles sous études. Quand on bâtit une théorie, l'objectif est de trouver un modèle qui donne des prédictions plus précises et plus intéressantes que celles fournies par les théories antérieures^[112], tout en utilisant le moins de variables explicatives possibles.

En microéconomie, les principaux concepts incluent : l'offre et demande, l'utilité marginale, la contrainte budgétaire (c'est-à-dire que les individus vont essayer de maximiser leur utilité sous contrainte budgétaire), la théorie du choix rationnel, la théorie de la firme. Les premiers modèles macroéconomiques se focalisaient sur les relations entre agrégats (on appelle ainsi la consommation des agents d'un pays, l'investissement d'un pays, les exportations, etc.). Toutefois, dans les années soixante-dix, ces relations sont apparues changeantes, ce qui a poussé les macroéconomistes à s'intéresser aux fondements microéconomiques de la macroéconomie.

Souvent, pour exposer le raisonnement économique et illustrer les relations théoriques, les économistes utilisent des graphiques à deux dimensions. À un plus haut niveau de généralité, Paul Samuelson, dans son livre de 1947, *Foundations of Economic Analysis* utilise les mathématiques pour exposer la théorie, particulièrement celle du comportement maximisateur d'agents dans un cadre d'équilibre général. Le livre est centré sur des théorèmes pouvant être réfutés par des données empiriques^[113].

Les études empiriques

Les théories économiques sont fréquemment testées empiriquement, à travers, notamment, du traitement statistique et économétrique des données économiques^[114]. Les expériences sous contrôle, communes en physique, sont difficiles^[115] et rares en économie, qui préfère l'analyse de nombreuses données.

L'économétrie recouvre toute application des mathématiques et des statistiques à l'étude des phénomènes économiques. L'économétrie positive permet l'évaluation des grandeurs économiques non directement mesurables, des paramètres au contrôle empirique des modèles^[116].

Les méthodes statistiques, telle que la régression statistique, sont très utilisées. Les praticiens s'en servent pour estimer la taille, la signification économique et la signification statistique d'une relation hypothétique entre variables, et à neutraliser le « bruit » d'autres variables. Par ce moyen, une hypothèse peut être acceptée, même s'il s'agit d'une acceptation plus probabiliste que certaines. L'acceptation dépend de la capacité qu'ont des hypothèses falsifiables à résister aux tests. L'utilisation de méthodes acceptées ne conduit pas nécessairement à une conclusion définitive ou à un consensus sur une question en raison du choix des tests, des données et des croyances.

En économie appliquée, à partir des années soixante, des modèles macroéconomiques comptant des centaines de variables et d'équations servent à analyser l'impact de certaines politiques économiques et à réaliser des prévisions économiques. Ils sont utilisés par les banques centrales, les grandes institutions économiques FMI, OCDE, ainsi que par certains ministères de l'économie et des finances.

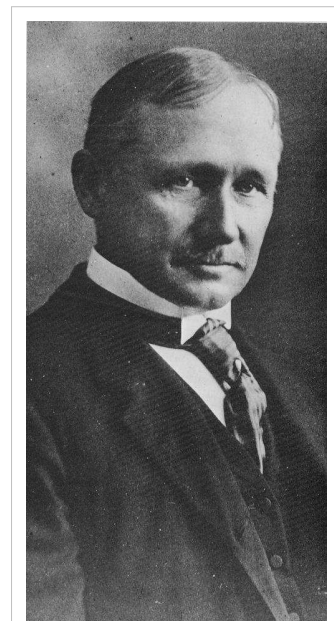
L'économie expérimentale a permis de tester des hypothèses qui étaient auparavant considérées comme des axiomes^[117]. Cela a conduit à réduire la distance qui sépare l'économie des sciences naturelles. Dans certains cas, les axiomes se sont révélés partiellement incorrects ; c'est ainsi, par exemple, que le jeu ultime a révélé que les gens rejettent les offres inégales, c'est-à-dire qui leur sont trop défavorables.

En économie comportementale, les psychologues Daniel Kahneman et Amos Tversky ont reçu le prix Nobel d'économie pour leur découverte empirique de plusieurs biais cognitifs et heuristiques^[118]. Ils ont donné naissance à la théorie des perspectives qui elle-même est à la base de la finance comportementale.

La théorie des organisations

La théorie des organisations (économie des organisations et sociologie des organisations) est un domaine d'analyse passerelle entre l'économie, la psychologie et la sociologie. Depuis l'antiquité, l'administration du patrimoine des organisations a été un sujet d'analyse économique. Platon idéalisait le fait d'organiser les fonctions des individus au sein de sa société par la division du travail^[119]. Au XVIII^e siècle, Adam Smith^[120] est un des premiers auteurs à réfléchir au fonctionnement de l'entreprise. Il met en valeur le fait que la division du travail par la spécialisation en fonction des compétences permet de dynamiser le marché (exemple de la manufacture d'épingle). Dans cette optique, l'entreprise et donc l'organisation reste une « boîte noire » dans la mesure où il n'analyse pas les phénomènes se produisant en son sein, mais simplement les motivations des individus et les conséquences sur le marché. L'individu simplifié ne recherche ici que la satisfaction de ses intérêts personnels (il est appelé « homo oeconomicus »). Ce n'est que plus tard que l'organisation sera décomposée pour analyser les interactions permettant sa performance.

Dans une approche classique, vers la fin du XIX^e siècle, Frederick Taylor^[121] propose le concept d'organisation scientifique du travail tendant vers une « one best



F. W. Taylor reprend les idées d'Adam Smith pour les appliquer aux entreprises

way ». Celle-ci repose sur la décomposition du travail en gestes élémentaires chronométrés et organisés rationnellement pour former une chaîne de production. Taylor désirait appliquer les principes généraux d'amélioration de la productivité par la division du travail à l'entreprise qu'Adam Smith^[120] avait soulignée (avant lui Platon^[119] au niveau de la société, c'est-à-dire l'amélioration de la performance par la spécialisation). Il partage aussi l'idée avec Henry Ford qu'une augmentation des rendements peut être obtenue en contrepartie de bons salaires^[122].

Dans le cadre de l'approfondissement de la recherche sur les relations humaines pour l'organisation, des auteurs comme par exemple Elton Mayo^[123], Kurt Lewin^[124] ou Abraham Maslow^[125] ont participé, dans les années soixante, à la prise en compte par l'économie de comportements contraires aux objectifs de productivité de l'école classique : absentéisme élevé^[126], rotation importante du personnel, accidents du travail, etc.

À cette même époque, l'organisation va aussi être reconnue comme un système complexe^[127], c'est-à-dire une démarche globale qui s'intéresse plus aux liaisons entre les différents éléments constitutifs d'une entité qu'aux caractéristiques propres de chaque élément. Elle peut ainsi être reconnue comme un lieu de décision et un processus de prise de décision sensible à la rationalité limitée de ses agents^[128].^[129]

Après ces divers courants de réflexion, et à la différence des écoles classiques, des auteurs réfléchissent aux prises de décisions satisfaisantes à des organisations spécifiques dans des contextes particuliers. Ainsi, l'organisation serait soumise à des facteurs de contingence, c'est-à-dire des caractéristiques évolutives qui influencent ses décisions et ses actions^[130]. Une vision évolutionniste (basée sur des routines expliquant la nature de l'organisation) a enfin vu le jour dans les années 80^[131].

L'économie appliquée réduite à la classification du Journal of Economic Literature

L'économie appliquée peut être réduite à la classification du Journal of Economic Literature, afin de circonscrire l'analyse de sa mise en pratique. Celle-ci est la classification la plus reconnue en sciences économiques.

L'économie appliquée à la firme

La théorie de la firme cherche à répondre à quatre questions^[132] :

1. Pourquoi des firmes émergent-elles, pourquoi toutes les transactions ne passent-elles pas par le marché ?
2. Pourquoi la frontière entre la firme et le marché se situe-t-elle exactement là à un moment donné ? Quelles transactions sont réalisées en interne et lesquelles passent par le marché ?
3. Pourquoi les firmes sont-elles structurées de telle façon et non de telle autre ? Quel jeu entre relations formelles et informelles ?
4. Qu'est-ce qui explique les différentes actions de la firme et ses performances ?

La période de la première guerre mondiale voit l'économie ne plus se cantonner au modèle de concurrence pure et parfaite. Il devient de plus en plus clair qu'il ne constitue pas le cadre le plus adéquat pour comprendre le comportement des firmes. Le besoin d'une nouvelle théorie de la firme a été également souligné par les études empiriques d'Adolf Berle et Gardiner Means. Dans un livre qui a fait date, ils ont montré, au début des années trente, que les grandes sociétés américaines n'étaient plus dirigées par les propriétaires du capital mais par des managers^[133]. Parallèlement, R.L. Hall et C.J. Hitch soutiennent que les cadres prennent plus généralement leurs décisions par la technique du « doigt mouillé » (par intuition du fait de leurs rationalités limitées^[134].^[135] qu'en se servant de l'approche marginaliste^[136].

Pour Ronald Coase^[132], mais aussi pour Oliver Williamson^[137], la firme existe quand les coûts de coordination internes sont moins élevés que les coûts de transaction sur le marché, c'est-à-dire, par exemple, si pour produire un bien, il est moins cher d'engager des salariés et de les faire travailler que d'acheter le produit sur le marché.

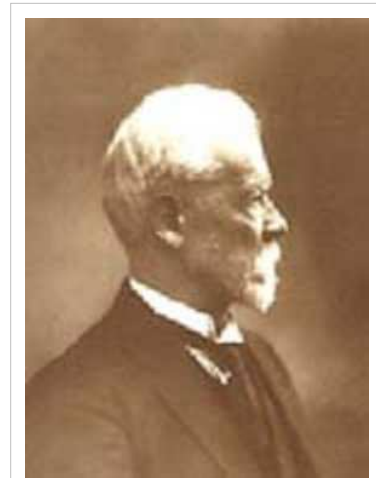
Les économistes reconnaissent maintenant qu'il n'existe pas de distinction claire entre les relations intra-firmes et les relations inter-firmes, et que donc, il est utile de considérer les transactions survenant à l'intérieur de la firme comme

représentant une relation contractuelle de marché^[138]. Les coûts engagés dans de telles transactions, qu'elles se situent à l'intérieur de la firme ou à l'extérieur, sont des coûts de transactions.

Pour Richardson, il existe des formes intermédiaires entre la firme et le marché, telle, par exemple, la coopération entre entreprises à travers des partenariats^[139].

La question de savoir si la firme constitue le royaume de la direction bureaucratique protégée du marché ou si la firme est simplement une « fiction légale », un nœud de relations contractuelles entre les individus, comme l'avancent la théorie de l'agence ainsi que Jensen et Meckling, dépend « de la complétude des marchés et de la capacité des forces du marché à pénétrer les relations intra-firme »^[141].

La gestion est alors la mise en pratique de ces théories économiques par l'utilisation de méthodes et d'indicateurs spécifiques aux différentes fonctions représentées dans l'organisation. Il existe d'étroites relations entre la théorie économique et sa gestion. La différence tient dans le caractère plus appliqué et plus explicitement normatif de la gestion. Certains spécialistes des sciences de gestion réduisent l'objet de la gestion à l'entreprise, d'autres l'élargissent à toutes organisations humaines. Dans le sens de sciences et de techniques d'administration, la gestion s'est départementalisée en suivant le découpage en fonction dans les organisations (gestion commerciale : Commerce, gestion financière (analyse financière) : Finance, gestion de production : Production industrielle par exemple...)^[142].



Henri Fayol envisage toutes organisations par ses fonctions^[140].

L'entreprise (voir le portail des entreprises) est une unité économique autonome combinant divers facteurs de production, produisant pour la vente des biens et des services, et distribuant des revenus en contrepartie de l'utilisation des facteurs. En ce sens, les organisations à activité marchande telles que les banques, les exploitations agricoles, les coopératives, constituent des entreprises. En revanche, les unités à caractère non marchand, tel un ministère, ne peuvent pas être des entreprises. Il s'agit, dans ce cas d'espèce, d'une administration publique.

Il existe plusieurs formes d'entreprise et divers critères de classification. Du point de vue juridique, il est possible de distinguer les entreprises publiques et les entreprises privées.

L'économie appliquée à la puissance publique

L'économie politique combine économie, lois et science politique pour expliquer comment les institutions politiques et légales, l'environnement politique et le système économique (capitaliste, socialiste et mixte) interagissent. Elle étudie des questions comme, par exemple, comment les monopoles, les comportements de recherche de rente et les externalités impactent la politique des gouvernements, etc^[143],^[144]. Pour le prix Nobel d'économie Edmund Phelps, « L'économie politique est l'étude des structures alternatives de rémunérations entre lesquelles la société peut – et donc doit – choisir : comment les mécanismes d'un système donné, les impôts et les subventions, les obligations et les devoirs, etc., agissent-ils sur la nature des perspectives individuelles, et dans quelle mesure fonctionnent-ils bien ou mal »^[145] ?

L'économie publique traite du secteur de production de biens publics et est souvent considérée comme la branche de l'économie dont l'objet est la fourniture des biens collectifs gratuits dont les coûts sont financés par les impôts et les emprunts publics. De manière plus large, l'économie publique intègre aussi la production de biens marchands par les entreprises publiques. Elle étudie ainsi les politiques que doit mener un État dans un but de développement économique et de bien-être de sa population, ainsi que les problématiques d'inégalités internes et de redistribution.

La finance publique est le champ de l'économie qui traite des revenus et des dépenses du secteur public. Elle procède à des analyses coût-bénéfices des programmes du gouvernement ou de l'État, et de l'incidence des impôts et taxes sur l'efficacité économique et la distribution des revenus.

L'économie du bien-être est une branche normative de l'économie (c'est-à-dire qui cherche à déterminer ce qui, d'après elle, devrait être). Elle utilise les outils de la microéconomie pour déterminer l'efficacité allocative et la distribution des revenus qui lui est associée. Elle veut mesurer le bien-être en examinant les activités des individus qui composent la société^[146].

L'analyse économique du droit (*Economic Analysis of Law* ou *Law and Economics* selon l'appellation américaine) est la discipline qui cherche à expliquer les phénomènes juridiques grâce aux méthodes et concepts de la science économique^[147]. Entre la théorie juridique et la science économique, l'analyse économique du droit emprunte à ces deux disciplines pour expliquer d'une nouvelle façon les phénomènes juridiques.

Des critiques ont été émises concernant l'intervention publique. Pour les économistes de la théorie des choix publics, les politiques et les fonctionnaires ne cherchent pas d'abord l'intérêt général mais leurs intérêts propres. Les premiers cherchent d'abord à être réélus et les seconds à améliorer notamment leurs revenus ou leurs pouvoirs.

La recherche de rente, quant à elle, insiste sur le fait que les individus et les organisations cherchent le profit davantage en essayant de gagner une rente à travers la création de réglementations qui leur sont favorables que par une activité créant réellement un surplus de richesse. La plupart des études sur la recherche de rente insistent sur les efforts faits par certains pour s'assurer des positions de monopoles.

L'économie appliquée à un domaine particulier

L'économie internationale

L'économie internationale est la branche des sciences économiques qui s'intéresse aux relations commerciales et économiques entre pays. Charles Kindleberger soulignait que « le seul fait que des nations souveraines existent entraîne des complications qui nous obligent à modifier nos instruments habituels d'analyse économique, si nous voulons les appliquer aux questions économiques internationales »^[148]. Paul Krugman au contraire estime que l'économie internationale recourt aux mêmes méthodes analytiques que les autres branches de l'économie. Toutefois, il insiste lui aussi sur le fait que « la matière de l'économie internationale porte sur les problèmes résultant des interactions entre États souverains »^[149].

L'économie internationale traite d'abord des théories du commerce international : avantages comparatifs, modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson, les nouvelles théories du commerce international.

Puis, elle s'intéresse à la réalité, c'est-à-dire à ce que font réellement les États, c'est ce qu'on appelle les politiques commerciales. Dans son ouvrage cité précédemment, Charles Kindleberger, s'intéressait également à ce qu'il appelle l'économie politique des barrières commerciales, c'est-à-dire au jeu des groupes de pression et de ceux qui recherchent des rentes.

Autre point important de l'économie internationale : la monnaie vue sous l'angle du taux de change, de la balance des paiements et des prix relatifs. Puis viennent les problèmes de coordination au niveau international des politiques macro-économiques. Cette partie peut inclure les mouvements globaux de capitaux. Néanmoins, Kindleberger préférerait les traiter à part dans ce qu'il appelait les mouvements des facteurs qui comprenaient, outre les flux financiers, les migrations de main d'œuvre.

La finance

La finance désigne les méthodes et les institutions qui permettent aux entreprises et aux particuliers d'obtenir les capitaux nécessaires et aux épargnants de placer leurs capitaux. Les acteurs de la finance sont donc tous les agents économiques qui recherchent des capitaux ou qui souhaitent les placer.

La finance est devenue largement de nos jours un négoce d'instruments et de transfert d'anticipations de revenus et de risques dont les prix peuvent être négociés sur des marchés ou auprès d'institutions. Les risques, en particulier, peuvent être transférés à ceux qui sont disposés

à les prendre (contre des revenus espérés), et les intermédiaires financiers peuvent pratiquer une compensation des risques inverses (par exemple, le risque de change d'un importateur est inverse de celui d'un exportateur, le risque de taux d'un prêteur est inverse de celui d'un emprunteur), la diversification des risques, etc.

La finance comprend plusieurs volets :

- La finance d'entreprise : c'est-à-dire la gestion financière des entreprises, notamment de leurs investissements et de leurs financements. C'est le domaine d'activité du directeur financier.
- La finance de marché : c'est-à-dire le fonctionnement des grands marchés sur lesquels il est possible d'investir, de se couvrir, ou d'utiliser des instruments financiers complexes, comme les options.



Salle de marchés à New-York.

L'économie du développement

L'économie du développement est une branche de l'économie qui applique des techniques modernes de l'analyse macroéconomique et microéconomique à l'étude des problèmes économiques, sociaux, environnementaux et institutionnels que rencontrent les pays dits en développement^[150]. Elle s'intéresse aux déterminants de la pauvreté et du sous-développement ainsi qu'aux politiques à mettre en œuvre pour sortir les pays en développement de leur sous-développement.

L'origine de l'économie du développement moderne est liée à l'industrialisation de l'Europe de l'Est après la seconde guerre mondiale^[151]. Parmi les auteurs importants, on compte notamment Paul Rosenstein-Rodan^[152], Kurt Mandelbaum^[153], Ragnar Nurkse^[154], et Sir Hans Wolfgang Singer. À partir de cette même période d'autres auteurs vont s'intéresser à de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine dont certains sont créés suite au mouvement de décolonisation. Au cœur de ces études, on trouve des auteurs comme Simon Kuznets et W. Arthur Lewis^[155] qui développent non seulement une stratégie de croissance économique mais aussi de changements structurels^[156].

Cette phase pionnière qui reflète les préoccupations des années cinquante sera suivie à partir des années quatre-vingt par une approche plus orientée vers le marché, préconisée alors par la Banque mondiale. Depuis la fin des années 90, certains économistes du développement (notamment Michael Kremer et Esther Duflo) ont développé des outils permettant d'appréhender les effets des politiques économiques au niveau microéconomique et ont mis l'accent sur l'analyse d'expériences de terrain. Ils ont développé la théorie de la randomisation, de l'évaluation aléatoire et insistent sur l'importance des micro-projets dans les stratégies du développement. Pour certains, la randomisation aurait revitalisé la discipline de l'économie du développement de sorte que parfois, on parle d'économie du micro-développement^[157]. Toutefois, l'approche macroéconomique et institutionnaliste demeure dynamique avec des auteurs comme Daron Acemoglu, William Easterly, Douglass North ou Dani Rodrik.

L'économie du travail

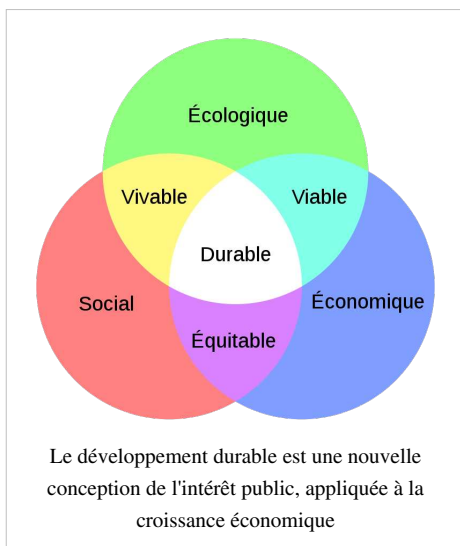
L'économie du travail analyse le fonctionnement du marché du travail défini comme le lieu de rencontre des travailleurs et des employeurs.

Dans le cadre d'une économie capitaliste, les « offreurs » de force de travail sont les travailleurs et les demandeurs sont les employeurs. L'économie du travail cherche à analyser la fixation des salaires, le taux d'emploi et le chômage, et permet de déterminer les meilleures politiques de l'emploi à mettre en place.

Il y a deux approches possibles pour étudier le marché du travail. L'économie du travail peut être analysée à l'aide des techniques microéconomiques ou macroéconomiques. Les techniques macroéconomiques s'intéressent aux interactions entre le marché du travail et les autres marchés (bien, monnaie, commerce extérieur). Il s'agit de savoir comment ces interactions influencent les variables macroéconomiques telles que le niveau de chômage, le taux de participation au marché du travail, le revenu agrégé et le produit intérieur brut.

Depuis les années soixante-dix, l'économie du travail s'est profondément renouvelée en lien avec la nouvelle microéconomie. Elle s'est orientée vers la prise en compte des imperfections informationnelles, de la concurrence imparfaite, et elle a intégré des éléments appartenant au courant hétérodoxe : étude du syndicalisme, segmentation des marchés^[158]. Elle a utilisé des théories plus récentes : la théorie des contrats implicites, la théorie du salaire d'efficacité, la segmentation du marché du travail et la théorie des insiders-outside^[159].

Économie de l'environnement



La défaillance du marché est une notion centrale à l'économie de l'environnement. La défaillance du marché signifie que les marchés ne parviennent pas à allouer de manière efficiente les ressources^[160]. Il existe donc un écart entre ce qu'une personne privée est prête à payer sur le marché pour l'environnement et ce que la société peut investir^[161]. Les formes courantes de défaillance du marché incluent certaines externalités négatives^[162].

Une externalité est la conséquence de l'interdépendance des agents économiques qui échappe au système d'appréciation du marché, par exemple les pollutions engendrées par certains qui entraînent des dépenses diverses de protection chez ceux qui en sont victimes. Naît donc un besoin de réglementation du marché qui analyse les productions humaines selon divers critères comme la non-rivalité et le niveau d'excludabilité (comme les biens publics)^[163].

Le développement durable vise à instaurer des normes qui permettent de satisfaire les besoins humains tout en préservant l'environnement non seulement pour le présent mais également pour le futur. Le terme a été utilisé par le rapport Brundtland qui lui a donné sa légitimité et sa signification de développement économique qui « satisfait les besoins du présent sans compromettre ceux des générations futures »^[164],^[165].

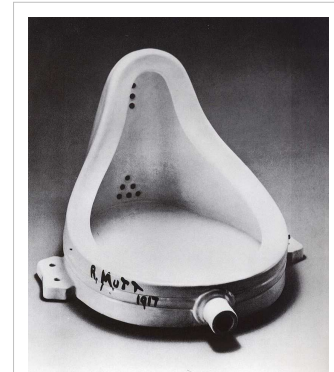
Économie de la culture

L'économie de la culture est une branche de l'économie s'intéressant aux aspects économiques de la création, de la distribution et de la consommation d'œuvres d'art. Longtemps cantonné aux beaux-arts, aux spectacles vivants et au patrimoine historique dans la tradition anglo-saxonne, son spectre s'est élargi depuis le début des années 1980 à l'étude des particularités des industries culturelles (cinéma, édition de livres ou de musique) ainsi qu'à l'économie des institutions culturelles (musées, bibliothèques, monuments historiques)^[166].

La délimitation de l'économie de la culture pose le même problème que la délimitation de la culture elle-même. Le cœur de l'économie de la culture, et historiquement son premier domaine, est donc l'étude des beaux-arts et des spectacles vivants (théâtre, opéra). Ces thèmes constituent encore une part importante des articles de recherche.

Toutefois, un fait saillant des XIX^e et XX^e siècles sont l'apparition de la culture de masse par le biais de biens à contenu culturel, mais produits selon des méthodes industrielles. La naissance de la grande industrie a eu des répercussions considérables sur les modes de pensée et d'action. L'apparition de l'objet de série, qui détrône la pièce unique autrefois sacralisée par l'art, va profondément modifier les comportements^[167]. Les économistes de la culture ont fait valoir la difficulté à faire des distinctions dans ce domaine, qui relèvent le plus souvent de jugements de valeurs subjectifs. Ils ont également mis en avant des spécificités dans la sélection des produits, leur fabrication et leur demande qui permettaient de différencier les biens culturels. Ainsi, ces derniers ont pour trait commun d'incorporer un élément créatif dans leurs caractéristiques essentielles. Cependant, cette caractérisation est trop large. L'importance croissante du *design* fait que pour certains produits pouvant difficilement être considérés comme culturels (vêtements, baladeurs numériques), la dimension de créativité fait l'essentiel de la valeur^[168].

C'est pourquoi les économistes du champ ont adopté le concept d'industries de contenu pour désigner l'ensemble du secteur produisant des biens dont l'essentiel de la valeur tient à leur contenu symbolique plutôt qu'à leurs caractéristiques physiques. Ainsi, un livre est un bien culturel, que le texte soit relié ou non, la couverture solide ou non, tandis qu'un baladeur numérique hors-service n'a plus de valeur malgré son design.



Les frontières de l'économie de la culture sont floues. Où finit la sculpture et où commence le design ? Les logiques économiques des deux secteurs présentent de grandes similarités.

L'économie appliquée à un secteur particulier



La production industrielle appelle à de possibles économies d'échelle

Le terme secteur économique regroupe deux définitions :

- celle de multiples domaines d'activité économique, et pour laquelle chaque « secteur économique » regroupe des familles de produits assez proches pour être commercialisés ensemble (par exemple, le « secteur des petits produits électroménagers ») ;
- celle de la répartition de l'ensemble de l'activité économique en trois grands secteurs économiques (primaire, secondaire, tertiaire).

En pratique, la production économique, à la suite de l'économiste écossais Colin Clark^[169], peut être répartie entre plusieurs secteurs :

- le *secteur primaire* concerne la collecte et l'exploitation directe de ressources naturelles (matériaux, énergie, agriculture, pêche) ;
- le *secteur secondaire* concerne les industries de transformation (agissant sur les matières premières) ;

- le *secteur tertiaire* regroupe les industries de services (essentiellement immatériels : assurances, intermédiation, formation, études et recherche, administration, services à la personne, sécurité, nettoyage, etc.)

Cette classification n'est pas rigide, l'agriculture par exemple ayant été à l'origine classée comme du secteur secondaire (le cultivateur transforme des graines en produits consommables), par opposition à la chasse et la simple cueillette.

De plus en plus, en outre, certains auteurs parlent d'un quatrième secteur, appelé quaternaire.

Secteur primaire

L'économie agricole est la partie de l'économie ou de la science économique qui concerne l'agriculture. L'économie agricole est donc la direction économique qui gère les différents aspects de l'agriculture et du milieu en général. Cette étude concernant l'utilisation optimale du sol s'avère être en corrélation avec les besoins humains. La croissance du surplus agricole est considérée par les économistes, soit comme la condition de base du développement économique, soit comme la conséquence de l'utilisation de techniques modernes industrielles, soit un moyen au même titre que l'industrie d'assurer le développement^[170]



Développement du Machinisme agricole.

Secteur secondaire

L'organisation industrielle ou économie industrielle est le champ de l'économie qui étudie le comportement stratégique des entreprises et plus généralement des organisations en fonction des structures des marchés. L'étude de l'organisation industrielle ajoute au modèle de concurrence pure et parfaite des « frictions » du monde réel tels que : une information limitée, les coûts de transaction, les coûts nécessaires aux changements de prix, l'action du gouvernement (en France de l'État) et les barrières à l'entrée mises à l'arrivée de nouveaux concurrents^[171]. Peut-être le terme le plus approprié serait économie de concurrence imparfaite. L'émergence de l'organisation industrielle comme champ séparé doit beaucoup à Edward Chamberlin, Edward Mason et Joe Bain.

On distingue, en général, deux approches de l'organisation industrielle : la première est descriptive tandis que la seconde est fondée sur la théorie des prix et utilise la micro-économie pour expliquer le comportement des firmes en fonction des structures du marché^[172].

Secteur tertiaire

- L'économie de la santé est l'application de la science économique au domaine de la santé. Cette discipline a connu un fort essor suite au développement des dépenses de santé dans les pays développés et aux problèmes qu'elles posent^[173] aux comptes sociaux (comptes nationaux de la santé).
- L'économie de l'éducation est une branche de l'économie qui traite de l'influence de l'éducation sur le développement économique des pays. La plupart des études économiques montrent que le niveau d'éducation a une influence positive sur le revenu :
 - au niveau individuel : plus un individu a un diplôme reconnu, plus la probabilité qu'il soit au chômage diminue, et plus le revenu moyen qu'il gagnera sera élevé.
 - au niveau collectif, des études (de l'OCDE par exemple^[174]) ont montré que l'efficacité du système éducatif (adéquation des formations aux besoins économiques, etc.) avait un effet positif sur le revenu par habitant, tout comme le nombre d'années d'éducation. Ces effets se vérifient à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement, où les rendements de l'éducation sont encore plus importants.

Notes et références

(en) Cet article est partiellement ou en totalité issu de l’article en anglais intitulé « *Economics* ^[175] » (voir la liste des auteurs ^[175])

Notes

- [1] Marshall 1879, p. 2
- [2] Jevons 1879, p. xiv
- [3] Clark 1998
- [4] Smith 1991, p. 83
- [5] Le lecteur pourra aussi se rapporter au livre de Marshall Sahlins *Âge de pierre, âge d'abondance. Economie des sociétés primitives*, préface de Pierre Clastres, NRF Gallimard, 1976 ISBN 2070292851
- [6] Kramer 1988, p. 52–55
- [7] Horne 1915
- [8] Lire Cécile Michel, *Correspondance des marchands de Kanish au début du II^e millénaire avant JC*, éditions du Cerf, 2001
- [9] Schumpeter 1954, p. 97–115
- [10] Oweiss 1988
- [11] Boulakia 1971
- [12] Jha 1998, p. 267–282
- [13] Sihag 2005, p. 723-755
- [14] Un auteur Sihag, B.S semble en faire un précurseur de nombreux concepts modernes. Le lecteur qui voudra se faire une idée sur la question pourra se reporter aux deux articles précédents et à son livre **(en)** B.S. Sihag, *Kautilya on institutions, governance, knowledge, ethics and prosperity.*, Humanomics 23(1): 5–28, 2007
- [15] Villey 1985, p. 37
- [16] Heckscher 1955, p. 20
- [17] N.A. 2007, p. 26
- [18] Blaug 207, p. 343
- [19] Villey 1985, p. 41
- [20] Le bullionisme provient du mot anglais *bullion*, qui signifie « lingot ».
- [21] Villey 1985, p. 53
- [22] Voir notamment l'ouvrage de Fernand Braudel, *La Dynamique du capitalisme*, Arthaud, 1985, et celui de Max Weber, *Ethique protestante et esprit du capitalisme*
- [23] Eli Heckscher, *Mercantilism*, George Allen and Unwin Ltd, London, 1934 cité in Robert B. Ekelund, Jr., and Robert D.Tollison *A Rent-Seeking Theory of French Mercantilism*, in J.M Buchanan, Gordon Tullock, (eds) *The Theory of Public Choice II*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1984, p.243
- [24] **(en)** Robert B. Ekelund, Jr., and Robert D.Tollison, *A Rent-Seeking Theory of French Mercantilism*, Texas a & M Univ Pr; 1st edition, ibid, 1982, p.206-223
- [25] Weber 1985, p. 222
- [26] Blaug 1987, p. 434-435
- [27] Les dates proviennent de Daniel Villey, 1985, p.60
- [28] Richard Cantillon, *Essai sur la nature du commerce en général*, 1755
- [29] Blaug 1997, p. 24-29 et 82-84
- [30] Smith 1991, p. 294
- [31] Pour une réfutation de cette vision de la main invisible, voir Grampp William D., 2000, *What Did Smith Mean by the Invisible Hand ?*, *Journal of Political Economy*, Vol.108, N°.3, June
- [32] Keynes 2002, p. 66
- [33] Keynes 2002, p. 69
- [34] Le lecteur pourra se rapporter aux ouvrages suivants : Fitzgibbons Athol, 1995, *Adam Smith's System of Liberty, Wealth and Virtue: the moral and political foundations of the Wealth of Nations*, Clarendon Press; Jean Mathiot, *Adam Smith philosophie et économie*, puf, 1990, de Michaël Bizou, *Adam Smith et l'origine du libéralisme*, puf 2003, aux travaux de Daniel Diatkine et notamment à son introduction à la *Richesse des nations* dans la version GF-Flammarion de 1991, aux articles Jacob Viner de 1927, *Adam Smith and Laissez Faire* *Journal of Political Economics*, April, de Grampp William D., 2000, *What Did Smith Mean by the Invisible Hand ?*, *Journal of Political Economy*, Vol.108, N°.3, June, ou de F.U. Clavé, *Smith face au système de l'optimisme de Leibniz*, *Revue de philosophie économique* 2005, pour ne citer qu'eux
- [35] Bizou 2003, p. 198-199
- [36] Bizou 2003, p. 209
- [37] Villey 1985, p. 89
- [38] Thomas Robert Malthus, *Principe d'économie politique*, 1820

- [39] Villey 1985, p. 85
- [40] David Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817, Traduit en français par MM. Constancio et Alcide Fonteyraud, en 1847, à partir de la 3e édition anglaise parue en 1821
- [41] Villey 1985, p. 94
- [42] Villey 1985, p. 92-102
- [43] John Stuart Mill, *Principes d'économie politique*, 1848
- [44] Smith 1991, p. 117-130
- [45] Mandel 1987, p. 371
- [46] Glyn 1987, p. 390
- [47] Roener 1987, p. 378-380
- [48] Roemer 1987, p. 380
- [49] Glyn 1987, p. 394
- [50] Backhouse 2008
- [51] Campagnolo 2004, p. 262
- [52] Tarshis 1987, p. 47-50
- [53] Samuelson et Nordhaus 2004, p. 5
- [54] Harcourt 1987, p. 47-50
- [55] Davis 2006
- [56] Lee 2008
- [57] **(en)** New School of Thought Brings Energy to *The Dismal Science* New York Times Retrieved, Oct-26-2009
- [58] Lee 2008
- [59] Aspromourgos 2008
- [60] Morgan et Rutherford 1998, p. 15-17
- [61] Campos 1987, p. 320
- [62] Hicks 1937, p. 147-159
- [63] Blanchard 1987, p. 634-636
- [64] Krugman et Wells 2009, p. 27
- [65] Varian 1987, p. 461-463
- [66] Cahuc 1993, p. 6
- [67] Menger 1891, p. 1
- [68] Léon Walras, *Éléments d'économie politique pure*, 1898
- [69] Vilfredo Pareto, *Cours d'économie politique*, 1897
- [70] Guerrien 2002, p. 247
- [71] Cahuc 1993, p. 10
- [72] Arthur Cecil Pigou, *L'Économie du bien-être*, 1920 (observation d'externalités)
- [73] Voir Edward Chamberlin et de Joan Robinson, *La théorie de la concurrence monopolistique*, Paris, PUF, 1953, traduction depuis : **(en)** *Theory of Monopolistic Competition*, Cambridge, Harvard University Press, 1933
- [74] Stigler 1971, p. 3-21
- [75] Coase 1960
- [76] Voir sur ce point, parmi d'autres **(en)** Mancur Olson, *The Logic of collective action*, 1966 et Daniel Kahneman, *Toward a Positive Theory of Human Choice*, 1980
- [77] *Government failure* en anglais, et non *state failure* (qui désigne l'incapacité de l'État à réellement exister).
- [78] Akerlof 1970
- [79] Perrot 1998, p. 4
- [80] Perrot et 1998 p.4
- [81] Bastable et Vernon 1987
- [82] Aumann et The New Palgrave 1987, p. 460-482
- [83] **(en)** Kenneth J. Arrow, *Uncertainty and the Welfare Economics of Medical Care*, 1963
- [84] Ronald Coase, *La Nature de la firme*, 1937
- [85] Blaug 2007, p. 345
- [86] Yew-Kwang 1992, p. 365-371
- [87] Cette 2007, p. 76-77
- [88] Alternatives économiques Pratique 2005
- [89] Pour aller plus loin, le lecteur se rapportera aux articles modèle de Harrod-Domar, modèle de Solow
- [90] Solow 1957, p. 312-320
- [91] Solow 1956, p. 65-94
- [92] Dominique Guellec et Pierre Ralle, *Les Nouvelles Théories de la croissance*, La Découverte, 1995
- [93] **(en)** Robert Lucas, *On the Mechanics of Economic Development*, *Journal of Monetary Economics*, 1988
- [94] **(en)** Gary Becker et Paul Romer, *Increasing returns and long-run growth*, 1986

- [95] L'analyse macroéconomique comme branche spécifique de l'analyse économique date de la publication de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* de John Maynard Keynes en 1936. Pour autant, la macroéconomie moderne, comme discipline qui s'attache à comprendre pourquoi l'économie connaît des épisodes comme la Grande dépression et pourquoi l'emploi et la production fluctuent au cours du temps, commence avec Keynes Joseph E. Stiglitz, Carl E. Walsh, *Principes d'économie moderne*, 2^e édition, Ed. de Boeck, 2004, p.490
- [96] Michel De Vroey et Pierre Malgrange, « *La Théorie et la modélisation macroéconomiques, d'hier à aujourd'hui* (<http://www.cepremap.ens.fr/depot/docweb/docweb0518.pdf>) », CEPREMAP, Docweb n° 0518, 2005. Mis en ligne le 19 06 2010
- [97] Hicks 1937, p. 147-159
- [98] M. De Vroey, P. Malgrange, « *La Théorie et la modélisation macroéconomiques, d'hier à aujourd'hui* (<http://www.pse.ens.fr/document/wp200633.pdf>) », Working paper, N° 2006-33, 2006. Mis en ligne le 19 juin 2010
- [99] O. Blanchard, et D. Cohen, *Macroéconomie*, Pearson éducation, Paris, 2006
- [100] Mankiw 1989, p. 79-90
- [101] **(en)** Gregory Mankiw, « *New Keynesian Economics* (<http://www.econlib.org/library/Enc/NewKeynesianEconomics.html>) », The Concise Encyclopedia of Economics, 2008. Mis en ligne le 19 juin 2010
- [102] Stiglitz 2004, p. 314
- [103] Clerc 1999
- [104] **(en)** Goodfriend, M. et R. King, *The New Neo-Classical Synthesis and the Role of Monetary Policy*, NBER Macroeconomics Annual, 1997, 231-83.
- [105] M. De Vroey, P. Malgrange, « *La théorie et la modélisation macroéconomiques, d'hier à aujourd'hui* (<http://www.pse.ens.fr/document/wp200633.pdf>) », Working paper, N° 2006-33, p.23, 2006. Mis en ligne le 19 juin 2010
- [106] D. Plihon, *La Monnaie et ses mécanismes*, La découverte, 2008
- [107] Agnès Bénassy-Quéré et al., *Politique économique*, de boeck, Bruxelles, 2009
- [108] M. Solow, « *Peut-on recourir à la politique budgétaire? Est-ce souhaitable?* (<http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/1-83.pdf>)=Robert », dans Revue de l'OFCE, vol. 83, no 1, 2002. Mis en ligne le 19 06 2010
- [109] **(en)** *Fiscal Policy* (<http://www.econlib.org/library/Enc/FiscalPolicy.html>), The Concise Encyclopedia of Economics, 2007. Mis en ligne le 19 06 2010
- [110] **(en)** David Colander, *Pluralism and Heterodox Economics* : Suggestions for an « Inside the Mainstream » Heterodoxy 2007 article en ligne (<http://ideas.repec.org/p/mdl/mdlpap/0724.html>)
- [111] Debreu 1987, p. 401-403
- [112] Friedman 1953, p. 10
- [113] Samuelson 1947, p. 4
- [114] Pesaren 1987, p. 8
- [115] Hugo A. Keuzenkamp, écrit dans son livre *Probability, econometrics and truth : the methodology of econometrics* publié en 2000 aux Cambridge University Press, p.2 : " in econometrics, controlled experiments are rare and reproducible controlled experiments even more so..."
- [116] William Greene, *Économétrie*, Pearson édition, ISBN:978-2744073373, 2008
- [117] Bastable et Vernon 1987, p. 241-242
- [118] **(en)** Tversky & Kahneman, *Judgment Under Uncertainty: Heuristics and Biases*, 1974
- [119] Platon 2008, p. Livre II 369c
- [120] Smith 1991, p. 71-79
- [121] voir Frederick Taylor, *La Direction Scientifique des Entreprises*, Paris, Dunod, 1911
- [122] B. Coriat, *Théorie de la régulation*, Futur antérieur, Paris, L'Harmattan, 1994
- [123] Mayo 1933
- [124] **(en)** Kurt Lewin, *A Dynamic Theory of Personality*, 1935, P441, pour son développement de la théorie du champ de la personnalité et la motivation dans l'organisation
- [125] Maslow 1943, p. voir préface sur l'importance des relations humaines pour l'organisation
- [126] Georges Friedmann, *Le Travail en Miettes*, 1956
- [127] Ludwig Von Bertalanffy, *Théorie Générale des Systèmes*, Paris, Dunod, 1973
- [128] **(en)** Herbert Simon, *The New Science of Management Decision*, New York, Harper&Row, 1960
- [129] Richard Cyert et James March, *Processus de Décisions dans l'Entreprise*, Paris, Dunod, 1970
- [130] **(en)** Tom Burns et Georges Mac pherson Stalker, *The Management of Innovation*, Londres, Tavistock-institute, 1966
- [131] **(en)** R. Nelson, S.G Winter, *An Evolutionary Theory of Economic Change*, Belknap Press of Harvard, University Press, 1982
- [132] Coase 1937, p. 386-405
- [133] **(en)** **(en)** Adolph A. Berle et Gardiner C Means, *The Modern Corporation and Private Property*, Macmillan, New York, 1933 [lire en ligne (<http://books.google.com/books?id=KbxhFrNr4IAC>)]
- [134] Herbert Simon, « *De la rationalité substantive à la rationalité procédurale* (<http://www.mcxapc.org/docs/lesintrouvables/simon5.pdf>) », Revue Piste, 1973, p. 6. Consulté le 21 juin 2010 à la suite de Herbert Simon, *Modèle d'Attitude de Choix Rationnel*, 1957
- [135] Mintzberg 1984, p. 10
- [136] **(en)** R. Hall, « Price Theory and Business Behaviour », dans *Oxford Economic Papers*, Oxford University Press, vol. 2, n° 1, 1939, p. 12-45 [texte intégral (<http://www.jstor.org/pss/2663449>)]
- [137] Voir **(en)** Olivier Williamson, *Market and Hierarchies*, Analysis and Antitrust Implications, Free Press, 1975

- [138] **(en)** R. Kenney, B. Klein, *The Economics of Block Booking*, 1983
- [139] **(en)** G. B. Richardson, « *The Organisation of Industry* », dans *The Economic Journal*, Blackwell Publishing, vol. 82, n° 327, 1972, p. 88 [texte intégral (<http://www.jstor.org/pss/2230256>), lien DOI (<http://dx.doi.org/10.2307/2230256>)]
- [140] Henri Fayol, *Administration Industrielle et Générale*, Dunod, 1918
- [141] Jensen 1976, p. 305-360
- [142] Moulin 2005, p. 276
- [143] Groenewegen 1987, p. 906
- [144] Krueger 1974, p. 291-303
- [145] Phelps 2007, p. 4
- [146] Feldman 1987, p. 889-895
- [147] Friedman et The New Palgrave 1987, p. 889-895
- [148] Lindert et Kindleberger 1982, p. 1
- [149] Krugman et Obstfeld 1995, p. 3
- [150] Développement et Économie du Développement (<http://www.scceo.umontreal.ca/ecodev/NR1.pdf>), Note de repère I, 2007. Mis en ligne le 19 06 2010
- [151] Meier, G.M. and Seers, D. (Eds) (1984). *Pioneers in Development*. New York: Oxford University Press for the World Bank. Review extract. (http://hope.dukejournals.org/cgi/pdf_extract/19/3/503)
- [152] **(en)** P. Rosenstein-Rodan, *Problems of Industrialization in Eastern and South Eastern Europe.*, Economic Journal 53, 1943
- [153] **(en)** K. Martin Mandelbaum, *The Industrialisation of Backward Areas*, Oxford: Basil Blackwell. 1945 Second Edition, 1955
- [154] **(en)** Ragnar Nurkse, *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*, Oxford: Basil Blackwell, 1953
- [155] Lewis, W.A., *Economic Development with Unlimited Supplies of Labour*. The Manchester School, XXII(2), 1954, pp. 139–191. [%20docs533%20S07/Economic%20Development%20with%20Unlimited%20Supplies%20of%20Labour%20-%20Arthur%20Lewis.pdf](#) Reprint. (<ftp://ftp.uic.edu/pub/depts/econ/wpaper/cchis/old>)
- [156] Voir **(en)** Bardhan, Pranab K. and Christopher Udry, *Development Microeconomics*, Oxford, 2000
- [157] Arvind Subramanian, « *Mettre les théories au service de l'idéalisme* (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2007/12/pdf/people.pdf>) », Finances et développement, in FMI, 2007. Mis en ligne le 19 06 2010
- [158] Perrot 1998, p. 125
- [159] Pierre Cahuc et André Zylberberg, *Le Marché du Travail*, De Boeck Universités, 2001
- [160] Hanley 2006
- [161] **(en)** F M Bator, *The Anatomy of Market Failure*, article 1958
- [162] **(en)** Arthur Cecil Pigou, *The Economics of Welfare*, 1932
- [163] **(en)** Wiseman, *The theory of public utility price – an empty box* , article 1957 article en ligne (<http://www.econlib.org/library/NPDBooks/Thirlby/bcthLS10.html>)
- [164] **(en)** United Nations, « *Report of the World Commission on Environment and Development* (<http://www.un.org/documents/ga/res/42/ares42-187.htm>) », General Assembly Resolution 42/187, 11 December 1987. Retrieved: 2007-04-12, 1987. Mis en ligne le 19 juin 2010
- [165] **(en)** Charles Smith, *Economic Development*, 2nd edition, Macmillan, Basingstoke, (ISBN 0333722280), 1998
- [166] Voir **(en)** Ruth Towse, *A Handbook of Cultural Economics*, Edward Elgar, ISBN 978-1840643381, 2003
- [167] De Méredieu 2008, p. 212
- [168] Throsby 2001, p. Chapitre 1
- [169] Voir Colin Clark, *La Condition du Progrès Économique*, 1951
- [170] **(en)** Théodore Schultz, *The Economic Organization of Agriculture*. McGraw-Hill, 1953
- [171] Carlton, p. 2 Perloff Overview
- [172] Carlton, p. 2
- [173] Adolph Wagner, *œuvre d'économie II*, Paris, Gallimard 1880
- [174] Présentation OCDE (http://www.oecd.org/topic/0,2686,fr_2649_37455_1_1_1_1_37455,00.html), 2010. Mis en ligne le 19 juin 2010
- [175] <http://en.wikipedia.org/wiki/Economics>

Références

Bibliographie

Livres

Histoire de la pensée économique

- Michaël Biziou, Adam Smith et l'origine du libéralisme, Puf, Paris, 2003
- Gilles Campagnolo, Critique de l'économie politique classique, Puf, Paris, 2004
- **(en)** Barry Clark, Political-economy: A comparative approach, Westport, 1998, 376 p. (ISBN 978-0275963705)
- **(en)** Charles F. Horne, The Code of Hammurabi : Introduction, Forgotten Books, Yale University, 13 novembre 1915, 81 p. (ISBN 978-1605060514)
- **(en)** Samuel Noah Kramer, History Begins at Sumer, University of pennsylvania press, 1^{er} avril 1988 (ISBN 978-0812212761)
- Daniel Villey, Petite histoire des grandes doctrines économiques, Litec, Paris, 1985
- **(en)** Eli Heckscher, Mercantilism, Allen Unwin, 1955
- Max Blaug, Economic Theory in Retrospect, Cambridge University Press (5^e édition), 1997
- **(en)** Joseph A. Schumpeter, History of Economic Analysis, Oxford University Press, Oxford, 7 mars 1954 (ISBN 978-0195105599)
- **(en)** John B. Davis, « Heterodox Economics, the Fragmentation of the Mainstream and Embedded Individual Analysis », dans *Future Directions in Heterodox Economics*, University of Michigan Press, 2006
- **(en)** Mary S. Morgan et Malcolm Rutherford, « American Economics : The Character of the Transformation », dans *From Interwar Pluralism to Postwar Neoclassicism*, Duke University Press, 1998

Grands économistes

- **(en)** William Stanley Jevons, The Theory of Political Economy, 1879, 2^e éd., 278 p. (ISBN 978-0935005745)
- **(en)** Alfred et Mary Paley Marshall, The Economics of Industry, Bastian Books, 1879, 252 p. (ISBN 978-0554525242)
- **(en)** Elton Mayo, The Human Problems of an Industrial Civilization, Routledge, New York, 1933, 204 p. (ISBN 978-0415279888)
- **(en)** Ibrahim M. Oweiss, Ibn Khaldun, the Father of Economics, New York University Press, 1988 (ISBN 0-88706-698-4)
- Max Weber, L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, Plon, Paris, 1985
- David Throsby, Economics and Culture, Cambridge University Press (5^e édition), 2001
- **(en)** John Maynard Keynes, « La fin du laissez-faire », dans *La pauvreté dans l'abondance*, Gallimard, 2002
- Adam. Smith, Richesse des Nations, vol. 1, GF-Flammarion, 1991
- Adam. Smith, Richesse des Nations, vol. 2, GF-Flammarion, 1991
- Platon, La République, Périade, Paris, 2008
- **(en)** Paul Samuelson, Foundations of Economics Analysis, Enlarged Edition, Harvard University Press, 1947
- **(en)** Milton Friedman, The Methodology of Positive Economics, Essays in Positive Economics, University of Chicago Press, 1953
- **(de)** Carl Menger, Die Social-Theorien der Classichen National-Oekonomie und die modern Wirtschaftspolite, Neue Freie Presse, 1891

Ouvrages spécialisés

- Dennis W. Carlton, Modern Industrial Organization, 4th edition)
- Henri Mintzberg, Le manager au quotidien, Les éditions d'organisation), Paris, 1984
- **(en)** Hanley, N.J. Shogren et B. White, Environmental Economics in Theory and Practice, Palgrave Macmillan, 2006

Manuels d'économie

- Edmund Phelps, *Économie politique*, Fayard, Paris, 2007
- Paul Krugman et Robin Wells, *Microéconomie*, De Boeck, 2009
- Paul Krugman et Maurice Obstfeld, *Économie internationale*, De Boeck, 1995
- Peter H. Lindert et Charles P. Kindleberger, *Économie internationale*, *Économica*, 1982
- Paul A. Samuelson et William D. Nordhaus, *Economics*, 2004
- Joseph E. Stiglitz et Carl E. Walsh, *Principes d'économie moderne*, 2004

Articles de revues universitaires

- **(en)** Jean David C. Boulakia, « Ibn Khaldun: A Fourteenth-Century Economist », dans *The Journal of Political Economy*, vol. 79, n° 5, 1971 [lien DOI (<http://dx.doi.org/10.1086/259818>)]
- **(en)** L.K. Jha, « Chanakya: the pioneer economist of the world », dans *International Journal of Social Economics*, vol. 25, 1993
- **(en)** B.S. Sihag, « Kautilya on public goods and taxation », dans *History of Political Economy Economics*, vol. 37, n° 4, 2005
- **(en)** J.R. Hicks, « Mr. Keynes and the Classics », dans *Econometrica*, avril 1937
- **(en)** N.G. Mankiw, « Real Business Cycles : A New Keynesian Perspective », dans *Journal of Economic Perspective*, vol. 3, 1989
- **(en)** « Business Confidence and Depression Prevention: A mesoeconomic Perspective », dans *American Economic Review*, vol. 82, n° 2, 1992
- **(en)** Robert Solow, « Technical Change and the Aggregate Production Function », dans *The Review of Economics and Statistics*, vol. 39, 1957
- **(en)** Robert Solow, « A Contribution to the Theory of Economic Growth », dans *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, n° 1, 1956
- **(en)** Ronald H. Coase, « The Nature of the Firm », dans *Economica*, vol. 4, n° 16, 1937
- **(en)** Ronald H. Coase, « The Problem of Social Cost », dans *Journal of Law and Economics*, 1960 [version en ligne texte intégral (<http://www.sfu.ca/~allen/CoaseJLE1960.pdf>)]
- **(en)** Michael C. Jensen et William H. Meckling, « Theory of the Firm : Managerial Behavior, Agency Costs and Ownership Structure », dans *Journal of financial Economics*, vol. 3, n° 4, 1976 [<http://ssrn.com/abstract=94043> texte intégral]
- **(en)** Abraham Maslow, « Theory of Human Motivation », dans *Psychological Review*, vol. 50, 1943
- **(en)** George Akerlof, « The Market for "Lemons" », dans *Quarterly Journal of Economics*, 1970
- **(en)** George Stigler, « The Theory of Economic Regulation », dans *Bell Journal of Economics and Management Science*, n° 3, 1970

Encyclopédies et dictionnaires

(en) New Palgrave (encyclopédie spécialisée dans l'économie) édition 1987

- **(en)** R.J. Aumann, « Game Theory », dans *The New Palgrave*, vol. 3, 1987
- **(en)** Olivier Blanchard, « Neoclassical Synthesis », dans *The New Palgrave*, vol. 3, 1987
- **(en)** Mark Blaug, « Classical Economics », dans *The New Palgrave*, vol. 1, 1987
- **(en)** Antonietta Campos, « Marginalist Economics », dans *The New Palgrave*, vol. 3, 1987
- **(en)** G.C. Harcourt, « Post-Keynesian Economics », dans *The New Palgrave*, vol. 3, 1987
- **(en)** L. Tarshis, « Keynesian Revolution », dans *The New Palgrave*, vol. 3, 1987
- **(en)** Hal Varian, « Microeconomics », dans *The New Palgrave*, vol. 3, 1987
- **(en)** CF Bastable et Smith Vernon, « Experimental Methods in Economics », dans *The New Palgrave*, vol. 3, 1987
- **(en)** Ernest Mandel, « Marx, Karl Heinrich », dans *The New Palgrave*, vol. 3, 1987
- **(en)** J.E. Roemer, « Marxian Value Analysis », dans *The New Palgrave*, vol. 3, 1987

- **(en)** Andrew Glyn, « Marxist economics », dans *The New Palgrave*, vol. 3, 1987
- **(en)** Allan M. Feldman, « Welfare Economics », dans *The New Palgrave*, vol. 3, 1987
- **(en)** David Friedman, « Law and Economics », dans *The New Palgrave*, vol. 3, 1987
- **(en)** Hashem M Pesaren, « Econometrics », dans *The New Palgrave*, vol. 2, 1987
- **(en)** Peter Groenewegen, « Division of Labour », dans *The New Palgrave*, vol. 3, 1987
- **(en)** Gérard Debreu, « Mathematical EconomicsEconometrics », dans *The New Palgrave*, vol. 2, 1987

(en) New Palgrave édition 2008

- **(en)** Roger E. Backhouse, « Marginal Revolution », dans *The New Palgrave*, 2008 [texte intégral ([http://www.dictionaryofeconomics.com/article?id=pde2008_M000392&q=marginal revolution&topicid=&result_number=1](http://www.dictionaryofeconomics.com/article?id=pde2008_M000392&q=marginal%20revolution&topicid=&result_number=1))]
- **(en)** Frederic S. Lee, « Heterodox economics », dans *The New Palgrave*, 2008 [texte intégral ([http://www.dictionaryofeconomics.com/article?id=pde2008_H000175&q=heterodox economics&topicid=&result_number=1](http://www.dictionaryofeconomics.com/article?id=pde2008_H000175&q=heterodox%20economics&topicid=&result_number=1))]
- **(en)** Tony Aspromourgos, « Néoclassical », dans *The New Palgrave*, 2008 [texte intégral (http://www.dictionaryofeconomics.com/article?id=pde2008_N000038&q=neoclassical&topicid=&result_number=1)]

Encyclopédies généralistes

- **(en)** Mark Blaug, « The Social Sciences: Economics », dans *The New Encyclopedia Britannica*, vol. 27, 2007
- **(en)** N.A, « Mercantilism », dans *The New Encyclopedia Britannica*, vol. 8, 2007

Dictionnaires et lexiques

- Bernard Guerrien, Dictionnaire de l'analyse économique, La Découverte, 2002
- Jean Moulin, Lexique de Gestion, Dalloz, 2005

Florence De Méredieu, Lexique de Gestion, Larousse in extenso, 2008

Articles et livres de vulgarisation

Livres

- Pierre Cahuc, La Nouvelle microéconomie, Repères La découverte, Paris, 1993
- Anne Perrot, Les Nouvelles Théories du Marché du Travail, Repère La découverte, Paris, 1998

Articles

- **(fr)** Gilbert Cette, « Europe-États-Unis : qui est le plus productif ? », dans *Alternatives économiques*, vol. 27, n° 260, juillet-août 2007
- **(fr)** Denis Clerc, « Nouveaux keynésiens, les chantres du salaire d'efficience », dans *Alternatives économiques*, mars 1999
- **(fr)** « Robert Solow », dans *Alternatives économiques pratique*, novembre 2005 [texte intégral (http://www.alternatives-economiques.fr/robert-solow_fr_art_222_27862.htmltexte=) (le 30/06/2010)]

Voir aussi

Articles connexes


- Catégorie:Économie

Thèmes généraux	Champs connexes à l'économie
<ul style="list-style-type: none"> • Sciences humaines et sociales • Science • Politique • Droit 	<ul style="list-style-type: none"> • Liste des revues académiques en économie • Economiste • Recherche en économie

Liens externes

- L'économie politique selon W. Stanley Jevons (http://classiques.uqac.ca/classiques/jevons_w_stanley/economie_politique/jevons_economie_politique.pdf), 1878. Mis en ligne le 19/06/2010

Quelques ouvrages pour aller plus loin

-  Portail de l'économie



La version du 16 juillet 2010 de cet article a été reconnue comme « **article de qualité** », c'est-à-dire qu'elle répond à des critères de qualité concernant le style, la clarté, la pertinence, la citation des sources et l'illustration.

Statistique descriptive

La **statistique descriptive** est la branche des statistiques qui regroupe les nombreuses techniques utilisées pour *décrire* un ensemble *relativement important* de données.

Description statistique

L'objectif de la statistique descriptive est de décrire, c'est-à-dire de résumer ou représenter, par des statistiques, les données disponibles quand elles sont nombreuses.


Les données disponibles

Toute description d'un phénomène nécessite d'**observer** ou de **connaître** certaines choses sur ce phénomène.

- Les **observations disponibles** sont toujours constituées d'ensemble d'observations *synchrones*. Par exemple : une température, une pression et une mesure de densité à un instant donné dans une cuve précise. Ces trois variables synchrones peuvent être observées plusieurs fois (à plusieurs dates) en plusieurs lieux (dans plusieurs cuves).
- Les **connaissances disponibles** sont quant à elles constituées de *formules* qui relient certaines variables. Par exemple, la loi des gaz parfaits $PV = nRT$.

La description

Il est assez compliqué de définir la *meilleure description possible* d'un phénomène. Dans le cadre des statistiques, il s'agira de fournir toute l'information disponible sur le phénomène en moins de chiffres et de mots possibles.

Typiquement, la loi des gaz parfaits est une très bonne description du phénomène constitué du comportement d'un gaz en état d'équilibre dont on n'observe que la pression, la température et le volume. La valeur de la constante  peut alors être vue comme une statistique associée à cette description.

La question de la *description visuelle* se pose aussi, mais nous la mettrons provisoirement de côté. L'article Visualisation des données y répond plus directement.

Point de vue statistique

Le point de vue statistique sur la description d'un phénomène provient de ce que l'on considère que les **observations disponibles** sont différentes *manifestations* du même phénomène abstrait. Pour rester sur l'exemple de la température, la pression et la densité mesurées en plusieurs instants, on va considérer qu'à chaque fois que l'on prend ces trois mesures, on observe le même phénomène. Les mesures ne seront pas exactement les mêmes ; c'est la **répartition** de ces mesures que nous allons décrire statistiquement.

Exemples

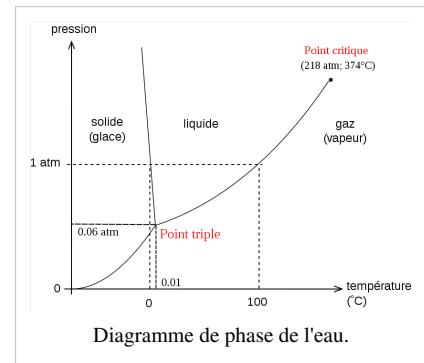
Grandeurs physiques

Si on mesure de temps à autre la pression, la température et la densité d'un gaz présent dans une cuve, on obtient une collection de triplets de données, indexés par l'instant de mesure.

Grandeurs comportementales ou biologiques

Dans le domaine médical, on peut par exemple mesurer le poids avant et après la prise d'un médicament pour plusieurs personnes. On obtient alors une collection de couples de données (poids avant et après) indexés par le nom de la personne.

En sociologie ou en marketing on peut mesurer le nombre de livres lus par an pour de nombreuses personnes, dont on connaît par ailleurs l'âge et le niveau d'étude. Ici aussi on obtient une collection de triplets de données, indexés par le nom du lecteur.



Formalisation des cas pratiques

Les différentes grandeurs mesurées sont appelées des **variables**.

L'étude statistique nécessite que l'on prenne comme hypothèse qu'il existe un phénomène abstrait plus ou moins caché qui met en œuvre ces variables (et peut-être d'autres).

Chaque valeur l'index (qui peut être une date, ou un numéro identifiant un individu), identifie alors une *photographie partielle du phénomène*. On appelle les valeurs des variables pour un indice donné des **observations** ou une **réalisation** du phénomène.

D'un point de vue formel, on pose le principe que le phénomène abstrait peut comporter des éléments déterministes comme des éléments aléatoires (on dit aussi stochastiques). L'ensemble des variables observées sont alors juxtaposées sous la forme d'un *vecteur de données*. Il n'y a plus alors qu'une seule variable (mais qui est *multi variée*).

Les observations sont alors bien des réalisations (au sens des statistiques mathématiques) de cette variable aléatoire multi variée.

Étude d'une seule variable

Description d'un phénomène mono varié

Commençons par la situation la plus simple: celle de l'observation d'une seule variable (par exemple la pression dans une cuve, ou bien le nombre de livres lus par an pour une personne). Comme nous l'avons vu plus haut, nous prenons comme hypothèse qu'il existe un phénomène dont cette variable fait partie, que ce phénomène est peut être en partie aléatoire. Cette partie aléatoire implique que la variable observée est issue d'une variable abstraite soumise en partie à un aléa inconnu.

Les observations dont nous disposons sont alors des réalisations de cette variable aléatoire abstraite.

L'objectif des **statistiques descriptives** dans ce cadre est de résumer au mieux cette collection de valeurs en prenant éventuellement appui sur notre hypothèse (l'existence d'une loi aléatoire abstraite derrière tout cela).

Description exhaustive

Une première remarque est que la meilleure description possible d'un phénomène à partir d'une collection d'observations est **la collection elle-même!** En effet, pourquoi se compliquer la vie à calculer de nombreux indicateurs alors que *tout est là?*

En premier lieu, cette remarque est loin d'être stupide, et d'un certain point de vue, on retrouve cette philosophie derrière les Statistiques non paramétriques.

Mais en second lieu, on voit bien qu'il est intéressant de *résumer* ces observations. La question importante devient alors: *comment les résumer sans détruire l'information qu'elle contient?*

Exemple simple

Si nos observations sont le succès ou l'échec de 23 sportifs à une épreuve de saut en hauteur. Il s'agira d'une série de "succès" (S), "échec" (E) indexé par le nom du sportif. Voici les données:

S, S, E, E, E, S, E, S, S, S, E, E, S, E, S, E, S, S, S, S, E, E, S

Sans réfléchir et en utilisant des *critères* statistiques, nous pouvons décider de décrire ce phénomène comme suit:

En attribuant un point à chacun des 23 sportifs lorsqu'il réussit son saut, et aucun lorsqu'il le rate, le nombre moyen de point gagné est 0,5652 et l'écart type des points gagné est 0,5069.

Il s'agit d'une description plutôt obscure, et on notera qu'elle comprend un peu moins de 200 caractères, alors que la liste des succès et échecs en compte moins de 50. Nous préférerons sans doute celle-ci:

23 sportifs ont sauté, 13 d'entre eux ont réussi.

Cette description est simple, claire et courte (moins de 50 caractères).

Il est aussi tout à fait possible d'en faire une description qui détruit de l'information, par exemple celle-ci:

En attribuant un point à chaque sportif lorsqu'il réussit son saut, et aucun lorsqu'il le rate, le nombre moyen de point gagné est 0,5652

En effet, il manque au moins le nombre de sauteurs, qui est un élément descriptif important.

Bien entendu, si on cherche à décrire un phénomène particulier, comme celui-ci *si j'avais parié sur un des 23 sauteurs, quelles chances avais-je de gagner?*, la réponse aurait été différente:

57%

beaucoup plus courte, et ne détruisant aucune information au vu de la question. Il ne s'agissait plus alors de décrire les réalisations du phénomène sans point de vue particulier, mais avec un angle bien précis. On décrit en réalité **un autre phénomène** (celui des paris).

Il est donc **très important de bien répondre à la question posée**, et de ne pas appliquer des formules toutes faites sans réfléchir.

Intéressons-nous en dernier lieu à une autre question: *Si je devais parier lors d'une prochaine épreuve de saut, quelles seraient mes chances de gain?*

Nous pourrions répondre 57%, comme pour la question précédente, mais après tout, nous n'avons observé que 23 sauteurs; est-ce suffisant pour en tirer une conclusion sur les performances d'autres sauteurs?

Afin d'apporter tout de même une réponse, précisons la principale hypothèse que nous allons utiliser:

Hypothèse: *la nature des performances des sauteurs sera la même que celle observée.*



Une sauteuse en 1928.

Cela veut dire que si cette compétition était nationale, la seconde le sera aussi: on ne va pas utiliser des observations issues d'un phénomène de niveau national avec la même phénomène, mais de niveau olympique par exemple.

Et même dans ce cadre, si par exemple nous n'avions observé que 2 sauteurs, qui avaient tout deux réussi, cela voudrait-il dire que *tous les sauteurs de niveau national réussissent toujours* (c'est-à-dire que j'ai une chance de gain de 100%)? Bien sûr que non.

Nous devons alors recourir à la notion d' **intervalle de confiance**: le but est de rendre compte de la taille de notre échantillon de sportifs, conjugué à certaines hypothèses probabilistes.

En l'occurrence, les statistiques mathématiques nous disent qu' **un estimateur** de proportion calculé à partir de N observations suit une loi normale de variance $p(1 - p)/N$ autour de la proportion théorique p . Dans notre cas: $N = 23$ et $p = 0,57$. Ceci nous apprend que sous notre hypothèse, il y a une probabilité de 95% que notre chance de gain soit entre $57\% - 1,96\sqrt{57\% \times 43\%/23}$ et $57\% + 1,96\sqrt{57\% \times 43\%/23}$. La réponse est donc finalement:

Il y a 95% de chances que la probabilité de gagner notre pari lors d'une rencontre similaire soit comprise entre 36 et 77%

Éléments méthodologiques

Il existe finalement toute une collection de statistiques que l'on peut utiliser à des fins descriptives. Il s'agit de critères qui quantifient différentes caractéristiques de la distribution des observations:

- sont-elles *centrées* autour d'une valeur ?
- sont-elles *groupées* autour de certaines valeurs ?
- parcourent-elles de larges plages de valeurs possibles ?
- suivent-elles des *lois statistiques* connues?
- etc.

Sans a priori sur la question qui nous est posée, nous pouvons passer en revue ces différents indicateurs descriptifs.

Description intrinsèque d'une distribution d'observations

Sans aucun *a priori* sur la question que l'on se pose, quelques statistiques simples permettent de la décrire :

- la moyenne ;
- la médiane ;
- le mode ;
- le maximum ;
- le minimum ;
- l'écart type (et la variance) ;
- les quartiles.

Les deux premiers sont souvent nommés **critères de position**, et les autres entrent plutôt dans la catégorie des **critères de dispersion**.

La moyenne

Article détaillé : moyenne.

La moyenne arithmétique est la somme des valeurs de la variable divisée par le nombre d'individus :

$$\bar{X} = \frac{1}{n} \cdot \sum_{i=1}^n n_i x_i$$

La médiane

Article détaillé : Médiane (centre).

La médiane est la valeur centrale qui partage l'échantillon en 2 groupes de même effectif : 50% au-dessus et 50% en dessous. La médiane peut avoir une valeur différente de la moyenne. En France, le salaire médian est inférieur au salaire moyen : il y a beaucoup de smicards et peu de gros salaires. Cependant, les gros salaires tirent la moyenne vers le haut.

En général, une médiane est, dans une série ordonnée, une valeur M telle qu'il y ait autant de valeurs supérieures ou égales à M que de valeur inférieures ou égales à M. exemple : 1 3 5 7 9 la médiane est 5

5 5 6 6 8 8 la médiane est égale à (6+6)/2=6

Le mode

Article détaillé : Mode (statistique).

Le mode correspond à la réalisation la plus fréquente.

Le mode d'une série, ou dominante d'une distribution, est la valeur de la variable (ou de l'unité statistique) qui revient le plus fréquemment dans la série. C'est la valeur centrale de la classe qui a le plus grand effectif.

Ex : Soit la série {8,4,4,3,4,3,8,2,5} La valeur la plus fréquente de cette série est 4. Le mode est donc égal à 4. L'effectif associé à ce mode est 3.

Il est l'indice le plus simple à déterminer puisqu'il suffit de lire un graphique ou de regarder le tableau des effectifs.

La Variance

Article détaillé : Variance (statistiques et probabilités).

La variance empirique corrigée $\hat{\sigma}^2$ pour le carré de l'écart type (ou variance) : $\hat{\sigma}^2 = \frac{1}{n-1} \cdot \sum_{i=1}^n (x_i - \bar{X})^2$

Attention : la variance (notion de statistique descriptive) égale est la simple moyenne arithmétique des carrés des écarts à la moyenne arithmétique observée, mais la variance *sans biais* (notion de statistique mathématique, qui signifie que en moyenne la valeur empirique est égale à la valeur théorique) est $n/(n-1)$ fois la variance observée. La variance sans biais est donc supérieure à la variance observée.

Écart-type

Article détaillé : Écart type.

σ_x : c'est la racine carrée de la variance

- **Coefficient de variation** : $C.V. = \frac{\sigma}{\bar{x}}$

minimal et maximal

- **Étendue** : c'est l'intervalle entre la plus petite et la plus grande valeur. On dit d'un phénomène qu'il présente une « forte dynamique » lorsque l'étendue (ou la dispersion) est grande.

Intervalle de confiance

La Loi des grands nombres garantit que la moyenne estimée \bar{X} est à une distance plus petite que d de la moyenne théorique $E(X)$ avec une probabilité $P\left(\frac{Y}{\hat{\sigma}_X \sqrt{n}} < d\right)$, où Y suit une distribution gaussienne. Cela veut aussi dire que (q_α est le quantile correspondant à α pour une gaussienne):

$$P\left(E(X) \in \left[\bar{X} - \alpha \frac{\sigma_X}{\sqrt{n}}, \bar{X} + \alpha \frac{\sigma_X}{\sqrt{n}}\right]\right) = q_\alpha$$

Par conséquent, lorsque la taille de l'échantillon n augmente linéairement, la précision de l'estimateur de la moyenne augmente en $1/\sqrt{n}$.

Quand l'ensemble de n points ne constitue pas un *échantillon* de la population, mais la population totale, la variance sans biais n'a pas à être utilisée, puisque l'on n'est plus dans un contexte d'estimation mais de mesure.

Quartiles

Ceux-ci généralisent la notion de médiane qui coupe la distribution en deux parties égales. On définit notamment les quartiles, déciles et centiles (ou percentiles) sur la population, ordonnée dans l'ordre croissant, que l'on divise en 4, 10 ou 100 parties de même effectif.

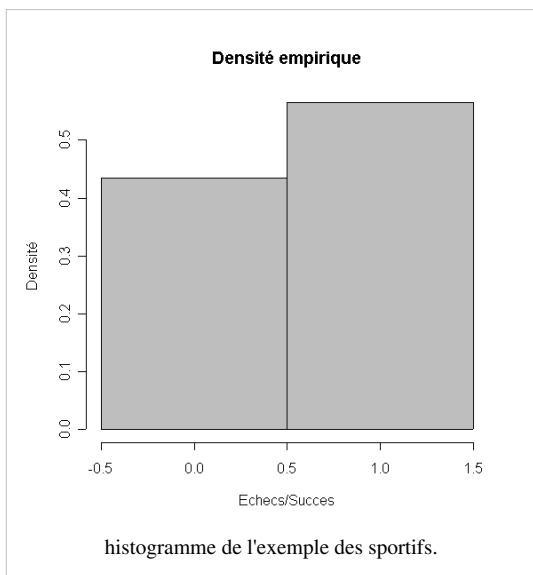
On parlera ainsi du « centile 90 » pour indiquer la valeur séparant les premiers 90% de la population des 10% restant. Ainsi, dans une population de jeunes enfants, un enfant dont la taille ou le poids est au-delà du centile 90, ou en deçà du centile 10, doit être l'objet d'un suivi particulier.

Histogramme

Article détaillé : Histogramme.

Même s'il est considéré par beaucoup comme une représentation graphique, et qu'il a donc plus sa place dans une description des méthodes de Visualisation des données, l'histogramme est un chaînon naturel entre une représentation exhaustive des données et la description par comparaison à des lois statistiques connues.

Distribution empirique



La densité empirique d'une variable à valeurs discrètes est simplement constituée de la proportion des observations prenant chaque valeur.

Si on reprend l'exemple des sportifs, la densité empirique de notre population est 57% de succès et 43% d'échecs. L'histogramme associé est très simple (cf image à gauche).

On appelle **fonction de répartition empirique** associée une série d'observations à valeur réelles ayant les valeurs V_1, \dots, V_N la fonction suivante:

$$F^*(v) = \frac{1}{N} \sum_{n=1}^N \mathbf{1}_{v \geq V_n}$$

Elle est une estimation de la probabilité que la valeur d'un événement du phénomène observé ait une valeur supérieure ou égale à v .

Si on voulait en déduire la densité empirique associée aux observations, il faudrait dériver $F^*(v)$. Étant donné que la dérivée d'une indicatrice ($\mathbf{1}_{v \geq V_n}$) est une distribution de Dirac, le résultat ne serait pas très utilisable.

Plusieurs alternatives sont possibles:

- utiliser un estimateur par noyaux, il s'agit d'implémenter la densité suivante:

$$f^*(v) = \frac{1}{N} \sum_{n=1}^N K_r(v - V_n) \text{ où } K_r \text{ est une fonction noyau (de masse égale à un).}$$

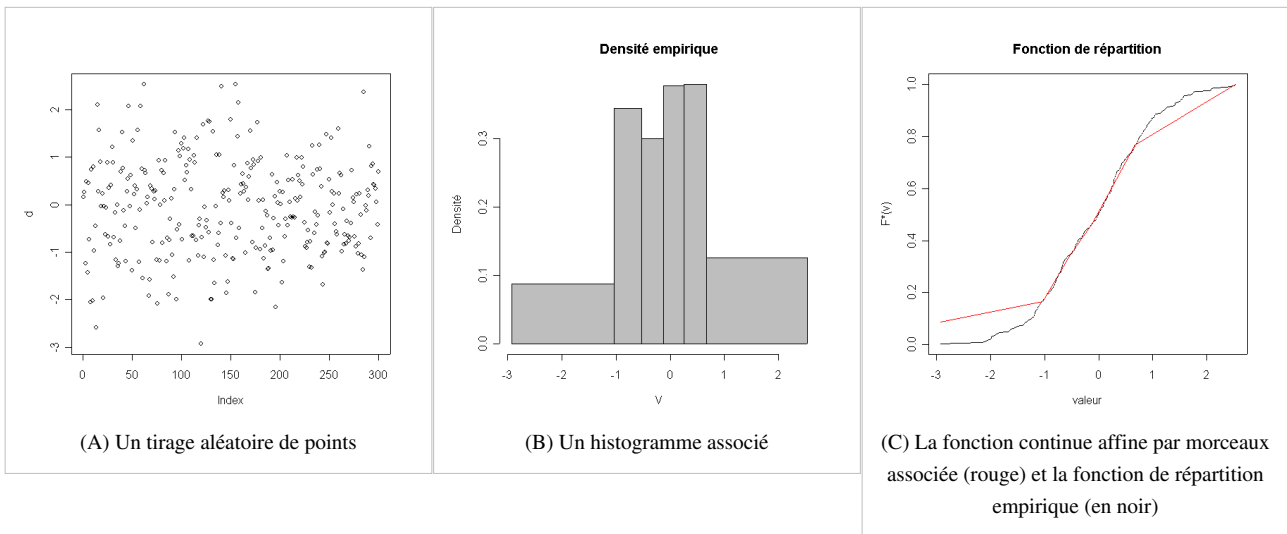
- approximer la densité par une fonction en escalier.

Un histogramme est la **meilleure estimation par une fonction en escalier** de la densité empirique. C'est-à-dire que l'intégrale de l'histogramme doit être la plus proche possible de $F^*(v)$. Remarquons que l'intégrale de l'histogramme est une fonction continue affine par morceaux. D'un certain point de vue:

trouver la fonction continue affine par morceaux qui approxime le mieux la fonction de répartition empirique revient à caractériser totalement l'histogramme.

Dans ce cadre, le nombre de morceaux (de classes ou de barres) est un paramètre très important. Il faut recourir à un critère supplémentaire si on veut trouver sa meilleure valeur possible. On prend par exemple un critère à la Akaike ou le critère BIC (Bayesian Information Criterion); il est aussi possible de recourir à un critère d'information ou d'entropie.

Par construction, les barres de l'histogramme ne sont donc pas nécessairement toutes de la même largeur.

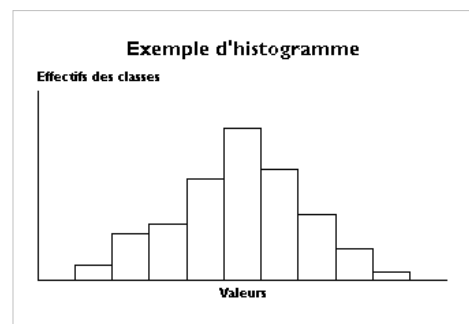


Construction d'un histogramme

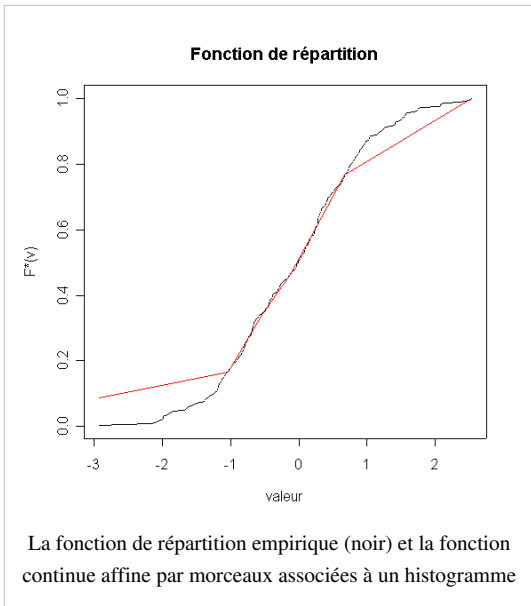
L'histogramme est une des nombreuses représentations graphiques de données statistiques possibles. Comme les quantiles, l'histogramme découpe la population en classes mais le point de vue est différent.

Avec les quantiles, le but est de localiser les frontières entre classes de même effectif. Ils sont souvent utilisés, par exemple en matière de revenus, pour comparer les deux classes extrêmes.

Pour les histogrammes, les largeurs de classes sont choisies afin de rendre le mieux possible compte de la distribution réelle des observations. Il s'agit d'une tâche difficile.



Pour plus de simplicité, les classes des histogrammes sont parfois pris de même largeur et de hauteur variable : on appelle de tels histogrammes des **diagrammes en barres**. Ce ne sont pas de véritables histogrammes.



Il est possible de comparer la distance entre ces deux courbes.

- par exemple en utilisant le Test de Kolmogorov-Smirnov
- où en remarquant que la distance entre ces deux courbes (définie par la surface entre elles) suit une loi du χ^2 .

En allant plus loin, ce genre de méthode de comparaison de fonctions de distribution (ici entre celles issues de l'histogramme et la distribution empirique) peut être utilisé pour comparer la répartition empirique de nos observations à celle d'une loi connue (c'est par exemple le principe de la Droite de Henry). Cela permet de répondre à la question *ma répartition ressemble-t-elle à une distribution connue ?*.

Description par comparaison d'une distribution d'observations

Il s'agit de comparer la distribution d'observations à une loi statistique connue.

Si on identifie une loi connue (par exemple une gaussienne) dont la répartition est *statistiquement indiscernable* de notre distribution empirique, nous avons un très bon moyen de résumer l'information : qu'y a-t-il de plus descriptif qu'une phrase du genre *mes observations sont réparties comme une loi normale de moyenne 0 et d'écart type 0.2 ?*

Étude de plusieurs variables

Le principe est le même que pour une seule variable, sauf que toutes les caractéristiques (moyenne, mode, écart type, etc) sont bi variées (des vecteurs).

Article détaillé : Matrice de corrélation.

Il y a d'autre part une caractéristique supplémentaire: **la corrélation**. Elle est une mesure linéaire de la dépendance entre les différentes composantes de la variable multi variée.

Il existe d'autres mesures de dépendance entre deux variables, comme l'information mutuelle (ou l'entropie conditionnelle).

Au delà des mesures, on peut aussi explorer les dépendances à l'aides d'outils graphiques ou de tableaux.

Disjonction des données

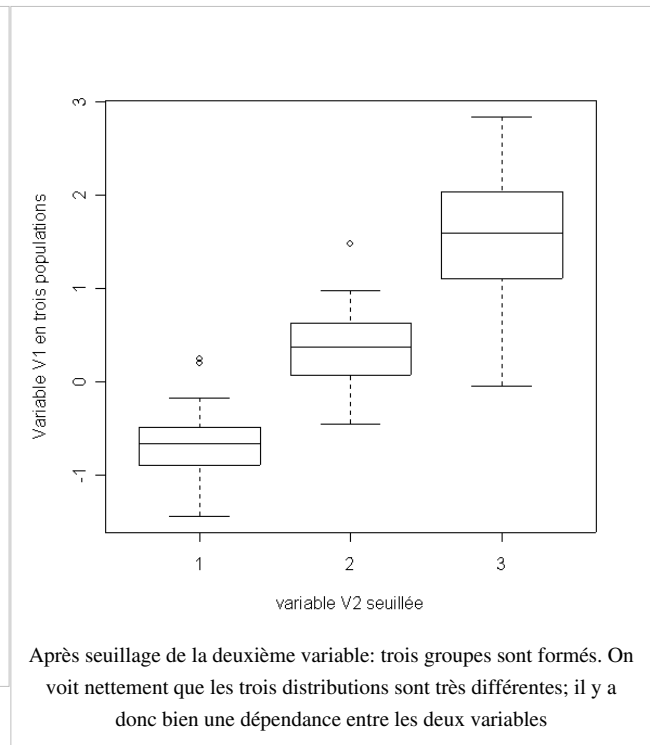
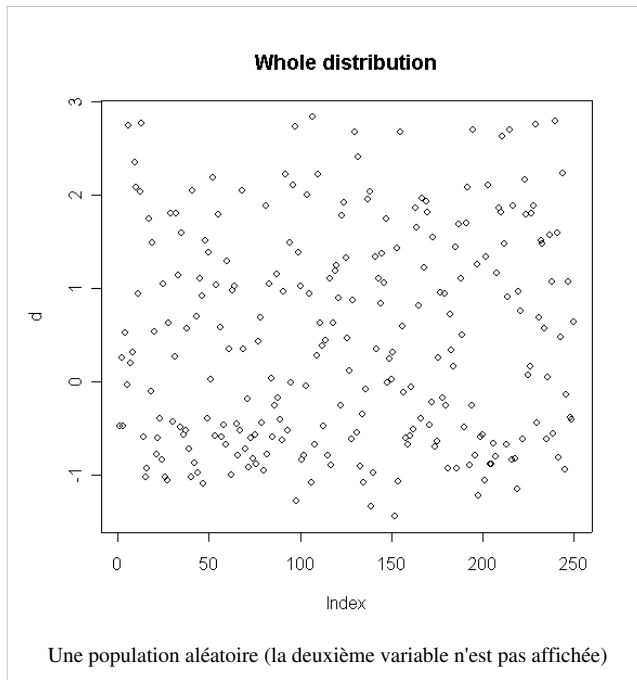
Le plus simple des tableaux possible est une *disjonction*. Lorsque nous avons deux variables V_1 et V_2 , observées par exemple en plusieurs instants t_1, \dots, t_N (notons $(V_1(t_n), V_2(t_n))$ l'observation des deux variables à l'instant t_n), il est toujours possible de choisir un seuil V_2^* sur la deuxième variable et de transformer notre échantillon $(V_1(t_n), V_2(t_n))_n$ en $(V_1(t_n), V_2(t_n) > V_2^*)_n$. Nous formons alors deux groupes d'instant :

1. ceux pour lesquels la seconde variable est plus grande que V_2^* ;
2. ceux pour lesquels la seconde variable est plus petite ou égale à V_2^* .

Plus ces deux ensembles seront différents (en termes de critère mono variés: moyenne, écart type, comparaison à une distribution connue, etc), et plus l'événement $V_2 > V_2^*$ a un impact sur la distribution des valeurs de V_1 . Lorsque c'est le cas, nous avons identifié **une dépendance** entre V_1 et l'événement $V_2 > V_2^*$.


Il est possible de poursuivre cela en découpant notre échantillon en plusieurs morceaux, en recourant à plusieurs seuils $V_{2,1}^*, \dots, V_{2,S}^*$.

On se retrouve alors avec une population de $S+1$ échantillons à une seule variable (V_1), qui peuvent être étudiés séparément. Si on s'aperçoit que les distributions sur les échantillons sont très différentes, c'est qu'il y a une dépendance entre les deux variables.



Voir aussi

- Incertitude
 - Calcul d'incertitude
 - Intervalle de confiance
 - Biais (statistique)
- distributions
 - Histogramme
 - Centile
 - Décile
 - Quantile
 - Quartile
 - Loi de probabilité
 - Droite de Henry
 - Statistique d'ordre
- Observations
 - Variable aléatoire
 - Variable dépendante
 - Variable indépendante
 - Échantillon (statistiques)
 - Individu
- Caractéristiques

- Médiane (centre)
- catégorie:Moyenne
- Mode (statistique)
- Écart type
- Variance (statistiques)
- Corrélation
- Matrice de corrélation
- Covariance
- Matrice de variance-covariance
- Critères de dispersion
- Critères de position
-  Portail des probabilités et des statistiques

Industrie en Tunisie

L'**industrie en Tunisie** contribue pour 30 % du PIB national et 32,5 % de la population active en 2007.

Pour André Wilmots, la Tunisie « fait partie de la poignée de nations du monde en développement qui a su tirer profit de la vague du redéploiement d'activités Nord-Sud »^[1] en se positionnant à temps, en créant l'infrastructure nécessaire et en établissant sa réputation en termes de délais et de qualité. En effet, dans les années 1950, le tissu industriel est presque inexistant et les produits qui viennent de France payant un droit de douane faible voire inexistant empêchent la production locale de se développer.

Désormais, le secteur de l'industrie, qui regroupe l'industrie non manufacturière (mines, énergies, électricité et BTP) et surtout l'industrie manufacturière (agroalimentaire, textiles et cuirs, matériaux de construction, verre, plastique, produits mécaniques, électriques, électroniques et chimiques, bois, etc.), produit des produits manufacturés représentant 82 % des exportations totales en 1998^[2].

Activité industrielle	PIB (millions de dinars)	Part du secteur
Mines, énergie, électricité et eaux	3228,7	57,7 %
Construction et travaux publics	2368,6	42,3 %
Total pour l'industrie non manufacturière	5597,4	14 %
Textiles et cuirs	2046,8	26,6 %
Industries agroalimentaires	1387,7	18 %
Industries mécaniques et électriques	1739,5	22,6 %
Industries des matériaux de construction et du verre	799,6	10,4 %
Industries chimiques	765,3	10 %
Autres (emballages, papiers, bois, plastiques, etc.)	958,4	12,4 %
Total pour l'industrie manufacturière	7697,3	19,2 %
<i>Sources</i> : Ministère du développement et de la coopération internationale ^[3]		

Industrie manufacturière

Pour l'industrie manufacturière, la Tunisie est le premier exportateur industriel d'Afrique en valeur absolue — elle est ainsi passée devant l'Afrique du Sud en 1999^[4] — alors que près de 70 % des exportations du secteur sont le fait d'entreprises bénéficiant depuis 1972 d'un statut offshore leur donnant le droit de travailler pour le marché européen^[5]. Les secteurs du textile et de l'agroalimentaire représentent 50 % de la production et 60 % de l'emploi de l'industrie manufacturière.

Après avoir cru à un rythme annuel de 2.1 % entre 2000 et 2005, l'industrie tunisienne fait face à la concurrence étrangère : l'élargissement de l'Union européenne à l'Europe de l'Est, la fin des accords multifibres qui contingentait les importations de textile en provenance de Chine et d'Inde notamment et la mise en place d'une zone de libre-échange avec l'Union européenne le 1^{er} janvier 2008 abolissent la plupart des avantages dont bénéficient jusque-là les entreprises. Plusieurs programmes de modernisation et de mise à niveau des entreprises entendent dès lors adapter le secteur à la concurrence internationale : le Programme de mise à niveau est lancé en 1996 et renforcé en 2002 par le Programme de modernisation industrielle, en partie subventionné par l'Union européenne, qui bénéficient aussi bien aux entreprises tunisiennes qu'aux entreprises étrangères implantées sur place. À la fin 2007, près de 4000 entreprises, principalement dans les secteurs de la construction (21 %) mais aussi dans le textile, la mécanique, l'électricité et l'électronique et l'agroalimentaire (19 % chacun), ont ainsi investi plus de 4,3 milliards de dinars^[5]. L'autre solution est la diversification, notamment par les exportations de produits mécaniques, électriques et électroniques qui sont passés de 100 millions de dinars à 5,28 milliards entre 1996 et 2008^[5]. Les quelques 550 entreprises du secteur, dont Alcatel-Lucent, Zodiac ou Latécoère investissent ou sous-traitent en profitant d'une main-d'œuvre qualifiée et bon marché. Dans le même temps, le pays détient déjà 2 % du marché mondial de la confection de câbles avec l'implantation en 2008 des groupes Dräxlmaier, Kromberg & Schubert, Sewon et Sumitomo Electric Bordnetze (potentiel de 14900 emplois)^[6].

Principal secteur potentiellement menacé, le textile représente en 2005 plus de 40 % des exportations tunisiennes et plus de 46 % des emplois industriels du pays (occupés à 80 % par des femmes)^[7]. Après une croissance soutenue (+10 %) entre 1997 et 2001, la production est désormais stable car le niveau des salaires pèse lourdement : un ouvrier tunisien gagne chaque mois entre 115 et 130 euros (pour 40 à 48 heures de travail hebdomadaire) quand un ouvrier chinois perçoit entre 50 et 60 % de moins^[7]. Quatrième fournisseur de l'Union européenne en produits textiles, elle était jusqu'en 2002 le premier fournisseur de la France avant d'être surclassée par la Chine en 2003. Alors que la Banque mondiale estimait alors qu'un tiers des 250000 emplois du secteur étaient menacés, les délais de production et de livraison, les petites séries et les réassortiments restent un élément de décision important pour les fabricants européens, comme l'illustre le groupe Benetton qui fabrique plus du tiers de sa production mondiale en Tunisie^[5]. Ainsi, le pays a réussi à se spécialiser dans la lingerie féminine (un soutien-gorge sur trois en France est de fabrication tunisienne). De fait, l'année 2006 n'a vu qu'un léger tassement de 4 % de la production.

Implantation géographique

D'après les statistiques délivrées par l'Institut national de la statistique et actualisées en 2005^[réf. nécessaire], la population active des branches de l'industrie manufacturière se répartit comme suit :

Rang	Gouvernorat	Actifs de l'industrie manufacturière	Population active	Part	Villes ayant plus de 5000 emplois dans l'ind. manuf.
1	Gouvernorat de Sfax	69 027	254700	27,1 %	Sfax, Sakiet Eddaïer, Sakiet Ezzit, Thyna
2	Gouvernorat de Monastir	65 951	156323	42,1 %	Moknine, Jemmel, Monastir, Ksar Hellal, Bembla
3	Gouvernorat de Nabeul	63 140	239723	26,3 %	Grombalia, Nabeul, Korba, Kélibia
4	Gouvernorat de Tunis	53 044	312372	16,9 %	Tunis
5	Gouvernorat de Sousse	49 493	171949	28,7 %	Sousse, M'saken, Kalâa Kebira
6	Gouvernorat de Ben Arous	40 852	159485	25,6 %	Fouchana, El Mourouj
7	Gouvernorat de Bizerte	40 582	149702	27,1 %	Bizerte, Menzel Bourguiba, Ras Jebel
8	Gouvernorat de l'Ariana	25 877	137060	18,9 %	La Soukra, Ettadhamen
9	Gouvernorat de la Manouba	21 410	98103	21,8 %	Douar Hicher
10	Gouvernorat de Mahdia	19 723	105140	18,7 %	
11	Gouvernorat de Gabès	16 429	88835	18,5 %	Gabès
12	Gouvernorat de Zaghouan	12 212	45523	26,8 %	
13	Gouvernorat de Kairouan	11 654	127090	9,1 %	Kairouan
14	Gouvernorat de Béja	7926	90752	8,7 %	
15	Gouvernorat de Kasserine	7645	93779	8,1 %	
16	Gouvernorat de Jendouba	6400	114499	5,6 %	
17	Gouvernorat de Gafsa	5969	71266	8,4 %	
18	Gouvernorat de Sidi Bouzid	5305	102129	5,2 %	
19	Gouvernorat du Kef	5191	63413	8,2 %	
20	Gouvernorat de Siliana	4840	77620	6,2 %	
21	Gouvernorat de Médenine	4812	110266	4,3 %	
22	Gouvernorat de Tataouine	2840	28855	9,8 %	
23	Gouvernorat de Tozeur	2117	26325	8 %	
24	Gouvernorat de Kébili	1815	31371	5,8 %	







On constate ainsi la concentration de l'emploi industriel dans les gouvernorats du littoral oriental avec un maximum, en termes absolus, pour le gouvernorat de Sfax (près de 70 000 emplois soit 12,7 % de l'industrie manufacturière en Tunisie), et, en termes relatifs, pour le gouvernorat de Monastir (42,1 % de la population active).

Investissements étrangers




Par ailleurs, sur les quelques 10000 entreprises industrielles^[8] que compte le pays et qui représentent quelques 550000 postes^[5], plus de 2000 sont partiellement ou en totalité en mains européennes^[9],^[10] :

-  France : 752 ;
-  Italie : 466 ;
-  Allemagne : 150 ;
-  Belgique : 140.

Références

- [1] André Wilmots, *De Bourguiba à Ben Ali. L'étonnant parcours économique de la Tunisie (1960-2000)*, éd. L'Harmattan, Paris, 2003, p. 32
- [2] André Wilmots, *op. cit.*, p. 94
- [3]  Répartition du PIB par secteur économique en 2007 (Investir en Tunisie) (http://www.investintunisia.tn/site/fr/article.php?id_article=167)
- [4]  Colloque Sénat-Ubifrance sur la Tunisie - 24 juin 2004 (<http://www.senat.fr/international/collotunisie2004/collotunisie20047.html>)
- [5] Abdelaziz Barrouhi, « Le parcours du combattant », *Jeune Afrique*, 23 mars 2008, pp. 62-64
- [6] Abdelaziz Barrouhi, « Pour 500 millions de consommateurs de plus », *Jeune Afrique*, 23 mars 2008, pp. 56-58
- [7]  Chloé Hoorman, « Le grand bain de la mondialisation », *L'Express*, 10 janvier 2005 (<http://www.lexpresseemploi.net/info/monde/dossier/tunisie/dossier.asp?ida=431183>)
- [8]  Investissement industriel (Portail national de l'investissement en Tunisie) (<http://www.investissement.tn/article.php?id=54>)
- [9]  Investissements extérieurs (Tunisie.com) (<http://www.tunisie.com/economie/investissement.html>)
- [10]  Tissu industriel tunisien (Agence de promotion de l'industrie) (<http://www.tunisieindustrie.nat.tn/fr/doc.asp?mcat=3&mrub=23>)

Lien externe

-  Portail de l'industrie tunisienne (<http://www.tunisieindustrie.nat.tn/fr/home.asp>)
-  Portail de la Tunisie
-  Portail de la production industrielle

Tourisme en Tunisie

Le **tourisme en Tunisie** est l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie de la Tunisie et une source de devises pour le pays. Le tourisme a un effet d'entraînement sur d'autres secteurs économiques, tels que le transport, les communications, l'artisanat, le commerce et le bâtiment.

La position géographique de la Tunisie au sud du bassin méditerranéen, avec 1300 kilomètres de côtes en grande partie sablonneuses, un climat méditerranéen chaud l'été et doux l'hiver, un patrimoine civilisationnel très riche (huit sites inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco) et surtout un coût bas du séjour touristique,

font de ce pays l'une des principales destinations des touristes européens en Afrique et dans le monde arabe (quatrième pays le plus visité après l'Égypte, l'Afrique du Sud et le Maroc) : la Tunisie a accueilli 7048999 visiteurs en 2008^[1]. Elle s'est d'ailleurs fixée pour objectif de se rapprocher des dix millions de touristes à l'horizon 2014^[2].



Touristes dans la cour de la Grande Mosquée de Kairouan

Histoire

Le développement du tourisme remonte aux années 1960 grâce à l'action conjuguée de l'État et de groupes privés. La capacité hôtelière passe progressivement de 56000 lits en 1974 à 123000 lits en 1991^[3]. Si le tourisme ne rapporte que deux millions de dinars par an en 1962, avec 52000 entrées et une offre de 4000 lits, il devient vite la principale source de devises du pays avec 6549549 visiteurs et une offre de 231838 lits en 2006 (dont près de 27 % situés dans des hôtels quatre et cinq étoiles)^[4]. Le secteur représente à cette époque 6.5 % du PIB et fournit 340000 emplois dont 85000 emplois directs, soit 11.5 % de la population active occupée avec une forte part d'emploi saisonnier.

En 2010, le tourisme contribue à hauteur de 7 % au PIB, génère chaque année entre 18 et 20 % de recettes en devises, couvre 56 % du déficit commercial et emploie 400000 personnes^[2]. En outre, le secteur compte désormais une capacité globale de plus de 241000 lits^[2].

Clientèle

En 1974, la Tunisie reçoit quelques 716000 visiteurs dont 207000 Français et 90000 Allemands de l'Ouest contre seulement 88000 (63000 Libyens et 25000 Algériens), soit un peu plus de 10 % du total^[3]. En 1991, 1154000 Libyens et 745000 Algériens sont enregistrés, donnant un total de 2058000 Maghrébins contre 1086000 Européens et marquant un poids croissant de la clientèle maghrébine^[3].

En 2008, celle-ci se partage de la manière suivante : Libyens (1776881 visiteurs), Français (1395255), Algériens (968499), Allemands (521513), Italiens (444541), Britanniques (254922) et Polonais (207531)^[1]. Ce groupe de tête tend toutefois à se diversifier par rapport à 2007, notamment vers l'Europe de l'Est — avec une hausse de 39,6 % pour les Polonais et 14,1 % pour les Russes — mais aussi vers les pays voisins, avec une hausse de 14,4 % pour les Libyens ; les marchés turc, britannique, autrichien, tchèque et espagnol connaissent en revanche des décrochages importants^[1]. Toutefois, la clientèle maghrébine fréquente peu les hôtels préférant le système de la location chez l'habitant : les entrées des clients maghrébins représentent 40,6 % des entrées totales en 2002 mais seulement 6,6 % des arrivées dans les hôtels^[3].

Le tourisme intérieur constitue un autre marché de poids avec 1251251 touristes tunisiens pour un total de 2,75 millions de nuitées en 2006^[5].

Entreprises du secteur

Le secteur est concentré aux mains de groupes privés tunisiens nouant des partenariats avec des groupes hôteliers internationaux : le Français Sofitel-Accor avec le groupe TTS, l'Espagnol Sol-Melia-Tryp avec le groupe El Mouradi, l'Américain Sheraton avec le groupe Affès, etc.

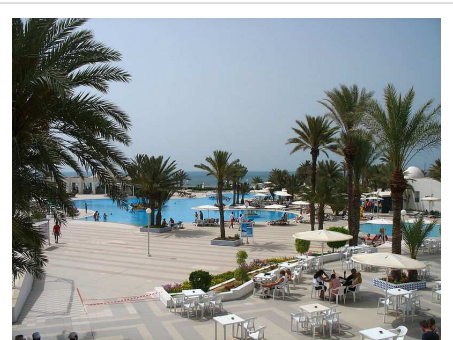
Activité aux multiples facettes

Tourisme balnéaire

Ce secteur contribue à mettre en valeur certaines régions, essentiellement celles du littoral oriental, cumulant plus de 95 % des lits :

- Djerba (30,46 % des nuitées en 2008) ;
- Sousse (25,15 %) ;
- Nabeul-Hammamet (20,87 %) ;
- Sfax-Monastir (13,41 %) ;
- Yasmine Hammamet (10,11 %)^[1] .

Les perspectives de développement prévoient la création de nouvelles stations balnéaires le long du littoral avec une capacité de 200000 lits en 2015 (Zouarâa près de Hammamet, Selloum près de Zarzis, Hergla, Ras Dimas près de Monastir et Ghedhabna près de Mahdia) avec le développement du modèle de la station balnéaire intégrée.



Hôtel djerbien de la chaîne El Mouradi

Port de plaisance

Le tourisme a été un élément moteur pour l'essor d'une infrastructure portuaire de plaisance. Avec quelques 1300 kilomètres de côtes, le littoral tunisien bénéficie d'un potentiel de développement (environ 200 millions de dinars de recettes par an) en raison de la pénurie de places que connaît la rive européenne de la mer Méditerranée et de sa proximité avec celle-ci^[6] . En 2009, cinq ports de plaisance pour 1500 postes d'accostage sont en service alors que plusieurs projets sont en cours de réalisation ou d'études :

- Tabarka ;
- Bizerte (extension prévue pour 2011) ;
- Gammarth (inauguration prévue en 2012) ;
- Sidi Bou Saïd ;
- Yasmine Hammamet ;
- El Kantaoui ;
- Monastir ;
- Sfax (en projet) ;
- Houmt Souk (en construction).

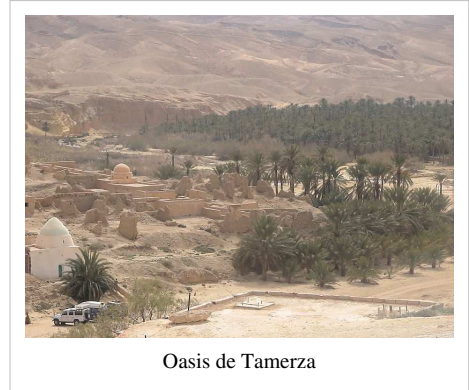


Port de plaisance d'El Kantaoui

Tourisme saharien

Le choix d'encourager le tourisme saharien, initié à la fin de 1987, devait répondre à un double objectif. D'une part il devait permettre de diversifier le tourisme tunisien en faisant fructifier un gisement peu exploité et lancer des produits innovants destinés en priorité au marché européen. D'autre part, ça devait permettre aux régions sahariennes de trouver, dans le tourisme, une solution à leurs problèmes économiques tout en préservant leur patrimoine culturel et naturel^[7]. On distingue quatre régions touristiques sahariennes :

- la région de Gafsa et du Jérid, avec les oasis de Tozeur, Nefta et les oasis de montagne (Chebika, Midès et Tamerza), qui est la mieux équipée en infrastructure hôtelière et abrite les plus grandes oasis de la Tunisie^[7] ;
- la région du Nefzaoua avec les deux oasis Kébili et Douz (au sud-est du Chott el-Jérid), Douz constituant le point de départ de nombreuses méharées vers le grand sud^[7] ;
- la région des habitations troglodytes de Matmata et des villages berbères qui l'entourent comme Béni Zelten, Tamezret, Zrawa et plus au nord Toujane, sur la route de Médenine ;
- la région de Tataouine et les 65 ksours qui l'entourent, Tataouine étant un point de départ pour découvrir le désert du Sahara^[7].



Oasis de Tamerza

Le tourisme saharien (Douz et Tozeur attirant chaque année plus de 250000 touristes durant toute l'année) est en fort développement récoltant les dividendes d'un effort d'investissements soutenu, le plus spectaculaire des pays sahariens.

Nouvelles activités

Plus récemment, le tourisme médical a fait son apparition et croît très rapidement^[8]. Le nombre de patients étrangers est passé d'environ 50000 en 2004 à plus de 150000 en 2007 selon l'organisation regroupant la centaine de cliniques privées relevant de l'UTICA ; près de 70 % d'entre eux proviennent du Maghreb et environ 12 % d'Europe^[9]. Selon l'ancien ministre du Tourisme Ahmed Smaoui, « les Algériens et les Libyens aisés viennent se faire soigner ici car leur pays ne dispose pas d'infrastructures médicales performantes. Nous accueillons également des Britanniques lassés de devoir attendre des mois avant de pouvoir se faire opérer dans leur pays. Enfin, de plus en plus de gens ont recours à la chirurgie esthétique »^[10].

Les recettes du secteur atteignent 55 millions de dinars en 2006, en augmentation de 22,2 % par rapport à l'année précédente. L'attractivité est accentuée par les tarifs entre 40 et 70 % moins élevés que ceux pratiqués en Europe ; ils sont par ailleurs exonérés de la TVA de 6 %^[9].

Destination de masse, la Tunisie souhaite pourtant promouvoir un tourisme plus haut de gamme et s'efforce ainsi de diversifier son offre de loisirs, avec le tourisme vert, plus de huit terrains de golf et dix centres de thalassothérapie. Cela se traduit par la mise à niveau de ses hôtels, la part des quatre et cinq étoiles tendant à se renforcer atteignant un tiers des 825 hôtels que compte le pays en 2006^[4].

Impact environnemental

Dans un environnement international de plus en plus concurrentiel, avec un produit de nature fragile dans une région à réputation variable^[11], l'adaptation est nécessaire. Il faut également veiller à contrôler les pressions générées sur l'environnement qui sont importantes et particulièrement les pressions foncières, l'érosion des côtes, l'utilisation de grandes quantités d'eau créant une concurrence avec les activités agricoles et les rejets d'eaux usées.

Avec les prévisions de forte croissance touristique confrontées à la raréfaction des ressources hydriques, une politique de gestion de l'eau est indispensable, d'autant plus que tourisme et agriculture sont en concurrence, surtout en été lorsque se concentre l'activité touristique. Face à une consommation quotidienne de 560 litres d'eau par lit occupé, des mesures d'économie sont envisagées pour la ramener à 300 litres. Des efforts pour réduire le gaspillage de l'eau (qui peut atteindre 30 à 40 %) se font en modernisant les réseaux de distribution ou encore par la réutilisation des eaux usées déjà mise en place pour 45 des 75 stations d'épuration, pour l'arrosage des terrains de golf ou des jardins^[12].

Références



- [1] **(fr)** « Tunisie : l'année touristique 2008 en chiffres », *Babnet*, 28 janvier 2009 (<http://www.babnet.net/rttdetail-14985.asp>)
- [2] **(fr)** Insaf Fatnassi, « Ce qui reste à faire pour le tourisme tunisien », *Business News*, 30 juin 2010 (<http://www.businessnews.com.tn/BN/BN-lirearticle.asp?id=1090293>)
- [3] Mohamed Bergaoui, « Prédominance de la clientèle maghrébine », *L'Expression*, 4 février 2009
- [4] **(fr)** Mohamed Bouamoud, « Radioscopie du tourisme tunisien 2003-2006 », *Webmanagercenter*, 12 novembre 2007 (<http://www.webmanagercenter.com/management/article.php?id=35380>)
- [5] **(fr)** Galia Skander, « Le tourisme intérieur : un vrai potentiel négligé », *Tunisie Affaire*, 25 décembre 2007 (http://www.tunisieaffaire.com/index.php?option=com_content&task=view&id=1890&Itemid=111)
- [6] Patrick Sandouly, « Cap sur les marinas », *Jeune Afrique*, 7 juin 2009, p. 103
- [7] **(fr)** **[pdf]** Ezzedine Hosni, « Le tourisme saharien en Tunisie », *Stratégie pour un développement durable au Sahara*, éd. Unesco, Paris, 2000, pp. 28-34 (<http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001196/119687fo.pdf>)
- [8] **(fr)** **[mp3]** « Le tourisme médical en Tunisie », Radio France internationale, 11 septembre 2008 (http://telechargement.rfi.fr.edgesuite.net/rfi/francais/audio/modules/actu/R105/AFRIK_ECO_11_9_Tunisie_tourisme_medical.mp3)
- [9] **(fr)** Walid Khefifi, « La Tunisie nouvelle destination du tourisme médical », *Les Afriques*, 17 juillet 2008 (<http://www.lesafriques.com/entreprises-et-marches/la-tunisie-nouvelle-destination-du-tourisme-me.html?Itemid=308?article=56820&journal=44>)
- [10] **(fr)** Chloé Hoorman, « Le grand bain de la mondialisation », *L'Express*, 10 janvier 2005 (<http://www.lexpresseemploi.net/info/monde/dossier/tunisie/dossier.asp?ida=431183>)
- [11] En effet, avec les attentats du 11 septembre 2001 et de la synagogue de la Ghriba le 11 avril 2002, la croissance du secteur s'est nettement ralentie et les recettes ont baissé. La reprise ne s'est faite que lentement.
- [12] **(fr)** Gaëlle Dupont, « Le tourisme exerce une pression croissante sur les ressources en eau des pays méditerranéens », *Le Monde*, 25 juillet 2008 (http://www.lemonde.fr/sciences-et-environnement/article/2008/07/25/le-tourisme-assoiffe-les-pays-mediterraneens_1077211_3244.html)

Voir aussi

Articles connexes

- Économie de la Tunisie
- Géographie de la Tunisie
- Transport en Tunisie

Liens externes

- **(fr)** Portail de l'Office national du tourisme tunisien à Paris (<http://www.bonjour-tunisie.com/>)
- **(fr)** Fédération tunisienne des agences de voyages (<http://www.ftav.org/>)
-  Portail de la Tunisie
-  Portail du tourisme

Microéconomie

La **microéconomie** (ou **micro-économie**) est la branche de l'économie qui analyse le comportement économique au niveau d'entités individuelles telles qu'un consommateur ou une entreprise. Les consommateurs sont considérés comme des offreurs de travail et demandeurs de produits finis. Les firmes sont, quant à elles, des demandeuses de travail et des offreuseuses de produits finis et de consommations intermédiaires.

Histoire et objectifs

L'objet de la microéconomie est en premier lieu l'étude du comportement, supposé rationnel, des agents en termes de production et de consommation, ainsi que de la fixation des prix et des revenus. En effet, le but de la microéconomie est de trouver l'équilibre de marché, autrement dit les prix et les revenus qui équilibrent l'offre et la demande sur le marché. Pour cela, la microéconomie s'appuie sur des modèles mathématiques : le consommateur possède ainsi une fonction d'utilité, et le producteur une fonction de production. Le « programme » du producteur est de maximiser son profit sous contrainte de production, et celui du consommateur est de maximiser son utilité sous contrainte de son revenu.

Lorsque l'on parle de coûts ce n'est pas seulement le sens comptable qui est important. Trois coûts sont importants en microéconomie : le coût d'opportunité, les coûts irrécupérables (*sunk cost* en anglais) et le coût marginal.

Historiquement, le développement de la microéconomie s'inscrit dans le programme de recherche de l'école néoclassique, d'où une certaine confusion entre les idées de cette école et la microéconomie. Il existe néanmoins de nombreuses recherches en microéconomie qui se situent en dehors du courant néoclassique : approches institutionnalistes (Oliver Williamson, Nelson et Winter), en économie des organisations (courant conventionnaliste, André Orléan, Olivier Favereau) ou en économie cognitive (Herbert Simon).

Les objectifs de la microéconomie sont de :

- Analyser et prédire le comportement d'agents dans un environnement économique, technique et social donné ;
- Analyser et prédire les interactions sociales entre agents résultant de ces comportements ;
- Analyser le produit de ces interactions, qu'il s'agisse d'institutions chargées de les organiser ou du résultat du jeu de mécanismes d'interaction moins formalisés comme les échanges.

Pour le courant néoclassique, cette approche doit satisfaire aux exigences de *l'individualisme méthodologique*, c'est-à-dire que toute analyse des interactions sociales entre acteurs dans le domaine économique doit partir des comportements de ces mêmes acteurs, qui constituent en quelque sorte les "atomes" du système économique. Cette position est vivement contestée par d'autres économistes pour qui la primauté doit être donnée aux institutions collectives et aux normes sociales comme facteurs explicatifs du jeu social.

Il en résulte une grande diversité d'approches en microéconomie, diversité s'ordonnant selon l'importance accordée aux comportements individuels par rapport aux organisations collectives, et cela même au sein du courant néoclassique. On observe d'ailleurs un glissement progressif de la microéconomie néoclassique d'une approche "individualiste" des comportements (dont la théorie de l'équilibre général fournit sûrement l'exemple le plus abouti) vers des approches de plus en plus "collectives" et "institutionnelles" : la théorie des organisations industrielles, la théorie des contrats et de la gouvernance, les recherches du courant "law and economics" ou de la "nouvelle économie politique" sont aujourd'hui les domaines de recherche les plus actifs de la microéconomie.

L'approche microéconomique « traditionnelle »

Par approche « traditionnelle », on entend l'analyse microéconomique résultant de la synthèse opérée par l'économie mathématique néoclassique des années 40 et 50 entre les apports du courant marginaliste du XIX^e siècle et la théorie de l'équilibre général de Walras et de Pareto. John Hicks et Paul Samuelson sont considérés comme « le père » de la microéconomie traditionnelle actuelle^[1]. Par ailleurs, elle s'organise autour de quatre volets :

1. La théorie du consommateur, qui étudie le comportement de ménages devant effectuer des choix de consommation de biens sous contraintes budgétaires ;
2. La théorie du producteur, qui étudie le comportement d'entreprises qui veulent maximiser leur profit sous contraintes technologiques ;
3. La théorie de l'échange sur des marchés, ces marchés pouvant être concurrentiels ou non concurrentiels ;
4. La théorie de l'optimum économique, qui mobilise le concept d'optimum de Pareto pour juger de l'efficacité économique collective des interactions entre agents au travers des échanges.

Dans cette approche, les agents économiques, ménages ou entreprises, sont supposés « rationnels », c'est-à-dire qu'ils sont censés disposer de capacités cognitives et d'informations suffisantes pour pouvoir, d'une part, construire des critères de choix entre différentes actions possibles et identifier les contraintes pesant sur ces choix, contraintes tant « internes » (leurs capacités technologiques s'il s'agit d'entreprises, par exemple), « qu'externes » (c'est-à-dire résultant de leur environnement économique), et, d'autre part déterminer le choix qui satisfait au mieux ces critères en respectant ces contraintes. On parle de comportement « d'optimisation sous contraintes » pour désigner cette notion de « rationalité ». C'est le paradigme de l'*Homo œconomicus* qui n'implique pas *a priori* que les critères de choix des individus soient purement égoïstes, ces derniers pouvant parfaitement être « rationnellement » altruistes.

Quelques remarques s'imposent à ce stade. Ce qui intéresse la microéconomie, c'est tout d'abord l'étude des choix des agents économiques, c'est-à-dire de la manière dont ils procèdent à des *arbitrages* entre différentes options possibles, en comparant leurs avantages et leurs inconvénients pour la poursuite de leurs objectifs ou la satisfaction de leurs intérêts. Cette démarche opère donc par scission des moyens (les options possibles) et des fins (les intérêts ou aspirations des agents). Elle peut parfaitement s'appliquer à une grande variété de moyens (le vol plutôt que l'échange par exemple) comme de buts : on trouve en microéconomie néoclassique des analyses de firmes autogérées, dont l'objectif n'est pas de maximiser les profits des actionnaires mais l'utilité du revenu salarial de leurs employés-propriétaires, ou de ménages « dynastiques », dont l'objectif est de maximiser non seulement le bien-être de leurs membres mais aussi celui de leurs descendants, des descendants de leurs descendants, et ainsi de suite.

L'approche conceptuelle utilisée est de nature "conventionnelle", c'est-à-dire qu'elle procède par appariement d'un ensemble d'objectifs et de moyens disponibles pour les atteindre à une "unité" abstraite de décision. Cette abstraction n'a pas pour but de décrire le comportement d'agents "réels" particuliers, mais de produire des prédictions générales sur le résultat de leur mise en interaction. La microéconomie traditionnelle mobilise trois grandes catégories de "conventions" de ce type :

- une convention "d'agents", les ménages et les entreprises, vus comme des "boîtes noires", alors qu'il s'agit en fait de collectifs d'individus, pouvant être de très grande taille (une firme multinationale par exemple). Mais rien n'interdit d'ouvrir ces "boîtes noires" pour conduire des analyses micro-économiques à l'échelle intra-familiale ou intra-entreprises.
- Une convention de "biens", qui désigne les objets "centres d'intérêt" des agents économiques. Mais ces biens sont toujours définis avec un certain degré d'arbitraire : ils peuvent différer en "nature" comme en "qualité", ils peuvent être produits intentionnellement ou non (cas de la "pollution" par exemple), ils peuvent être "légaux" ou "illégaux", c'est-à-dire que leur production, consommation ou échange peut être socialement licite ou pas (cas des drogues par exemple).
- Une convention "d'espace social" d'interaction, qui dans le modèle microéconomique traditionnel s'identifie aux "marchés" en tant qu'espace de transaction. Mais il est parfaitement possible d'appliquer l'analyse microéconomique néoclassique à toutes sortes d'espace sociaux de transaction, comme les "marchés internes" aux

entreprises, ou les réseaux formels et informels de communication d'informations entre agents économiques.

La microéconomie néoclassique traditionnelle se présente généralement sous une forme extrêmement mathématisée, d'un abord difficile et souvent abscons pour les non spécialistes, surtout s'ils ne disposent pas d'une bonne formation préalable en mathématiques. Cette importance de la formalisation mathématique résulte principalement des attendus du programme de recherche néoclassique. La primauté accordée aux comportements individuels implique de pouvoir définir de manière relativement précise ces comportements, un problème par nature difficile, un comportement mobilisant conjointement des motivations, des moyens d'action sur son environnement, des modèles mentaux de représentation de cet environnement et des systèmes de communication et d'échange d'information avec d'autres agents. Par ailleurs, l'accent mis sur l'individu agissant amène à refuser toute vision *a priori* "hiérarchique" des interactions économiques au profit de visions "horizontales" de ces interactions. Une telle approche conduit ainsi à privilégier "l'intercausalité" dans l'interprétation des faits économiques, c'est-à-dire à renoncer à toute forme de causalité "linéaire" dans l'explication économique.

Par exemple, une proposition comme : "le chômage résulte de salaires trop élevés" n'a guère de sens en microéconomie, car des salaires faibles peuvent très bien être cause de chômage, un certain nombre d'individus préférant ne pas travailler à ce niveau de salaire en raison de la désutilité du travail. Typiquement, le raisonnement microéconomique requiert d'envisager l'interaction simultanée d'un grand nombre de variables et de facteurs, ce qui se conçoit difficilement sans le secours de la formalisation mathématique.

La microéconomie contemporaine

Les impasses et limitations du programme de recherche de la théorie de l'équilibre général ont conduit à d'importants bouleversements de la microéconomie à partir des années 70. Parallèlement, elle a considérablement étendu son champ d'étude, y compris vers la macroéconomie (modèles macroéconomiques "microfondés"), au point de s'identifier pour certains à la discipline économique elle-même. Cette extension s'est accompagnée d'un éclatement des approches et même des paradigmes, devenus diversement complémentaires ou concurrents entre eux. Il serait impossible de résumer en quelques phrases toutes ces recherches. Tentons néanmoins d'en identifier quelques apports saillants.

La théorie des incitations

Article détaillé : théorie de l'agence.

La micro-économie moderne met l'accent sur les problèmes d'incitations et d'information. Par "incitation", on entend toute action d'un agent économique (qui peut être l'État) conduisant certains agents économiques à adopter tel ou tel type de comportement. Cette notion prend tout son sens si l'on considère que l'information disponible pour un agent économique soucieux d'inciter d'autres agents à se comporter dans le sens de ses intérêts (lui donner les "bonnes" incitations de son point de vue), est inévitablement limitée. Ces limitations peuvent résulter du droit : information "privée" des agents, comme le dossier médical d'un individu auquel son assureur ou son employeur ne peuvent avoir accès ; d'impossibilités "techniques" : un manager peut observer la performance de son équipe sans être capable de mesurer les contributions individuelles à ce résultat et donc d'en déduire un schéma de rétribution des efforts des uns et des autres, ou d'incertitudes : le résultat des efforts d'un agent peut être assujéti à des aléas indépendants de sa volonté, aléas contre lesquels il conviendrait de l'assurer.

Un exemple canonique d'une telle situation est le problème principal-agent, où un acteur (le principal) souhaite déléguer à une tierce personne (l'agent) le soin d'exécuter une tâche en étant intéressé à son résultat. Dans ce contexte, le principal fait face à deux catégories de défaut d'information (appelées asymétries d'information) :

- Le résultat de l'action, son coût par exemple, peut dépendre des caractéristiques propres de l'agent, connues de lui mais inconnues du principal. On parle de *sélection adverse* ou d'*antisélection* pour désigner un tel problème d'asymétrie d'information ;

- Le résultat de l'action peut dépendre d'efforts entrepris par l'agent pour s'acquitter de sa tâche, efforts inobservables directement par le principal. Ce dernier n'en connaît que le résultat mais celui-ci dépend d'aléas extérieurs. On parle *d'aléa moral* pour désigner ce problème d'asymétrie informationnelle.

Si le principal ne souhaite pas accomplir lui-même la tâche, il ne peut pas non plus contraindre l'agent à la réaliser coûte que coûte, ce qui viderait le problème de son sens. Il doit donc passer un accord avec l'agent spécifiant, outre la tâche à accomplir, les modalités de rétribution de l'agent, accord que ce dernier est libre d'accepter ou de refuser. Une fois formalisé, cet accord prend la forme d'un *contrat* entre les deux parties. Le problème principal-agent constitue l'exemple le plus simple d'une situation aboutissant à un arrangement de nature institutionnelle entre deux agents économiques hors marché. Cet accord n'est généralement pas Pareto-efficient, le principal devant consentir une rente, dite *rente informationnelle*, à l'agent au-delà d'une rétribution correspondant au coût réel de la tâche pour cet agent, et ceci en raison des asymétries d'information dont bénéficie l'agent.

Les prix Nobel d'économie 2007 ont quant à eux travaillé sur la théorie des mécanismes d'incitation

La théorie des contrats

L'extension de cette approche a conduit au développement de la *théorie des contrats*. Cette théorie conçoit les organisations, ou les institutions comme les familles ou les entreprises, comme des ensembles de contrats (des *nœuds de contrats* dans le jargon économique). Une entreprise est, par exemple, un nœud composé de contrats de travail, liant l'entreprise à ses salariés, de contrats la liant à ses clients et à ses fournisseurs, de contrats d'engagements bancaires et financiers, de contrats légaux la liant à son État ou ville de résidence en matières fiscale et réglementaire. Les marchés sont un autre cas particulier de tels nœuds de contrats, ici des contrats d'échange. Les États, au sens des organisations politiques gérant des espaces géographiques déterminés, sont un autre exemple de nœud contractuel, les Constitutions (ou les Chartes) se présentant comme des contrats généraux liant ces organisations aux peuples qu'ils gouvernent.

Un aspect important de ces contrats est d'être généralement *incomplets*, c'est-à-dire incapables de spécifier entièrement les engagements des parties dans tous les cas possibles. Ceci a permis à la microéconomie néoclassique d'élaborer une théorie du pouvoir, comme *droits de décision résiduels*, c'est-à-dire que détenir le pouvoir pour une des parties consiste à pouvoir prendre des décisions dans le domaine d'incomplétude du contrat, c'est-à-dire en dehors de ce qui a été convenu. Le caractère incomplet des contrats permet aussi d'introduire des éléments de rationalité limitée dans le comportement des organisations, correspondant aux actions non anticipables ou invérifiables de l'organisation dans la zone d'incomplétude du nœud contractuel.

Le développement de cette théorie a naturellement entraîné un approfondissement des théories de la négociation et de la renégociation. En effet, son propos est non seulement d'expliquer comment et pourquoi se forment des contrats entre les agents, mais aussi les raisons pour lesquelles ils les remettent, ou pas, en cause au cours du temps. Toutes ces approches mobilisent largement pour ce faire les outils de la théorie des jeux, non coopératifs ou coopératifs, en information incomplète ou imparfaite.

Les axes récents

Parmi les recherches les plus actuelles, citons l'économie du droit, qui est une tentative de construire une théorie microéconomique néoclassique de la législation, et la "nouvelle économie politique", une tentative analogue dans le champ des sciences politiques. Ces courants nouveaux témoignent du dynamisme des recherches en microéconomie contemporaine et de sa tendance à étendre ses analyses au-delà même du domaine disciplinaire traditionnel de l'économie.

Notes et références

- [1] Bernard Guerrien, *Dictionnaire de l'analyse économique*, La Découverte, 2002, p. 247

Voir aussi

Articles connexes

- Théorie néoclassique du producteur
- Théorie du consommateur
- Macroéconomie
- Microstructure de marché
- Sciences économiques
- Économie (page d'homonymie)

Liens externes

- Nicolas Gravel, (2003), Notes de cours de micro-économie en 2ème année du DEUG UFR d'économie et de gestion, Université de la Méditerranée (<http://www.vcharite.univ-mrs.fr/PP/Gravel/notesmicroeco.pdf>)
- Microéconomie (<http://www.glumol.com/~introeco/section/micro/MIhomepage.htm>)
- Journées de Microéconomie Appliquée (<http://www.jma2009.fr/>)

Bibliographie

- Pierre Cahuc, *La nouvelle microéconomie*, La Découverte, 1998.
- Bernard Guerrien, *L'économie néo-classique*, La Découverte, 1991.
- Bernard Salanié, *Théorie des contrats*, Économica, 1994.
- Gilles Rotillon, *Introduction à la microéconomie*, La Découverte, 1996.
- Jeffrey Perloff, *Microeconomics third edition*, Pearson, 2003.
- Cahiers Français n°327, *La microéconomie en pratique*, La documentation française, 2005.

'*Branches des sciences économiques*' liste de sciences économiques: sciences économiques

Macroéconomie • Microéconomie

Économie quantitative · Économie internationale · Économie monétaire · Économie financière · Économie publique · Économie du bien-être · Économie de l'éducation · Économie du travail · Analyse économique du droit · Organisation industrielle · Économie d'entreprise · Histoire économique · Économie comportementale · Économie de la culture · Économie du développement · Économie de l'environnement · Économie expérimentale · Économie géographique · Économie des institutions · Économie de l'information · Économie politique

-  Portail de l'économie

Théorie du consommateur (microéconomie)

La **théorie du consommateur** est la modélisation économique du comportement d'un agent économique en tant que consommateur de biens et de services. Cette expression désigne généralement la seule théorie néoclassique du consommateur et les travaux qui en découlent.

Cadre conceptuel et hypothèses fondamentales

L'étude du comportement du consommateur se fait en deux étapes. Il faut tout d'abord décrire les préférences des individus, c'est-à-dire comment ils préfèrent tel bien plutôt que tel autre. Ensuite, le consommateur, ayant des ressources limitées, va rechercher la maximisation de l'utilité sous contrainte budgétaire. La combinaison des préférences et des contraintes de budget détermine les choix de consommation, et plus précisément quelle combinaison de biens les agents économiques choisiront afin de maximiser leur utilité.

La théorie néoclassique dépeint le consommateur selon les traits d'un *homo economicus* caractérisé, notamment, par sa rationalité.

Utilité cardinale et ordinale

Au sein de l'école néoclassique, un problème central de la théorie du consommateur est la construction d'une fonction de demande qui puisse être le parallèle de la fonction d'offre issue de la théorie du producteur. Cette difficulté fut résolue en deux temps, d'abord en supposant une **utilité cardinale**, mesurable et comparable entre les biens, puis une **utilité ordinale**, légèrement moins contraignante.

Utilité cardinale

Article détaillé : Théorie cardinale de l'utilité.

Les précurseurs de la révolution marginaliste (Walras, Jevons, Menger) concevaient l'utilité comme la sensation de plaisir associée à la consommation d'un bien. Ils défendirent l'idée d'une mesure cardinale de l'utilité en supposant que le consommateur était capable de donner une évaluation de l'utilité que lui apportait toute combinaison de biens. Cette faculté était l'exact miroir de la capacité supposée du producteur à prédire la production pour toute combinaison d'intrants donnée, et simplifiait considérablement l'analyse. Pour des raisons pédagogiques, elle fut également utilisée, avec quelques réserves, par Alfred Marshall.

Par exemple, si la consommation d'une quantité Q_A d'un bien A donne une satisfaction de 100 et une quantité Q_B d'un bien B donne une satisfaction de 10, Q_A est équivalent à 10 fois Q_B .

Utilité ordinale

L'exemple ci-dessus illustre le problème conceptuel de l'utilité cardinale : il n'existe pas d'échelle objective de la mesure de l'utilité. C'est pourquoi Vilfredo Pareto, successeur de Marshall proposa une formulation en termes **d'utilité ordinale**.

Dans le cadre de l'utilité ordinale, il est demandé au consommateur de pouvoir classer raisonnablement les biens ou paniers de biens en fonction de l'utilité apportée. Il lui suffit donc de savoir s'il préfère Q_A à Q_B , Q_B à Q_A ou s'il est indifférent entre les deux. En termes mathématiques, il suffit donc de pouvoir décrire un préordre complet sur l'espace des paniers de biens : la relation de préférence doit ainsi être *complète* (on peut comparer tout couple de paniers), *réflexive* (un panier est préféré à lui-même) et *transitive* (si le panier A est préféré au panier B et le panier B au panier C , alors A est préféré à C).

Les tenants de cette conception ordinale sont: Vilfredo Pareto, Eugen Slutsky puis repris par Paul Samuelson et John Hicks.

Préférences

On définit dans l'ensemble (au sens mathématique) des paniers de consommation, la relation de **préférence**. C'est-à-dire qu'un agent peut exprimer une préférence entre deux paniers de bien.

On suppose que cette relation est :

- **complète** (l'agent est toujours capable de comparer deux paniers de biens).
- **transitive** (si l'agent préfère A à B et B à C, alors il préfère A à C).
- **de comparaison** (si l'agent compare les biens A et B, alors il les considère équivalents).
- **de dominance** (si l'agent préfère plus A à B).
- **de substituabilité** (si l'agent a préféré A par rapport à B à cause de la quantité, par exemple, alors il est toujours possible de rendre ce dernier indifférent de A en compensant l'insuffisance de B par un surplus de quantité)

De plus, on supposera également qu'un consommateur préfère toujours consommer plus que moins. C'est-à-dire que si on prend un panier puis qu'on augmente la quantité d'un ou plusieurs biens, alors le nouveau panier sera préféré au panier initial (principe de **non-satiété**).

Cette hypothèse est contestable si on l'applique à des biens particuliers (une glace par exemple): on peut en effet penser que le consommateur va "saturer" au bout d'un moment et que la consommation de biens supplémentaires ne lui apporte plus de satisfaction supplémentaire. On va choisir de se placer dans un cadre de long terme (où la saturation est moins probable : l'agent risque moins de saturer s'il peut répartir sa consommation sur toute une année par exemple). Notons également au passage que la rareté est au cœur de l'analyse économique et que, par conséquent, on s'intéresse plutôt aux situations où les agents sont confrontés à cette rareté et ne peuvent s'offrir tout ce qu'ils désirent.

La Théorie de la préférence révélée propose de déduire les préférences du consommateur en observant ses choix.

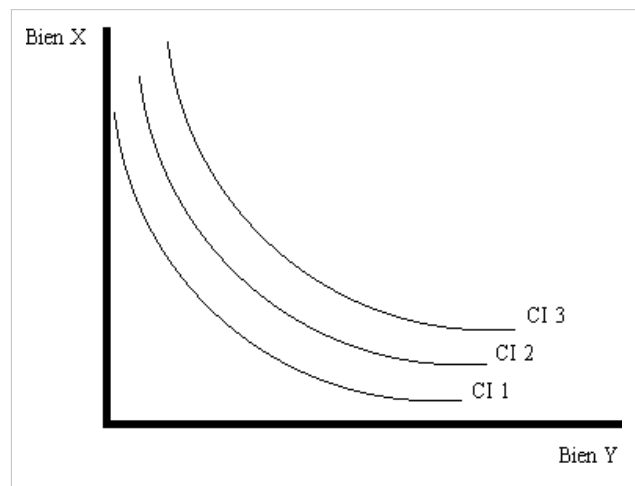
Courbe d'indifférence

Article détaillé : Courbe d'indifférence.

Une courbe d'indifférence relie les combinaisons de deux biens et services dont la consommation procure un niveau de satisfaction identique.

Les courbes d'indifférence ont trois propriétés : la pente des courbes d'indifférence est négative, les courbes d'indifférence ne se coupent pas et le taux marginal de substitution est décroissant le long de la courbe d'indifférence.

En raison de la décroissance du taux marginal de substitution, les courbes d'indifférences sont convexes. (On dit qu'une courbe est convexe si elle est sous la forme d'un arc de cercle extérieur (ajouter schéma). Si on trace un segment à partir de deux points de cette courbe et que ce segment ne la coupe pas, alors la courbe est convexe. Une courbe convexe a donc une courbure en "U")



Taux marginal de substitution

Article détaillé : Taux marginal de substitution.

En économie, le **taux marginal de substitution** (TMS) mesure la variation de la quantité consommée d'un bien Y qui est nécessaire, le long d'une courbe d'indifférence, pour compenser une variation infinitésimale de la quantité consommée d'un bien X. Le taux marginal de substitution calcule la façon dont on substitue à la marge un produit par un autre. Si le taux marginal de substitution reste identique, les biens sont parfaitement substituables (exemple simplifié du pétrole et du gaz naturel). Si on veut un petit peu plus du produit y (en ordonnée), il faut renoncer à beaucoup de produit x (en abscisse).

Fonction d'utilité

Article détaillé : Utilité.

La fonction d'utilité associe à chaque panier de consommation x un nombre $u(x)$ tel que le panier y est préféré au panier z, si et seulement si : $u(y) > u(z)$.

Il est très important de noter que le nombre $u(x)$ n'a de signification psychologique que pour les adhérents au courant utilitariste. Ceux-ci acceptent en effet le fait que si $u(x)$ est deux fois plus élevé que $u(y)$, alors cela signifie que x fournit deux fois plus de satisfaction que y (ceci est appelé "**Théorie cardinale de l'utilité**"). Une telle conception a été matérialisée par l'économiste autrichien Carl Menger dans ce que l'on appelle la table de Menger. Cette façon de faire a suscité de nombreuses critiques, notamment de Vilfredo Pareto, partisan d'une "**Théorie ordinale de l'utilité**". En effet, V. Pareto oppose à l'idée de l'utilité cardinale la notion d'une utilité subjective, propre à chaque consommateur, appelée "ophélimité".

Dans la théorie néo-classique du consommateur, la fonction d'utilité ne sert qu'à classer les paniers de biens en fonction des préférences du consommateur. Le nombre $u(x)$ n'a aucune signification particulière. Remarquons d'ailleurs qu'il existe une infinité de fonctions d'utilités différentes représentant la même relation de préférence. Si u est une fonction d'utilité représentant les préférences d'un agent i et g une fonction strictement croissante quelconque, alors la composée $g(u)$ est également une fonction d'utilité représentant les préférences de l'agent i.

Il n'existe pas toujours de fonction d'utilité représentant les préférences. Par exemple, la relation de préférence lexicographique sur \mathbb{R}^2 n'admet pas de fonction d'utilité.

On doit à Gérard Debreu la démonstration en 1954 du théorème caractérisant les relations de préférence respectant les hypothèses de base pouvant être représentées par une fonction d'utilité. Essentiellement, il suffit que les préférences soient continues (c'est-à-dire que les préférences soient compatibles avec la convergence des suites de points, c'est-à-dire que les préférences ne varient pas lorsque l'on modifie à la marge un panier de biens).

Contrainte budgétaire

Appelée aussi droite de budget, n'est rien d'autre que le revenu dont dispose le consommateur lui permettant d'acheter des biens dont les prix sont inférieurs à son revenu. L'agent économique considère donc le budget comme une contrainte, ce qui place les produits dans une situation concurrentielle ; le consommateur n'a pas de marge de manœuvre, il lui est impossible de dépasser son budget. L'équation de la droite budgétaire, pour la représenter graphiquement, se calcule selon l'égalité emplois-ressources: soit les biens x et y, $p(x)$ et $p(y)$ les prix respectifs de ces biens, on a : $x.p(x) + y.p(y) = R$, avec R le revenu du consommateur. On a alors : $y = -(p(x)/p(y)).x + R/p(y)$, avec $-p(x)/p(y)$ le coefficient directeur de la droite, et $R/p(y)$ l'ordonnée à l'origine.

Équilibre du consommateur

Le problème du consommateur est de maximiser son utilité sous contrainte budgétaire. Graphiquement, une combinaison maximisant cette utilité est nécessairement un point de tangence entre une courbe d'indifférence et la contrainte budgétaire.

Fonctions de demande

Article détaillé : Offre et demande.

La fonction de demande du consommateur est une relation entre le prix unitaire d'un bien et la quantité que ce consommateur est prêt à acheter pour le prix fixé.

Il va de soi que si le prix unitaire est faible, le consommateur aura tendance à acheter davantage (principe des promos: "quatre pour le prix de trois..."). D'un autre côté, si le prix est plus grand que prévu, le consommateur va limiter la quantité achetée.

La fonction (courbe) de demande, placée sur un graphe ayant les prix en ordonnée, et les quantités en abscisse, est donc décroissante.

Élasticité de la demande par rapport au prix ou au revenu

Article détaillé : Élasticité de la demande.

L'élasticité de la demande est un concept économique qui permet de mesurer le degré de sensibilité de la demande aux variations de prix (« élasticité-prix ») ou des revenus (« élasticité-revenu »).

Courbe de consommation revenu

La courbe de consommation revenu est la courbe qui relie tous les paniers optimaux lorsque le revenu varie (les prix des biens restant constants).

Effets des variations de prix

En faisant l'hypothèse de l'existence d'un bien X et d'un bien Y pour le consommateur. On notera l'existence d'un "effet de substitution", en effet si le prix du bien X diminue mais que le revenu reste stable, alors le prix du bien Y devient plus cher de manière relative, et donc le consommateur aura tendance à consommer d'avantage de biens X. Egalement à noter l'effet dit de "revenu", la baisse du prix du bien X et la stabilité du revenu entraînent une augmentation du pouvoir d'achat du consommateur qui le conduira à consommer plus de biens X et plus de biens Y en fonction de ses préférences. Ces deux effets ont été mis en évidence par John Hicks et Slutsky-Samuelson

Nouvelle approche de la théorie du consommateur

Cette nouvelle conception des choses voit le jour vers les années 60 avec les travaux du Professeur Kelvin Lancaster^[1] et Gary Becker. Contrairement à la théorie néoclassique qui a pour soubassement la notion d'Utilité, dont la portée pratique est limitée, Lancaster développe une théorie d'une perspective pratique dans la mesure où elle permet de comprendre les choix ou préférences de consommateurs. Cette nouvelle théorie se fonde sur la notion des **caractéristiques des biens** : chaque bien possède certains attributs et tout consommateur tire satisfaction de ces attributs. Le fameux exemple de J.Lecaillon et C.Pondaven illustre bien cette situation : ce n'est pas la voiture elle-même qui fournit une satisfaction à son possesseur, mais les services rendus par tel modèle de voiture sous forme de confort, prestige, vitesse, ...services appréciés subjectivement par le consommateur^[2].

Selon le modèle proposé par Gary Becker, le consommateur apparaît comme le producteur de sa propre utilité. Il dégage une similarité entre le comportement d'un consommateur et celui d'un producteur.

Notes et références


- [1] A New Approach to Consumer theory, Journal of Political Economy, 74, 1966 et: Consumer Demand, A New Approach, New York, Columbia University Press, 1971
- [2] J.Lecaillon et C.Pondaven , **Analyse micro-économique**, Nouv. éd. rev. et augm, Ed.Cujas, Paris, 1998

Voir aussi

Liens internes

- Courbe d'indifférence
- Taux marginal de substitution
- Élasticité de substitution
- Convexité des préférences
- Théorie cardinale de l'utilité
- Théorie de la préférence révélée
- Offre et demande
- Relation de Slutsky

Liens externes

- Comportement du consommateur et du producteur, notion de surplus et analyse des politiques publiques (http://www.agrocampus-rennes.fr/scripts/fr/C_equipe/erg/pdf/Vermersch4eco100.pdf)
- La théorie du comportement du consommateur (http://neumann.hec.ca/sites/cours/3-851-84/docs/notes/chapitre_I.pdf)
- Fonction de la demande (http://atom.univ-paris1.fr/documents/staropoli_demande3_2006.pdf)
-  Portail de l'économie

Macroéconomie

La **macroéconomie** (dont le terme est introduit en 1933 par l'économiste norvégien Ragnar Frisch^[1]) est l'approche théorique qui étudie l'économie à travers les relations existant entre les grands agrégats économiques, le revenu, l'investissement, la consommation, le taux de chômage, l'inflation, etc.

En tant que telle, elle constitue l'outil essentiel d'analyse des politiques économiques des États ou des organisations internationales.

Définition et objets d'analyse

Selon Frédéric Poulon^[2], la macroéconomie est avant-tout une

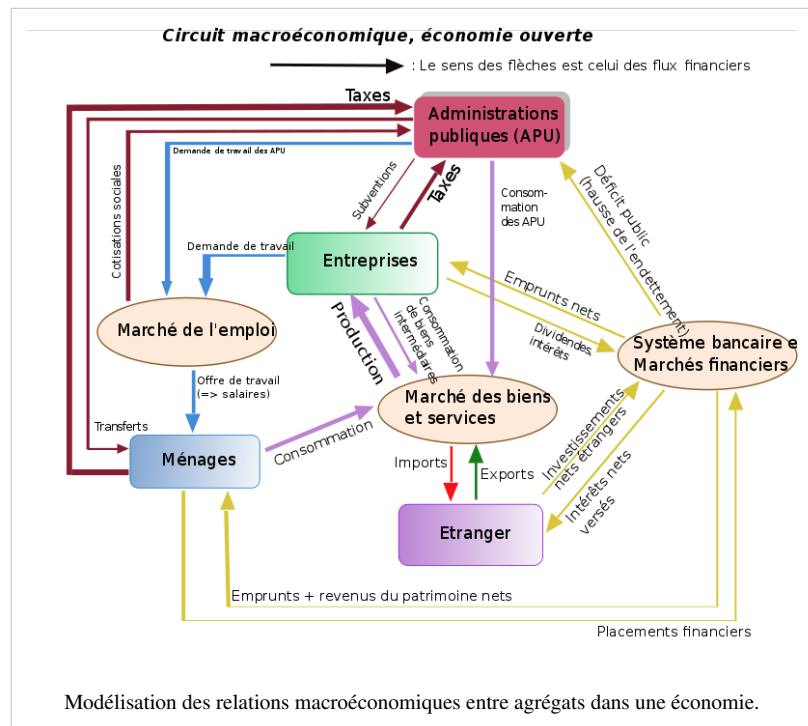
représentation hiérarchisée de l'économie, articulée entre les agents via des flux. En considérant d'emblée les relations entre les grands agrégats de l'économie, la macroéconomie cherche à expliciter ces relations et à prédire leur évolution face à une modification des conditions, qu'il s'agisse d'un choc (augmentation de prix du pétrole) ou d'une politique économique délibérée^[3]. Contrairement à la microéconomie, qui favorise les raisonnements en équilibre partiel, la macroéconomie se place toujours dans une perspective d'équilibre général, ce qui l'amène à accorder plus d'attention au bouclage des modèles et à la dynamique de création et de maintien d'institutions essentielles, comme les marchés, la monnaie.

Partie de relations très simples, à l'image du modèle IS/LM reliant le marché des capitaux et celui de la monnaie ou de la courbe de Phillips reliant inflation et chômage, la macroéconomie a évolué vers la construction de modèles économiques complexes incluant à la fois des relations supposées entre variables et des relations comptables servant à définir les agrégats. Très utilisés pour analyser et prévoir les résultats des politiques économiques, ces vastes modèles (les plus frustes comportent une dizaine d'équations, les plus complexes dépassent les 1500) sont à l'heure actuelle employés par la plupart des gouvernements, institutions statistiques (comme l'INSEE), organisations internationales (OCDE) et certains acteurs privés voulant disposer de leurs propres prévisions quant à la conjoncture.

Histoire de la Macroéconomie

Avant Keynes

Selon les penseurs grecs, l'économie désigne l'art de bien administrer sa maison. La microéconomie est donc historiquement la première forme qu'a pris l'économie. Il faut attendre le XVIII^e siècle, et surtout, avec le courant physiocrate pour avoir une première vision macroéconomique, c'est à dire, une représentation hiérarchisée de l'économie via des flux entre agents. Cette représentation se trouve dans l'ouvrage de François Quesnay, *Tableau économique*. Quesnay, médecin de la famille royale, avait pour ambition de représenter l'économie sur les bases de la circulation du sang. Toutefois, les considérations philosophiques des physiocrates et les événements historiques ont



rapidement rendu son *Tableau économique* obsolète.

Karl Marx, un siècle plus tard, proposera une représentation schématique de l'économie industrielle de son époque. Parallèlement, les fondateurs de l'école néoclassique ont utilisé la théorie marginaliste, pour agréger les comportements des agents économiques, c'est-à-dire les consommateurs et les producteurs. Cette microéconomie agrégée, approche souvent à la base de certaines théories macroéconomiques, est à la base de la théorie de l'Équilibre général de Léon Walras, et complété par Kenneth Arrow et Gérard Debreu. Cette vision de l'économie ne peut toutefois pas se confondre avec la macroéconomie, étant donné qu'elle ne se base que sur des comportements individuels, et n'analyse pas l'économie dans son ensemble.

Keynes et l'émergence de la macroéconomie

La distinction systématique, pour autant qu'elle puisse vraiment se faire, entre microéconomie et macroéconomie n'émerge cependant vraiment qu'au cours des années Trente autour des travaux de John Maynard Keynes. Ce fut surtout le retentissement de sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936)^[4] après-guerre qui conduisit à une séparation nette, d'abord dans le milieu académique, des deux domaines. La microéconomie se spécialisait alors sur les problèmes d'allocation des ressources par le moyen des prix relatifs, alors que la macroéconomie étudiait la production globale et le niveau des prix.

Les deux voies des années 1980 - 1990

Écornée par l'échec des keynésiens à prévoir et à enrayer la stagflation consécutives aux chocs pétroliers, la macroéconomie de la fin du XX^e siècle présentait un double visage.

Raffinement de la modélisation

D'une part, on assista à la construction de modèles de plus en plus complexes et élaborés, construction rendue possible par l'augmentation des capacités de calcul des ordinateurs ainsi que la généralisation des techniques d'optimisation dynamique. Cette voie était également soutenue par l'amélioration considérable des données dont disposaient les macroéconomistes pour tester leurs modèles (voir macroéconométrie). Il apparut cependant que la complexification des modèles n'apportait pas grand'chose en matière de pouvoir explicatif, et que les problèmes de cohérence devenaient difficilement surmontables avec un aussi grand nombre d'équations. L'ensemble de l'approche a également été remise en cause par la critique de Lucas, l'économiste Robert Lucas Jr faisant remarquer que les relations macroéconomiques échouaient à prendre en compte les réactions d'agents informés aux politiques économiques (voir Courbe de Phillips et Critique de Lucas)

Synthèse néoclassique et agent représentatif

D'autre part, des économistes formés à la microéconomie néoclassique cherchèrent à donner des fondements microéconomiques aux agrégats observés, en dérivant des grandeurs comme l'offre de travail ou l'investissement des offres des modèles microéconomiques. Ces tentatives, connues sous le nom de synthèse néoclassique, échouèrent cependant sur le problème de l'agrégation, avec des résultats démontrant que ce passage du niveau micro au niveau macro n'était possible qu'en imposant des hypothèses absurdement restrictives sur le comportement des agents (voir équilibre général).

L'approche néoclassique eut alors recours au concept d'agent représentatif, supposant que les agrégats économiques se comportaient comme s'ils répondaient aux décisions d'un agent économique unique similaire à l'agent rationnel du niveau microéconomique. La capacité de ces modèles à prédire des résultats opposés en fonction des hypothèses faites sur l'agent représentatif et sur les paramètres de base ont jeté un doute profond sur la pertinence de cette approche.

La macroéconomie aujourd'hui

Au début du XXI^e siècle, des économistes cherchent à dépasser la distinction entre microéconomie et macroéconomie. La plupart des modèles macroéconomiques actuels font l'hypothèse qu'ils ne constituent qu'une simplification de la réalité, dont ils étudient un aspect particulier, comme l'effet de l'innovation sur la croissance, ou des structures monétaires sur l'investissement. De ce fait, ils mélangent relations macroéconomiques et extensions au niveau macroéconomique de relations microéconomiques pour autant que ces extensions soient compatibles avec les faits stylisés qu'on cherche à analyser.

Il existe cependant de nombreuses écoles et courants de pensée touchant à leur conception méthodologique et à leurs préconisations en matière de politiques économiques.

Écoles et courants de pensée

Plusieurs écoles utilisent en pratique des raisonnements macroéconomiques, avec des principes et des recommandations très différents

- Le courant keynésien qui préconise l'intervention de l'État sur l'économie afin de sortir des situations d'équilibre de sous-emploi en agissant sur le niveau de la demande effective. Les économistes de ce courant se désignent comme les *post-keynésiens*, pour se différencier de la génération des *nouveaux keynésiens*, qui ont cherché des fondements microéconomiques aux relations macro postulées par Keynes.
- Le courant monétariste qui considère que la monnaie est relativement déconnectée des fondamentaux de l'économie réelle, et que par conséquent pour agir sur les phénomènes monétaires (combattre l'inflation ou la déflation, par exemple, ou traiter des problèmes de taux de change), il faut agir sur la monnaie (par le pilotage des taux d'intérêts, ou la régulation des émissions monétaires) et non pas sur l'économie réelle via la demande effective comme le préconise le keynésianisme. Inversement, ils affirment qu'il est inutile de chercher à résoudre des problèmes de chômage ou d'investissement par une politique monétaire. Ils sont de ce fait à l'origine de l'indépendance des banques centrales.
- Le courant néoclassique qui privilégie les analyses au niveau non agrégé et préconise généralement la stabilité budgétaire.
- Le courant néo-keynésien, qui souligne que la formalisation des idées de Keynes en modèles a amené à négliger les dimensions d'incertitude, centrales dans la pensée de Keynes.
- Le courant du marxisme économique.
- l'école de la régulation.
- L'école du circuit: Ses principaux représentants français sont Alain Parguez et Bernard Schmitt. La théorie du circuit s'oppose nettement à la théorie néoclassique par la place qu'elle donne au circuit et à la monnaie. Contrairement à la théorie néoclassique qui voit la monnaie comme un élément neutre dans le fonctionnement du système économique (comme un simple intermédiaire des échanges), la théorie du circuit établit son analyse sur la thèse de la monnaie endogène.

Voir aussi

Liens internes

- Microéconomie
- Balance des paiements - Banque centrale - Chômage - Courbe de Phillips - Économie politique - Inflation - Modèle IS/LM - Monnaie - Politique budgétaire - Politique économique - Politique monétaire - Produit intérieur brut (PIB) - ...
- Une analyse qualitative du bilan environnemental de la dématérialisation

Liens externes

- [\[pdf\]](#) Présentation de la macroéconomie en l'an 2000 ^[5]

Sources

Références

- [1] Macroéconomie, Modelisations schématiques de l'équilibre macroéconomique (<http://www.christian-biales.net/pages/macro.html>)
- [2] Frédéric Poulon, 1982 : Macroéconomie approfondie - Equilibre, déséquilibre, circuit..
- [3] « La macroéconomie se donne deux objectifs : la prévision conjoncturelle et la recommandation dans la conduite des politiques économiques », (Notes de cours de macroéconomie (<http://www.u-paris2.fr/ermes/membres/lehmann/macroaes.pdf>) (1^{er} semestre de la 1^{re} année de licence AES, Université Panthéon-Assas Paris 2), p. 7
- [4] ...l'analyse macroéconomique comme branche spécifique de l'analyse économique date de la publication de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* de John Maynard Keynes en 1936...Mais la macroéconomie moderne, comme discipline qui s'attache à comprendre pourquoi l'économie connaît des épisodes comme la Grande dépression et pourquoi l'emploi et la production fluctuent au cours du temps, commence avec Keynes. Joseph E. Stiglitz, Carl E. Walsh (2004), *Principes d'économie moderne*, 2^e édition, Ed. de Boeck, p.490
- [5] http://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_REVUE=RECO&ID_NUMPUBLIE=RECO_523&ID_ARTICLE=RECO_523_0481


Bibliographie

- Olivier Blanchard, Daniel Cohen, *Macroéconomie*, Pearson éducation, 2002, ISBN 2-84211-121-4
- Michel De Vroey, Pierre Malgrange, La théorie et la modélisation macroéconomiques, d'hier à aujourd'hui Document de travail PSE Lire en ligne (<http://www.pse.ens.fr/document/wp200633.pdf>)
- [\(en\)](#) Gregory Mankiw, "The Macroeconomist as Scientist and Engineer", NBER Working Paper 12349, juin 2006 Lire en ligne (http://www.econ.iastate.edu/tesfatsi/Macroeconomist_as_Scientist.Mankiw.pdf)

'*Branches des sciences économiques*' liste de sciences économiques: sciences économiques

Macroéconomie • Microéconomie

Économie quantitative · Économie internationale · Économie monétaire · Économie financière · Économie publique · Économie du bien-être · Économie de l'éducation · Économie du travail · Analyse économique du droit · Organisation industrielle · Économie d'entreprise · Histoire économique · Économie comportementale · Économie de la culture · Économie du développement · Économie de l'environnement · Économie expérimentale · Économie géographique · Économie des institutions · Économie de l'information · Économie politique

-  Portail de l'économie

Économie internationale

 Pour l'article homonyme, voir Économie internationale (revue).



Cet article est une ébauche concernant l'économie.

Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant (**comment** ?) selon les recommandations des projets correspondants.

L'**économie internationale** est la branche des sciences économiques qui s'intéresse aux relations commerciales et économiques entre pays, aux évolutions des taux de change et de la compétitivité économique.

L'économie internationale comporte plusieurs branches : celle qui étudie les échanges commerciaux (Théorie du commerce international), celle qui étudie les politiques monétaires et les taux de change, celle qui étudie les mouvements de capitaux entre pays (Finance internationale), etc.

Histoire de l'économie internationale

Article détaillé : Libre-échange.

Les théories de l'échange commercial

La spécialisation internationale dans le modèle H.O.S

La spécialisation internationale repose sur des Dotations factoriels, comme le travail, le capital ou la terre. Les pays ont tous intérêt à se spécialiser là où ils ont le plus d'avantage en terme de facteur.

Macroéconomie en économie ouverte


Liens internes

- Théorie du commerce international
- Commerce international
- Taux de change

'*Branches des sciences économiques*' liste de sciences économiques: sciences économiques

Macroéconomie • **Microéconomie**

Économie quantitative · Économie internationale · Économie monétaire · Économie financière · Économie publique · Économie du bien-être · Économie de l'éducation · Économie du travail · Analyse économique du droit · Organisation industrielle · Économie d'entreprise · Histoire économique · Économie comportementale · Économie de la culture · Économie du développement · Économie de l'environnement · Économie expérimentale · Économie géographique · Économie des institutions · Économie de l'information · Économie politique

-  Portail de l'économie

Commerce international



Cet article est une ébauche concernant l'économie.

Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant (**comment** ?) selon les recommandations des projets correspondants.



Cet article ou cette section doit être recyclé.

Une réorganisation et une clarification du contenu sont nécessaires. Discutez des points à améliorer en page de discussion.

Le **commerce international** est l'échange de biens, services et capitaux entre pays. Ce type de commerce existe depuis des siècles (cf. route de la soie), mais il connaît un nouvel essor du fait de la mondialisation économique.

La théorie du commerce international est la branche de l'économie qui étudie et modélise le commerce international.

Par ailleurs il existe un **droit des opérations de commerce international**, formalisé notamment par les incoterms de la Chambre de commerce internationale.



La poupe du porte-conteneurs géant Colombo Express

Évolution du commerce international

Ces deux dernières décennies, les échanges commerciaux internationaux ont évolué, plus particulièrement pour les pays développés, et pour les nouveaux pays industrialisés, favorisant la croissance de ces derniers. Les pays les moins avancés n'ont pas connu une telle hausse des échanges commerciaux internationaux. Le volume du commerce mondial est 14 fois supérieur à ce qu'il était en 1950^[réf. nécessaire].

Théorie du commerce international

Article détaillé : Théorie du commerce international.



Les dix principaux pays pour le commerce international

Explications actuelles du commerce international

caractéristiques

Les accords régionaux sont de différents types, reflétant chacun des degrés d'intégration économiques distincts. On distingue donc six grands types d'organisations économiques régionales :

- La **zone d'échange préférentielle** qui lève les obstacles au commerce interrégional pour certains produits. et la CEE depuis les années 1960 (pour les hormones par exemple, source de conflit au sein de l'OMC).
- La **zone de libre-échange** qui est marquée par une suppression des obstacles tarifaires. à travers l'ALENA depuis 1994
- L'**union douanière** qui combine une libre circulation des marchandises et l'adoption d'un tarif extérieur commun, c'est-à-dire des taxes douanières identiques à chaque pays membre vis-à-vis des pays tiers.

Cette classification est celle proposée en 1961 par Bela Balassa dans *The theory of economic integration*. On peut y ajouter l'**union politique**. L'Allemagne du XIX^e siècle a atteint ce stade en 1870, soit 46 ans après la création d'une union douanière entre différents États allemands, le Zollverein.

Indicateurs

- Exportations de biens et services en pourcentage du PIB ;
- Variation annuelle de la production mondiale par rapport à la variation annuelle du volume des exportations ;
- Volume total des importations et exportations (échanges internationaux) mondiales.
- Taux d'ouverture des économies (exports + imports divisés par deux fois le PIB)

Impacts

Depuis les années 1990 le commerce intrarégional a progressé eu sein de l'ALENA, passant de 42 à 54% des exportations totales des pays membres, au sein du Mercosur ce chiffre est passé de 9 à 20% sur la même période, tandis qu'en Europe la part des échanges intracommunautaires n'a guère progressé en dépit d'une intégration croissante, restant toutefois au niveau élevé de 74% en 2006^[1].

Des impacts difficiles à cerner

Avant l'entrée en vigueur de l'ALENA en 1994, Paul Krugman (*La mondialisation n'est pas coupable*) s'interrogeait sur les conséquences de cet accord alors que certains hommes politiques américains prévoyaient la disparition de centaines de millions d'emplois. Selon lui, la portée de tels accords est limitée. En effet les droits de douanes internationaux sont aujourd'hui de l'ordre de 3 ou 4%, ce qui signifie un faible impact de leur disparition. Dans le cas précis de l'ALENA, l'intégration du Mexique dans une zone de libre-échange avec les États-Unis et le Canada aura surtout comme effet de redonner confiance aux investisseurs financiers en ce pays en proie à des difficultés économiques : une conséquence des comportements irrationnels des acteurs financiers n'ayant que peu à voir avec le commerce international.

En 1950, Jacob Viner (*The Custom Union Issue*) a tenté de prévoir les conséquences de la constitution d'unions économiques régionales. Elles ont selon lui un double impact sur le commerce international :

- Elles sont d'abord destructrices de certains flux commerciaux, vu que les partenaires d'une même union économique tendent à réduire leurs importations en provenance des pays tiers. Ce fut par exemple le cas de la Grande-Bretagne vis-à-vis du Commonwealth suite à son entrée dans l'Union européenne. La préférence communautaire (une des clauses de la PAC par exemple) supplantant dès lors la « préférence impériale ». Plus récemment l'entrée des pays d'Europe de l'Est dans l'Union européenne risque de nuire aux importations textiles en provenance du Maghreb.
- Elles sont d'un autre côté créatrices de flux. Elles permettent une collaboration, et donc une spécialisation accrue des différents pays membres qui accroît le commerce international. Elles permettent une meilleure entente et une

connaissance accrue des partenaires commerciaux qui apporte confiance et facilité dans les échanges (il est par exemple plus aisé d'organiser un échange avec les Allemands qu'avec les Chinois). Enfin le développement de certains secteurs protégés peut finalement se révéler profitable pour certaines économies étrangères. La politique agricole commune, bien qu'ayant freiné les importations agricoles américaines, a toutefois accru les commandes à ces derniers de matériel agricole.

Finalement il est difficile de conclure quant au côté profitable ou non de la constitution d'espaces économiques régionaux pour la croissance des volumes d'échanges internationaux.

Dangers vis-à-vis du multilatéralisme

Il est enfin à noter que la constitution d'espaces économiques régionaux réduit le nombre de négociateurs lors des réunions de l'OMC (l'Union européenne est par exemple représentée en tant que membre de l'organisation), ce qui peut faciliter les accords. En permettant le développement des économies dans un cadre protégé, le régionalisme peut être une étape préalable au multilatéralisme, permettant à certains pays de prendre de l'assurance. C'est ainsi que Mike Moore, ancien président de l'OMC, déclarait que le régionalisme pouvait servir à compléter et à promouvoir le multilatéralisme, mais qu'il ne devait en aucun cas le remplacer. Mais le risque est grand selon lui de voir les économies se refermer sur des zones restreintes de commerce privilégié, encourageant en retour les autres économies à faire de même, spirale négative qui pourrait mener à une contraction des échanges mondiaux et du PIB mondial.

L'autre danger est une focalisation des ensembles économiques régionaux sur leur compétitivité face aux autres grandes économies. Le vocable de « guerre économique » ou la recherche systématique de la « compétitivité » sont les symptômes d'un retour des dogmes mercantilistes, de ce que Paul Krugman appelle la « théorie pop du commerce international ». Cette mentalité qui associe le commerce international à une compétition où il y aurait des gagnants et des perdants se manifeste régulièrement dans les discours politiques liés à la constitution de zone de coopération économique : « il faut faire l'Europe pour faire le poids ! » disent certains. Sur le long terme, la diffusion de ce genre d'idées pourrait nuire au libre-échange et donc au commerce international.

Le commerce international

Le commerce international comprend toutes les opérations sur le marché mondial. Il est l'organe regroupant les divers pays du monde engagés dans la production des biens destinés aux marchés étrangers.

Le commerce mondial comprend:

- Le commerce de concentration: qui consiste à assembler les petites productions locales ou régionales dans des comptoirs créés à cette fin, en quantités convenables pour être manipulés sur le marché mondial.
- Le commerce de distribution: consiste à se procurer les marchandises en très grandes quantités sur le marché mondial et à les emmagasiner pour les distribuer aux consommateurs sur le plan mondial.

Le commerce extérieur s'effectue entre les habitants de deux ou plusieurs pays. Il comprend les importations, achats à l'étranger et les exportations, ventes à l'étranger des biens produits à l'intérieur d'un pays.

Le commerce de transit n'est rien d'autre que la faculté accordé à un produit originaire du pays X et destiné à la consommation dans le pays Y, de traverser le pays Z sans acquitter les droits de douane.

On distingue le commerce général qui est l'ensemble de commerce d'importation, d'exportation et de transit, du commerce spécial qui ne comprend que le commerce d'importation et le commerce d'exportation. Il ne comprend pas non plus le commerce en relation avec des zones franches et des entrepôts douaniers.

Etudes économiques

Pour favoriser les exportations, de nombreux organismes gouvernementaux publient sur internet des études de marché par secteur et par pays étranger. Ces études sont plus ou moins accessibles et souvent gratuites (des profils peuvent être demandés).

Liste d'organismes gouvernementaux par pays :

- **Etats-Unis** : L'USCS, dépendant du US Department of Commerce, a rédigé quelques milliers de ces études.

L'USDA (department of Agriculture) publie des études sur les secteurs Agriculture, et Agroalimentaire

- **Canada** : Exportation et développement Canada (EDC).

Agriculture et Agroalimentaire Canada publie des études internationales en français sur son secteur.

- **France** : Ubifrance est l'organisme coordinateur de l'action gouvernemental pour l'exportation. Il publie des études payantes sur son site ubifrance.fr.

L'AFII publie des études sur la France pour les entreprises étrangères désirant investir en France.

- **Royaume Uni** : L'UK Trade & Investment a en charge à la fois la promotion des exportations et l'implantation au Royaume-Uni.

- **Hong Kong** : Hong Kong Trade Development Council (HKTDC).

- **Japon** : JETRO

- **Australie** : Austrade

- **Sites internet diffusant les études de plusieurs organismes :**

Globaltrade.net, issu d'un Private Public Partnership entre l'USCS et la Federation of International Trade Associations (FITA), publie librement sur son site des études de l'USCS, l'USDA, Agriculture et Agroalimentaire Canada, UK Trade & Investment et d'organismes non gouvernementaux. Elles sont classées suivant deux critères de tri : par pays étudié et par industrie ou sujet.

Voir aussi

Liens internes

- Autarcie
- Libre-échange
- Mercantilisme
- Protectionnisme
- Balance courante
- Adam Smith
- David Ricardo et avantage comparatif
- Alexander Hamilton
- Friedrich List
- OMC
- Commerce équitable
- Chambre de commerce et d'industrie française du Japon
- Conseillers du commerce extérieur de la France

Références

[1] OMC, Statistiques du commerce international 2007

Liens externes

- Le magazine mensuel "Commerce international" (<http://www.actu-cci.com/>)
- Le MOCI, Moniteur du Commerce international (<http://www.lemoci.com/>)
- **(en)** Cours de commerce international en ligne (<http://internationalecon.com/v1.0/index.html>) par Steven M. Suranovic
- Fiches Thématiques sur le Commerce International (http://www.activexport.com/fiches_activexport.htm)
- La Communauté du Commerce International (<http://www.icom7.com/>) Par Jacques Guiffo Temgo
- GlobalTrade.net / diffusion gratuite d'études économiques pour les exportateurs (<http://www.globaltrade.net/>)
- FITA (Federation of International Trade Associations) (<http://www.fita.org/>)
-  Portail de l'économie
-  Portail de la vente et du commerce

Théorie du commerce international



Cet article est incomplet dans son développement ou dans l'expression des concepts et des idées.

Son contenu est donc à considérer avec précaution. Améliorez l'article ^[1] ou discutez-en.



Cet article ne cite pas suffisamment ses sources (avril 2007).

Si vous connaissez le thème traité, merci d'indiquer les passages à sourcer avec {{Référence souhaitée}} ou, mieux, incluez les références utiles en les liant aux **notes de bas de page**. (Modifier l'article ^[1])

La **théorie du commerce international** est la branche de la science économique qui s'intéresse à la modélisation des échanges de biens et de services entre États. Elle se penche également sur les questions d'investissement international et de taux de change.

La théorie du **commerce international** comprend **deux branches** essentielles. La première est fondée sur la pensée classique inspirée de David Ricardo, et la seconde s'inspire des outils de l'organisation industrielle et de l'économie géographique.

Les théories classiques

Théorie des avantages absolus

Cherchant à défendre l'idée du libre échange, Adam Smith montre, à la fin du XVIII^e siècle, qu'un pays ne doit pas hésiter à acheter à l'extérieur ce que les producteurs étrangers peuvent produire à meilleur compte que les producteurs nationaux. Le pays qui vend un certain produit moins cher que tous les autres pays possède ainsi un avantage absolu pour ce produit. Smith indique alors qu'un pays doit se spécialiser dans la production de biens pour lesquels il possède cet avantage absolu et acheter tous les autres biens.

La théorie des avantages absolus exclut l'échange réciproque entre pays ayant des niveaux très différents de développement. En effet, le plus développé des pays est susceptible de bénéficier de la productivité la plus élevée dans tous les secteurs.

Théorie ricardienne des avantages comparatifs

David Ricardo, en 1817, développe la théorie de l'avantage comparatif : un pays peut bénéficier de la spécialisation en produisant les biens pour lesquels il possède un avantage comparatif et ce, même s'il possède un désavantage absolu pour tous les biens qu'il produit. David Ricardo suppose que le travail est le seul facteur de production et que ce facteur est mobile à l'intérieur du pays mais immobile internationalement. Pour montrer que l'échange est toujours préférable, il imagine que le Portugal possède un avantage absolu sur l'Angleterre pour deux biens, c'est-à-dire un cas où, dans la théorie d'Adam Smith, l'échange ne pourrait avoir lieu. En raisonnant sur les coûts comparatifs et non absolus, il démontre qu'il est avantageux pour chacun de se spécialiser dans la production pour laquelle il possède l'avantage le plus fort (vin portugais), ou le désavantage le plus faible (drap anglais).

La théorie ricardienne des avantages comparatifs lie le commerce international à des différences de technologie de production entre les pays. Le modèle de Ricardo a deux conclusions fondamentales : les pays sont toujours gagnants à l'échange qui permet de produire de manière plus efficace et, en situation d'échange, les pays vont se spécialiser dans la production du bien où ils possèdent un avantage comparatif.

Modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson

Article détaillé : Modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson.

Dans ce modèle, les échanges internationaux reposent sur des *différences de dotation dans les facteurs de production*.

Ce modèle est connu sous plusieurs noms. Il fut d'abord publié sous une forme plus littéraire par Bertil Ohlin, qui attribua la co-paternité du modèle à son directeur de thèse, Eli Heckscher en 1933. En 1941, Paul Samuelson et Wolfgang Stolper en déduisirent un théorème important sur la rémunération des facteurs, qui fut systématiquement incorporé dans la présentation du modèle, désormais connu sous l'acronyme HOS.

Les conclusions du modèle sont :

1. On a *spécialisation partielle* de chaque pays dans le bien relativement le plus intensif dans le facteur dont ce pays est relativement le mieux doté.
2. On a *égalité des prix relatifs des biens* entre les pays.
3. En raison de la relation entre prix relatifs et rémunérations relatives, *la rémunération relative du facteur relativement le plus rare dans chaque pays diminue tandis que celle du facteur relativement le plus abondant augmente*.

Limites

Si ce modèle occupe une place centrale dans la littérature, c'est avant tout à cause des intuitions qu'il souligne, et de la richesse des résultats qu'il propose. Cependant, il est contestable sur plusieurs points :

- La plupart de ses prédictions sont infirmées par les flux du commerce international :
 - Alors que les États-Unis ont un taux de capital par tête parmi les plus élevés, ils exportent des produits relativement intensifs en travail (paradoxe de Leontief);
 - L'égalisation des prix relatifs n'est que rarement observée, même au sein d'une union monétaire comme la zone euro. Cette observation amène à étudier les conséquences de différences de demande entre les pays.
- Dans ce modèle, la mobilité du capital conduit à une situation dégénérée : après un équilibrage des dotations relatives, les pays se retrouvent en autarcie.

Modèle Cairnes-Haberler

Dans le modèle Cairnes-Haberler, tous les facteurs de production sont fixes (ils ne peuvent même pas passer d'une industrie à l'autre).

Modèle Ricardo-Viner

Dans le modèle Ricardo-Viner, certains facteurs de production sont fixes, mais pas tous. Deux biens sont produits et l'offre de travail est répartie entre deux secteurs. Le modèle Ricardo-Viner explique le sens de l'échange international en développant un modèle à facteurs spécifiques (ou analyse néofactorielle). Ce modèle énonce ses principes en introduisant d'autres facteurs de production que le travail qui sont le capital et la terre. Le travail est le facteur le plus mobile (peut se déplacer d'une industrie à l'autre), le capital et la terre sont spécifiques à une industrie et des ajustements vont se faire au niveau de ces facteurs : Ricardo et Viner ont démontré que la dotation en facteurs spécifiques va maintenant déterminer le sens de l'échange et remettent en cause l'approche HOS (Heckscher-Ohlin et Samuelson). Le sens de l'échange est maintenant déterminé à travers la qualification de travail (plus le travail est qualifié, plus il devient un facteur spécifique). Les propositions apportées par Ricardo et Viner montrent que le revenu du travail diminue en termes du bien dont le prix augmente : l'augmentation de la valeur d'échange d'un bien (prix relatif) conduit à une augmentation de la rémunération réelle du facteur spécifique utilisé dans la fabrication de ce bien et diminue la rémunération réelle du facteur spécifique utilisé dans la fabrication de l'autre bien dans l'hypothèse où deux biens sont produits.

Les théories protectionnistes

Protectionnisme ou libre-échange ?

Si la dynamique du commerce international tend à favoriser la constitution des monopoles, alors il semble que le protectionnisme soit justifié pour contrôler les abus de position dominante des monopoles étrangers ou bien empêcher leur constitution. Selon Paul Krugman, l'imperfection de la concurrence constituait l'argument théorique suffisant pour réfuter les thèses du libre-échange.

La première réponse à cette objection vint de la théorie des marchés contestables selon laquelle la concurrence peut être inexistante au plan matériel, mais toutefois jouer son rôle. En effet selon cette théorie, une entreprise en situation de monopole est contrainte de se soumettre aux exigences de la concurrence si elle ne veut pas voir surgir de nouveaux concurrents.

La seconde réponse est que l'intervention protectionniste suscite des représailles et provoque au final une dégradation économique de tous les protagonistes.

Face à ces nouveaux arguments et aux études économétriques sur le sujet, on a finalement vu les nouveaux théoriciens du commerce international adopter une position favorable au libre-échange. Paul Krugman devenu depuis l'un des plus fervents partisans du libre-échange est un exemple frappant de ce phénomène.

Mercantilisme

Les mercantilistes sont apparus via le bullionisme, le colbertisme et le nationalisme.

Le bullionisme correspond au mercantilisme méditerranéen de l'Espagne, du Portugal et de l'Italie. Il est axé sur l'accumulation de l'or. L'Etat veut s'enrichir pour financer les Etats-nations et cela le conduit à l'inflation et à la dépréciation de l'or. On assiste alors à une économie d'oisifs avec obligation d'importer des produits donc l'Espagne ne s'enrichira pas mais les pays voisins vendront à l'Espagne et s'enrichiront.

Le colbertisme correspond au mercantilisme français et de l'Europe de l'Est. Les ministres cherchent à recentrer l'État dans les pays. L'Etat décide de tout : c'est la centralisation. Colbert va mettre en place des structures dans le but de produire pour revendre par la suite et exporter.

Le nationalisme concerne les pays anglo-saxons et la Hollande. Les anglais sont de bons navigateurs et ils achètent à un endroit pour revendre à un autre. Ils développent le secteur des banques et assurances. La Hollande se financera grâce aux bourses de valeurs qu'elle crée. Les banques vont vouloir convertir les monnaies et il y aura création de la monnaie papier ainsi que des accords entre les banques des différents pays. Les monnaies seront convertibles selon l'étalon or.

Échange inégal avec le tiers-monde

Les différentes théories du commerce international définissent dans leur globalité un état optimal pour l'économie mondiale. Cependant ces théories sont le résultat d'études, d'analyses qui sont exprimées sans tenir compte des variables liées aux situations des pays du tiers monde. Il ne faudra plus dorénavant se mettre dans une bulle parfaite, où le libre-échange ne provoque que des résultats positifs mais par exemple laisser place aux situations d'oligopole^[2]. Il y a une sorte de pessimisme vis à vis des théories précédentes mais cela n'empêche la recherche de l'amélioration des conditions de libre-échange.

Les États disposent d'instruments d'actions directs sur les flux commerciaux : administration douanières, ou indirects : les taux de change. Les multinationales ont un rôle important dans la régulation des flux commerciaux, les fixations de prix et les échanges de marchandises.

Avantages comparatifs autoconsolidants

Avec le développement d'une industrie apparaissent des externalités positives : accroissement des qualifications, développement des industries sous-traitantes et des fournisseurs à proximité. Dès lors on peut conclure que la taille du marché consolide l'avantage comparatif. En d'autres termes, plus un marché est grand, plus les entreprises sont compétitives en comparaison de celles des autres marchés. D'autres facteurs sont alors susceptibles de créer l'avantage comparatif : subventions publiques, volume de la consommation nationale ... De plus il en découle que l'ouverture au commerce international ne fait qu'accroître les écarts de compétitivité en renforçant les entreprises dominantes et en concentrant les industries là où se présentent les avantages comparatifs initiaux. Cette dynamique du commerce international provoque une tendance à l'émergence de forme de monopoles. Avantages comparatifs souvent étudiés en termes de rendements croissants.

Les nouvelles théories du commerce international

Théorie stratégique du commerce

La théorie traditionnelle de l'échange international s'intéresse aux effets du commerce international sur les nations en retenant comme hypothèse de base que la concurrence est pure et parfaite. Il est déduit que le libre-échange améliore la position des nations qui échangent, incitant donc au démantèlement des barrières protectionnistes.

Toutefois les situations de concurrence pure et parfaite sont rares: "l'essentiel du commerce industriel est réalisé pour des produits de secteurs que nous considérons comme des oligopoles lorsque nous les étudions sous leur aspect domestique" (Krugman, 1989). Dans la majorité des cas les marchés sont en situation de concurrence imparfaite où le nombre de firmes produisant un bien et agissant sur le marché est faible.

L'environnement oligopolistique ainsi obtenu est appelé un **environnement stratégique**. Cet environnement stratégique se caractérise par l'émergence et la résistance du profit. Dans ces conditions, il peut être rationnel d'imposer une réglementation protectionniste.

Ces idées constituent la base théorique de la politique commerciale stratégique et ont donné naissance à une nouvelle approche économique de l'échange international, dénommée "nouvelle économie internationale". Initiée par Brander et Spencer, Paul Krugman a participé à cette nouvelle approche. L'apparition de cette théorie remonte à la fin des années 70, mais elle s'est surtout développée dans les années 80.

Concurrence monopolistique

Selon la théorie de la concurrence monopolistique des années 1930, la concurrence entre les entreprises ne se fait pas seulement sur les prix, mais aussi sur les produits. Chaque entreprise dispose d'un monopole sur un produit qui n'est pas strictement identique à ceux des entreprises concurrentes. Si on s'intéresse à l'application de cette théorie sur le commerce international on découvre que :

- vu que la création d'un nouveau produit n'est limitée que par la taille du marché, alors l'ouverture au commerce mondial permet d'accroître la variété des biens, ce qui permet une meilleure adaptation de l'offre aux demandes spécifiques des consommateurs.
- le commerce international se fait de manière intra-branche : un pays peut à la fois importer et exporter une même catégorie de produit.

Rendements d'échelle croissants et effets de réseau

Les économies d'échelle peuvent justifier la spécialisation internationale. Si l'on prend deux pays semblables en tous points : même niveau technique, même dotation en facteurs, même taille et les consommateurs y ont les mêmes goûts variés... et si l'on prend deux biens fabriqués dans les mêmes conditions mais avec des rendements croissants dans les deux pays, on montre que malgré la similitude des coûts comparatifs qui ne justifierait aucun échange entre les deux pays, chaque pays peut trouver avantage à la spécialisation et au commerce international pour obtenir plus de biens qu'en autarcie : le commerce international permet à chaque pays de produire plus efficacement un registre limité de biens sans sacrifier la variété des biens consommés. En effet, l'augmentation de la production dans l'un des biens génère des gains de productivité, grâce aux économies d'échelle, et donc un avantage comparatif. Mais celui-ci ne résulte pas de différences initiales entre les deux pays puisque par hypothèse ils étaient parfaitement semblables ; en revanche, cet avantage comparatif trouve son origine dans la spécialisation elle-même, recherchée pour bénéficier de rendements croissants. C'est pourquoi on qualifie cette explication de « théorie endogène » de l'échange international, car c'est la spécialisation et l'échange international qui créent l'avantage comparatif issu du phénomène d'économies d'échelle.

Les modèles opérationnels

Il existe un certain nombre de modèles opérationnels de commerce international le plus célèbre étant le modèle d'Armington. Ces modèles sont principalement utilisés par les instituts de conjoncture et les banques centrales. Il s'agit moins de construire une théorie comme c'est le cas pour les modèles précédents que de construire un cadre permettant de prédire les niveaux d'exportations et d'importations.

Notes et références


[1] http://en.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9orie_du_commerce_international

[2] page : 73 Le commerce international

Bibliographie

- Aubin Christian et Norel Philippe, *Economie internationale — Faits, théories et politiques*, Editions du Seuil, 2000.
- Michel Rainelli, *Le commerce international* - 8^e édition, La Découverte - Repères, 2002

Liens internes

- Écart technologique
- Commerce international
- Taux de change
-  Portail de l'économie

Avantage compétitif

Un **avantage compétitif** (avantage concurrentiel) est tout ce qui permet à une organisation de surpasser la concurrence.

Il est en cela différent du facteur clé de succès qui est commun à toutes les entreprises présentes sur le marché.

Il est dit durable lorsque son possesseur est en mesure de conserver durablement l'avantage compétitif ; ses concurrents sont alors tentés de l'imiter, ou d'établir un nouvel avantage compétitif qui rende caduc celui qui l'emportait à un moment donné.

La notion d'avantage compétitif est parfois étendue à un pays, une localité, voire une personne très en vue dans son domaine d'activité. Les économistes préfèrent toutefois la notion d'avantage absolu, qui ne véhicule pas l'idée trompeuse d'une compétition directe entre nations ou zones géographiques.

Enjeux de l'avantage compétitif

Dans le meilleur des cas, l'avantage va jusqu'à conférer à celui ou celle qui le détient, une position dominante d'un marché. Ce leadership lui procure une forte efficacité, selon le principe du « *winner takes all* » (*le gagnant rafle tout*).

L'avantage compétitif peut créer une rente de situation qui résulte normalement d'une compétence distinctive ou cœur de compétence.

Dans le cadre de l'élaboration de sa stratégie, afin d'optimiser son présent et de préparer son avenir, une entreprise doit chercher à exploiter au mieux ses avantages compétitifs, et à développer des avantages compétitifs durables permettant une différenciation durable avec ses concurrents.

Depuis quelques années, certains stratèges ont montré que les entreprises qui présentent des avantages compétitifs sont plutôt celles qui ont adopté des stratégies de croissance par adjacence.

Caractéristiques de l'avantage compétitif

Pour être efficace, l'avantage compétitif doit :

- être unique ;
- difficile à imiter ;
- nettement supérieur ;
- adaptable à diverses situations.

Par exemple :

- une marque connue et inspirant confiance ;
- un brevet donnant l'exclusivité sur l'utilisation d'une technique particulière ;
- un savoir faire particulier bien maîtrisé dans l'entreprise ;
- la capacité d'attirer les candidats au recrutement les plus talentueux ;
- l'accès privilégié à un réseau de distribution particulièrement efficace ou présent auprès des clients visés ;
- etc.

Pour durer l'avantage compétitif doit :

- Accepter des marges réduites ou réduire les coûts relativement à la concurrence ou se focaliser sur certains segments ;
- Rendre l'imitation difficile (par la complexité, l'ambiguïté ou l'encastrement dans la culture) ou les ressources intransférables ;
- Réinvestir les marges pour assurer la différenciation (stratégie dite hybride) ;
- Imposer un standard propriétaire, ne pas être suiveur et défendre par la communication sa position.

Avantage compétitif et concurrence

Certains craignent qu'un avantage compétitif trop net et trop durable favorise les positions dominantes, monopoles et oligopoles, qui limitent la concurrence et finissent par peser sur le consommateur.

Toutefois un avantage de ce genre n'est jamais définitivement acquis, et peut être menacé notamment par des tarissements de ressources, des ruptures technologiques, des chocs économiques et politiques, des bouleversements dans les habitudes de consommation, et des changements de dispositions juridiques, souvent destinées à rétablir la concurrence (lois anti-trusts).

En outre, même si un groupe d'individus, territoire, pays, dispose d'un avantage compétitif durable, ou même de plusieurs avantages compétitifs durables dans différents domaines, la théorie de l'avantage comparatif montre que toutes les parties (c'est-à-dire aussi bien celles qui disposent des avantages que celles qui n'en disposent pas) trouvent presque toujours un avantage à commercer les unes avec les autres, si bien que l'existence d'avantages compétitifs ne sauraient justifier l'instauration de mesures protectionnistes pour préserver l'intérêt des consommateurs.

Voir aussi


Articles connexes

- domaine d'activité stratégique
- Marketing, plan marketing, stratégie d'entreprise
- David Ricardo, Michael Porter, Cinq forces de Porter
- Économie du développement, libre-échange, compétitivité, économie des territoires
- Rente de situation

Liens externes

- Home Page de Michael Porter ^[1]
- Porter and Competitive Advantage ^[2]
- Competitive Advantage (Porter) ^[3]
- Competitive Advantage ^[4]


Bibliographie

- Johnson, Scholes, Whittington, Fréry, "Stratégique", Pearson Education, 8ème édition, 2008
-  Portail du management

Références

- [1] <http://www.hks.harvard.edu/about/faculty-staff-directory/michael-porter>
- [2] http://www.chris-kimble.com/Courses/World_Med_MBA/Competitive_Advantage.html
- [3] http://www.valuebasedmanagement.net/methods_porter_competitive_advantage.html
- [4] <http://www.quickmba.com/strategy/competitive-advantage/>

Balance des paiements

 Pour les articles homonymes, voir balance.

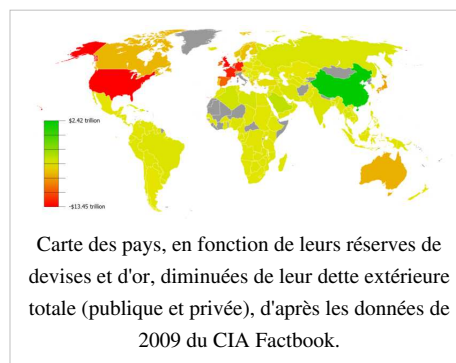


Cet article est une ébauche concernant l'économie.

Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant (**comment ?**) selon les recommandations des projets correspondants.

La **balance des paiements** est un document statistique élaboré sous forme comptable, élément de la comptabilité nationale recensant les flux de biens, de services, de revenus, de transferts de capitaux, et les flux financiers que les résidents d'un pays dans leur ensemble (particuliers, entreprises ou État) entretiennent avec ceux du reste du monde.

Par construction, la balance des paiements est toujours équilibrée, aux erreurs et omissions près, car les opérations sont enregistrées selon le principe de la comptabilité en partie double. En effet, aucun échange ne peut avoir lieu sans avoir été financé. Par contre, les soldes intermédiaires (des sous-balances) peuvent être excédentaires ou déficitaires. Ainsi, on dit couramment, par abus de langage, que la balance des paiements est en déficit (ou en excédent) lorsqu'on veut dire en réalité que la balance des transactions courantes (ou parfois la balance commerciale) est déficitaire (importations plus importantes) ou excédentaire (exportations plus importantes).



Comptabilité européenne

Dans la nomenclature de comptabilité européenne, la balance des paiements comporte trois comptes, chacun associé à une balance :

Compte de transactions courantes	La balance des transactions courantes ou balance courante recense les échanges internationaux de biens et services (i.e. la balance commerciale), ainsi que les revenus du travail et du capital et transferts courants.
Compte de capital	Le compte de capital recense les opérations d'achat ou de vente d' actifs non financiers , comme les brevets, ainsi que des transferts de capital. Parmi les transferts en capital figurent, par exemple, les remises de dette et les aides à l'investissement
Compte financier	La balance financière recense les flux financiers entre un pays et l'étranger, sous forme d'investissement direct à l'étranger (IDE), investissement de portefeuille, produits financiers dérivés, autres investissements, réserves de change et autres.

Les soldes de la balance des paiements en France

En France, l'Insee présente les différents comptes entrant dans la balance des paiements sous la forme suivante^[1] :

Compte	Description	Solde en 2005 (milliards d'euros)
Compte extérieur des biens et des services	Échanges de biens FAB-FAB ^[2]	-24,2
	1.Échanges de services hors tourisme	-1,1
	2.Tourisme	8,9
	3.Solde extérieur des biens et services	-16,4
4.Compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants	Opérations de répartition (dont les versements de rémunération et de revenus de la propriété entre la France et le reste du monde)	-18,9
Compte de capital	Capacité de financement de la Nation	-35,2

La somme du solde du compte de transactions et du solde du compte de capital est aussi appelée « besoin de financement » lorsqu'elle est négative, comme c'est le cas pour les années 2005 et 2006. C'est aussi le solde des opérations non financières. Le solde extérieur, excédentaire au cours des années précédentes, est devenu déficitaire en 2005^[3]. Cette dégradation des comptes commerciaux est due en partie à l'appréciation de l'euro qui a influencé la compétitivité-prix de la France^[4]. Toutefois, l'appréciation de l'euro n'empêche pas l'Allemagne d'avoir une balance commerciale très excédentaire, grâce à un tissu de PME tournées vers l'exportation.


Comptabilité nord-américaine

Dans la comptabilité nord-américaine, la balance de paiements ne comporte que deux balances intermédiaires : la balance courante et la balance des capitaux, dont les soldes sont opposés (aux erreurs près).

Notes et références

- [1] Source : Solde des échanges extérieurs (http://www.insee.fr/fr/ffc/chifcle_fiche.asp?ref_id=NATTEF08452&tab_id=231), extrait de *Tableaux de l'Économie Française - Édition 2006*, Insee. Voir aussi le résumé de la méthodologie (http://www.insee.fr/fr/indicateur/cnat_annu/base_2000/documentation/methodologie/resume_nb22.htm) utilisée par l'Insee pour décrire le Compte du reste du monde.
- [2] FAB signifie « franco à bord ». Pour une explication de la manière dont sont valorisés les biens lors du changement de pays, voir : modes de valorisation des échanges de biens : « Franco à bord » (FAB) ou « Coût, assurance, fret » (CAF) (http://www.insee.fr/fr/indicateur/cnat_annu/base_2000/documentation/methodologie/resume_nb22.htm#modesDeux), Insee.
- [3] Voir un tableau montrant l'évolution du solde extérieur dans Pourquoi échanger ? (<http://www.educnet.education.fr/insee/comext/pourquoi/poursolde.htm>), EducNet, Insee.
- [4] Voir une analyse détaillée dans **[pdf]** Insee Première n° 969, mai 2004 (http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/IP969.pdf).

Voir aussi

- Balance des invisibles
-  Portail de l'économie

Système monétaire international



Cet article est une ébauche concernant l'économie.

Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant (**comment** ?) selon les recommandations des projets correspondants.

Article connexe : Système financier international.

On appelle **Système monétaire international** (SMI) les méthodes utilisées pour permettre l'échange de biens, de dettes et de services entre pays de devises différentes. Le monde a connu plusieurs systèmes différents : compensation, étalon or, étalon de change or multipolaire, étalon de change or basé sur le dollar, changes flottants.

La crise de 1929 et les guerres monétaires qui ont suivi, jugées comme responsable de l'ampleur et la durée de la dépression, ont conduit à une coopération internationale plus affirmée qui s'est manifestée lors des accords de Bretton Woods et l'instauration d'un système de changes fixes mais ajustables régulé par le Fonds monétaire international (FMI).

L'abandon de la convertibilité en or du dollar en 1971 a ouvert la voie à un système moins régulé de changes flottants.

La crise financière et monétaire actuelle repose la question de l'organisation d'un système monétaire international plus stable et plus régulé.

Les différents types de systèmes monétaires internationaux

Chaque monnaie dispose d'une zone où elle a cours, c'est-à-dire où elle sert d'instrument dans les échanges. Que faire pour effectuer des échanges entre deux zones monétaires ?

La compensation

La compensation est l'extinction d'une dette par la fourniture d'une marchandise. Il s'agit d'un troc international. Les marchandises sont échangées l'une contre l'autre ou de façon triangulaire. Par exemple un pays accepte d'acheter des voitures contre des quintaux de blé. Le vendeur se procure du blé en troquant par exemple du vin. La compensation est le seul système possible lorsqu'il n'y a pas de convertibilité des monnaies entre elles. Le commerce triangulaire est un bon exemple d'un système de compensation à l'échelle de la planète. C'est un système primitif et très pénalisant pour les échanges dès lors que le nombre de zones monétaires et de produits à l'échange augmente. On aurait tort de croire que la compensation soit un système qui a disparu depuis longtemps. Dès qu'une monnaie cesse d'être convertible, c'est le seul système de règlement international qui peut être pratiqué. Toutes les monnaies ne sont pas convertibles. Un des buts des accords de Bretton Woods a été de rendre convertible le plus grand nombre possible de monnaies nationales. Aujourd'hui encore un grand nombre de monnaies locales ne sont pas convertibles (par exemple le peso cubain).

L'étalon or

Dans ce système les parties conviennent d'une marchandise dont la valeur sert d'étalon commun pour le solde des échanges. L'or a été de tout temps un des étalons les plus prisés du fait des caractéristiques de ce métal précieux : valeur intrinsèque forte ; encombrement faible pour une grosse valeur unitaire ; production difficile évitant une création monétaire artificielle. Lorsqu'une zone monétaire (principalement des États) a un déficit vis-à-vis d'une autre, elle doit transférer son or, une opération lourde, dangereuse et onéreuse.

L'étalon de change or

Dans ce système l'or reste la base des règlements internationaux mais on ajoute une ou plusieurs devises comme réserve des banques centrales permettant la création de monnaie dans l'économie locale.

Le Gold exchange Standard mis en place par les accords de Bretton Woods stipule que les parties à l'accord admettent le dollar comme moyen de règlement et de réserve, le dollar étant défini par une valeur en or. Le taux de change des différentes monnaies est établi par rapport au dollar. Il est fixe mais ajustable sous réserve de l'accord des autres parties. Les banques centrales acceptent les dollars comme si c'était de l'or et s'abstiennent de demander la conversion. Elles créent de la monnaie locale à concurrence des dollars reçus.

Ce système avait été précédé par un système de Gold Bullion Standard par les accords de Gênes en 1922. Deux devises étaient acceptées comme « valant de l'or » : la livre et le dollar. Ce système explosera avec la crise de 1929.

Les changes flottants

C'est le système actuellement en vigueur. Il a été défini lors des accords de la Jamaïque en 1976, après l'abandon de la convertibilité en or du dollar en 1971 et des premiers accords de flottement en 1973. Les parties à l'accord déclarent accepter les différentes monnaies étrangères éligibles dont le taux de change sera déterminé librement sur le marché des changes en fonction de l'offre et de la demande. Ce système a vu des variations extrêmement importantes du cours des principales monnaies, allant du simple au double et faisant le chemin inverse souvent en quelques mois.

Historique du système monétaire international

- étalon-or : Le Royaume Uni pratique l'étalon-or depuis le XVIII^e siècle mais la majorité des autres grandes puissances utilisent un système bi-métallique. L'unification se produira dans les années 1870, avec notamment le choix de l'étalon or par les États-Unis en 1873 et la fin du bimétallisme de l'Union latine. L'étalon-or durera jusqu'à la Première Guerre mondiale.
- La convertibilité est suspendue au cours de la Première Guerre mondiale et est rétablie avec beaucoup de difficultés au cours des années 1920.
- L'expérience des changes flottants provoque après guerre dans certains pays des épisodes d'hyperinflation.
- les accords d'Athènes créent un étalon de change or basé sur deux devises : le dollar et la livre.

La Grande Dépression anéantit ces efforts, et la coopération se transforme en rivalités entre les grandes puissances avec de nombreuses dévaluations.

- Accords de Bretton Woods signés le 22 juillet 1944 : mise en place d'un taux de change fixe, ajustable à plus ou moins 1% fixé sur le dollar américain lui-même rattaché à l'or sur la base de 35 dollars pour une once d'or.
- 15 août 1971 fin de la convertibilité du dollar américain en or.
- Accords de Jamaïque (7 et 8 janvier 1976) : Mise en place d'un taux de change flottants, reconnaissance de jure de la flottabilité des monnaies. Démonétisation de l'or comme moyen de règlement international. Création des Droits de Tirage Spéciaux : monnaie fictive. Le panier de monnaies qui compose les DTS est actuellement la livre sterling, le dollar, l'euro et le yen.

Vers une réforme du système monétaire international

Les changes flottants posent de nombreux problèmes du fait de leur instabilité et de la complexité qu'ils apportent aux échanges, chaque opération de placement ou d'échange supposant une spéculation sur les changes.

Solutions alternatives

Certains pays à monnaie traditionnellement faible et donc très peu valorisée sur le marché libre des changes ont cherché à trouver des solutions plus ou moins durables.

- la dollarisation

Cette technique consiste à accepter comme monnaie nationale la monnaie d'un autre pays.

- le currency board

Cette technique rattache la valeur d'une monnaie nationale de façon fixe à une autre. Il n'y a plus de création monétaire nationale propre, les signes monétaires nationaux étant créés un pour un en fonction de l'arrivée de la monnaie de référence dans les comptes de la banque centrale. Ce système inventé par les empires coloniaux pour éviter de transférer de l'or et des billets de banque vers les colonies a été employé par l'Argentine jusqu'à l'effondrement de l'économie au début des années 2000. La monnaie argentine désormais flote. Le currency board reste en usage dans certains pays qui utilisent une monnaie forte comme seule source de création monétaire.

Des pays au contraire désireux de s'unir plus profondément ont choisi d'unifier leur monnaie.

Ce système a été mis en place par certains pays de l'Union européenne après l'échec de toutes les tentatives de stabilisation des cours de monnaies nationales (échec du SME). L'euro s'est imposé comme une des monnaies ayant un rôle international. Certaines monnaies de pays de l'Est sont *de facto* rattachées à l'euro par un système de Serpent monétaire.

Un nouveau « Bretton Woods » ?

Les crises monétaires à répétition depuis l'instauration des changes flottants (en 74, 80, 92, 98, 2000) et surtout celle, gravissime, qui secoue le monde actuellement, remettent à l'ordre du jour la création d'un système monétaire international plus stable et plus régulé. La réunion qui s'est tenue à Washington dans le cadre du G20 n'a pas pris de mesures concrètes mais fixé un calendrier de réunions. La prochaine doit se tenir en avril 2009 à Londres. À ce stade la terminologie "Bretton Woods 2" est abusive en ce sens qu'aucune réforme du système monétaire international n'a été évoquée mais plutôt des modifications de règles concernant la comptabilité, les agences de notation, les bonus bancaires, certains produits financiers complexes et la régulation des hedge-funds travaillant à partir des paradis fiscaux.

(...) les institutions internationales établies après la seconde guerre mondiale (Organisation des Nations unies, Fonds monétaire international, Banque mondiale, sans parler du G7-G8, transformé en G20) devront inévitablement évoluer pour refléter les nouvelles réalités.^[1]

Dans les dix à quinze ans à venir, le dollar pourrait avoir perdu sa place de principale monnaie de réserve au profit de l'euro, tout comme autrefois le dollar avait supplanté la ivre sterling.^[2]


Annexes

Références

[1] L'atlas 2010 Monde Diplomatique, Armand Colin, page 10

[2] L'atlas 2010 Monde Diplomatique, Armand Colin, page 34

Articles connexes

- Parité de pouvoir d'achat (PPA)
- Fonds monétaire international
- Union latine
- Dollar américain
-  Portail de l'économie

Système financier international



Cet article ne cite pas suffisamment ses sources (août 2007).

Si vous connaissez le thème traité, merci d'indiquer les passages à sourcer avec {{Référence souhaitée}} ou, mieux, incluez les références utiles en les liant aux **notes de bas de page**. (Modifier l'article ^[1])



La forme ou le fond de cet article est à vérifier.

Améliorez-le ^[1] ou discutez des points à vérifier. *Si vous venez d'apposer le bandeau, merci d'indiquer ici les points à vérifier* ^[2].

Le **système financier international** décrit l'ensemble des opérations financières sur le plan international. Le développement des échanges commerciaux a nécessité la mise en place de structure financière permettant leur règlement mais sous l'impulsion des euromarchés et des mutations financières des années 80, ce système s'est fortement intégré.

Le *système monétaire international* s'intéresse aux relations de change et de crédit entre pays.

La constitution d'un système financier international

Le développement des euromarchés

(le préfixe *Euro-* ne veut pas dire européen mais signifie que la monnaie n'est pas celle du pays où l'opération financière a eu lieu)

Les euromarchés sont des marchés de capitaux sur lesquels se réalisent des opérations financières (prêt et emprunt) libellées en Euromonnaies, c'est-à-dire dans des monnaies différentes de la monnaie du pays où elles sont réalisées. Sur ces marchés, les opérations réalisées dans une certaine devise échappent aux réglementations fiscales et monétaires du pays qui émet cette monnaie.

Par exemple, un crédit bancaire accordé à une entreprise française aux États-Unis est une opération de l'euromarché.

Les euromarchés sont apparus dans les années 1950 au moment où l'Union Soviétique ne souhaitait pas confier les dollars qu'elle possédait à des banques américaines. Mais c'est avec le recyclage des pétrodollars, après 1973, que les euromarchés se développent.

Le processus de mondialisation financière

La mondialisation financière est la mise en place d'un marché unifié de l'argent au niveau planétaire. Cela signifie que les entreprises multinationales industrielles et financières peuvent emprunter ou placer de l'argent où elles souhaitent, en utilisant tous les instruments financiers existants. Le processus de mondialisation financière est fondé sur la règle des trois "D" : désintermédiation, décloisonnement, dérèglementation.

La désintermédiation : C'est le fait, pour le trésorier d'une entreprise, de préférer se financer par une émission d'euro-obligations sur une place étrangère plutôt que de s'endetter auprès d'une banque.

La dérèglementation : Les autorités monétaires des principaux pays industrialisés ont aboli les réglementations de manière à faciliter la circulation internationale du capital.

les mouvements de capitaux aujourd'hui

Les investissements à l'étranger

Les investissements étrangers peuvent s'effectuer sous la forme d'investissements directs ou d'investissements de portefeuille. Un investissement étranger est un investissement direct quand l'investisseur étranger possède plus de 10% des actions dans une entreprise. Un investissement étranger inférieur à 10% des actions est donc un investissement de portefeuille (le but des investissements de portefeuille est de diversifier les titres mondialement et de répartir ainsi les risques, il s'agit très souvent d'investissements spéculatifs). Les investissements à l'étranger se sont développés depuis ces dernières années même si en 2003 on a pu noter le recul de l'investissement direct à l'étranger?

Les conséquences de la mondialisation financière =

la mondialisation financière a deux sortes d'effets :

- des effets positifs
- des effets négatifs

Les effets positifs de la mondialisation financière

L'un des avantages attendus de la mondialisation financière c'est la possibilité d'utiliser les capitaux disponibles là où l'on en a besoin. Ainsi, les pays qui peuvent proposer de bons projets d'investissement, mais qui n'ont pas de capitaux nationaux, peuvent quand même lancer ces nouveaux investissements et soutenir leur croissance.

Cette possibilité de placement au niveau mondial permet du même coup aux détenteurs de capitaux de diversifier leurs risques en plaçant des ressources dans des endroits différents.

D'une manière générale, la libre circulation des capitaux permet aux pays qui disposent d'un surplus d'épargne de le transférer vers les pays qui en manquent et en ont besoin. Il devrait en résulter plus de croissance et plus d'emploi pour tous ...



Les effets négatifs de la mondialisation financière

De la mondialisation financière résulte également de nombreux risques comme la perte d'autonomie des économies nationales. Avec la mondialisation financière, les capitaux circulent librement d'une nation à l'autre. L'importance de ces mouvements soumet les gouvernements à de nombreuses contraintes économiques. Quand un montant important arrive dans un marché, la valeur de la monnaie va augmenter. À l'inverse quand un capital sort d'un pays, la valeur de la monnaie diminue. Les gouvernements doivent donc tout mettre en œuvre pour attirer les capitaux en maintenant des taux d'intérêts élevés. Quand la valeur d'une monnaie est menacée les investisseurs se retirent.

Voir aussi

- **Système monétaire international**
- Système financier

Bibliographie

- *Dictionnaire de l'économie et des sciences sociales*, J.Y Capul, O. Garnier (Hatier)
- Cahiers Français n°259
- *La mondialisation du capital*, François Chesnay (Syros)
- CNUCED, World investment report 2003 ([www.unctad.org www.unctad.org])
- Problèmes économiques n°2674, 19 juillet 2000, T. Francq et A.Damais
- Alternatives Economiques n°151
-  Portail de l'économie
-  Portail de la finance

Références

- [1] http://en.wikipedia.org/wiki/Syst%C3%A8me_financier_international
[2] http://en.wikipedia.org/wiki/Discussion:3Asyst%C3%A8me_financier_international

Mondialisation économique

Cet article est destiné à reprendre et préciser les aspects économiques et financiers de l'article Mondialisation lequel est axé plus largement sur les différentes dimensions du phénomène.

La **mondialisation économique** désigne l'accélération, à l'échelle mondiale, des échanges de biens et de services rendus possibles grâce à la levée progressive des entraves au commerce dans le cadre du GATT puis de l'OMC depuis 1995 et par le développement des moyens de transport et de communication.

Le terme mondialisation est parfois pris comme synonyme de l'anglicisme *globalisation*, alors qu'il faudrait plutôt se référer dans ce cas à la locution « market globalisation » ou « corporate globalisation ».

En France, la notion est fortement connotée de libéralisme, au sens de "Libéralisation mondiale".

Les étapes de la mondialisation du XX^e siècle sur le plan économique

Issue d'un processus historique (voir l'article mondialisation), la mondialisation économique contemporaine est apparue en trois étapes, qui tendent en fait à se chevaucher :

- Internationalisation des flux financiers et commerciaux
 - Implantations à l'étranger des entreprises
 - Globalisation de l'économie
-

Internationalisation des flux commerciaux et financiers

Les différentes périodes de mondialisation économique (des Foires de Champagne à la mondialisation libérale actuelle, en passant par la Route de la soie) présentent des points communs du développement du commerce international sous l'effet :

- d'une expansion des transports (maritime, chemin de fer ou aérien);
- de mises en place d'outils monétaires et financiers internationaux (remontant dans le temps aux lettres de change et de crédit et aux comptoirs des Templiers)
- d'une diversification de produits et services due à des innovations;
- d'une amélioration du niveau de vie d'une couche de la population, ce qui a favorisé ou créé une demande;
- d'un développement des modes de communication et de circulation des personnes qui a fait naître un attrait des consommateurs pour les produits venant d'ailleurs;
- d'accords internationaux de libre-échange qu'ils soient multilatéraux ou bilatéraux.

Dans la période contemporaine, le commerce international a évolué dans un sens de **spécialisation géographique** qui a développé les flux commerciaux entre pays. C'est ainsi que :

- La portion du commerce international qui se développe le plus est celle qui est « intra-groupe », autrement dit entre les filiales de chacun des groupes d'entreprises à implantation mondiale. Chacune est spécialisée dans des activités données en fonction notamment du principe de l'avantage compétitif local.
- La sous-traitance internationale se développe également fortement dans le même esprit de spécialisation locale.

Dans le même temps, un fort développement des marchés financiers, avec en parallèle une libération des changes, a créé un large système de financement des opérations de commerce et d'investissement au niveau international.

Implantations à l'international

L'implantation des entreprises à l'international se développe dans un double but :

- distribuer leurs biens et services dans tous les pays pour couvrir le marché mondial et ainsi assurer la croissance du chiffre d'affaires et obtenir l'économie d'échelle qu'apportent de plus gros débouchés,
- produire chaque élément dans le pays où les conditions sont les plus favorables, comme le montre plus haut le développement des flux intergroupes
- accéder à des produits et des matières premières rares (exemple de Total-Elf qui s'installe dans le golfe de Guinée).

« Globalisation » de l'économie

Article connexe : Avantage comparatif.

Résultat de l'internationalisation des flux économiques et financiers par l'implantation à l'international grâce à la révolution technologique, la globalisation de l'économie est illustrée par les firmes transnationales (FTN), appelées communément multinationales dites mondiales ou globales (aussi appelées FMN pour Firmes Multi Nationales), et marque une nouvelle étape dans l'histoire du capitalisme.

Dans le même temps, des capitaux circulent par milliards d'un pays à l'autre, en raison d'une très grande facilité de communication procurée par les technologies de l'information. Cela crée des opportunités spéculatives pouvant être source de déstabilisation financière (voir crise financière).

Phénomènes économiques concomitants

Développement de l'économie de la connaissance

En parallèle, une certaine saturation de l'économie de type industriel issue des siècles précédents (on parle ainsi d'économie post-industrielle), fait que l'information sous forme électronique (informatique), l'économie de la connaissance, les services, l'organisation et la gestion financière tendent à prendre le pas, en termes de poids économique, sur la production de biens matériels, dans les pays dits développés.

Ces phénomènes sont indirectement liés à la mondialisation, et sont un volet concomitant du schéma de développement économique contemporain. Le développement du commerce électronique (B2B...) sur le Web en est l'expression la plus manifeste (voir infra). L'économie devient extrêmement volatile, les flux entre partenaires pouvant être réalisés en quelques fractions de secondes à l'échelle mondiale.

Spécialisation des productions à l'échelle mondiale

Les évolutions récentes des échanges internationaux conduisent à envisager des répartitions assez nettes des différents types de production :

- Production manufacturière en Asie du Sud, Asie de l'Est et Asie du Sud-Est
- Production de biens à forte teneur en travail qualifié et à forte teneur capitalistique, recherche, conception dans les pays développés : Japon, États-Unis et Europe de l'Ouest.
- Positionnement à la marge de l'Afrique et de l'Amérique du Sud, jouant un rôle de fourniture de matières premières et de production spécialisées.

Cette vision très simplifiée est contestable ; les particularismes régionaux et les coûts de transport font que les spécialisations des zones resteront incomplètes.

Dans la « lutte » entre pays développés pour accueillir les principaux centres de recherche interviennent différentes politiques des états. L'Union européenne, en légère perte de vitesse face aux États-Unis, a mis en place la stratégie de Lisbonne. La stratégie américaine s'appuie sur une concentration des moyens de recherche et sur une politique de prédominance dans les technologies de l'information.

Aspects institutionnels

La diminution des pouvoirs des institutions nationales face à une économie devenue mondiale a conduit à monter des **organisations multilatérales** et mondiales.

Organisations internationales

Parmi ces organisations, on peut citer principalement :

- l'OMC (Organisation mondiale du commerce) basée à Genève,
- d'autres organisations soit à objectifs parallèles (Banque mondiale, FMI, OIT), soit spécialisées dans des secteurs économiques et professionnels très précis, par exemple la navigation, les télécommunications (Union internationale des télécommunications).
- la Chambre de commerce internationale,
- le Business Action for Sustainable Development,
- les Nations unies, qui disposent d'un organisme réglementant le commerce électronique à l'échelle mondiale, UN/CEFACT, sur la base du registre ebXML.

Développement des échanges commerciaux

Ces institutions sont chargées d'étendre les possibilités d'échanges entre pays à la plupart des transactions, dans un souci de croissance économique, d'équilibre des flux, et de concurrence non biaisée. Elles tentent de réglementer le commerce international par voie de traités multilatéraux d'abaissement ou d'élévation réciproques des barrières douanières, et plus récemment, suite aux critiques des altermondialistes, elles accompagnent cette action d'aide au développement économique.

Elles prennent maintenant en compte, au moins en partie, des aspects sociaux et environnementaux (voir développement durable sur les aspects généraux, et responsabilité sociétale des entreprises sur les points intéressant directement les entreprises).

Ces institutions définissent des traités internationaux, qui s'imposent à la Communauté européenne, et s'introduisent dans le droit communautaire par les livres verts, livres blancs et autres directives. Le droit d'initiative de la Commission est en fait très réduit du fait de l'obligation qui lui est faite d'appliquer les traités internationaux.

Technologies de l'information et commerce électronique

Une mention particulière doit être faite au commerce électronique. Celui-ci est régi par la spécification technique ebXML. Un organisme des Nations unies, UN/CEFACT, est chargé de développer, d'approuver et de maintenir les contenus d'affaires conformes à ebXML.

La Chine a adopté ebXML comme standard national de commerce électronique.

À la différence des États-Unis, qui gèrent des registres de métadonnées pour les fonctions régaliennes (voir registres de métadonnées aux États-Unis), l'Union européenne ne tient pas, en dehors de l'agence européenne de l'environnement (liée au projet américain XMDR), de registre de métadonnées. La spécification technique ebXML se présente donc dans l'Union européenne comme le seul standard définissant le cadre européen d'interopérabilité informatique.

Or, il existe un autre standard d'interopérabilité (Dublin Core) qui sert de référentiel pour des registres de métadonnées gouvernementaux (informations d'autorité). Toute mise en œuvre de métadonnées employant le Dublin Core nécessite de mettre en place des règles de gestion des enregistrements par des autorités (du type ISO 11179). Ceci n'est pas toujours réalisé.

Conséquences de la mondialisation économique

L'évaluation des conséquences de la mondialisation économique comprend plusieurs volets, très contrastés selon la richesse du pays considéré. En effet elle a permis à de nombreux pays d'ouvrir leurs frontières et de permettre le commerce international.

Environnement

En 1993, dans le cadre du débat sur l'Aléna (Accord de libre-échange nord-américain), M. Grossman et A. Krueger ont tenté de décrire les effets de la mondialisation économique sur l'environnement. Ses auteurs ont distingué trois effets principaux de l'internationalisation des échanges.

- Un effet de composition lié à la spécialisation des pays permet selon eux une meilleure utilisation des ressources naturelles, ce qui doit être favorable à l'environnement.
- Le second effet, dit effet d'échelle, est lié à l'accroissement de la production, qui selon la théorie du libre-échange découle du commerce international. Il est donc nuisible à l'environnement en tant qu'effet de la croissance économique.
- Mais selon ces auteurs, un effet technique de la mondialisation vient contrebalancer cette nuisance : la libéralisation permet des transferts de technologies favorables à l'environnement ainsi qu'une hausse des revenus

des habitants qui deviendraient alors plus exigeants en matière environnementale.

Toutefois, d'autres auteurs pensent que les transferts de technologie correspondent à une substitution de capital naturel par un capital de connaissances (durabilité faible).

Pays riches

Pour les pays riches, la mondialisation économique comporte deux bénéfices essentiels. Le premier profite au consommateur, qui a accès à un éventail plus large de biens (diversité) à un prix plus faible que s'ils étaient fabriqués dans le pays même. Quantitativement, cet effet est considérable, et peut être appréhendé en additionnant les gains des consommateurs à l'achat de produits textiles chinois. Le second bénéfice profite aux détenteurs du capital, qui obtiennent un meilleur rendement de leurs capitaux.

Les pays riches souffrent en revanche de la délocalisation de leurs industries intensives en main-d'œuvre peu qualifiée, ainsi que de la concurrence accrue entre pays riches eux-mêmes. Quantitativement peu importants, ces effets posent cependant des problèmes du fait qu'ils sont localisés, touchant particulièrement certains individus ou certaines régions, alors que les gains sont répartis sur l'ensemble de la population.

Les études quantitatives économétriques tentant d'évaluer ces deux aspects arrivent toutes à la conclusion que les gains des pays riches à la division internationale du travail sont supérieurs aux pertes (délocalisations, désindustrialisation) par plusieurs ordres de grandeur^[réf. nécessaire]. Le problème des pays riches face à la mondialisation économique serait donc avant tout un problème de répartition de gains afin de pouvoir indemniser les perdants en leur accordant une part des gains proportionnée à leur perte.

La mondialisation économique incite également les pays riches à se faire concurrence en matière de réglementation, de protection sociale, de fiscalité et d'éducation. Le bilan de cette concurrence est actuellement impossible à établir. Pour les uns, elle conduit à un moins-disant dans tous les domaines, tandis que pour les autres elle met en évidence les inefficacités des différents modèles sociaux (voir : Dumping social).

Nouveaux pays industrialisés (NPI)

Jusqu'à la crise asiatique, les nouveaux pays industrialisés semblaient les grands gagnants de la mondialisation économique. Profitant d'une main-d'œuvre qualifiée et à faible coût, ils ont bénéficié d'investissements très importants en provenance des pays riches, ce qui leur a permis de construire une économie moderne et un système de formation solide, de sortir de la pauvreté. La crise asiatique a cependant montré l'étendue de leur dépendance à l'égard de marchés financiers prompts à l'emballerment spéculatif comme à la panique.

Le bilan de la mondialisation économique pour ces pays est ainsi très contrasté, avec d'un côté des pays, comme la Corée ou Taïwan définitivement classés parmi les pays riches, d'autres, comme la Thaïlande et les Philippines, qui ont du mal à se remettre de la volatilité des investissements, et d'autres enfin qui bénéficient très largement de la mondialisation au niveau du pays, mais avec une répartition très inégale de ces gains (Brésil, Mexique, Chine).

Pays pauvres

Au niveau économique, les pays les plus pauvres restent largement en dehors du processus de mondialisation. Le consensus de Washington requiert des institutions stables et un niveau de développement humain (santé, éducation) que ne présentent pas la plupart de ces pays. Leur ressource économique principale, l'agriculture, reste dominée par les stratégies protectionnistes des pays riches, sauf pour les cultures propres aux pays pauvres.

Annexes


Liens externes

Noam Chomsky sur le concept de mondialisation ^[1]

Liens internes

- OMC;
- Commerce;
- AGCS;
- Mondialisation;
- Libre-échange;
- Organisation des échanges internationaux;
- Internationalisation ;
- Protectionnisme ;
- Mercantilisme ;

Bibliographie

- J. Adda, *La Mondialisation de l'économie*, 2 vol., La Découverte, Repères, Paris, 1996.
- Suzanne Berger, *Notre première mondialisation*, Seuil, 2003, ISBN 2020579219
- Suzanne Berger, *Made in monde, Les nouvelles frontières de l'économie mondiale*, Seuil, 2006, ISBN 2020852969
- Nayan Chanda, *Qu'est-ce que la mondialisation ?*, [lire en ligne ^[2]]
- Daniel Cohen, *La Mondialisation et ses ennemis*, Paris, Grasset, 2004
- Jacques Fontanel, *La Globalisation en "analyse" - Géoeconomie et stratégie des acteurs*, L'Harmattan, 2005
- Jacques Lévy, Patrick Poncet, Dominique Andrieu, Boris Beaude, René-Éric Dagorn, Marc Dumont, Karine Hurel, Alain Jarne, Blandine Ripert, Mathis Stock, Olivier Vilaça, *L'invention du Monde. Une géographie de la mondialisation.*, Presses de Sciences-po, 2008, (ISBN 9782724610413)
- Philippe Moreau Defarges, *La mondialisation*, Que sais-je ?, 128p, 2005, ISBN 2130552595
- Johan Norberg, *Plaidoyer pour la mondialisation capitaliste*, Plon, 2004, (ISBN 2259200095)
- Erik Orsenna, *Voyage aux pays du coton : petit précis de mondialisation*, Fayard, 2006
- Yung-Do Ducobu, *Internationalisation des États et Banques Multinationales: acteurs, stratégies, régulation*, Academia-Bruylant, Louvain-La-Neuve, Belgique, 2005.
-  Portail de l'économie

Références

[1] <http://www.youtube.com/watch?v=TgmctM818eo>

[2] http://yaleglobal.yale.edu/about/essay_fr.jsp

Monnaie

☞ Pour les articles homonymes, voir Monnaie (homonymie).

La **monnaie** est un instrument de paiement spécialisé accepté de façon générale par les membres d'une communauté en règlement d'un achat, d'une prestation ou d'une dette. Elle peut remplir trois fonctions principales :

- la fonction d'intermédiaire dans les échanges ;
- la fonction de réserve de valeur ;
- la fonction d'expression d'unité de compte pour le calcul économique ou la comptabilité ;

Certains auteurs considèrent que la capacité d'éteindre des dettes et des obligations, notamment fiscales, constitue une quatrième fonction appelée « pouvoir libérateur » de la monnaie. En pratique ces fonctions peuvent être assurées par différentes monnaies en circulation simultanée^[1].

Une monnaie se caractérise par la confiance qu'ont ses utilisateurs dans la persistance de sa valeur et de sa capacité à servir de moyen d'échange. Elle a donc des dimensions sociales, politiques, psychologiques, juridiques et économiques. En période de troubles, de perte de confiance, une monnaie de nécessité peut apparaître.

La monnaie a pris au cours de l'histoire les formes les plus diverses : bœuf, sel, nacre, ambre, métal, papier, etc. Après une très longue période où l'or et l'argent (et divers métaux) en ont été les supports privilégiés, la monnaie est aujourd'hui presque entièrement dématérialisée et circule majoritairement sous des formes scripturales ou électroniques.

Chaque monnaie est définie, sous le nom de devise, pour une zone monétaire donnée (le plus souvent un État). Elle y prend la forme de dépôts, de billets de banque et de pièces de monnaie, dites aussi monnaie divisionnaire. Les devises s'échangent entre elles dans le cadre du système monétaire international. De facto depuis 1973 où les parités des principales monnaies mondiales cessent d'être défendues et de jure après les accords de la Jamaïque en 1976, les devises ne sont plus étalonnées directement ou indirectement par un poids de métal précieux. Leurs valeurs relatives fluctuent sur un marché international des devises dans le cadre d'un système de changes dits flottants ou flexibles.

En raison de l'importance de la monnaie, les États ont très tôt cherché à s'assurer le maximum de pouvoir monétaire, en définissant une devise officielle et en faisant de cette devise l'un de leurs symboles et une marque de leur puissance. Ils se sont arrogés progressivement un peu partout le monopole de l'émission des billets et des pièces. Ils exercent un contrôle sur la création monétaire des banques via la législation et la politique monétaire des banques centrales.

Les fonctions de la monnaie

Aristote^[2] définit la monnaie par trois fonctions : unité de compte, réserve de valeur et intermédiaire des échanges. Depuis la suppression de toute référence à des matières précieuses et la dématérialisation des supports monétaires, et après l'intervention des économistes « nominalistes »^[3], les aspects légaux de l'usage de la monnaie (et notamment les droits juridiques qui sont attachés au cours légal et au pouvoir libérateur) sont plus apparents. Ces droits sont fixés par l'État et font de la monnaie une institution constitutionnelle en de multiples pays.

Intermédiaire des échanges et des contrats

Intermédiaire des échanges

En l'absence de monnaie, les échanges ne peuvent se réaliser que sous forme de troc d'un bien contre un autre. Pour que deux agents A et B échangent des biens X et Y, il faut que celui qui possède X préfère Y et que celui qui possède Y préfère X. C'est ce qu'on appelle la condition de « double coïncidence des désirs ». Cette condition limite sévèrement le nombre de situations où le troc est possible pour un particulier dans la vie courante.

La monnaie permet de s'affranchir de ces conditions, en constituant un bien qu'on pourra échanger contre tous les autres. Un agent accepte de la monnaie en échange d'un bien qu'il cède parce qu'il sait que les autres agents l'accepteront en échange d'un bien qu'il souhaite acquérir. La monnaie a ainsi toujours une valeur pour tous par la possibilité de l'échanger contre n'importe quel autre bien.

Une opération d'échange d'un bien contre un autre est ainsi dissociée en deux opérations séparées dans le temps : d'abord l'échange du bien possédé contre de la monnaie, et ensuite l'échange de la monnaie contre le bien désiré. La fonction de moyen de paiement, quelquefois présentée comme une quatrième fonction de la monnaie, n'est qu'un aspect de sa fonction d'intermédiaire dans les échanges. En facilitant les échanges, la monnaie est un outil essentiel du commerce libre.

Les contrats

La monnaie facilite aussi le paiement de rémunérations de travailleurs libres qui autrement ne peut se faire qu'au pair ou plus généralement par compensation. Ces méthodes sont lourdes, potentiellement arbitraires et sujettes à contentieux.

La monnaie facilite l'emploi salarié, la division du travail et l'établissement des contrats. Elle donne une expression commode aux obligations privées nées de toutes les sortes de contrat, ou publiques (amendes, taxes, impôts) dès lors que la puissance publique lui donne un pouvoir libérateur.

C'est une institution fondamentale pour l'économie des sociétés modernes fondées sur la liberté du travail, des productions, de la consommation et de l'épargne.

Réserve de valeur

Par réserve de valeur, on entend la capacité que possède un instrument financier ou réel de transférer du pouvoir d'achat dans le temps. Ainsi, un bien immobilier constitue une réserve de valeur puisqu'il peut être acheté aujourd'hui et revendu dans le futur en procurant pouvoir d'achat à son détenteur. On appelle cela un actif réel par opposition à la notion d'actifs financiers ou de titres, dont les actions et les obligations font partie.

La capacité de la monnaie est pratiquement garantie à court terme : il est rare qu'elle soit amputée fortement de sa valeur du jour au lendemain, même si cela s'est déjà produit. À plus long terme le pouvoir d'achat de l'unité monétaire est réduit par l'inflation. Pour échapper à ce phénomène, les épargnants cherchent à placer leur épargne plutôt qu'à la conserver sous forme de monnaie, sauf en cas de panique.

La thésaurisation de la monnaie est le placement le plus liquide. La propension collective à conserver plus ou moins « liquide » son épargne conditionne tous les marchés financiers et est suivie avec attention par les autorités monétaires. Lorsque les agents économiques accroissent leurs encaisses, c'est qu'ils se détournent des placements et la conséquence la plus fréquente est une restriction du crédit. Les paniques financières se manifestent par des ruées vers la liquidité qui déstabilisent gravement l'activité des banques et des entreprises.



Paiement d'une addition dans un restaurant

Unité de compte

L'humanité a représenté la valeur économique d'un bien ou d'un revenu sous forme abstraite depuis la plus haute antiquité. Le bœuf ou le blé ont été des repères fréquents. Ces repères servaient dans presque toutes les sociétés antiques pour fixer l'étagement des compensations, par exemple pour payer les amendes, répartir les productions, évaluer les rapports de troc, et fixer les rémunérations en nature.

Le faible nombre de produits disponibles et la tradition fixaient le rapport de valeur entre les biens d'une façon presque constante. Il y eut donc dans le passé de nombreuses unités de compte qui n'étaient pas des monnaies circulantes. Ce fut notamment le cas de l'Égypte des Pharaons, de la civilisation aztèque, des formes primitives des sociétés grecques et romaines (la tête de bœuf) ou des formes féodales au haut Moyen Âge après la dislocation de l'Empire romain^[4]. Leur organisation sociale hiérarchisée et le caractère primitif des productions permettaient des modes de production, de distribution et d'échange reposant sur la contrainte et limitaient l'échange libre au troc.

Une des monnaies circulantes (il y a généralement plusieurs monnaies qui circulent en même temps : monnaies locales de différents métaux, monnaies étrangères acceptées, ...) devient naturellement l'unité de compte qui sert à exprimer les prix. Dans un contexte où les biens sont très nombreux et où les prix relatifs peuvent varier fréquemment sur des marchés libres, l'expression monétaire du prix est la plus pratique. Les agents ajustent leur consommation et fixent le prix de leurs propres productions en unités monétaires, arbitrent leur consommation en fonction des prix des produits constatés sur les marchés. C'est l'existence des autres monnaies circulantes qui justifie la différence entre la fonction d'unité de compte (assurée par une seule monnaie : la livre tournois par exemple) et les autres fonctions de la monnaie (assurées par toutes les monnaies en circulation : par exemple écu, ducat, florin, doublon, etc.)

La monnaie est ainsi un moyen universel d'expression de la valeur des flux et des stocks. On parle de calcul économique quand cette évaluation est faite *a priori* et de comptabilité quand elle est faite *a posteriori*.

Il arrive que des populations persistent à exprimer des prix dans des monnaies qui n'ont plus cours depuis longtemps (le sou, le franc français depuis le passage à l'euro et l'*ancien franc* avant lui, la guinée dans les magasins de luxe britannique^[5], etc.). Ces exemples anecdotiques montrent l'emprise psychologique forte des monnaies de compte et la rémanence des prix exprimés dans les anciennes monnaies, l'absence de connaissance des prix dans la nouvelle empêchant « de se rendre compte » de l'importance d'un prix ou d'un revenu annoncé, faute d'échelles familières. Un changement de l'unité nominale d'une monnaie est toujours un traumatisme pour les populations comme on l'a vu lors du passage à l'euro.

Les formes actuelles de la monnaie

Article connexe : Devise (monnaie).

La monnaie divisionnaire en pièces de métal

La monnaie divisionnaire, ce qu'on appelle les pièces de monnaie, est un dérivé de la monnaie. Les pièces n'ont pas de valeur intrinsèque même si elles ont un coût. Les variantes d'alliage et de composition de ces pièces n'ont qu'un but pratique. Les pièces sont généralement produites par le trésor public mais ne correspondent pas à une émission de monnaie : elles ne sont mises en circulation qu'après échange contre une quantité équivalente de billets.

L'humanité a toujours montré le plus grand pragmatisme dans le choix de ses monnaies divisionnaires qui circulent très vite et restent très peu de temps dans la poche des usagers. Le risque qu'elles perdent leur valeur pendant la période où elles sont conservées est quasi nul sauf très rares exceptions, et les sommes en jeu ne sont pas telles que la perte de valeur par démonétisation soit réellement grave.

Beaucoup des objets présentés comme monnaies primitives sont en fait de la petite monnaie dont la valeur intrinsèque n'a pas grande importance pourvu que l'objet ait une certaine résistance et ne soit pas facile à dupliquer. Les coquillages (les cauris) en Chine ont par exemple joué un rôle multi-millénaire de petite monnaie (jusqu'à la fin

du XIX^e siècle) alors même que les étalons monétaires changeaient ainsi que l'étalon de la monnaie principale. Ces cauris se retrouvent un peu partout et servirent très longtemps de petite monnaie en Afrique.

Pas de commerce de détail sans petites monnaies ! Ce qui rend les usagers peu regardants sur les substituts si la monnaie divisionnaire officielle vient à manquer. Sur les autoroutes ou dans les commerces italiens, on utilisait dans les années 1960 le bonbon pour le rendu de la monnaie aux péages des autoroutes. La dévaluation de la Lire avait rendu plus avantageux de fondre les pièces officielles de 10 lire que de les laisser en circulation, suscitant une étonnante prolifération de bonbons de mauvaise qualité.

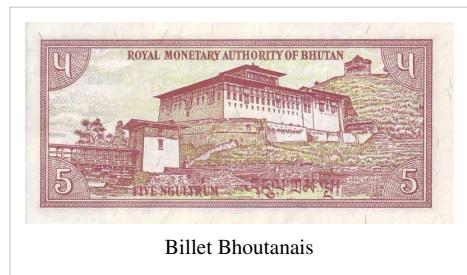
On constate à chaque démonétisation d'une pièce de monnaie divisionnaire qu'une part importante de la circulation n'est pas présentée à la conversion, ce qui a notamment été vérifié partout en Euroland lors du passage à l'Euro.

La monnaie de papier

Article détaillé : Monnaie fiduciaire.

Le billet naît comme substitut pratique mais provisoire et remboursable des monnaies métalliques. Après une histoire tourmentée, il finira par les remplacer totalement. On passe du billet de banque au papier monnaie.

Le premier billet a été utilisé au XI^e siècle en Chine^{[6] .[7] .[8]} à une période où une pénurie de métal bloquait le monnayage. Les Jiao Z I étaient des planches en bois portant inscription à l'encre vermillon et noire émises en règlement en substitut d'argent métal par des commerçants pour leur usage propre. Ces planches ne circulaient pas sur les marchés. Mais même limitée cette circulation n'alla pas sans abus qui permirent à la dynastie Song, à court de numéraire, de prendre l'initiative en 1024 de monopoliser l'émission et d'en rendre le cours légal : le papier monnaie pouvait dès lors être utilisé pour payer ses impôts. L'opération est un succès. Le papier monnaie sera utilisé plusieurs siècles durant profitant de progrès techniques comme le moulin à papier introduit en 1168 permettant d'imprimer sur un papier à base de pâte d'écorce de murier. Le papier disparaît à partir du XIV^e siècle à la suite d'émissions excessives, des exactions mongoles, de la grande peste puis de l'abondance de l'argent fourni par Venise.



Billet Bhoutanais

Il réapparaît à Amsterdam en 1609 pour faire face à une situation ennuyeuse pour un commerce alors en pleine expansion sur cette place. Plus de 400 pièces différentes de monnaies métalliques, plus ou moins rognées, plus ou moins trafiquées, circulent difficilement compte tenu des contrôles qui s'imposent à chaque échange. La banque d'Amsterdam a l'idée de recevoir toutes les monnaies (à un prix cassé) pour les refondre et les transformer en une monnaie métallique d'aloï certain. Au lieu de rendre directement cette nouvelle monnaie aux déposants, elle émet des certificats de dépôt représentant cette monnaie et convertibles à vue. Le métal collecté sert à financer la prise de pouvoir par Guillaume d'Orange. La conjonction d'une innovation bancaire et d'un calcul politique se retrouvera à travers l'histoire. Le Florin Banco ne circule pas dans le petit commerce.

En 1619, la Banque de Hambourg, créée par un banquier vénitien, Warburg, reçoit sa charte et travaille sur le mode de la banque d'Amsterdam. En 1661, la banque de Suède se constitue sur des bases comparables et crée véritablement le premier billet de banque occidental. La banque d'Angleterre démarre en 1694, s'implante symboliquement sur l'emplacement du temple de Mithras et obtient le privilège d'émission en contrepartie du financement massif des besoins financiers de Guillaume III. Vient alors le tour de l'Écosse qui, excentrée par rapport au lit du commerce, manque régulièrement de numéraire. La Bank of Scotland, créée en 1695, est totalement indépendante et émet ses billets selon les règles prudentielles qu'elle se donne.

À la fin du XVII^e siècle, les billets sont une innovation à grand succès (alors que beaucoup croient qu'ils datent du XIX^e siècle). La technique est prête à essaimer partout dans le monde. Les Écossais en seront les promoteurs. C'est en effet un Écossais qui dirige la Banque d'Angleterre, un autre qui crée la première banque au Canada (qui

conservera son droit d'émission jusqu'en 1934). Et c'est à l'Écossais John Law^[9] que la Régence, aux prises aux difficultés budgétaires laissées par le Grand Siècle, fait appel pour mettre en place un système du même genre : les monnaies métalliques seront apportées à la banque et mises aussitôt à la disposition de la Régence. En contrepartie, des billets seront mis en circulation remboursables en une quantité donnée de métal précieux monétaire.

L'opération s'avère positive de 1716 à 1719. Elle ranime une activité commerciale déprimée. Comme les banquiers italiens de Florence, Law en profite pour se faire affermer la collecte des impôts et attribuer le monopole d'opérations commerciales extérieures avec la compagnie perpétuelle des Indes.

Le cumul de deux innovations, la banque émettrice de billets et les grandes compagnies par actions, allait provoquer l'apparition d'un agiotage frénétique. La Régence rembourse les actionnaires en 1719, impose de nouvelles émissions et force Law à introduire, malgré ses plus vives protestations, une modification des statuts de sa banque : le billet n'est plus remboursable en une quantité précisée de métal précieux (« en monnaie de même poids et même titre que la monnaie de ce jour » est l'expression exacte) mais « en espèces d'argent »^[10]. Puissance de la sémantique, la différence est rapidement perçue et la bulle financière éclate. La banque est submergée de demandes de remboursement jusqu'à la banqueroute générale. Law est exilé à Venise. L'idée d'une banque émettant des billets est déconsidérée en France pour un temps.

Mais pas ailleurs. La banque d'Angleterre survit au krach de la Compagnie des mers du Sud, après une frénésie boursière identique à celle qui a perdu Law et avec le temps devient le modèle de la banque d'émission.

Dans les colonies américaines de la couronne britannique, le besoin de monnaie est chronique. Il est tel que la monnaie traditionnelle des « peaux rouges » comme le Wampum circule et que certains états mettent en œuvre des monnaies agricoles comme le tabac^[11].

La première émission de monnaie papier a lieu au Massachusetts en 1690. Elle est suivie d'une autre en Pennsylvanie en 1723 complétée par une seconde en 1729, avec de bons résultats sur l'activité. D'autres expérimentations eurent lieu un peu partout, l'argent étant émis par le biais de la dépense publique. L'exception du Maryland est remarquable : tous les contribuables recensés reçurent 30 shillings en billets ! Il est à noter que toutes ces émissions de billets furent rachetées en espèces au bout d'un certain temps.

La querelle entre colonisateur et colonisé, illustrée par les campagnes de Benjamin Constant qui publie en 1729 sa *Modeste enquête sur la nature et la nécessité d'une monnaie de papier*, porte largement sur la volonté de l'Angleterre d'imposer sa monnaie ce qui arrivera, provoquera une récession dans les colonies et accélérera le mouvement vers l'indépendance. La révolution américaine se finance par l'émission de billets dits « du congrès ». L'inflation sera immédiate et après 42 émissions tournant à l'hyperinflation cette monnaie disparaîtra non sans laisser le dicton « Ça ne vaut même pas un billet du Congrès ».

La révolution française pour les mêmes raisons se finance par l'impression de billets, les assignats, dont on assure la garantie sur la valeur des biens nationaux confisqués au clergé et à la noblesse. La terre garantit la monnaie. Comme pour le système de Law les débuts sont excellents avec une reprise de l'activité et la constitution de remarquables fortunes comme celle des Perrégaux, futur créateur de la banque de France. L'abus d'émission finit par faire perdre toute valeur aux assignats qui resteront de sinistre mémoire.

Bonaparte puis Napoléon refondent entièrement le système monétaire français créant une nouvelle monnaie, le Franc Germinal et une banque d'émission, la banque de France le 18 janvier 1800 qui obtient divers privilèges en 1803. Le billet, convertible en or, est désormais installé pour longtemps en France d'autant qu'en dépit de l'état de guerre permanent sous l'Empire, le billet reste constamment et effectivement convertible (ce qui ne sera pas le cas pour son principal adversaire, l'Angleterre).

Les deux siècles qui suivront verront la généralisation des billets avec une double évolution :

- La démonétisation de l'or et de l'argent pour la circulation privée puis comme instrument de réserve mondiale. Les billets cessent d'être convertibles et sont seuls l'ultime forme de liquidité. La guerre de 1914 jouera le rôle principal dans cette évolution.
- La monopolisation de l'émission des billets dans des banques centrales à capitaux exclusivement publics mais devenues largement indépendantes des États.

Les banques privées n'ont désormais plus le pouvoir d'émettre des billets, mais en contrepartie, elles ont conservé et étendu celui d'émettre de la monnaie de crédit.

Les petites coupures sont des billets qui s'apparentent à la monnaie divisionnaire métallique avec laquelle elle entre en concurrence. Le plus petit billet reste dans les caisses des commerçants et dans la poche des consommateurs. Ils ne sont pas souvent remis aux banques et ne reviennent que lentement à l'institut d'émission. C'est la raison de leur plus grande usure et saleté. Une polémique a été lancée en France pour la mise en circulation de billet d'un Euro, moins coûteuse à produire que la pièce. L'impossibilité d'en garantir la propreté et l'intégrité explique la réticence de la BCE à aller en ce sens.

La monnaie scripturale

Article détaillé : Monnaie scripturale.

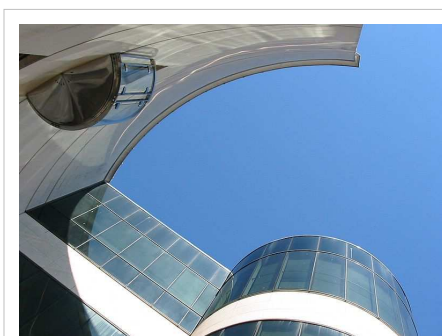
Il a fallu une longue maturation pour que les agents économiques confient leur monnaie aux banques sous forme de dépôt. Actuellement c'est devenu le principal réservoir de monnaie. La principale raison est la sécurité offerte par les banques pour la conservation de l'épargne liquide, moins aléatoire que celle du bas de laine, et les facilités de paiement offertes par le système bancaire.

Tant que le chèque était payant et n'était pas accepté par l'État pour le paiement des impôts, le développement en fut lent. La possibilité de payer ses impôts par chèque date de Napoléon III qui fixe par les lois de 1865 les règles de son usage. En France, la possession de compte chèque ne s'est généralisée qu'à partir des années 1960. L'emploi du chèque est aujourd'hui très règlementé. Même s'il n'a pas cours légal (il peut être refusé par les commerçants) la loi en a imposé l'usage pour nombre de paiements, ne serait-ce que pour assurer la traçabilité des mouvements de fonds importants. Il est actuellement interdit de transporter plus de 10000 euros en liquide dans le cadre d'un règlement valable pour l'Europe^[12], ce qui implique des règlements via un compte bancaire pour toutes les grosses transactions.

La généralisation des succursales de banques de dépôts « à chaque coin de rue » qui a profondément bouleversé le physionomie de nos villes et celle du compte chèque ont permis ces législations favorables aux paiements bancaires.



Le sacre de Napoléon Bonaparte consacre le Franc or.



Banque d'Écosse

La carte de crédit qui permet d'assurer un paiement garanti jusqu'à une certaine somme par l'émetteur sans avoir à se préoccuper de la provision du compte en banque de l'acheteur, malgré son coût pour le vendeur, s'est désormais généralisée et l'emporte sur le chèque pour la plupart des achats un peu coûteux en boutiques et pour presque tout sur Internet.

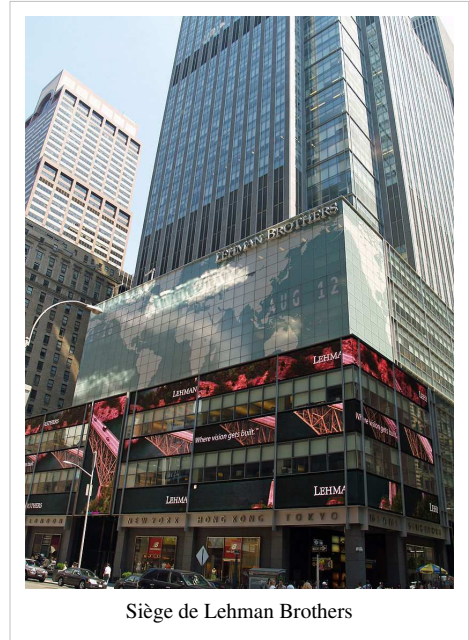
Les dispositifs électroniques de virement comme par exemple le système Swift permettent de faire circuler les monnaies à travers le monde à grande vitesse. Instantanéité et ubiquité ont donné un intérêt d'usage inégalable au dépôt bancaire pour les transactions de placement ou d'achat liées à la mondialisation.

Les banques n'offrent pas leur service monétaire sans contrepartie. Outre que certains moyens de paiement sont les plus souvent payants (virement, cartes bancaires) les dépôts fournissent aux banques l'essentiel des ressources affectées aux prêts. À son tour le crédit permet de créer de la monnaie dans la mesure où l'écriture créditée sur le compte de l'emprunteur est acceptée comme base de paiement par les commerçants et d'autres banquiers. Cette acceptation a d'abord été limitée aux réseaux de commerçants intéressés par l'emploi de monnaies scripturales pour des raisons pratiques, puis s'est généralisée par différents dispositifs prudeniels soit privés (la sélection des risques, l'ampleur des réserves en liquidité) soit d'organisation générale, comme l'instauration de banque centrale prêteuse de dernier ressort, la réglementation bancaire et la mise en place d'une politique monétaire.

L'inconvénient systémique du fait de lier dépôt et crédit est le risque d'un afflux de demandes de conversion en billets, appelé crise de liquidité, par opposition à la crise de solvabilité qui qualifie la déconfiture des crédits d'une banque entraînant sa banqueroute «de son fait» et non pas à cause d'une panique générale. Ce risque a conduit les États à accorder des garanties publiques aux dépôts bancaires pour éviter les ruées dévastatrices. Ces garanties ont été récemment élargies et mieux coordonnées entre les États européens pour éviter une concurrence déstabilisatrice basée sur ce seul aspect.

L'autre inconvénient de la monnaie créée par le crédit est qu'elle est fugace : la monnaie disparaît lorsque le crédit est remboursé. Alors que l'émission de billets par les banques centrales est aujourd'hui permanente. La disparition de la monnaie de crédit suit donc celle du crédit. Un « credit crunch », une déflation brutale de la masse monétaire qui asphyxie les entrepreneurs, se produit quand les restrictions de crédit deviennent trop importantes.

La panique mondiale de septembre 2008 déclenchée par la crise dite des *subprimes*, les crédits hypothécaires risqués américains, et marquée par la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, et la déstabilisation universelle des institutions financières, laisse craindre un évènement de ce genre.



La monnaie électronique

La monnaie électronique est une monnaie stockée sur des dispositifs électroniques mobiles permettant également des paiements. La monnaie stockée dans ces appareils ne figure plus dans les dépôts bancaires. Il s'agit bien d'une forme *sui generis* distincte des trois précédentes.

Actuellement la seule monnaie électronique en France est celle qui peut être chargée sur les dispositifs Monéo.

Comme pour toutes les monnaies l'adoption de la monnaie électronique pose la question de la réalité des droits transférés au moment du paiement. Elle est actuellement garantie par le consortium de banques qui soutient Monéo. Cela veut dire que le commerçant qui a constaté des versements en monnaie électronique peut les reverser sur son compte de dépôt sans contestation possible de la part de Monéo et des banques affiliées, qui pensent elles-mêmes s'être assurées que personne ne peut créer de la fausse monnaie sur leur carte. De même la confiance du propriétaire du porte-monnaie électronique est cruciale. Il veut être sûr que la monnaie qu'il y a versée ne sera pas contestée.

Les très faibles montants que l'on peut stocker (100 euros maximum) et la très faible valeur des opérations unitaires (moins de trente euros pour une opération sans vérification) ainsi que la relative nouveauté du dispositif expliquent que la monnaie électronique soit encore marginale. Mais c'est une monnaie dont l'usage possède un réel potentiel de diffusion.

Distinguons bien la monnaie électronique de son support de stockage. Qu'il s'agisse d'une carte à puces, d'un téléphone portable ou d'une clé USB, ces outils ne sont pas de la monnaie.

Il ne faut pas confondre non plus la monnaie électronique qui peut être stockée sur les différents supports Monéo et les dispositifs de prépaiement ou les cartes bancaires dans leur usage non Monéo (on peut actuellement se servir de sa carte bancaire comme porte-monnaie électronique).

Une carte bancaire permet de virer via un terminal de paiement une somme d'un compte de chèque à un autre. Elle ne stocke aucune monnaie et n'est pas en elle-même de la monnaie.

De même les dispositifs de pré-paiement n'acquièrent pas du fait qu'ils soient électroniques un caractère monétaire. Une carte métro-bus ou une carte de prépaiement de parking ne sont pas de la monnaie. Pas plus qu'un abonnement annuel à une revue ou une inscription à un club de golf ou une carte magnétique permettant d'aller au Louvre quand on veut. La prestation sera effectuée progressivement. Elle a été payée d'avance. La vraie monnaie est dans le compte du fournisseur.

Les quasi monnaies et les mesures de la masse monétaire

Article détaillé : Masse monétaire.

Pour les besoins de l'analyse monétaire a été développé un concept de « quasi monnaie » constitué par des placements bancaires pratiquement immédiatement disponibles mais qui imposent un passage par un compte bancaire pour pouvoir être utilisés. Les opérations de liquidation pouvant être faites quasiment en temps réel, il n'est pas absurde de considérer que ces comptes sont quasi liquides et s'apparentent à la monnaie.

Les différents agrégats monétaires ont été définis sur une base statistique internationale.

M1 correspond à la monnaie fiduciaire (billets et pièces en circulation) détenue par les agents non financiers, plus les dépôts « à vue » (dans les banques et les caisses d'épargne). À fin juin 2008, en zone euro, M1 = 3838 milliards d'euros

M2 = M1 + les dépôts à terme à moins de 2 ans et dépôts avec préavis de moins de 3 mois (tels les livrets A et bleu, CODEVI, compte d'épargne logement, livrets d'épargne populaire, livrets jeunes, etc). À fin juin 2008 en zone euro, M2 = 7667 milliards d'euros.

M3 = M2 + les titres de pension, les titres de créance émis à moins de 2 ans (tels les obligations et les bons à moyen terme négociables, ainsi que les titres d'OPCVM et les instruments du marché monétaire (SICAV monétaires, certificats de dépôts, bons des institutions et sociétés financières). À fin juin 2008 en zone euro, M3 = 9022 milliards

d'euros.

M0 qui n'est plus guère utilisé (on parle plutôt de « base monétaire ») n'est pas un agrégat monétaire: il correspond à la monnaie émise par la banque centrale (billets + solde créditeurs des banques secondaires à la banque centrale). En 2005 en Europe, M0 = 514 milliards d'euros^[13].

Ces chiffres sont à rapprocher du montant du PIB en Euroland (16 pays de la zone Euro) au 31 décembre 2009 : 9534 milliards d'Euros^[14].

Tout ce qui affecte la masse monétaire peut avoir un effet direct et massif sur l'activité « réelle ».

L'interprétation de ces agrégats est devenue complexe du fait des changements structurels qui se sont produits récemment et l'introduction dans les produits relevant normalement de M3 de nouveaux instruments financiers complexes comme les CDO (*Debt Obligations*).

Le ratio M1/PIB est passé de 0,40 en 1950 à 0,25 en 1982. Depuis il oscille autour de 0,25^[15]. Cette baisse traduit une meilleure gestion des trésoreries par les entreprises et par les particuliers qui placent de mieux en mieux leur solde de compte créditeurs. En revanche, si on prend la valeur absolue de M1 et qu'on retranche l'inflation on constate en général que pendant les récessions M1 se contracte et se dilate pendant les phases d'expansion, correspondant à une plus grande prise de risque et un accroissement de l'endettement par les agents économiques.

Le 23 mars 2006, la Réserve fédérale américaine a cessé de publier M3, considérant que cet indicateur « n'était pas utilisé ». La BCE continue à le faire même si Christian Noyer, l'actuel gouverneur de la Banque de France a précisé que l'introduction de nouveaux produits en changeait l'interprétation^[16].

L'examen rétrospectif de M3 montre le gonflement de la bulle immobilière et le début de son renversement à fin 2007 qui allait précipiter le blocage puis la dégringolade des marchés financiers et des banques [réf. souhaitée].

Eurodollars, Euromonnaies

Un cas particulier de ces quasi-monnaie est celui des Euromonnaies, et notamment des Eurodollars. Le principe est le même, un dépôt d'espèce dans une banque du pays d'origine sert de gage à une émission de titre qui circule à l'extérieur du pays. Cela permet de s'affranchir de la réglementation du pays d'origine. L'effet multiplicateur du crédit s'applique, ce qui permet la circulation d'une masse considérable de monnaie dérivée, pouvant servir à tous les usages ordinaires de la monnaie, notamment des levées de fond par émissions d'obligations

La création de la monnaie

Principes généraux

Dans le système monétaire actuel, la monnaie est essentiellement scripturale (environ 90%) : elle est créée par les banques par un jeu d'écritures, sur simple demande, et dans certaines limites, en échange d'une promesse de remboursement (dette). Il y a création monétaire lors de l'octroi d'un crédit, et destruction monétaire lors du remboursement de ce crédit. La masse monétaire totale correspond alors à peu près aux en-cours de crédit.

Le jeu d'écritures consiste en l'inscription par le banquier en ses livres du montant du crédit d'un côté à l'actif (détention d'une créance) et de l'autre au passif (approvisionnement d'un compte).

Les limites à la création de monnaie sont gérées par le montant de réserve que la banque doit posséder en dépôt dans ses livres à chaque octroi de nouveau crédit. Ce montant est généralement compris entre 2% et 10%.

La création de monnaie scripturale par le crédit bancaire

Article détaillé : Effet multiplicateur du crédit.

Le pouvoir du système bancaire dans son ensemble de créer de la monnaie apparaît bien si pour simplifier on considère l'ensemble du système bancaire comme une banque unique. Tout prêt à un agent est dépensé et la monnaie sort du compte du déposant concerné mais la monnaie revient à la banque, dans les comptes des fournisseurs ou prestataires, qui dispose à nouveau de la liquidité nécessaire à d'autres prêts.

Les banques, collectivement, disposent donc d'une possibilité remarquable : l'expansion de leur actif (par émission de créances accordées aux Agents Non Financiers – ANF), entraîne instantanément celle de leur passif à l'équivalence (les dépôts à vue).

Mais l'expansion du passif est limitée car il existe des possibilités organisées ou spontanées de ponction sur leur circuit monétaire propre. Ces « fuites » sont :

- la demande de monnaie fiduciaire (pièces et billets) qui est actuellement estimée à 15% dans la zone euro ;
- les réserves obligatoires (pourcentage des dépôts, actuellement de 2% dans la zone euro).

Exemple :

Imaginons que la demande de monnaie fiduciaire est constatée à 20% des dépôts, que les réserves obligatoires soient de 8% et que les banques disposent de réserves excédentaires auprès de la banque centrale pour un montant de 100.

S'il y a demande de crédit des ANF, elles peuvent accorder un nouveau crédit de 100, et, en assurant le total des fuites de 28, il leur restera 72 de réserves excédentaires.

Ces réserves vont, à leur tour, permettre 72 de nouveaux crédits, et le total des fuites sera de 20,2, le solde des réserves deviendra 51,9.

Ainsi de suite pour arriver à ce que les réserves excédentaires soient de 0, puisque le total des fuites sera de 100.

Dans cet exemple, au total, à partir de 100 de monnaie centrale, les banques auront créé 357,71,4 se retrouveront en monnaie fiduciaire, 28,6 en réserves obligatoires auprès de la banque centrale et le retour des dépôts dans le système bancaire sera de 285,6.

Il y a donc bien création de monnaie par le système bancaire à partir du montant de monnaie centrale dont elles disposent (base monétaire).

Cette création n'est pas sans limite.

Le potentiel de création de monnaie se réduit au fur et à mesure des crédits émis : la multiplication du crédit comme nous l'avons vu finit par s'arrêter.

La formule du multiplicateur de crédit du système bancaire est:

$$k = 1 / b + h (1-b)$$

avec b , coefficient de fuite sous forme de billets, et h le coefficient de fuite des réserves obligatoires.

Sachant que dans la zone euro $b = 15\%$ et $h = 2\%$, le système bancaire ne peut multiplier le crédit qu'au maximum 5,48 fois.

Les banques commerciales sont tenues également à des règles dites prudentielles (Bâle 2 – ratio Mac Donought) afin que les crédits qu'elles font ne dépassent pas différents ratios par rapport aux fonds propres et aux dépôts de leur clientèle. L'extension de la titrisation et des opérations hors bilan leur a permis largement ces dix dernières années d'échapper à ces contraintes.

Pour limiter l'expansion du crédit et donc de la masse monétaire, la banque centrale peut agir pour réduire la liquidité générale (opération d'open market) ou augmenter les taux de refinancement en monnaie centrale (ce levier a été le moyen privilégié de contrôle de la plupart des banques centrales ces dernières années).

Dans certaines formes d'organisation du contrôle bancaire, les autorités peuvent aussi agir directement sur la quantité de crédit offerte par les banques. C'était par exemple le cas en France dans le cadre des lois Debré dans les années soixante.

Les crédits doivent être remboursés. Lorsqu'ils le sont la destruction monétaire suit exactement les mêmes règles que la création dans le sens contraire. L'activité monétaire de crédit joue donc dans les deux sens. Si globalement les banquiers freinent puis réduisent leurs crédits il y aura diminution de la masse monétaire.

La création monétaire globale des banques dépendra donc à la fois :

- Du désir d'encaisse liquide des agents économiques qui dépend étroitement de leurs anticipations en matière de revenu, d'épargne, d'inflation ainsi que de l'idée qu'ils se font de la solidité des placements possibles.
- Des anticipations des banquiers qui, selon la conjoncture, privilégieront l'extension ou la défense de leur bilan.
- De l'action des autorités de régulation, par la réglementation ou par l'intervention.
- Des autres sources de création monétaire qui l'alimentent plus ou moins généreusement en dépôts (solde de balance des paiements, création monétaire par le trésor public là où elle est possible).

Cette complexité où la confiance et les facteurs psychologiques jouent un rôle important, explique l'instabilité associée à la création monétaire des banques et son rôle dans les mouvements de la conjoncture et dans le cycle économique.

Le marché monétaire

Lorsqu'une banque prête de l'épargne pré-existante ou crée de la nouvelle monnaie scripturale à la suite d'un crédit accordé, elle crédite le compte à vue de son client qui va dépenser cette monnaie, c'est-à-dire la virer aux comptes à vue de ses fournisseurs et salariés, une fraction seulement des comptes des bénéficiaires étant tenus par cette banque. À l'inverse, la banque peut recevoir, dans les comptes de dépôts de ses clients, les montants correspondant aux achats effectués par les clients d'autres banques.

Les banques doivent faire face aux fuites correspondantes aux besoins de monnaie banque centrale : réserves obligatoires (2% dans la zone euro) et demande de monnaie fiduciaire (estimé en moyenne à 15% des dépôts à vue, mais variable suivant les périodes et les lieux). Si chaque banque accorde des crédits en fonction de ses parts de marché de dépôts, les fuites se compensent et le marché bancaire est équilibré. Mais si ce n'est pas le cas, pour ajuster leur trésorerie en monnaie banque centrale, les banques vont se tourner vers le marché monétaire (Euribor, par exemple) qui leur permettra de placer, auprès des autres banques et établissements financiers, leurs excédents ou d'obtenir d'eux le financement de leurs besoins de monnaie centrale, après compensation journalière des mouvements entre banques.

Les interventions de la banque centrale sur ce marché correspondent au « refinancement ».

Les opérations de la banque centrale sur les taux d'escompte et les opérations d'open market, conjointement avec les règles de mises en pension de certains actifs monétaires, sont censées réguler ce marché. Du fait d'une abondance excessive de liquidité des établissements financiers, les taux du marché peuvent devenir inférieurs aux taux de refinancement de la banque centrale. En cas de tension sur le marché monétaire, une mise à disposition de liquidité (refinancement) par la banque centrale est de nature à réguler la situation.

Lorsque (comme ce fut le cas en 2008) aucune banque ne fait plus confiance aux autres, il advient un blocage des prêts inter bancaires ou un taux de prêt trop élevé. Cette situation bloque le marché monétaire et impose des refinancements massifs par les banques centrales pour permettre aux banques commerciales d'assurer leurs besoins de monnaie centrale.

Histoire

Article détaillé : Histoire de la monnaie.

Les proto-monnaies

Si on parle de monnaie dès qu'un objet a été mis en réserve pour un usage d'échange ultérieur ou a été utilisé régulièrement comme contrepartie des échanges ou qu'un symbole de dénombrement a permis de comptabiliser un bien, les premières monnaies remontent aux racines de l'humanité. La liste des matières ayant pu servir à l'une ou l'autre de ces fonctions devient également quasiment infinie. En vérité, on peut épargner, troquer, compter en n'importe quelle matière. Pour les tout petits achats, où la perte à l'échange n'a pas grande importance, on a utilisé de tout temps comme moyen d'échange des objets commodes à transporter et sans réelle valeur propre sans que cela soit véritablement des monnaies. Parmi les moyens d'échange un peu réguliers que l'humanité a imaginés figurent :

- Des matières naturelles : la pierre, le sel, le poivre (notamment en France au Moyen Âge), l'ambre, les pierres précieuses, les coquillages.
- Des produits agricoles ou de cueillette : le bétail, le grain de blé, la graine de cacao, la feuille de tabac, les peaux de bêtes, la morue séchée, les feuilles de thé compressée ^[17] , , etc.
- Des produits artisanaux : Pagne (Égypte, Afrique), verroterie (GnaïGnaï, perle « œil de chat » du Sénégal en Afrique), couteaux (Chine), araires (Chine), haches métalliques (Chine, pays celtiques), hâchoirs (peuples précolombiens), métrage de tissu (Égypte, Amérique du Sud et du Nord, Afrique (Les Gabback du Nigéria)), anneaux (Égypte), trépieds métalliques (Grèce), fer martelé (Guindja d'Afrique centrale), alcool (Amérique), fusils (Amérique), etc.
- Des humains : Les esclaves (Alger et empire Ottoman, l'achat par le sultan pour les galères faisant office de banquier de dernier ressort) (commerce triangulaire avec l'Amérique).

Des monnaies basées sur des objets ont persisté jusqu'à la fin du XIX^e siècle (le sel au Tibet, les cauris en Chine, en Inde et en Afrique...) et réapparaissent sporadiquement lorsqu'il y a pénurie de monnaie, notamment pendant les grandes périodes de désordre et de pauvreté (le paquet de cigarettes en Allemagne juste après guerre). Ces phénomènes ne sont pas seulement anecdotiques : ils démontrent le besoin de disposer d'un moyen d'échange.

Les unités de compte non circulantes

Les unités de compte existent depuis plus de 2000 ans. Elles sont souvent dérivées des unités de poids.

Une unité de compte, le Mine, existe par exemple dans l'empire d'Akkad (2300-2200 avant J.C.).

L'Égypte antique des Pharaons dispose d'une série d'unités de compte : le Sha, le Deben son multiple, ou le Quite le dixième du Deben utilisés quotidiennement par les scribes.

Les Aztèques (plus tard mais à un niveau de développement comparable) disposaient d'un système de numération et également d'une unité de compte étalon le Quachtli égal à 100 cabosses de cacao ou une pièce de coton (l'Ixtle).

Mais la forme très hiérarchisée de ces sociétés, le peu de liberté des producteurs, le faible nombre de produits, le peu de division du travail, le rôle écrasant des autorités dans la collecte et la répartition des productions, expliquent que ces unités de compte ne circulaient pas. En Égypte, seul le troc était légalement autorisé. Chez les Aztèques, on ne commence à voir une circulation de la cabosse de cacao qu'à partir de l'arrivée des Européens^[18] .^[19] .

L'invention de la monnaie métallique

Du fait qu'ils sont recherchés par tous les peuples, la valeur des métaux est intrinsèque ("commodity money"), durable, homogène, facilement divisible et relativement rare^[20].

La transgression des rois lydiens

L'utilisation de l'or et de l'argent est attestée depuis les temps les plus lointains (4000 ans av JC). La force symbolique de ces métaux précieux et rares était très forte et touchait à la religion et au pouvoir dans tout le bassin méditerranéen :

- Au pouvoir : par l'intermédiaire des tributs qui étaient acceptés en toute matière y compris l'or ou les objets précieux comme les trépieds métalliques.
- À la religion : les sanctuaires grecs conservaient par tradition les « trésors ».

L'abandon progressif des sacrifices humains (au VII^e siècle av. J.-C.) pour se concilier les dieux laissa la place aux sacrifices d'animaux et aux donations en objets de valeur, notamment en or. La représentation des Dieux en métal précieux dans les temples perdurera longtemps, par exemple la statue chrysléphantine d'Athéna au Parthénon. « L'argent servait de tribut et n'était pas mis en circulation »^[21]. Le dicton égyptien « L'or est le sang des Dieux »^{[22] [23]} fut et resta valable bien au-delà de l'Égypte antique^[24].

Les sanctuaires étaient le lieu d'une intense activité de dons et de contributions. L'ékaté est un dixième religieux du même type que la dîme. « Les sanctuaires grecs étaient incontestablement des agents économiques. Les Dieux étaient des manieurs d'argent »^[25]. Les pratiques religieuses autour de la monnaie continueront après la création de la monnaie comme en témoigne la tradition de mettre une obole dans la bouche des défunts qui traversera les âges grecs anciens (On donnait ainsi symboliquement la pièce à Charon, gardien du Styx, le fleuve barrant l'entrée de l'empire des morts).

Jusqu'à ce qu'un roi lydien désacralise partiellement l'or et le fasse circuler sous forme de pièces d'autant plus facilement acceptées qu'elles permettaient en dernier recours de se dégager de ses obligations régulières vis-à-vis des Dieux et du temple. Le commerce des prostituées (proches des temples) et l'ensemble du commerce de détail local furent bientôt alimentés par ces pièces de monnaie qui étaient pratiques et qu'on était à peu près sûr de pouvoir échanger contre tout bien disponible à la vente^[26]. L'histoire des innovations monétaires des trois derniers rois de la dynastie des Mermnades, Alyattès (610-560 av. J.-C.) et Crésus (560-546 av. J.-C.), en Asie Mineure occidentale racontée par Hérodote^[27] a été confirmée depuis par les études archéologiques et numismatiques^[28]. L'or du fleuve Pactole, la manufacture des pièces et leur circulation dans les villes, les îles (en particulier Égine grâce à l'or de Siphnos) et jusqu'aux colonies grecques lointaines (des pièces ont été utilisées à Marseille dès la fondation de la ville) ouvrent une nouvelle page de l'histoire de l'humanité. « La monnaie n'a sans doute pas été créée pour faciliter les transactions mais aussitôt créée elle a été adoptée par le commerce ». « La monnaie a accompagné l'apparition du commerce de détail »^[29].



Statère grec représentant Zeus

La mise en œuvre d'un système monétaire complet à Athènes

Selon certains, l'invention de la monnaie aurait eu un rôle aussi important que celle de la roue, de la boussole ou de l'imprimerie^[réf. souhaitée].

Sans la monnaie, la distribution des biens ne peut se faire que de trois façons :

- le don ;
- la réquisition ;
- l'échange sous forme de compensation : troc de marchandises, ou paiement de prestations en nature ou « au pair ».

L'échange compensatoire est très compliqué pour les individus et encore plus pour les pouvoirs publics : comment rémunérer une grosse armée et des cohortes de fonctionnaires ? La réquisition et la fourniture directe des moyens d'existence élémentaires, agrémentées par la perspective du pillage est une chose. La mobilisation de citoyens libres en est une autre.

La révolution athénienne est celle de la rationalité, de la citoyenneté, des libertés publiques, de la science théorique et appliquée, de l'innovation économique, de l'expansion par le commerce et par la guerre. La monnaie permet à ces mouvements de s'exprimer complètement.

La Cité peut rémunérer les citoyens libres qui la servent avec des pièces qui permettront d'accéder aux marchandises librement échangées par des producteurs ou des commerçants libres. Les productions se diversifient, les échanges s'intensifient, le prêt devient facile, la commandite d'expéditions lointaines aussi. Les hommes quittent les campagnes (où ils étaient près des vivres) pour les villes (où la monnaie permet de se fournir en vivres).

La monnaie athénienne est une *nomisma*, de *nomos*, la règle. La monnaie est frappée sous contrôle public et a cours légal, c'est-à-dire que si les autorités peuvent rémunérer avec elle ses prestations, les citoyens peuvent réciproquement payer leurs impôts avec elle. Ils peuvent aussi solder les dettes de toute nature. La monnaie grecque a un caractère légal et juridique. Les indemnités accordées par les juges peuvent se faire en monnaie, une nouveauté pleine d'intérêt qui limite les pensions en nature et les cessions de terre.

Dracon fixait précédemment les amendes en « têtes de bétail », un système fort peu pratique.

La monnaie est l'enfant des libertés publiques, et se voit garantie par les autorités. Dostoïevski dira « la monnaie est de la liberté frappée ». Elle est aussi le symbole de la force de la cité, car la cité la plus prospère et la plus forte peut montrer sa supériorité par l'exposition de son numéraire. La tradition de symboliser les « temples de l'argent » par une réplique du Parthénon date de là.

En vérité, Athènes monétise principalement l'argent, d'où l'identité historique entre monnaie et argent. Mais l'Asie mineure conservera le bimétallisme et même le tri métallisme initial de Crésus avec des monnaies en or, en argent, ou en électrum, avec un rapport relativement stable entre elles : l'or est à l'argent dans un rapport de 1 à 13 1/3. Le drachme, le statère et le siclé deviennent les unités de compte de la civilisation helléniques après avoir été des unités de poids.

Athènes ne monétisera l'or que rarement et dans des conditions d'urgence militaire. Vers 406, les sept statues d'or du Parthénon sont monnayées^[30], sous forme de Statère et de Tétradrachme avec un ratio 1/12 avec les équivalents en argent. Il faudra attendre 267-265 avant J.-C. pour qu'un second monnayage d'or soit organisé.

En revanche les mines d'argent du Laurion en Attique emploient en permanence entre 20 et 30000 personnes, principalement des esclaves, ce qui donne une idée de l'importance de la monnaie dans le monde hellénique^[31].

Alexandre le Grand, après Philippe II de Macédoine, enrichi par la conquête des mines du Mont Pangée, profite de la révolution monétaire qui permet de rémunérer des mercenaires pour financer de grandes armées qui conquerront toute l'Asie mineure jusqu'en Inde et en Égypte. Pendant tout son périple il identifie les mines d'or et d'argent et monte partout des ateliers de frappe de monnaie. La monnaie est le « nerf de la guerre », dès ses débuts. « Ce n'est pas Philippe mais l'or de Philippe qui prit les villes de Grèce »^[32] ... et d'ailleurs.

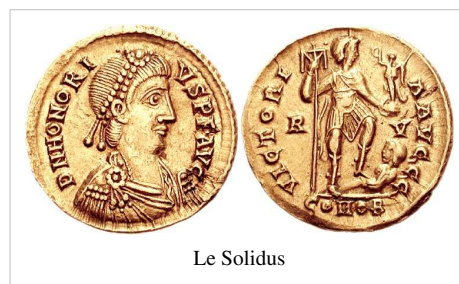
L'expansion de la monnaie métallique dans l'antiquité

La monnaie métallique gagne sur le modèle grec tout le monde antique, en dépit de certaines résistances comme celle de Sparte qui affichait son mépris pour la monnaie et un adversaire qui l'utilisait (la cité ne viendra à la monnaie qu'à partir du III^e siècle av. J.-C.) ou des Phéniciens, peuple pourtant de négociants qui attendront également quelques temps avant d'entrer dans le système.

Elle sera un élément central de la vie économique et politique de deux empires : Rome et la Chine.

Rome

Rome imita la Grèce en matière monétaire comme dans d'autres. Les premières monnaies furent d'argent et de bronze. Auguste utilisera l'or avec l'*aureus*. La difficulté à laquelle Rome fut confrontée est le manque de sources nouvelles et suffisantes de métal monétaire à l'exception de la montagne espagnole de Las Medulas qui fut proprement détruite dans un effort frénétique pour se fournir des quantités requises par le paiement des mercenaires (le site, conséquence géographique de la passion pour la monnaie, est classé au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco). Les dépenses militaires furent telles qu'il fallut se résoudre à de nombreuses dévaluations de la monnaie sous forme de changement des titres des pièces en métal précieux. La teneur en argent des pièces fondit littéralement au cours des siècles. Une réforme importante fut entreprise par Dioclétien qui créa une nouvelle unité monétaire : le *solidus* en or. Il le fit en volant de façon éhontée tout l'or des temples païens qu'il put trouver. Le *solidus* marqua les esprits et la langue française puisque de lui vient le *sol* ou le *sou*.



Le Solidus

Les manipulations romaines des monnaies leur ont valu une certaine mauvaise réputation auprès d'auteurs respectueux des canons de l'orthodoxie monétaire, au point que certains y ont vu une des sources de la chute de l'Empire romain. JK Galbraith^[33] ironisera sur ces raisonnements idéologiques en notant qu'après tous les romains réussirent à dominer le monde pendant des siècles avec et peut être grâce à une monnaie fondante.

La Chine

En Chine, on trouve très tôt l'utilisation d'outils métalliques comme intermédiaires dans des échanges (des couteaux et des hoes) ainsi que des lingots métalliques, notamment en argent. On ne passe à une véritable monnaie avec tous ses attributs qu'à compter du règne de Qin Shi Huangdi (221-210 av. J.C.), qui non seulement unifia la Chine et créa la grande muraille mais imposa aussi l'usage exclusif de la monnaie ronde à trou carré en cuivre qui survécut jusqu'en 1837. C'était une véritable monnaie: elle servait à payer les troupes et était acceptée pour payer l'impôt. La société l'utilisait sur les marchés sous forme de ligature de Sapèques encore que des formes non monétaires de règlements aient persisté jusqu'aux époques modernes, la forme monétaire connaissant à certaines périodes des éclipses importantes. Il n'y eut jamais assez d'or et d'argent pour frapper des pièces en ces métaux. Mais les gros commerçants restèrent fidèles au lingot d'argent à travers les siècles, la Chine étant une destination de choix pour ce métal.

Les monnaies métalliques au Moyen Âge

L'usage de la monnaie connaît une régression dans l'Europe du Haut Moyen Âge avec les restrictions au commerce et la mise en place presque partout de systèmes féodaux laissant peu de places aux libertés économiques. Les Mérovingiens utilisent la monnaie ancienne et abandonnent même la frappe nouvelle sur le modèle des anciennes pièces à des villes ou des monastères. Les Carolingiens sont moins laxistes et frappent monnaie ainsi que leurs successeurs. En 781, Charlemagne remplace les pièces anciennes par une nouvelle monnaie frappée en argent. L'unité de base reste le denier, mais un nouvel étalon apparaît : la livre qui vaut 240 deniers. Le sou, dont le prestige demeure grand, n'a plus d'existence propre mais devient un multiple du denier. On a ainsi : 1 livre = 20 sous de 12

deniers = 240 deniers.

Ce système monétaire restera en vigueur pendant mille ans. Il permettra une reprise des échanges commerciaux et une première renaissance économique.

En Asie mineure, la monnaie d'or reste en circulation pendant toute la durée de l'Empire d'orient. Le monde musulman, s'inspirant du monnayage parthe (III^e siècle), met en place un système monétaire trimétallique : le dinar d'or vient du syriaque denarius aureus, pièce d'or pour le nom et du solidus pour le poids. Le dirham est la drachme de l'antiquité et le fells, le follis de la haute époque byzantine. La grande réforme de 696 vit la refonte (au sens propre) totale des premières monnaies et la mise en place peu après de monnaies faisant référence à l'Hégire et au Coran.

Les aléas du bimétallisme de la renaissance à 1873

Au Moyen Âge, toutes les unités monétaires sont définies partout en référence à leur poids d'or ou d'argent. Sous réserves du contrôle de l'aloi, les monnaies peuvent être changées et substituées partout sur la base de leur poids d'or et d'argent. À partir du IX^e siècle, le commerce renaît avec des foires de plus en plus importantes. Des villes parviennent à obtenir des franchises et les marchands des latitudes par rapport aux seigneurs, aux princes et au clergé.

La banque naît, d'abord sous la forme de changeur puis rapidement sous celle de banque au sens moderne. Venise, républicaine et indépendante, devient la plateforme monétaire du monde. Son succès est basé principalement sur l'arbitrage entre les cours respectifs de l'or et de l'argent entre orient et occident. Elle assèche l'argent existant en Europe provoquant de nombreuses difficultés monétaires et par ricochet favorisant les manipulations monétaires. Les rois de France usent de tous les artifices pour fausser en leur faveur le rapport entre valeur nominale des monnaies et teneur en métal.

L'histoire monétaire devient celle de la production relative de l'or et de l'argent et des conséquences de la variation des taux d'échange entre ces deux métaux (ils varieront entre 1 à 7 et 1 à 12 pendant toute cette période). L'arrivée de l'or des Conquistadors a de profondes conséquences. Mais l'argent reste la monnaie principale en Europe. Le bimétallisme est de règle dans l'Union latine. La découverte massive de l'or du Klondike puis de nouvelle technique d'extraction de l'or qui permettent d'obtenir des rendements accrus en Australie et en Afrique du Sud entraînent une hausse spectaculaire de la production : de 1851 à 1860 on produit la moitié de tout l'or sorti de terre depuis 1500 ans (2000 tonnes contre 4000 tonnes^[34]).

Cet afflux entraînent de graves difficultés pour le bimétallisme or et argent à partir du milieu du XIX^e siècle. L'argent métal finira par être démonétisé, le passage au monométallisme d'or en 1873 aux États-Unis et dans tous les autres pays adeptes du bimétallisme dans les années suivantes, marquant la fin du processus au prix d'une crispation politique d'une rare intensité dans ce pays. Elle durera jusqu'à la guerre de 40, sous la pression des États américains producteurs d'argent.



Monnaies d'argent

La courte période de l'étalon-or

Article détaillé : Étalon-or.

L'étalon-or exclusif, pratiqué jusque là principalement par le Royaume-Uni, connaîtra une période de vie universelle relativement courte : 40 ans. L'argent reste en circulation comme pièces mais n'est plus étalon de valeur. Il s'agit d'un système international auto régulé qui marche effectivement comme la théorie le veut : quand un pays est en déficit commercial (croissance trop forte de sa consommation par rapport à sa production), il se vide de son or et le crédit se renchérit ; la consommation est poussée vers le bas, la production voit sa rentabilité croître et l'équilibre peut se rétablir. En sens inverse les économies recevant de l'or voient leur crédit augmenter ainsi que les affaires et les prix. Mais ces ajustements ne vont pas sans grincements et on leur impute la responsabilité des difficultés économiques sérieuses dont ils sont la conséquence^[réf. nécessaire]. Il n'y a pas ou peu d'inflation, ce qui permet un financement sain et assure la prospérité des épargnants ; une classe de rentiers peut exister. La révolution industrielle s'épanouit un peu partout en même temps que les banques et les bourses prennent de l'importance. Les crises spécifiques qui les affectent, comme la crise sévère de 1907 aux États-Unis, n'ont pas d'effet sur la valeur respective des monnaies. Le commerce international connaît un immense développement.



Lingot d'or

La guerre de 1914 signe la mort programmée de l'étalon or. Contrairement aux illusions, la guerre se révèle longue, couteuse et très nuisible à l'activité économique, donc aux bases fiscale et aux revenus des états. Le crédit international et la planche à billet sont mobilisés : les états belligérants suppriment la convertibilité des monnaies en or et en assurent la collecte auprès des particuliers. L'or quitte les coffres européens pour les pays fournisseurs et notamment les États-Unis, où les autorités fédérales mises en place en 1913 (en particulier la FED) tentent par tout moyen d'éviter que l'afflux d'or ne provoque un excès de création monétaire et d'inflation.

Au sortir de la guerre revenir immédiatement à l'étalon or signifierait prendre acte de l'appauvrissement colossal des belligérants et l'enrichissement (relatif) des États-Unis et autres pays fournisseurs (Argentine, etc.). Or, si le développement de l'économie américaine suscite un besoin de monnaie qui lui permet aisément d'absorber l'or européen, à l'inverse l'Europe fait face à un grave problème : impossible de rembourser en or les monceaux de dettes accumulés, mais impossible d'annoncer froidement aux épargnants qu'il ne reverront pas leur or (et qu'ils doivent se serrer la ceinture).

En 1922 (accords de Gênes) on met en place un système de change basé sur l'or mais de façon indirecte. Seuls la livre et le dollar sont réellement convertibles en or. Les autres monnaies ne sont convertibles qu'en dollar ou en livre, et ce, sous le contrôle de leur gouvernement respectif. Un tel système permet de faire comme si il y avait plus d'or en circulation qu'il n'y en a réellement, sur le même principe que celui des réserves fractionnaires des banques (plus de billets que d'argent en dépôt). Des dévaluations explicite (diminution du taux de change) ou implicite (inflation) complète le tableau, non sans douleur.

Le système de 1922 ne résiste pas très longtemps. La crise de 1929, la seconde guerre mondiale et chaque crise subséquente seront l'occasion de fuir en avant toujours plus loin dans la fiduciaisation de la monnaie. Les recettes sont toujours les mêmes : planche à billet, contrôle des changes, suspension de la convertibilité, dévaluation, retour à la convertibilité et assouplissement du contrôle des changes, avant le cycle suivant.

Dans le système de Bretton Woods, (juillet 1944), seul le dollar reste convertible en or (Gold Exchange Standard), et chaque pays contrôle la convertibilité de sa monnaie en dollar.

En 1971, la situation financière insupportable des Etats-Unis (notamment à cause des dépenses de guerre au Vietnam) conduisent le président Nixon à "suspendre" (en réalité mettre fin) la convertibilité du dollar en or.

En 1976, cent ans après la démonétisation de l'argent, la conférence internationale tenue les 7 et 8 janvier 1976 à Kingston conclue aux accords de la Jamaïque et entérine la disparition de l'or comme étalon monétaire, le cours des différentes devises devenant officiellement flottant.

Le change des monnaies entre elles

Le régime de change des monnaies entre elles dépend du système monétaire international et de la convertibilité des monnaies.

Une monnaie est dite inconvertible quand il est impossible de s'en procurer sur un marché libre. L'autorité monétaire se voit remettre les devises étrangères qu'elle convertit en monnaie locale selon sa règle propre. Elle délivre des devises à ceux qui veulent acheter à l'étranger ou s'y déplacer en fonction des disponibilités après que l'État s'est couvert de ses besoins. Un très grand nombre de monnaies sont aujourd'hui inconvertibles. Ce système est un frein majeur au commerce international. Lors de crises sérieuses une monnaie convertible peut cesser de le devenir temporairement. En France, le contrôle des changes a été rétabli temporairement pour la dernière fois par le gouvernement Mauroy, sous la présidence de François Mitterrand, après la mise en place du Programme commun de gouvernement et la fuite de capitaux qu'il a provoquée.

Le système monétaire international définit le régime des changes que les grands pays sont décidés à mettre en œuvre entre eux. Après l'échec successif du *Gold Standard* après la guerre de 1914, puis du premier Gold exchange standard mis en place à Athènes en 1922, puis finalement du Gold Exchange standard institué par les accords de Bretton-Woods en 1944, les accords de la Jamaïque en 1976 ont défini un système de flottement généralisé des monnaies.

Le cours des monnaies s'établit sur un marché particulier où les États, les banques, les entreprises et les particuliers peuvent intervenir. *Sur l'organisation et l'évolution du marché des changes depuis 1973, voir notamment : Forex et Dollar US.*

Cette organisation de change est une nouveauté qui pose de nombreuses difficultés théoriques et pratiques.

Le dollar est en fait la monnaie principale. Son cours a fait le yoyo depuis 1971, s'effondrant dans un premier temps, puis revenant à des sommets à partir de 1997 avant de retomber très bas en 2002. Ces variations qui vont du simple au double sont néfastes au commerce et provoquent de la part des industriels des critiques vives dès que leur monnaie devient forte. Elles posent de graves difficultés aux « petites monnaies », qui peuvent perdre beaucoup de valeur et contraindre les autorités financières locales à monter très haut les taux d'intérêt pour éviter une chute catastrophique. Les petits pays cherchent à échapper à cette difficulté en utilisant différentes solutions comme la caisse d'émission, la dollarisation, les systèmes de monnaies pivots (peg), avec des résultats mitigés.

L'histoire récente des changes flottants est marquée par une suite de crises financières et économiques :

- crise dite « choc du pétrole » de 73-74 ;
- crise des dettes souveraines de 81-85 (à la suite de prêts massifs au tiers monde en recyclage des pétro-dollars générés par la hausse massive des cours du pétrole), dite aussi crise Tequila ;
- crise des Savings and Loans banks et des « obligations pourris » aux États-Unis à la fin des années 1980 ;
- crise de 91-93, première récession depuis la guerre de quarante ;
- crise de 98 dite « des pays émergents » ;
- crise de 2001-2002 dite des « nouvelles technologies » avec une chute boursière impressionnante (en France le CAC passe de près de 8000 à 2700) ;
- crise depuis 2007, dite des *subprimes*.

La création de l'Euro, c'est-à-dire d'une monnaie réellement transnationale gérée par une banque centrale indépendante des États, marque aussi une étape importante de l'évolution des régimes de changes. Pour les Européens cela signifie que leur monnaie n'a plus de caractère symbolique national, n'est plus gérée par leur gouvernement et permet de réaliser librement toutes opérations financières sans risque de change dans la zone

monétaire de l'euro dite « Euroland ». Seize pays sont actuellement dans l'Euroland.

Le refus de la Constitution européenne qui proposait de constitutionnaliser la monnaie européenne et ses institutions et les tentatives pour surmonter cet échec montrent l'importance de la monnaie comme thème politique.

Théories économiques

La pensée sur la monnaie traduit depuis toujours les oscillations de la pensée économique entre une approche théorique, neutre, conforme aux exigences de l'approche scientifique, quantifiée et cherchant à isoler des objets précisément et clairement définis, et permettant de définir des lois vérifiables, et des soucis doctrinaux largement liés aux intérêts des acteurs économiques, faisant intervenir des considérations éthiques, politiques et sociales, affirmant des attitudes et imposant des jugements et des politiques.

Comme toute science, la théorie économique cherche à établir des liens entre les grandeurs qu'elle définit :

- Monnaie et prix (inflation et déflation)

C'est la théorie la plus ancienne, la plus débattue, la plus perfectionnée et la plus modélisée, sous le nom de théorie quantitative de la monnaie et des prix.

- Monnaie et croissance
- Monnaie et cycles économiques
- Monnaie et salaires
- Monnaie et formation de capital
- Monnaie, change et taux d'intérêt

Les balbutiements

« Les premières réponses constituaient des vues doctrinales, des règles juridiques, des préceptes moraux et des recettes politiques » (Alain Barrère, Histoire de la pensée économique). Le normatif l'emporte le plus souvent sur l'analyse.

Aristote d'abord dans *La Politique*, puis dans *l'Éthique à Nicomaque* propose une vision fonctionnaliste de la monnaie, mais également philosophique et morale. La poursuite du gain d'argent pour lui-même, la chrématistique, est néfaste. Dans l'échange monétaire, l'important ce n'est pas la monnaie. La monnaie est en elle-même stérile.

Caton et Varron, assez représentatifs de la mentalité romaine, placent l'agriculture au-dessus du commerce et condamnent le prêt à intérêt, donc le commerce de l'argent, même si dans la pratique (non théorisée), les *monetarii* font le commerce de l'argent et pratiquent le prêt à intérêt, en même temps que les autorités manipulent les monnaies.

Les canonistes médiévaux posent la question du bien commun, notamment à travers les travaux de saint Thomas d'Aquin et de ses réflexions sur la nécessité de la propriété privée, essentielle à l'apparition d'un droit monétaire individualiste, et de la recherche du juste prix dans les échanges. Ils se rangent aux conceptions d'Aristote sur la stérilité de la monnaie et interdisent conformément au dogme théologique le prêt à intérêt, interdiction qui entre dans le droit civil pour des siècles. La possibilité de la monnaie d'aider la spéculation, déjà entrevue et condamnée par Aristote, génère une méfiance séculaire, source de nombreuses interdictions. Le prêt à intérêt ne sera pratiqué pendant longtemps que par les Syriaques (chrétiens d'orient) et plus tard par les Juifs.

Nicolas Oresme, évêque de Lisieux, précepteur et conseiller de Charles V, publie en 1366 « *de origine natura, jure et mutationibus monetarum* » qui est le premier texte de politique monétaire destiné au Prince. Il explique le rôle de la monnaie et l'amoralité de ses altérations. Il donne une première analyse des conditions de fonctionnement d'un système bimétallique.

Le mercantilisme et la monnaie

Les conceptions mercantilistes dominent de 1450 à 1750. Contemporaines de l'émergence des grands États modernes, de la réforme religieuse, d'une montée des échanges et de la production, de la découverte des Amériques et des Indes, d'un gonflement de la richesse mobilière plus rapide que celui de la richesse liée à l'exploitation de la terre, elles posent la question de la richesse du Prince donc de celle de la nation.

Avec l'abondance des métaux précieux en provenance des mines d'Amérique du Sud se posent de nombreuses questions comme la relation entre cette abondance et la hausse des prix très forte que l'on constate partout en Europe, le bien fondé des politiques commerciales qui laissent s'échapper le métal à l'étranger et donc la question de l'accumulation ou de la circulation des espèces. Ces réalités conduisent à une intense réflexion sur le rôle des monnaies et la législation qui s'impose aux échanges monétaires.

Des thèses font valoir que le marchand est puissant parce que riche d'espèces monétaires et que la puissance du prince est d'accumuler également les signes monétaires pour financer ses ambitions. D'autres soulignent qu'il s'agit d'une illusion, l'illusion chrysohédonique, et que la vraie richesse est ailleurs.

Au XVI^e siècle, Copernic donne la première formulation de la théorie quantitative de la monnaie : « la monnaie se déprécie quand elle devient trop abondante », qui sera reprise par l'École de Salamanque et développée par Jean Bodin, qui publie en 1568 « Réponse à M. de Malestroit » puis au XVII^e siècle par John Locke et David Hume. Thomas Gresham donne son nom à une loi qui restera célèbre : l'abondance monétaire artificielle créée par des altérations politiques est une illusion car la « mauvaise monnaie chasse la bonne ». En fait c'est Copernic qui l'avait formulée d'une façon explicite un siècle plus tôt : « Une plus grande faute, consiste à introduire à côté d'une ancienne bonne monnaie, une nouvelle monnaie mauvaise, car, non seulement celle-ci déprécie l'ancienne, mais, pour ainsi dire, elle la chasse. »^[35]

L'activité manufacturière considérée dans un premier temps comme le moyen d'accumuler de la monnaie, par un renversement de point de vue remarquable, devient un objectif per se, la monnaie abondante et peu chère en étant le moyen. Ces conceptions triomphent notamment en Angleterre et dans ses colonies à la fin du XVI^e siècle et au début du suivant. Elles peuvent se résumer par cette règle : l'abondance de la monnaie et un taux convenable d'intérêt sont deux facteurs du développement de l'activité. Ce sont ces conceptions qui conduiront à la constitution de banque d'émission des billets comme complément et finalement substitut des monnaies métalliques.

Mais pendant toute la période des idées contraires sont proposées : Antoine de Montchrestien (1576-1621) publie en 1615 son « traité d'économie politique », imposant le nom de la nouvelle discipline, qui défend le nationalisme économique, les restrictions au commerce et exprime une grande méfiance vis-à-vis de l'excès de monnaie qui hausse les prix et déséquilibre les échanges extérieurs. Il souligne la nécessité d'une intervention forte de l'État.

Les débuts de la science économique et la formation d'une doctrine monétaire orthodoxe

Alors que le mercantilisme et notamment le bullionisme voyaient dans la monnaie l'essence même de la richesse, les physiocrates et leurs successeurs jusqu'à la fin du XIX^e siècle mettent l'accent sur sa fonction de moyen d'échange et réservent la dénomination de « richesses » aux seuls biens réels.

François Quesnay, Cantillon, Turgot, Adam Smith, JB Say, Ricardo, John Stuart Mill, ... les grands auteurs de la science économique de l'époque, s'accordent sur les positions suivantes :

- La seule vraie monnaie est la monnaie métallique. Les billets de banques et les dépôts ne sont pas de la monnaie, mais des substituts ou des dérivés, Irving Fisher dira des « succédanés ».
- La création monétaire a pour effet d'une part d'altérer le niveau général des prix, et d'autre part de transférer des richesses vers ceux qui reçoivent cette monnaie au détriment de tous les autres (effet Cantillon), ce qui n'est pas souhaitable.

La théorie quantitative de la monnaie de Bodin étendue par Ricardo devient officielle et la seule enseignée. Marx aussi abonde dans ce sens en déclarant que la monnaie est un leurre qui cache la réalité des phénomènes de

domination.

Ces positions ont été interprétées par certains commentateurs du XXe siècle comme un désintérêt pour les questions monétaires, qui auraient été éliminées du courant principal des réflexions, alors qu'en réalité tous les auteurs ci-dessus leur consacrent plusieurs chapitres de leurs ouvrages. Ces mêmes commentateurs prêtent aussi aux auteurs du XIXe siècle l'idée que la monnaie serait « neutre », alors qu'au contraire ils analysent en détail, pour les dénoncer, les effets des variations de la masse monétaire. Ce n'est que chez Walras que la monnaie disparaît complètement du raisonnement économique.

Cette doctrine atteint son apogée entre 1873 et 1913 avec la généralisation de l'étalon or partout en Occident et l'achèvement du mouvement d'établissement des banques centrales avec la création du système de réserve fédéral américain en 1913.

Avant que la guerre de 1914 puis la crise de 1929 remettent en cause cette orthodoxie, divers auteurs en contestent l'essentiel. Par exemple, selon Malthus une hausse de la circulation monétaire est favorable à l'activité et à l'emploi.

Clément Juglar (1862) met en évidence un cycle économique qu'il explique par le dérèglement du crédit.

La démonétisation de l'argent au profit exclusif de l'or conduit à de très nombreuses protestations politiques ou théoriques fondées essentiellement sur l'affirmation que la réduction de la quantité de monnaie est néfaste aux affaires. L'abondance monétaire est mieux assurée avec deux métaux. Milton Friedman, bien plus tard, donnera sa caution à cette thèse dans son livre « Money mischief ».

Les nominalistes contestent que la monnaie ne puisse être que métallique et que sa valeur soit intrinsèque. Marcel Mongin en 1887 affirme que la monnaie est un « bon d'achat », en terme moderne une créance sur l'économie et qu'elle peut s'exercer par tout support ad hoc bien géré. F. Knapp établit que la monnaie ne se manifeste pas seulement par sa *Wert* (pouvoir d'achat), mais aussi par sa *Geltung* (pouvoir libérateur à l'égard des dettes contractées précédemment) ; pour lui c'est l'État qui fixe la *Geltung* et le marché la *Wert*.

Joseph Schumpeter en 1911 dans « théorie de l'évolution économique » met en avant le rôle des entrepreneurs et signale que l'expansion du crédit, donc de la monnaie, est indispensable à l'investissement donc à l'activité et la croissance. La monnaie cesse d'être neutre et devient une condition de l'expansion économique.

Knut Wicksell observe pour sa part qu'à la fin du XIX^e siècle les prix restaient déprimés alors que les taux d'intérêt étaient très bas. Il démontre la contradiction entre la loi des débouchés de Say, et la théorie quantitative de la monnaie (formulée par Irving Fisher) à laquelle il s'oppose. Il fait apparaître des notions nouvelles comme les contradictions possibles entre le marché des biens de consommations et celui des biens de production et les effets cumulatifs, un trouble initial pouvant prendre une ampleur cumulative et s'aggraver de façon accélérée.

Bertrand Nogaro constate que le prix des métaux dépend du fait qu'ils sont ou non monétisés. Donc la valeur de la monnaie n'est pas liée à une valeur intrinsèque du métal. La démonétisation de l'argent, contemporaine de ses écrits, lui en donne une ample confirmation. La monnaie n'est pas « une marchandise ordinaire ». En même temps il prouve que la hausse des prix en cas d'abondance monétaire n'est ni générale, ni uniforme, ni inconditionnelle.

Les troubles monétaires après la guerre de 1914 et la montée du keynésianisme

La première guerre mondiale et industrielle avec ses énormes prélèvements en hommes et en richesses en même temps que la déstabilisation totale des relations économiques internationales qu'elle provoque, va signer l'échec des pratiques issues des doctrines dominantes avant guerre et provoquer un renouvellement complet de la pensée monétaire. La main passe aux partisans de l'activisme monétaire et au delà de l'interventionnisme des États.

Les États après guerre ne parviennent pas à rétablir l'étalon or et doivent faire face à des crises multiples (hyperinflation en Autriche et en Allemagne), récession de 1921 aux États-Unis et dans une grande partie du monde, en même temps que des guerres et des révolutions continuent un peu partout. La conférence d'Athènes au début des années 1920 met en place un système de Gold Exchange, qui fonctionne mal. La tentative de restauration de la monnaie anglaise sur des bases surévaluées provoque une récession. On parle encore « d'assainissement » des diverses monnaies quand la crise de 1929 survient et prouve l'incapacité des banques centrales à éviter la récession. Pour certains ^[36] elles ont même eu une certaine propension à l'aggraver.

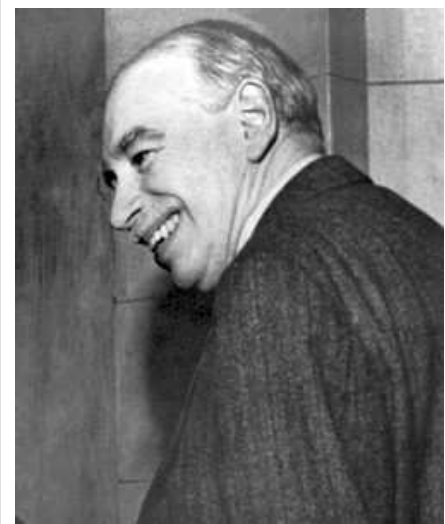
Sur les ruines du modèle prévalent en 1900 s'installe une nouvelle orthodoxie autour de l'œuvre majeure de John Maynard Keynes : « théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie » publiée en 1936, trop tard pour être d'un intérêt pratique pour sortir de la dépression, mais dont la propagation rapide en fera le guide des politiques économiques d'après guerre. Keynes fait valoir que la loi de Say (pour simplifier : l'offre fournit les moyens de sa propre demande) est fautive et qu'on peut aboutir à des situations de chômage par insuffisance de la demande globale. L'action par les taux d'intérêt pour ranimer la conjoncture est inefficace et il faut une politique macro économique conduite par les gouvernements pour assurer le plein emploi.

Ces idées devenues dominantes à travers le monde conduiront à une extension ininterrompue et massive de la place de l'État dans l'économie et à une hausse corrélative des impôts, de la dépense publique et de la dette publique. En France, par exemple, en 2006, la dépense publique est supérieure à la valeur ajoutée des entreprises du secteur marchand ^[37]. Ce mouvement général dans les économies développées suscitera une réaction conservatrice.

Les changes flottants et la domination des idées de Friedman

La période de croissance continue et d'inflation modérée appelées «les trente glorieuses » construite sur les idées keynésiennes s'arrête après la crise mondiale de 1973-1974, la plus dure depuis la guerre, et la période de stagnation et d'inflation, appelée stagflation, qui s'en suit pendant une dizaine d'années. L'échec de toutes les « relances keynésiennes » dans les années 1970 conduit à un retour en grâce des thèses monétaristes sur la base des travaux de l'école autrichienne, très influencée par l'hyperinflation autrichienne qui a suivi la fin de la guerre de 1914 et qui précédera celle de l'Allemagne. Elles cherchent à montrer que l'État en matière monétaire ne sait guère faire mieux que provoquer des crises.

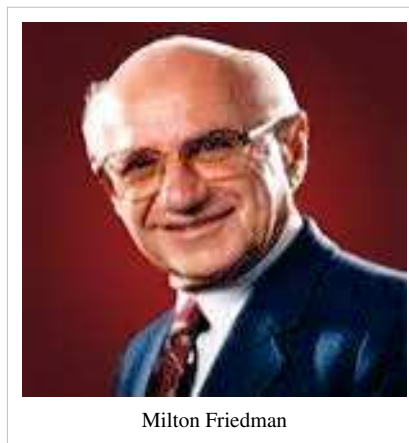
Carl Menger reconnaît le rôle central de la monnaie et décrit son invention comme celle d'un ordre spontané. Les différents moyens d'échange primitifs ont été progressivement supplantés par ceux qui étaient les plus durables, les plus commodes à utiliser et dont la valeur était la plus pérenne à cause de leur rareté, c'est-à-dire les métaux précieux. Toutes les fonctions de la monnaie sont des aspects ou des conséquences de sa fonction de moyen d'échange. Cette attitude cohérente avec celle des classiques est développée par les économistes de la tradition autrichienne, dont Ludwig von Mises qui voit dans la création excessive de monnaie et de crédit par l'État l'origine unique des crises économiques.



John Maynard Keynes

Ils sont relayés par les écrits éloquentes de Milton Friedman et des économistes de l'école de Chicago. Ils dénoncent comme illusoirs les politiques de relance monétaire et intenable les changes fixes.

Ces conceptions ont conforté le système de changes flottants qui s'est instauré de facto depuis l'explosion du système de Bretton-Woods en 1971 et les politiques libérales de dérégulation financières et monétaires qui ont été largement mises en place ultérieurement, en dépit de protestations théoriques vives comme celle du Français Maurice Allais qui critique les changes flottants et les risques d'une nouvelle crise globale de crédit : « Ce qui doit arriver arrive », écrit-il.



Milton Friedman

Les incertitudes actuelles

La crise bancaire et monétaire qui se développe depuis l'été 2007 est traitée par des moyens monétaires (l'injection massive de liquidité) et macro économiques (déficit record, plan de relance d'investissement, distribution de pouvoir d'achat par baisses fiscales) qui font l'impasse sur les thèses de Milton Friedman et remettent les thèses de Keynes au premier plan.

Dans un contexte de changes flottants, de mondialisation quasi-totale des échanges et de perfectionnement des produits financiers, la théorie monétaire, largement émiettée, ne permet pas de préjuger de leur validité.

Les grandes querelles politiques autour de la monnaie

La querelle entre *banking principle* et *currency principle*

La question est : quelles sont les règles à appliquer à l'émission des billets de banque ? La querelle se produit en Angleterre, d'abord en 1810 quand la banque d'Angleterre suspend la convertibilité en métal de ses billets, puis dans les années 1840 à la suite d'une crise bancaire qui a vu la faillite de plusieurs banques, puis encore, aux USA, dans les années 1870 à propos des "greenbacks" (Demand Note et United States Note).

Le *currency principle* dispose que les billets remplacent les monnaies métalliques 1 pour 1. Tout billet émis peut donc être converti sans aucune difficulté ce qui assiera la confiance et permettra de bénéficier des avantages du billet sans les risques d'insolvabilité des banques que l'on constate.

Le *banking principle* considère que l'émission des billets doit être ajustée au besoin de l'économie qui, si elle est contrainte par le faible accroissement des ressources en métal, ne sera pas optimale. Selon cette doctrine, le fait que le public a toujours la faculté d'exiger le remboursement en or des billets suffit à en garantir la valeur, pourvu toutefois que les actifs de la banque, non seulement en or, mais aussi sous n'importe quelle autre forme (doctrine des effets réels) restent suffisants.

La loi de 1844, le *Banking Act*, tranche la querelle au profit du *currency principle*, du moins en théorie puisqu'en pratique à chaque crise des mesures d'exceptions seront adoptées.

La démonétisation de l'or et de l'argent a rendu cette querelle très inactuelle, elle subsiste néanmoins sous la forme de la question de la garantie des dépôts et du niveau de réserve (en monnaie banque centrale) qu'on exige des banques.

La querelle autour de la démonétisation de l'argent métal

L'argent métal est démonétisé aux États-Unis en 1873, dans le cadre d'un mouvement international qui verra la fin du bimétallisme au profit de l'étalon or. La question agite fortement la vie politique américaine au point qu'un « parti de l'argent » est constitué qui aura un rôle dans toutes les élections présidentielles et législatives de la fin du XIX^e siècle appuyé par les états producteurs de ce métal.

La querelle durera jusque dans les années trente où Roosevelt remonétise partiellement l'argent, provoquant une raréfaction en Asie qui mettra en difficulté le régime chinois de Tchang Kai Check et favorisera involontairement la révolution communiste ^[38].

Milton Friedman ^[39] donnera raison rétrospectivement aux partisans du bimétallisme en montrant que la raréfaction de monnaie due à la disparition de l'argent monétaire explique pour une partie importante la récession qui a suivi.

La querelle américaine autour de la création d'une banque centrale

Les questions monétaires ont toujours agité les États-Unis. Après l'épisode d'hyperinflation des billets du Congrès on ressent le besoin d'une émission monétaire un peu mieux contrôlée. Une banque des Etats-Unis est créée en 1791 par Alexander Hamilton, dont la charte est temporaire 20 ans. ^[40] Elle ouvre huit succursales, sert de dépôt pour les fonds de l'État, assure les transferts d'un bout à l'autre des États-Unis et joue le rôle de payeur général des dépenses publiques. Elle émet des billets convertibles en or ou en argent. Ces billets ne perdirent pas de leur valeur et "connurent l'estime générale" ^[38].

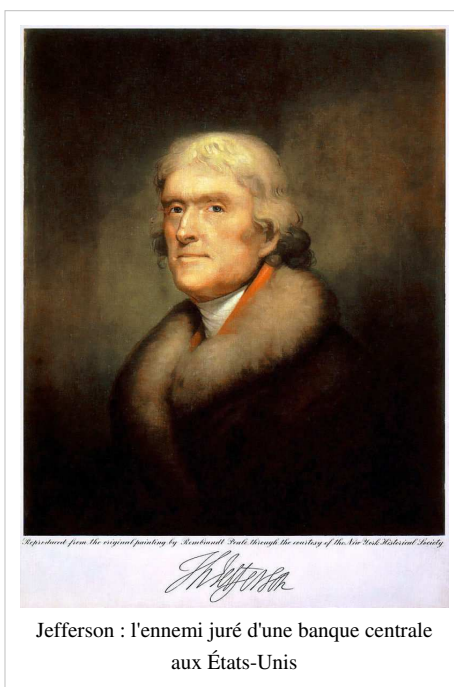
La Constitution américaine définit strictement la monnaie et donne au Congrès (Sénat et Chambre des représentants réunis) la responsabilité des questions monétaires. Une grande querelle politique s'installe lorsqu'il s'agit de renouveler ou non la franchise de la banque. Menée par Jefferson l'opposition au renouvellement gagne. Une seconde Banque des Etats-Unis voit le jour peu de temps après. Cette fois là c'est le Président Andrew Jackson qui l'étouffera.

L'idée d'une banque centrale s'effacera pour longtemps (80 ans).

L'avis de Jefferson était sans nuance : « J'ai toujours été l'ennemi des banques : non de celles qui acceptent des dépôts mais bien de celles qui vous refilent leurs billets de papier, écartant ainsi les honnêtes espèces de la circulation. Mon zèle contre ces institutions était tel qu'à l'ouverture de la Banque des Etats-Unis je m'amusais comme un fou des contorsions de ces bateleurs de banquiers cherchant à arracher au public la matière de leur jongleries financières et de leurs gains stériles. » ^[41]

Les banques se développeront à un rythme échevelé, surtout dans la seconde partie du XIX^e siècle. Par exemple la Wells Fargo ouvre 3500 succursales entre 1871 et 1900. Les Westerns rendent compte de cette frénésie bancaire en montrant que dans tout village qui se crée se monte aussitôt un relais de diligence, un saloon et...une banque. Il est vrai que les colons qui accèdent à un lopin de terre n'ont pas de ressources. La banque les leurs fournit, avec la terre comme garantie et les résultats d'exploitation comme source de remboursement. Il faudra attendre la crise de 1907 qui verra de nombreuses faillites de banques pour que l'idée d'une banque centrale assurant la fonction de « prêteur de dernier ressort » prenne corps à nouveau ^[42].

Mais les préventions sont telles qu'on lui donne un nom neutre (Système Fédéral de Réserve, dit familièrement FED) et on crée dans plusieurs régions (states) un établissement similaire avec de larges pouvoirs. Ce n'est que bien après



le déclenchement de la crise de 1929 et la faillite de plus de 9000 banques que la FED obtint de Roosevelt en 1935 tous les pouvoirs d'une véritable banque centrale (1929 : 659 faillites de banque, 1930 : 1352, 1931 : 2294 ; fin 1933, près de la moitié des banques avaient disparu car 4004 banques firent faillites cette année-là). Mais ce n'est pas à la FED que l'on doit l'arrêt des faillites bancaires mais à la Société Fédérale D'assurances des dépôts qui offrit une garantie d'État aux déposants. En 1934, 62 banques cessèrent leur paiement. La crise bancaire était terminée.

Note : Cette situation se répétera en 2008 où après la crise de confiance suivant la chute des bourses et la faillite de Lehman Brothers, ce sont les États qui déclarèrent garantir les déposants pas les banques centrales.

La querelle de l'Euro

Le projet entièrement nouveau historiquement de créer une zone monétaire unifiée plurinationale en Europe a été une source de tensions politiques extrêmement fortes qui ont fait naître de très fortes divisions au sein des partis de gouvernement dans tous les pays concernés.

Les souverainistes ont expliqué que la monnaie était un attribut fondamental de la nation qui ne pouvait être transféré et que l'abandon de la souveraineté monétaire signifiait l'abandon de la souveraineté tout court.

L'extrême-gauche fit campagne pour dénoncer le projet d'euro comme une concession au « néolibéralisme » et privait l'État de toute politique monétaire rejoignant curieusement les affirmations d'une de leur bête noire, Milton Friedman, qui répond dans le n°53 de Géopolitique au printemps 96 à la question « Croyez-vous à la possibilité d'une monnaie unique en Europe » par ces mots : « Pas de mon vivant en tout cas. Pas plus en 97 qu'en 99 ou en 2002 ! »

Les désordres monétaires en cours ont plutôt conforté le désir de rejoindre une zone monétaire large comme celle l'Euro que celui d'en quitter la protection. Les difficultés extrêmes que connaît l'Islande portent à réfléchir des pays comme la Hongrie ou certains pays baltes qui ont dû pousser leur taux d'intérêt très haut au détriment de leur économie pour éviter le naufrage de leur monnaie. Éviter le retour de situations de ce genre pèsera nécessairement sur le débat pour l'adoption de l'Euro par la Hongrie. La situation est la même notamment au Danemark et en Pologne.



Billets en Euro

Les grandes crises monétaires

Une crise est spécifiquement monétaire lorsque l'épargne conservée en monnaie perd tout ou partie de sa valeur soit à la suite de la disparition des dépôts ou des titres de placements monétaires, soit parce que la valeur nominale de l'unité monétaire perd massivement de son pouvoir d'achat.

Lorsque la monnaie était métallique, ce genre de crise était possible en cas d'afflux massif de métal précieux sans contrepartie économique, suite à une expédition militaire particulièrement réussie (cas de l'Espagne suite à la conquête de l'Amérique) ou, plus rarement, suite à un boom minier. Inversement il pouvait se produire une raréfaction du métal pour la raison symétrique (paiement d'un énorme tribut, pillage) ou suite à une crise de confiance induisant une thésaurisation de précaution massive.

Aujourd'hui les crises ne sont plus physiques et prennent la forme d'une perte massive de confiance.

On en distingue plusieurs types :

La panique bancaire

Les déposants se ruent à leur banque pour retirer leurs dépôts, récupérer physiquement leur monnaie sous une forme sûre (selon le cas, monnaie métallique ou monnaie légale). Si la banque fonctionnait selon le *currency principe* (Cf supra), rien ne se passerait. Mais si la banque fonctionne selon le *banking principe* (comme c'est le cas de nos jours), elle a prêté à d'autres l'argent mis en dépôt chez elle et elle est incapable de rembourser à vue : c'est la faillite assurée. Sauf intervention d'un sauveteur.

Dans une situation normale, de par les revenus qu'ils procureront, les prêts consentis par la banque (avec les dépôts qu'il s'agit de rembourser) ont une valeur supérieure à ces dépôts. Ils peuvent attirer un acheteur de la banque (qui est sauvée en échange de son indépendance) : une autre banque plus grosse, un assureur, voire un état (nationalisation). Ils peuvent aussi servir de garantie à un prêt (même type d'intervenants, plus la banque centrale dont les ressources sont sans limite puisqu'elle dispose de la planche à billet, les billets émis à cette occasion pouvant être détruit dès le prêt remboursé).

Si une opération de sauvetage n'a pas lieu (par exemple le portefeuille de prêts n'est pas, ou ne semble pas, de valeur suffisante pour attirer un acheteur ou un prêteur), la banque fait faillite. Comme selon toute probabilité la banque a elle-même des dettes chez d'autres banques, celles-ci sont fragilisées et peuvent à leur tour devenir victimes d'une panique, éventuellement avec un effet boule de neige capable de dévaster entièrement le système bancaire d'un pays en quelques mois. C'est une des composantes du "risque systémique". Une telle éventualité est trop grave pour être prise à la légère par les états.

La panique est consubstantielle à l'application du *banking principe*, c'est à dire à l'existence des banques, et il s'en produit encore de nos jours (exemple de la banque Northern Rock au Royaume Uni). Mais avec le temps les exigences en terme de réserve ont baissé, ce qui rend à la fois plus probables et plus grave les phénomènes de paniques.

La réduction des exigence en réserve en fond propres fait système avec la garantie des dépôts (au moins pour un montants connus à l'avance) par les états : cette garantie réduit les risques de panique (si l'éventuelle faillite de la banque n'a pas d'effet sur les avoirs des déposants, il n'est pas nécessaire de courir retirer ses fonds), et inversement elle rend possible une réduction des fonds propres (puisque la panique n'a pas de raison de se produire, il n'est pas nécessaire de prévoir les moyens d'y faire face).

L'hyperinflation

L'hyperinflation est une situation où les prix montent à très grande vitesse et la spirale s'achève quand la monnaie ne vaut plus rien. En fin de scénario les billets peuvent atteindre des montants vertigineux se comptant en dizaines ou centaines de milliards.

Au XVIII^e siècle, les assignats en France au début de la Révolution, et les billets de la Convention aux États-Unis pendant la révolution furent des hyperinflations. Au XX^e siècle, on connut l'hyperinflation autrichienne suivie de l'hyperinflation allemande au début des années 1920. Au XXI^e siècle, on connut l'hyperinflation au Zimbabwe jusqu'à mi-2009.



Un billet de 5 milliards de marks en 1923

La rupture du système de change

L'exemple le plus récent est l'explosion du système de caisse d'émission monétaire (currency board) argentin au début des années 2000. Le système assurait une parité entre le Peso et le Dollar. Il avait permis de restaurer la convertibilité de la monnaie, la stabilisation des prix, l'investissement étranger et une forte croissance initiale. Mais la forte remontée du dollar allait provoquer la crise des pays émergents et mettre à mal les monnaies les plus fragiles.

Le Réal brésilien argentin est dévalué fortement fin 1999, alors qu'il s'agit du pays qui a les plus grosses relations économiques avec l'Argentine. Le pays est engagé dans une déflation douloureuse et confronté à un assèchement de liquidité. Certaines provinces argentines produisent des monnaies de substitution (comme l'argentino) en même temps que les dollars fuient le pays ou surtout n'y entrent plus.

Les comptes des argentins sont bloqués dans un « corralito » puis autoritairement dévalués. Les comptes en dollars sont convertis de force en comptes en pesos avec une forte décote. Les épargnants perdent une part très importante de leurs avoirs ainsi que les investisseurs étrangers.

La rupture du marché interbancaire : cas des CDO (Collateralised Debt Obligation)

Les CDO sont des dettes en général immobilières du marché américain qui ont été rassemblées puis transformées en titres, découpées en mini blocs notés par les agences de notation et vendus aux enchères sur le marché de gré à gré des produits quasi liquides. Elles ont été intégrées en masse dans les placements monétaires « dynamiques » par des intermédiaires financiers qui ont ainsi dopé un temps le rendement de la trésorerie de particuliers comme d'entreprises. En juillet 2007 ces titres se sont révélés invendables et ont perdu l'essentiel de leur valeur provoquant des pertes directes et massives de trésorerie et bloquant le marché interbancaire.

La panique bancaire américaine de 1907 offre également un exemple de rupture majeure du marché interbancaire.

Gravité des crises monétaires

Quelle qu'en soit la forme, les crises monétaires sont les plus graves car elles provoquent un collapsus général et immédiat de pans entiers de l'économie.

En Argentine, la perte de l'épargne monétaire entraînera une récession catastrophique avec un recul du PIB de 46.1% en 2002 et une très forte montée de la pauvreté.

Au Zimbabwe, il n'y a pratiquement plus d'économie. Le journal Le Monde du quatre décembre 2008 indique : « L'inflation atteint officiellement 231 millions pour cent. L'eau vient d'être coupée à Harare. Une épidémie de choléra touche 9 provinces sur 10 ». 11071 cas de choléra ont coûté la vie à 425 personnes. « Des groupes de soldats se sont attaqués à des changeurs ». L'armée, non payée, commence à piller les magasins. De tels événements démontrent à quel point la monnaie est symptomatique d'un régime et démontrent les dégâts éventuellement mortels de l'absence de monnaie saine.

En Autriche et en Allemagne le traumatisme sera tel que la BUBA, la banque centrale allemande aura toujours une politique extrêmement conservatrice, fuira tout risque d'inflation au point de faire capoter les accords de Bretton Woods en 1971 pour éviter les conséquences d'une arrivée inflationniste de dollars et finalement imposera son état d'esprit à la Banque Centrale Européenne (BCE).

L'un des désagréments de la crise économique mondiale en cours est qu'elle est très largement monétaire donc sévère.

Amateurs et contempteurs de la monnaie

Les amateurs

La fonction d'échange que permet les monnaies est le seul garant de la paix dans le monde^[43] et la fin de la monnaie fiduciaire conventionnelle, que l'on entend par pièces ou billets, pourrait être la cause de nouveaux conflits sociaux sans précédents^[44]. Un retour à la valeur refuge des monnaies métalliques telles que l'or et de l'argent apparaît dans ce cadre inéluctable.

Les numismates

Les numismates collectionnent et étudient les formes circulantes de la monnaie (pièces et billets). La recherche numismatique a permis de comprendre l'émergence des monnaies, leur diffusion, leur technique de production, leur manipulation. Même si l'aspect artistique et le goût de la collection priment, il ne faut pas négliger la contribution de la numismatique à l'histoire économique. L'investissement en pièces d'or est aussi un acte de précaution contre la dévaluation des monnaies et le risque de défaillance bancaire généralisée.

Les historiens

L'étude de la monnaie permet aux historiens et aux archéologues de dater des sites, d'identifier la succession des régimes, et de dimensionner les flux économiques du passé, tout en clarifiant les sphères d'influence.

Les faux-monnayeurs

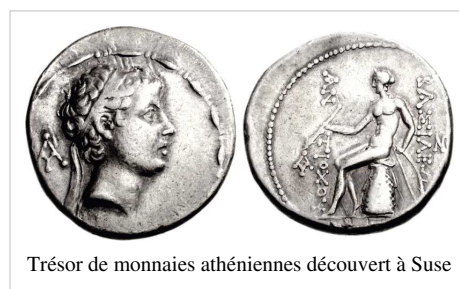
Article détaillé : Faux-monnayage.

Le faux-monnayage a commencé dès la création de la monnaie. La première fraude connue à ce jour, repérée en Lydie, fut pratiquement contemporaine de la création de la monnaie métallique.

Il a longtemps été sanctionné par la peine capitale. Partout, encore de nos jours, la sanction du faux monnayage reste très élevée dans l'échelle des peines, proche de celle encouru pour un meurtre. Certains billets qui portèrent un temps la promesse d'un remboursement finirent par n'afficher que les sanctions encourues en cas de faux monnayage.

Le développement des techniques de numérisation et d'impression couleur ont créé un risque nouveau qui a obligé les banques centrales à mettre en œuvre des techniques de plus en plus complexes pour contrer les tentations offertes par la facilité de la photocopie des billets. Le passage à l'Euro a permis en Europe de supprimer des coupures qui étaient devenues trop faciles à imiter. La généralisation chez les commerçants de dispositifs permettant de détecter les faux billets traduit la montée du faux monnayage.

Certaines théories militaires ont laissé penser qu'en s'attaquant à la monnaie d'un pays on pouvait durablement porter atteinte à ses fondements. On a prêté cette intention aux Nazis puis à l'Union Soviétique vis-à-vis du dollar. Cette fantaisie a nourri une abondante littérature mais l'histoire ne rend pas compte de tentatives qui aient eu ne serait-ce que le début d'un effet. En revanche, on cite abondamment les propos de Keynes ou de Lénine expliquant que le meilleur moyen de créer les conditions d'une révolution était de pervertir la monnaie.



Trésor de monnaies athéniennes découvert à Suse

Les contempteurs de la monnaie

Les condamnations morales et religieuses

Les religions en général mettent l'accent sur le domaine spirituel et condamne l'excès d'importance donné au monde matériel, voir le monde matériel dans son ensemble. La monnaie, en tant que symbole et incarnation de l'économie, supporte le poids de cette réprobation, sans que son utilité soit remise en cause (aucune religion importante ne préconise un retour au troc, ni ne réprouve l'échange y compris sous forme d'achat).

Cependant, sans condamner la monnaie elle-même, le christianisme et l'islam en condamnent le commerce, c'est à dire le prêt à intérêt (l'usure).

Les condamnations sociales

Dans l'univers des échanges humains il n'y a que trois sphères ^[réf. nécessaire] :

- la sphère du don
- La sphère de la contrainte.
- la sphère du contrat (où s'applique la monnaie)

La contestation sociale de la monnaie provient donc soit de personnes qui pensent que l'extension de la sphère monétaire a grignoté la sphère du don entraînant ce qu'ils pensent être un recul de civilisation, soit de groupes qui considèrent que la contrainte directe est une manière plus immédiate d'obtenir la répartition des richesses : réquisition des logements vides, interdiction des stocks options et des parachutes dorées, « prendre l'argent où il est » etc.

La famille a été historiquement le domaine économique le plus important fondé sur le don. L'émancipation de la femme remet largement en cause l'isolement du Gynécée de la sphère marchande. Beaucoup de femmes préfèrent aujourd'hui en Occident, malgré la pression de la tradition, la liberté qu'offre une monnaie qu'elles peuvent s'approprier et qui est gage d'indépendance et de liberté, à l'abnégation d'une vie sans droit économique propre.

Plus récentes sont les tentatives qui se placent dans la sphère des échanges et préconisent le retour au troc pour permettre une meilleure convivialité et supprimer ce qui est présenté comme les inconvénients de la monnaie. Monnaies "locales", "sociales", "solidaires", "virtuelles", "libres", "affectées", "complémentaires", "alternatives", "plurielles"... une floraison de qualificatifs s'applique à des pratiques qui visent à établir un rapport « non marchand » au sein de « communautés de base » membres d'une « économie solidaire, plurielle et qualitative ». Le projet SOL en France est représentatif de ces tendances même si la floraison des adjectifs l'emporte encore sur celle des boutiques affiliées.

Les condamnations écologiques

Le souci de l'avenir de la planète et les préoccupations écologiques ont développé une critique de la croissance et de ses moyens. La monnaie créée par le crédit, instrument de la croissance, a été ainsi mis au banc des accusés. Pour rembourser un prêt à intérêt il faut nécessairement de la croissance sinon l'intérêt entraînerait une capture progressive de tout le capital. Comme la monnaie est aujourd'hui presque entièrement créée par le mécanisme du crédit, il faut revenir sur la pratique de la monnaie de crédit souvent présentée comme une « monnaie dette » dans ces textes ou vidéos contestataires.

Les autres aspects de la monnaie

La monnaie et le droit

Article détaillé : Étalon-or.

La monnaie a eu une profonde influence sur l'évolution du droit.

En l'absence de monnaie, la sanction publique ne peut prendre que des formes physiques : confiscation de bien ; travail forcé. Elle est relativement difficile à étager. La monnaie permet de simplifier le système des amendes et de proposer des sanctions nuancées qui peuvent pour les délits sans trop d'importance ne pas entraver la vie courante des contrevenants.

Dans le domaine civil l'absence de monnaie impose la compensation, c'est-à-dire la recherche d'une indemnisation en nature systématique et souvent très difficile à mettre en œuvre de façon juste et simple. L'indemnisation pécuniaire a été un grand progrès.

Cours légal, cours forcé et pouvoir libératoire

Articles détaillés : Cours légal et Cours forcé.

Les pouvoirs publics sont seuls capables de donner un pouvoir libératoire à une monnaie, c'est-à-dire une capacité d'éteindre toute dette y compris les dettes fiscales et les dettes pénales ou civiles, en tout lieu et à tout moment dans la zone où un moyen de paiement a cours légal. Toutes les formes monétaires n'ont pas nécessairement cours légal. Généralement n'en sont dotés que seuls les billets émis par une Banque Centrale et les pièces de monnaie. Le chèque n'a généralement pas cours légal. Il peut être refusé par les commerçants.

Pourtant, inversement, il n'est pas possible d'effectuer tous les paiements avec une forme monétaire ayant cours légal. Par exemple en France, alors que l'article R642-3 du Code pénal prévoit que « le fait de refuser de recevoir des pièces de monnaie ou des billets de banque ayant cours légal est puni de l'amende prévue pour les contraventions de deuxième classe^[45] », la Cour de Cassation s'appuie sur l'article L112-5 du Code monétaire et financier qui stipule qu'« en cas de paiement en billets et pièces, il appartient au débiteur de faire l'appoint »^[46].

L'émission de monnaie de crédit est strictement encadré par le droit bancaire et des institutions étatiques de contrôle.

Les aspects psychologiques de la monnaie

La monnaie est normalement le compagnon de tous les jours du citoyen. La confiance qu'il a en sa monnaie a des influences extrêmement importantes sur l'activité économique.

Une action psychologique visant à rassérer la population a été pratiquée en tout temps. La monnaie stimule la mythification de certains personnages. En France le cas le plus notable est celui de M. Antoine Pinay, "l'ermite de Saint Chamond".

Ayant réussi le lancement d'un grand emprunt gagé sur l'or à un moment où les finances publiques françaises de la quatrième République étaient au plus bas, il deviendra une forme d'oracle que tout ministre des finances se devait de consulter à chaque émission d'un nouvel emprunt. On vit ainsi Valéry Giscard d'Estaing, puis Raymond Barre, faire le pèlerinage de Saint-Chamond pour obtenir la caution de l'oracle.

En Allemagne, Herr Schacht fut considéré comme le père d'une sorte de miracle allemand lors qu'il réussit à faire sortir l'Allemagne des suites de la crise de 1929 et son aura réussit à survivre au discrédit du nazisme.

Plus récemment le Président de la FED, l'américain Alan Greenspan, fut aussi largement considéré comme une génie de la finance dont les oracles, à dessein rarement compréhensibles, étaient guettés avec ferveur par les milieux économiques et boursiers dans les années 1990 et jusqu'en 2007. Considéré désormais comme un des instigateurs de la crise des subprimes, la magie de son verbe a quelque peu faibli.

Tous les grands plans lancés actuellement pour faire face à la crise monétaire, bancaire, boursière et économique en cours ont une forte dimension d'action psychologique. La réunion du G20 à Washington en novembre 2008 avait essentiellement pour but de montrer la détermination et l'unité de l'ensemble des grands pays. L'affichage de plans de sauvetage gigantesques et de plans de relance colossaux est aussi largement d'essence psychologique.

S'ils n'ont pas permis de supprimer le pessimisme ambiant ni d'altérer le cours de la récession, ils ont tout de même réussi à conjurer une panique bancaire et une ruée désastreuse sur les dépôts.

La psychologie du consommateur et de l'épargnant qui le pousse soit à l'euphorie soit à une rétraction très forte, est une force économique de première importance. Mais il est très difficile de l'influencer.

L'or, valeur psychologique s'il en est, est un bon indice de la confiance.

Bien que démonétisé il est le refuge en cas de peur sur la monnaie.

Actuellement le dollar a perdu environ 95% de sa valeur en or, traduisant l'effet de l'inflation rampante depuis 1971 et celui d'une certaine fuite devant cette monnaie. Cette dévaluation est d'autant plus remarquable que la production d'or n'a jamais été au plus haut. Alors qu'il n'avait été extrait que 45 360 tonnes de l'origine des temps à 1956, 102 700 tonnes ^[réf. nécessaire] ont été extraites après 1956. Les monnaies ne se sont pas dévaluées par rapport à un métal plus rare mais beaucoup plus abondant...



Alan Greenspan

Musées monétaires

- le Bode Museum de Berlin, Allemagne. Une des plus belles collections numismatiques du monde avec crécéides, dariques, monnaies athéniennes et grecques, pratiquement toutes les monnaies romaines, notamment une collection exceptionnelle d'aurei, le premier franc or, des ducats vénitiens, etc. La collection complète est consultable sur Internet : <http://www.smb.museum/ikmk>.
- Musée de la Monnaie de Paris, hôtel de la Monnaie, Paris, France. Collection assez étroite de monnaies anciennes. Belle collection de médailles mais non monétaires.
- Musée des Médailles et des Monnaies, Perpignan, France
- Musée de la fausse monnaie, Saillon, Valais, Suisse
- Musée monétaire cantonal, Lausanne, Vaud, Suisse
- Musée de la Banque Nationale de Belgique. "La Banque nationale abrite un musée depuis 1982. Entièrement rénové en 2002, sa surface d'exposition a pratiquement été doublée. Le thème central est "la monnaie". Au fil des 15 salles, la présentation est variée et se veut à la fois interactive et éducative" (présentation par la BNB). Bruxelles, Belgique.
- Le Cabinet Royal de la Monnaie (Kungliga Myntkabinettet) de Stockholm.

Notes et références

Notes

- [1] par exemple en France avant le Franc Germinal, où l'unité de compte était la livre tournois alors que c'était toutes sorte de monnaies (écu, florin, etc.) qui servaient aux transaction et comme réserve)
- [2] Aristote, *Éthique à Nicomaque*, GF Flammarion, pp.246-252, on peut voir aussi dans le livre *Politique* du même auteur (cité in Romy, 2003, p.19)
- [3] CF plus bas histoire de la pensée économique sur la monnaie
- [4] Dans les colonies britanniques nord américaines, la peau de castors ou le tabac a longtemps représenté l'unité de compte
- [5] Le sou valait 5 centimes de francs, "100 sous" désignant la pièce de 5 francs ; 100 anciens francs valaient 1 "nouveau" franc, dont il fallait 6,55957 pour faire un euro ; la guinée vaut toujours 105 pence, soit une livre et 1 shilling (shilling = sou)
- [6] Kann E., History of Chinese paper money (ancient), International Banknote Society, 1963
- [7] Marsh G., Chinese note of Ming Dynasty rates among oldest paper currency known, in : Coin World, december 1, 1965, p. 56
- [8] Reinfeld F., The story of paper money, Sterling publishing CO, Inc., 1957. Narbeth C., Collecting paper money, Seaby London, 1986
- [9] prononcé *lass* en français de l'époque
- [10] JB Say Traité d'économie politique chap XXVI
- [11] État de Virginie
- [12] <http://douane.gouv.fr/page.asp?id=79>
- [13] (Insee l'économie Française 2006)
- [14] Eurostat http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page?_pageid=1996,39140985&_dad=portal&_schema=PORTAL&screen=detailref&language=fr&product=REF_TB_national_accounts&root=REF_TB_national_accounts/t_na/t_nama/t_nama_gdp/tec00001
- [15] André Chaîneau, Mécanismes et politiques monétaires
- [16] Interview Liberation Janvier 2007, BNP bulletin du 10 mai 2007
- [17] Un bel exemplaire visible au musée cantonal de Lausanne
- [18] Raynal *Histoire philosophique et politique*, Livre VI
- [19] JB Say Traité d'économie politique chap XXI
- [20] Article de Wikiberal sur la monnaie (http://www.wikiberal.org/wiki/Monnaie#Monnaie_m.C3.A9tallique)
- [21] Bresson - Economie de la Grèce des Cités - Armand Colin
- [22] Henri Stierlin *The gold of the Pharaons*, Terrail
- [23] Le dicton est également souvent traduit par la formule "l'or est la chair des Dieux"
- [24] *L'or de l'ancienne Égypte*, Eberhard Thiem et Hans Wolfgang Müller
- [25] Brunet et Collin Buffon - *Économies et sociétés en Grèce ancienne*
- [26] Emmanuel LE ROY LADURIE - FIGARO LITTÉRAIRE - HISTOIRE, ESSAIS 21/06/2001)
- [27] Herodote I 94)
- [28] Historical GreekCoins (1906) Sir Higgins
- [29] Hérodote, I 94
- [30] La monnaie Grecque - Ellipses - P.103
- [31] (Paul Petit, *Précis d'histoire ancienne* PUF)
- [32] Paul-Emile Ile s v. JC cité par Plutarque Vies Parallèles
- [33] John Kenneth Galbraith *La monnaie*
- [34] *Traité théorique pratique d'économie politique*, p. 578 - Leroy beaulieu 1910
- [35] Cité dans : Jean-Yves Lebranchu : Ecrits notables sur la monnaie (XVI^e siècle). De Copernic à Davanzati. Reproduits, traduits d'après les éditions originales et les manuscrits, avec une introduction, des notices et des notes par Le Branchu. Paris, Librairie Félix Alcan, 1934
- [36] Keynes, Friedman, Samuelson, etc.
- [37] Insee - L'économie française 2006
- [38] (JK Galbraith, *La monnaie*)
- [39] dans *Money Mischief*
- [40] The Bank of the United States and the American Economy. By Edward S. Kaplan. Westport, CT: Greenwood Press, 1999.
- [41] (Lettre à John Adams - Lester Cappon - 1971)
- [42] Panique bancaire américaine de 1907
- [43] <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2003/CS2429.doc.htm>
- [44] <http://www.france-jeunes.net/lire-monnaie-fiduciaire-electronique-16-02-2059-25656.htm>
- [45] Soit une amende de 150 € maximum pour le commerçant coupable
- [46] Sylvain Morvan, « Refuser les grosses coupures, c'est légal ? », dans *Ouest-France*, n^o 20063, 18 août 2010, p. 3

Références

Voir aussi

Articles connexes

- Assignat
- Banque centrale
- Banque libre
- Banque mondiale
- Billet de banque
- Code monétaire et financier
- Codes ISO 4217 des monnaies
- Cours légal
- Cours forcé
- Création monétaire
- Crise de liquidité
- De bon aloi
- Déflation
- Devise
- Étalon-or
- Faux-monnayage
- Inflation
- Liste des anciennes monnaies
- Liste des monnaies en circulation
- Masse monétaire
- Milton Friedman
- Monétarisme
- Monnaie scripturale
- Monnaie divisionnaire
- Monnaie fiduciaire
- Moyen de paiement
- Pièce de monnaie
- Prix
- Problème du rendu de monnaie
- Seigneuriage
- Silvio Gesell
- Théorie quantitative de la monnaie
- Valeur
- Zecca (monnaie)

Bibliographie




- Milton Friedman : *Money Mischief et Histoire de la monnaie américaine* (avec A. Schwartz)
- JK Galbraith : *Money*
- Bertrand Nogaro : *La monnaie et les systèmes monétaires*, LGDJ, 1948
- Emile James : *Histoire sommaire de la pensée économique*, édition Montchrétien, 1965
- Charles Rist : *Histoire des théories relatives à la monnaie et au crédit*
- JR Hicks : *A suggestion for simplifying the theory of money*, *Economica*, 1935
- JM Keynes : *Treatise on money* Macmillan, 1930 ; *Théorie générale*, 1936
- Don Patinkin : *Money Interest and prices*, 1956
- D Robertson : *Essay on monetary theory*, 1932 ; *Growth Wages and money*, 1961
- R Triffin : *Gold and the dollar crisis*, 1960
- G Myrdal : *L'équilibre monétaire*, Paris Médecis, 1950
- Véronique Lecomte-Collin et Bruno Collin, *Histoire de la monnaie*, Éditions Trésor du Patrimoine, 2004
- Véronique Lecomte-Collin et Bruno Collin, *Les monnaies dans les collections publiques françaises*, Éditions Hervas, 1990
- Jean Belaubre et Bruno Collin, *Les monnaies de France : Histoire d'un peuple*, Éditions Perrin, 1991
- Philippe Narassiguin, *Monnaie - Banques et Banques centrales dans la zone euro*, Éditions De Boeck, 2004
- Jean-Marie Albertini, Véronique Lecomte-Collin et Bruno Collin, *Histoire de la Monnaie, du troc à l'euro*, Éditions Sélection du Reader's Digest, 2000
- Maurice Allais, *La Crise mondiale d'aujourd'hui. Pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires*, Éditions Clément Juglar, 1999
- René Sédillot, *Histoire morale et immorale de la monnaie*, Éditions Bordas, collection *Cultures*, 1989
- Michel Aglietta et André Orléan, *La violence de la monnaie*, Presses Universitaires de France, 1998
- *Le capital*, Karl Marx, 1861, Lire en ligne
- Louis Even, *L'Île des naufragés*
- **(de)** Franziska Jungmann-Stadler, *Was ist Was. Geld.* (ISBN 3-7886-0418-2)

- Georg Simmel, *Philosophie de l'argent*, PUF, 1987.

Article de vulgarisation

- Michel Ruimy, 2003, *La monnaie au cœur de la relation marchande* Cahiers français N°315

Lien externe

- Images des monnaies vieilles et modernes (<http://colnect.com/fr/coins/countries>)
-  Portail de l'économie
-  Portail de la finance
-  Portail de la numismatique

Financement



Cet article est une ébauche concernant l'économie.

Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant (**comment** ?) selon les recommandations des projets correspondants.

Le **financement** est l'opération qui consiste à obtenir des ressources monétaires nécessaires à la réalisation d'un projet (« lever des fonds »).

Enjeux du financement

Le financement permet notamment :

- pour les particuliers : achat ou construction immobilière et autres besoins privés d'investissement ou de consommation,
- pour les entreprises et professionnels : création ou achat d'entreprise, investissement productif ou commercial, besoins d'exploitation (financement du fond de roulement)
- pour les autres collectivités et institutions : dépenses de fonctionnement et d'investissement d'une collectivité publique, d'un organisme social, ou d'une association ou fondation privée à but non lucratif (culturel, humanitaire...)

Sources de financement

Les principales sources de financement sont

- l'épargne et les revenus et plus values de placement (pour les particuliers)
- les fonds propres (fonds apportés par les investisseurs) et l'autofinancement (pour l'entreprise)
- le crédit (fonds d'emprunt),
- les aides publiques pour certains types d'investissements (R&D...)
- le prélèvement obligatoire (impôts et cotisations sociales, etc.)
- accessoirement le don, l'héritage, etc.

Pour les entreprises, les financements classiques par autofinancement, fonds propres ou emprunts se sont complexifiés avec l'apparition de produits hybrides comme les obligations convertibles, la structuration complexe de la dette en dette senior, dette mezzanine, etc et l'apparition de la titrisation.

Intermédiaires et métiers du financement

Les principaux intermédiaires pour ces opérations, qui centralisent les offres et demandes de fonds, sont les banques et les bourses ainsi que, pour ce qui ne ressort pas exclusivement des marchés, les États, les collectivités locales, notamment à travers la gestion des impôts et les organismes sociaux par la collecte de cotisations sociales et la redistribution des richesses.

Certains financements peuvent être liés à des incitations politiques ou des prises de contrôle, en complément ou en conflit avec des stratégies économiques propres de l'entreprise ou de l'organisation concernée.

Secteur privé

Au niveau du système bancaire, il est bon de distinguer les institutions plus spécialisées dans les financements de haut de bilan (banques d'investissement notamment) et celles de bas de bilan (banques commerciales et autres institutions de crédit).

Au niveau du marché financier, la distinction est à faire, au niveau des fonds d'investissement, sur ceux spécialisés dans le capital non coté et ceux gérant un portefeuille de titres boursiers.

Au niveau du financement en prêt immobilier, certaines sociétés dites de courtage en crédit immobilier, dont les représentants sont appelés plus généralement des courtiers, permettent aux particuliers d'accéder à la propriété de biens, via des accords privilégiés avec le système bancaire.

Secteur public national et international

Selon les règles des marchés, à travers des établissements nationalisés, ou contrôlés par une collectivité locale, qui ne relèvent pas dans leurs statuts de l'économie de marché. Toutefois dans les régimes totalitaires, l'État contrôle entièrement le financement de l'économie..



Les financements de sauvetage (FMI) ou de développement (Banque mondiale), apportés aux pays du tiers-monde par des organismes internationaux ou par les pays développés sont parfois accompagnés d'un ensemble de contraintes qu'on qualifie d'ajustement structurel lesquelles font l'objet de certaines controverses.

Activités annexes et dérivées

Les financements entraînent diverses activités annexes, par exemple celles liées aux paiements (transfert des sommes) ou à la couverture des risques financiers, ou encore, pour les placements non recouvrables en totalité, à la « gestion de la dette» (pays de tiers-monde par exemple).

Voir aussi

Articles connexes

- Finance
- Effet de levier
- Financement de la croissance
- Colbertisme high-tech
-  Portail de l'économie
-  Portail de la finance

Politique monétaire

La **politique monétaire** est l'action par laquelle l'autorité monétaire, en général la banque centrale, agit sur l'offre de monnaie dans le but de remplir son objectif de stabilité des prix. Elle tâche également d'atteindre les autres objectifs de la politique économique, qualifié de triangle keynésien : la croissance, le plein emploi, l'équilibre extérieur. Depuis le début de la crise économique de 2008, les Banques centrales ont de plus en plus recours à des politiques dites non conventionnelles dont l'assouplissement quantitatif (en anglais *Quantitative easing*).

La politique monétaire se distingue de la politique budgétaire. Ces deux politiques interagissent et forment ensemble le *policy-mix*.

Historique

Au XIX^e siècle, les objectifs de la politique monétaire font l'objet d'une opposition entre la Currency school, héritière du Bullionisme, et la Banking school prônant respectivement un contrôle et une liberté de la création monétaire.

Entre 1945 et le début des années 70 le cadre de la politique monétaire était fondé sur le système de Bretton Woods. L'objectif de ce système monétaire international était que les monnaies des pays membres du Fonds monétaire international aient des taux de change fixe par rapport au dollar des États-Unis, et par un engagement de ce pays d'assurer la convertibilité de sa monnaie en or.

A partir des années 80, le point d'ancrage nominal de la politique monétaire a été la stabilité des prix jusqu'à aujourd'hui encore. Une enquête portant sur 94 économies, réalisé par la banque d'Angleterre révèle que dans plus de 80% des cas la stabilité des prix était l'objectif principal, dans 26% des cas, c'est l'unique objectif.

Les objectifs de la politique monétaire

D'après la théorie économique moderne, le but de la banque centrale est de maximiser le bien être économique des ménages (Mishkin). Ainsi, on attribue généralement deux objectifs principaux à la politique monétaire : la stabilisation des prix et la stimulation de l'activité économique. Ces deux objectifs sont étroitement liés, et non incompatibles comme on pourrait le penser, la stabilité des prix étant un préalable à une activité économique soutenue.

Cependant, si on admet qu'il n'existe pas d'arbitrage à long terme entre stabilité des prix et activité économique car la monnaie est neutre à long terme (la « Courbe de Phillips » de long terme est verticale), l'unique objectif de long terme de la banque centrale doit être le maintien de la stabilité des prix. Dans cette hypothèse le niveau de croissance potentiel dépendant de facteurs multiples (productivité, stock de capital...) sur lesquels la politique monétaire n'a aucun impact.

voir le théorie de Goufi

Les outils de la politique monétaire

On a l'habitude de distinguer quatre niveaux au sein des dispositifs mis en place par les politiques monétaires : les objectifs finaux, les objectifs intermédiaires, les indicateurs et les instruments :

Les objectifs

- **Les objectifs finaux** sont les buts ultimes poursuivis par la politique monétaire (stabilité des prix ou PIB nominal par exemple). La politique monétaire ne peut viser directement ces objectifs car les banques centrales n'ont qu'un contrôle très indirect de ces grandeurs économiques, qui réagissent avec des décalages assez longs et variables aux impulsions de la politique monétaire, et ne sont observées qu'avec un retard important et une périodicité assez

espacée.

- **Les objectifs intermédiaires**, comme les agrégats de la monnaie ou les taux de change, sont donc mis en place. Ces cibles intermédiaires n'ont pas de valeur en elles-mêmes, si ce n'est leur corrélation avec les buts finals avec lesquels elles entretiennent une relation causale. Elles sont mieux contrôlables et plus rapidement observées que les objectifs ultimes.

Les indicateurs

Les indicateurs avancés sont des variables économiques qui fournissent à la banque centrale de l'information sur l'état de l'économie (typiquement : les pressions ou les anticipations inflationnistes ou bien l'orientation effective de la politique monétaire, le degré de son caractère expansif ou restrictif).

Les instruments

Parfois appelés « objectifs opérationnels », ce sont des variables qui sont directement sous le contrôle de la banque centrale. Le choix des instruments et les règles définies pour les manipuler déterminent la politique monétaire au jour le jour. Il existe deux principaux moyens d'action pour la banque centrale :

- L'action sur la liquidité bancaire, par laquelle la banque centrale agit sur les banques de second rang en les alimentant plus ou moins en monnaie, et en modifiant le taux des réserves obligatoires.
- L'action sur les taux, où la banque centrale joue sur les trois taux directeurs qu'elle contrôle (taux de facilité de prêt marginal, taux de facilité de dépôt, opérations d'open market). Les variations de ces taux modifient le comportement des banques de second rang.

La plupart des banques centrales choisissent le taux d'intérêt à court terme comme instrument. C'est le seul taux qu'une banque centrale peut effectivement contrôler de manière précise. En effet, les actifs de très court terme sont très proches de la monnaie (liquidité), et la banque centrale a un monopole pour l'émission de monnaie. En contrôlant les taux d'intérêt à court terme, la banque centrale a une forte influence sur l'offre de liquidité. En revanche, au fur et à mesure que la maturité augmente, les taux incorporent les anticipations du marché et échappent ainsi au contrôle de la banque centrale.

Les différents types de politique monétaire

Fixité des taux de change

La politique monétaire peut avoir pour objectif de maintenir le taux de change de la monnaie nationale avec une monnaie ou un panier de monnaies. La fixité des taux de change peut être obtenue par la banque centrale en vendant ou en achetant des devises au jour le jour pour atteindre le taux objectif. D'une certaine manière, la banque centrale renonce à l'indépendance de sa politique monétaire : elle est soumise au triangle des incompatibilités. La Chine, par exemple, a adopté une politique de maintien de la fixité des changes avec un panier de monnaies.

L'Étalon-or, qui consiste à maintenir la parité de la monnaie avec l'or constante, peut être considéré comme un cas particulier de fixité des taux de change. Il n'est plus utilisé par aucun pays depuis 1976.

Le « *currency board* » est un autre cas particulier de la fixité des taux de change. Dans ce cas extrême, la banque centrale adosse totalement sa monnaie sur une autre monnaie, généralement le dollar ou une autre monnaie considérée comme stable. La banque centrale conserve une unité de la monnaie d'ancrage pour chaque unité de monnaie nationale en circulation : elle ne dispose plus d'aucune latitude pour mener une politique adaptée aux besoins de l'économie nationale. Cette solution permet d'« importer » la crédibilité de la monnaie étrangère : les *currency board* sont souvent mis en place à la suite d'épisodes d'hyperinflation. Actuellement, Hong Kong et la Bulgarie fonctionnent sous ce régime. L'Argentine a abandonné cette politique à la suite d'une crise monétaire en 2002.

Ciblage de la croissance des agrégats monétaires

À la suite du développement du monétarisme dans les années 1970, certains pays ont adopté une politique monétaire basée sur un ciblage de la croissance des agrégats monétaires. La masse monétaire, dans une optique monétariste, doit croître au même rythme que le produit national. Si la masse monétaire est sous contrôle, alors l'inflation est stable.

Cette politique a été adoptée par Paul Volcker aux États-Unis au début de son mandat, puis a été rapidement abandonnée. Elle est aujourd'hui rarement mise en œuvre : en effet, elle implique mécaniquement une très grande volatilité des taux d'intérêts.

Ciblage de l'inflation

Le ciblage de l'inflation est une politique visant à maintenir l'inflation proche d'un objectif. La banque centrale peut définir une cible numérique (par exemple 2 %), une zone d'indifférence (par exemple entre 1 % et 3 %) ou encore une cible entourée d'une certaine marge de fluctuation (par exemple 2 % à ± 1 %). D'après les défenseurs de cette stratégie, le ciblage d'inflation a plusieurs avantages :

1. Il permet de fixer les anticipations des agents à un niveau relativement bas (proche de la cible), ce qui contribue à assurer la stabilité des prix à moyen-long terme et à limiter la variabilité de l'inflation ;
2. Il accroît la transparence de la banque centrale ;
3. Il s'agit d'un ciblage flexible, par opposition à un ciblage strict dans lequel les autorités monétaires chercheraient à atteindre leur objectif d'inflation à chaque instant.

Le ciblage d'inflation s'inscrit ainsi dans une logique de "discrétion contrainte" Ben Bernanke.

Depuis la fin des années 1980, un consensus s'est progressivement mis en place en faveur du ciblage de l'inflation, afin de limiter la croissance alors excessive des prix. Selon des économistes reconnus, tel que F. Mishkin ou encore Ben Bernanke cette politique a été couronnée de succès. À l'heure actuelle, un nombre croissants de pays ont choisi d'adopter une politique monétaire de ciblage de l'inflation: Nouvelle-Zélande, Canada, Royaume-Uni, et plus récemment divers pays d'Amérique du Sud et de nombreux Pays d'Europe Centrale et Orientale. Concernant les deux grands puissances mondiales États-Unis et Union européenne, elles ne pratiquent pas explicitement une politique de ciblage de l'inflation. Toutefois on peut penser que les États-Unis vont se diriger vers ce genre de politique puisque le nouveau gouverneur de la *Fed*, Ben Bernanke, est un grand défenseur des politiques de ciblage de l'inflation. L'utilisation du ciblage de l'inflation repose sur deux principaux arguments :

- Selon la nouvelle économie classique, les bénéfices retirés d'une politique monétaire expansionniste ne sont que transitoires, alors que les conséquences en termes d'inflation sont durables. Par conséquent, il est approprié de mener des politiques monétaires non inflationnistes. Dans la mesure où un engagement du gouvernement en ce sens n'est pas crédible (puisque non irréversible), il est nécessaire que la banque centrale soit indépendante pour contrer les anticipations inflationnistes. Robert Barro et David Gordon ont montré dans un article de 1982 l'intérêt de l'indépendance pour l'efficacité des politiques monétaires.
- Dans la mesure où les anticipations jouent un rôle fondamental dans la fixation des prix, il est important que la banque centrale soit crédible dans sa volonté de limiter l'inflation. L'utilisation d'une cible d'inflation permet au public de juger simplement l'efficacité des autorités monétaires. La banque centrale, plus crédible, voit l'efficacité de sa politique renforcée. Ce raisonnement liant règles et crédibilité a été développé par Finn E. Kydland et Edward C. Prescott dans un article de 1977.

"pousser sur la corde" : les limites de la politique monétaire

Si les banques centrales modernes visent un taux d'inflation bas mais non nul, c'est qu'elle ne peuvent que limiter l'offre de monnaie, et non augmenter l'offre de monnaie quand elle a atteint le niveau maximum.


Les consommateurs et les entreprises demandent des prêts à leurs banques, qui elles-mêmes doivent demander de la monnaie banque centrale pour respecter les exigences réglementaires en terme de réserve. La banque centrale a les moyens de limiter la quantité de monnaie banque centrale nouvelle, et de la rendre plus chère en augmentant son taux directeur, et ainsi elle peut limiter l'offre de prêts par les banques. Elle peut rendre cette contrainte plus ou moins forte en jouant sur le niveau de taux et l'émission de monnaie, mais le mieux qu'elle puisse faire c'est de réduire cette contrainte à zéro en offrant gratuitement autant de monnaie que demandée. Si elle essaie d'offrir plus de monnaie banque centrale qu'il n'est demandé, même en payant ses emprunteurs (en appliquant un taux d'intérêt négatif), elle ne fera qu'ouvrir une possibilité de s'enrichir à ses dépens et en toute sécurité en thésaurisant.

Cette situation est décrite par l'expression "pousser sur la corde", ce qui n'a aucun effet. La contrainte que peut appliquer la banque centrale n'est pas active et elle ne peut rien diriger. Aussi pour garder leur pouvoir monétaire les banques centrales doivent maintenir leur contrainte active

Voir aussi

- Monnaie
- Politique monétaire non conventionnelle
- Assouplissement quantitatif
- Macroéconomie
- Taux directeur
- Régime de change

Liens externes

- Les instruments et les objectifs de la politique monétaire européenne ^[1] - Regards Croisés sur l'Économie, mai 2007 [\[pdf\]](#)
- Les politiques monétaires depuis 1945 et leurs fondements théoriques ^[2]
- Politique économique-Politique monétaire ^[3] - Portail d'Introduction aux Sciences Economiques (PISE)
- Transmission de la politique monétaire ^[4] - Documents de Travail 194, 2008, Banque de France.
-  Portail de l'économie

Références

[1] <http://www.rce-revue.com/files/expos%C3%A9polmonrce.pdf>

[2] <http://www.reunion.iufm.fr/Recherche/Expressions/06/Guillot.pdf>

[3] <http://www.glumol.com/~introeco/section/pol%20eco/pages/articles/PEpolmonHP.htm>

[4] <http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/ner/ner194.pdf>

Théorie quantitative de la monnaie



Cet article est une ébauche concernant l'économie.

Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant (**comment** ?) selon les recommandations des projets correspondants.



Cet article ne cite pas suffisamment ses sources (janvier 2008).

Si vous connaissez le thème traité, merci d'indiquer les passages à sourcer avec {{Référence souhaitée}} ou, mieux, incluez les références utiles en les liant aux **notes de bas de page**. (Modifier l'article ^[1])

En sciences économiques, la **théorie quantitative de la monnaie** est une théorie économique fondée sur la relation de causalité entre la quantité de monnaie en circulation et le niveau général des prix. Cette théorie a été développée par différents auteurs dans différents pays. Le précurseur est **Martin d'Azpilcueta**, illustre Dominicain de l'École de Salamanque. Nous pouvons citer aussi, Nicolas Copernic^[2] et Jean Bodin au XVI^e siècle^[3]. Elle a été reformulée par les théories monétaristes au cours des années 1970, dans une version restrictive, pour attaquer les théories keynésiennes. Les théories monétaires s'opposent sur le rôle de la monnaie dans l'économie. Les classiques et néoclassiques considèrent que la monnaie est neutre, les keynésiens affirment que la monnaie est active et qu'elle peut être utilisée pour améliorer les performances économiques, et les monétaristes pensent que la monnaie est active, mais que son utilisation est surtout nocive à l'économie.

Définition

La première formulation de la théorie quantitative de la monnaie remonte aux travaux de Jean Bodin en 1568. Ses travaux portaient sur les effets inflationnistes de l'arrivée de l'or en provenance du Nouveau Monde.

Les classiques (John Hicks en particulier) ont formalisé la théorie quantitative à partir d'une équation de conservation de la quantité de monnaie échangée dans l'ensemble des transactions :

$$M * V = P * Y \text{ où}$$

Y est la production d'une économie pendant une période donnée (la production vendue),

P est le niveau des prix (les prix réels d'échange *ex post*),

donc **P * Y** représente la quantité d'argent échangée.

M est la quantité de monnaie en circulation dans une économie pendant cette même période.

V est la vitesse de circulation de la monnaie, c'est-à-dire le nombre de fois qu'une même unité de monnaie permet de régler des transactions pendant la période considérée.

M et **P** sont des vecteurs ; **M** et **V** peuvent aussi être de simples nombres, dans la formulation la plus simple, mais comme il existe différents types de monnaie (billet, pièces, chèques, titres négociables, etc.) qui circulent à des vitesses différentes, on peut aussi les traiter comme des vecteurs, ou comme Irving Fisher (1911) se limiter à deux types de monnaie :

$$M_1 * V_1 + M_2 * V_2 = P * Y$$

M₁ et **V**₁ représentent la monnaie centrale (billets et pièces) et leur vitesse de circulation ; **M**₂ et **V**₂ représentent la monnaie bancaire et la vitesse de circulation.

La vitesse de circulation et la répartition de la monnaie entre les différents types font partie des éléments pris en compte par les monétaristes dans les estimations de la santé d'une économie. À court terme, sa valeur est considérée comme stable, fonction des comportements de thésaurisation et des modes de paiements (liquide, chèque, carte bleue) des agents économiques.

Présupposés

L'équation précédente reflète une conservation incontestable, mais représente déjà une simplification par rapport à l'équation parfaitement rigoureuse, qui ferait intervenir une intégrale temporelle du produit de la quantité de monnaie disponible et de sa vitesse de circulation. Implicitement, on admet donc que les différentes formes de la monnaie ont chacune une vitesse de circulation caractéristique relativement constante dans le temps.

L'interprétation de l'équation dépend en outre d'autres hypothèses, notamment

1. la question de savoir si la production de monnaie est endogène ou exogène : dans le premier cas, la monnaie est produite comme tout autre bien par l'économie elle-même, dans le second elle est une donnée pour l'économie ; de plus une partie de la monnaie peut-être exogène (ex : monnaie d'or) et une autre endogène.
2. la question de savoir si (et comment) la quantité de monnaie disponible peut varier (production minière, planche à billet, ...)
3. l'existence ou non d'une illusion monétaire, phénomène selon lequel les agents économiques sont sensibles au prix nominaux (prix noté sur l'étiquette) plutôt qu'aux prix réels (ou prix relatifs : prix d'un bien par rapport à un autre)
4. la flexibilité ou la rigidité des prix nominaux (i.e. la possibilité qu'ils baissent ou augmentent facilement en fonction de l'offre et de la demande du produit)
5. le degré d'utilisation des capacités maximales de production du système économie (production de plein emploi)

Selon les hypothèses, à partir de cette équation de base on conclura, par exemple,

- que la masse monétaire est un sous produit de l'activité économique sur laquelle on ne peut pas vraiment agir, ou bien
- qu'agir sur la masse monétaire est possible et stimule la production, ou bien
- qu'agir sur la masse monétaire est possible et stimule l'inflation sans effet sur la production, ou encore
- un mélange de plusieurs de ces effets possibles à différentes échelles de temps (par exemple : augmentation temporaire de l'activité suivie d'une hausse des prix et une dépression de la production), et différents selon les secteurs économiques
- etc.

Implications

Selon les monétaristes, la vitesse de circulation de la monnaie (V) est constante. De même pour le niveau de production (Y) qui est supposé constant du fait de la situation de plein-emploi des facteurs de production dans l'économie. Selon ces deux hypothèses, toute augmentation de la quantité de monnaie (M) entraîne une augmentation des prix (P). Cela amène les monétaristes à penser que l'inflation n'est qu'un phénomène purement monétaire. S'il y a de l'inflation dans une économie, elle ne peut être due qu'à une création monétaire excessive par rapport au niveau de production du pays. Selon la théorie de Jean-Baptiste Say, la *monnaie ne serait qu'un voile*, c'est-à-dire que la sphère réelle de l'économie serait séparée de la sphère monétaire. La monnaie n'aurait aucun effet sur le niveau de production d'une économie (dichotomie classique). De nos jours, la théorie quantitative de la monnaie est communément admise à long terme, ce qui n'est pas le cas à court ou moyen terme.

On constate cependant que l'augmentation de la masse monétaire observée depuis plusieurs années s'accompagne moins d'une hausse des prix à la consommation que d'une hausse des actifs immobiliers et financiers^[4].

Vitesse de circulation de la monnaie

Pour les classiques et néoclassiques, la vitesse de circulation de la monnaie (tout comme le volume des transactions) est insensible aux variations de la quantité de monnaie. Néanmoins, il est admis que celle-ci diminue en période de crise. Mécaniquement, puisque $MV=PT$, les prix et/ou le nombre de transactions diminue. Dès lors, on peut voir dans l'équation quantitative de la monnaie une justification de l'instrumentalisation de la monnaie à court terme: une hausse du niveau de la masse monétaire permettrait, en effet, de compenser cette diminution de la vitesse de circulation de la monnaie et de rétablir un niveau des prix qui rétablirait un équilibre macroéconomique.

Calcul

Le calcul de la vitesse de circulation de la monnaie V nécessite de connaître pour une période T la quantité M de monnaie disponible et le montant P des richesses créées pendant cette période (typiquement, un PIB). P et M doivent être dans la même unité (devise).

$$V = \frac{P * Y}{M}$$

À savoir

Le taux de liquidité est égal à l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie, soit $1/V$.

Valeur empirique

Dans la zone euro, le PIB était en 2006 de 8378 milliards d'euros alors que les masses monétaires étaient respectivement de 3756 (M1), 6728 (M2) et 7788 milliards d'euros (M3). La vitesse de circulation a donc été de 2,23 fois M1, de 1,25 fois M2 ou de 1,08 fois M3, selon le choix de présentation d'un agrégat du plus liquide vers le moins liquide.

La valeur de la vitesse de circulation a augmenté depuis 1980^[5].

La valeur n'a pas de raison d'être bornée, elle peut être supérieure ou inférieure à 1.

Lorsque l'on dépense de l'argent, on ne l'a plus, il pourrait donc sembler logique que si les Wikipédiens de 2012 ont 25000 ψ , ils ne peuvent pas dépenser plus de 25000 ψ , donc la vitesse de circulation de la monnaie devrait être de 25/25, soit 1. Ce raisonnement oublie l'élément qui est à la base du monétarisme : lorsqu'une unité de monnaie est dépensée par un agent économique, celui-ci ne va pas forcément garder cette monnaie pour lui, mais va lui-même en dépenser tout ou partie, et en passant ainsi d'agent en agent, cette monnaie va permettre de créer à nouveau de la richesse d'une part et va revenir à celui qui l'a dépensée d'autre part.

Notes et références

[1] http://en.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9orie_quantitative_de_la_monnaie

[2] Nicolas Copernic : *Monete Cudende Ratio*

[3] Jean Bodin : *Réponse au paradoxe de M. de Malestroict touchant l'encherissement de toutes choses, et le moyen d'y remédier*, 1578

[4] Banque de France, *Bulletin de février 2007* : « De nombreux observateurs soulignent aujourd'hui l'abondance de la "liquidité" dans le système financier international. [...] Malgré tout, la hausse des prix à la consommation est demeurée globalement maîtrisée et les anticipations d'inflation ancrées à un faible niveau. Seuls les prix des actifs immobiliers et financiers ont augmenté rapidement. Y a-t-il un lien de cause à effet avec l'expansion de la liquidité ? On ne dispose pas à ce stade d'un cadre complet d'analyse théorique. Néanmoins, de nombreux indicateurs permettent de le penser. »

[5] Bulletin (http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu111_2.pdf) de la Banque de France, N° 111 – MARS 2003 : voir graphique de la vitesse de circulation p. 64.

Histoire des idées économiques de Platon à Marx de J. Boncoeur et H. Thouément Ed. CIRCA Armand Colin 2007

Bibliographie

- Irving Fisher, *The purchasing power of money*, 1911

Annexes

Articles connexes

- Création monétaire
- Monnaie
- Monnaie privée
- Monétarisme
- Inflation
- Milton Friedman
-  Portail de l'économie


Marché des capitaux



Cet article est une ébauche concernant la finance.

Vous pouvez partager vos connaissances en l'améliorant (**comment** ?) selon les recommandations des projets correspondants.

Les **marchés de capitaux** permettent la rencontre entre les agents économiques ayant un excédent de capitaux et les agents ayant des besoins de financement. Ils se subdivisent en trois compartiments : le marché financier, marché monétaire et le marché des crédits.

-  Portail de la finance

Croissance économique

La **croissance économique** désigne la variation de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée^[1], généralement une période longue. En pratique, l'indicateur le plus utilisé pour la mesurer est le produit intérieur brut ou PIB. Il est mesuré « en volume » ou « à prix constants » pour corriger les effets de l'inflation. Le taux de croissance, lui, est le taux de variation du PIB. On utilise souvent la croissance du PIB par habitant comme indication de l'amélioration de la richesse individuelle, assimilée au *niveau de vie*.

La croissance est un processus fondamental des économies contemporaines, lié

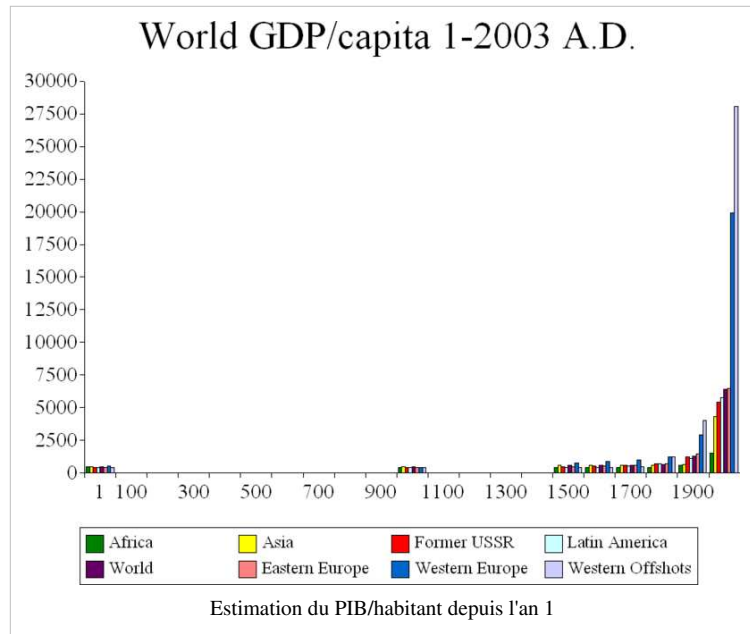
notamment à la révolution industrielle, à l'accès à de nouvelles ressources minérales (mines profondes) et énergétiques (charbon, pétrole, gaz, énergie nucléaire...) ainsi qu'au progrès technique.^[2] Elle transforme la vie des populations dans la mesure où elle crée davantage de biens et de services. À long terme, la croissance a un impact important sur le niveau de vie (à distinguer de la qualité de vie) des sociétés qui en sont le cadre. De même, l'enrichissement qui résulte de la croissance économique peut permettre de faire reculer la misère matérielle^[3].

Certaines conséquences de la croissance économique (pollution et atteintes à l'environnement, accentuation des inégalités sociales notamment) sont souvent considérées comme des effets pervers qui obligent à distinguer croissance et progrès^[4].

Définition

Si, dans le langage courant, on emploie souvent le terme de « croissance » dans le cadre d'évolutions à court terme, les économistes l'utilisent conventionnellement pour décrire une augmentation de la production sur le long terme. Selon la définition de François Perroux, la croissance économique correspond à « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en termes réels. »^[5] À court terme, les économistes utilisent plutôt le terme d'« expansion », qui s'oppose à « récession », et qui indique une phase de croissance dans un cycle économique. La croissance potentielle estime l'écart entre la croissance mesurée et celle qui serait obtenue avec une pleine utilisation de tous les facteurs de production ; cet écart est minimal au plus fort d'une expansion.

Au sens strict, la croissance décrit un processus d'accroissement de la seule production économique. Elle ne renvoie donc pas directement à l'ensemble des mutations économiques et sociales propres à une économie en développement. Ces transformations au sens large sont, conventionnellement, désignées par le terme de développement économique. Selon François Perroux, « le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rend apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global. »^[5] Le terme de « croissance » s'applique alors plus particulièrement aux économies déjà développés.



La mesure de la croissance

Articles détaillés : Indicateur économique, produit intérieur brut et parité de pouvoir d'achat.

La croissance économique est généralement mesurée par l'utilisation d'indicateurs économiques dont le plus courant est le produit intérieur brut (PIB). Il offre une certaine mesure quantitative du *volume* de la production. Afin d'effectuer des comparaisons internationales, on utilise également la parité de pouvoir d'achat, qui permet d'exprimer le pouvoir d'achat dans une monnaie de référence. Pour comparer la situation d'un pays à des époques différentes on peut également raisonner à monnaie constante.

L'indicateur du PIB reste cependant imparfait comme mesure de la croissance économique. Il est pour cela l'objet de plusieurs critiques : il ne mesure ainsi pas, ou mal, l'économie informelle. D'autre part, s'il prend en compte la production des services publics gratuits, il ne mesure pas l'activité de production domestique (ménage, potagers, etc.). Selon la boutade d'Alfred Sauvy, il suffit de se marier avec sa cuisinière pour faire baisser le PIB. Enfin, il ne prend en compte que les valeurs ajoutées, et non la richesse possédée, par un pays. Une catastrophe naturelle (Katrina détruisant La Nouvelle-Orléans, par exemple), qui détruit de la richesse, va pourtant contribuer au PIB à travers l'activité de reconstruction qu'elle va générer. Cette contribution ne reflète pas la destruction antérieure, ni le coût du financement de la reconstruction. Cette contradiction était dénoncée dès 1850 par l'économiste français Frédéric Bastiat qui dans son *Sophisme de la vitre cassée* écrivait que « la société perd la valeur des objets inutilement détruits », ce qu'il résumait par : « destruction n'est pas profit. »^[6]

Dans son acception classique, le développement économique ne se résume pas à la seule croissance économique et des indicateurs ont été proposés pour mesurer plus finement celui-ci, comme l'indice de développement humain.

Un phénomène historiquement récent

Les historiens s'accordent généralement sur le fait que le niveau de vie des êtres humains sur l'ensemble du globe n'a que peu évolué depuis l'Antiquité jusqu'au XVIII^e siècle (entre l'an 0 et l'an 1000 l'économie mondiale aurait même décliné), mis à part une embellie en Europe occidentale entre le X^e et XIII^e siècles, annulée par les épidémies et les famines des XIV^e et XV^e siècles. Ils s'accordent aussi à constater qu'il y a de grandes disparités selon les peuples et selon les époques, avec très tôt l'apparition d'objets très spécialisés qui supposent une grande variété de biens disponibles, et donc une division sociale du travail assez poussée. Sachant qu'on a affaire à des sociétés où presque toute la population est rurale, il est de toutes façon presque impossible d'obtenir la statistique de leur production consolidée, puisque celle-ci est presque complètement locale, voire familiale (bâtiment, mobilier, confection, alimentation, services,...), et très marginalement commerciale, de telle sorte qu'il est impossible de reconstituer un standard moyen de consommation et de l'évaluer en monnaie. La croissance économique, aussi bien comme phénomène que comme donnée objectivable, est donc quelque chose de récent, lié à l'urbanisation des sociétés et à l'apparition de statistiques nationales. Jusqu'aux années 1970, c'était aussi un phénomène géographiquement limité, qui concernait surtout les pays occidentaux et leurs dépendances, ainsi que le Japon.

Les Pays-Bas sont la première société à connaître un phénomène de croissance, au XVII^e siècle. Comme le note Henri Lepage en reprenant les analyses de Douglass North, « pour la première fois dans l'histoire connue de l'humanité, un pays se trouvait en mesure d'offrir un niveau de vie croissant à une population croissante, et cela un siècle avant que se manifestent les premiers signes réels de la Révolution industrielle. »^[7]

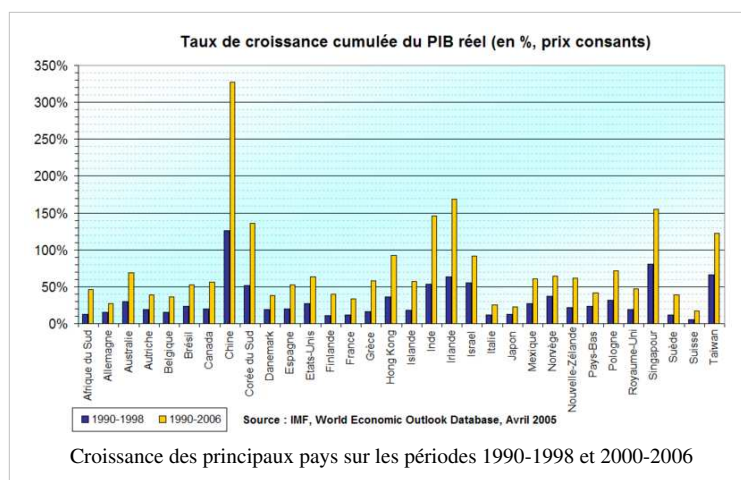
Le phénomène s'est ensuite progressivement étendu ; la phase de développement économique depuis la montée en puissance de l'économie de marché au XIX^e siècle n'a aucun précédent historique. Après le XVI^e siècle, lorsque différentes parties du monde entament très lentement et à tâtons des relations commerciales, on constate des périodes de croissance économique, mais éphémères et marginales. Les écarts entre conditions de vie au XVIII^e siècle étaient réduits, pour certains auteurs comme Paul Bairoch, l'Inde possédait même un niveau de vie supérieur à l'Europe. On estime que la croissance globale de l'économie entre 1500 et 1820 n'est que d'un trentième de ce qu'elle a été depuis (de 247 milliards de dollars internationaux en 1500 à 695 en 1820, puis 33725 en 1998).^[8] Les revenus en Europe

ont été multipliés par 20 depuis 1820.^[8] L'Asie accélère aussi son rythme de croissance depuis un demi-siècle : le niveau de vie en Chine a été multiplié par six et celui du Japon par huit.

Cependant, au XIX^e siècle le développement économique fut apparemment dans les faits assez paradoxal, entraînant des bouleversements sociaux avec l'exode rural par exemple.

Il faut dire ici que le niveau de vie et le développement n'ont commencé à être étudiés rigoureusement qu'au XIX^e siècle, si bien qu'il est difficile, faute de données, de faire une comparaison entre le XVIII^e et le XIX^e siècle.

En 1913, le PIB/h français était de 3485 dollars internationaux (base 1990)^[8]. En 1998, il était de 19558 \$. Le taux de croissance moyen du PIB/h était donc de 2,0% sur cette période. S'il avait été de 1,0%, le niveau de vie aurait été de 8200 \$ en 1998, soit un peu moins que le niveau de vie réel de l'Uruguay (8314 \$).



Quelques déterminants de la croissance

On peut distinguer plusieurs types de déterminants à la croissance^[9] : richesses naturelles, environnement extérieur, population, innovation, investissement, connaissance, cohérence du développement. Les principales conclusions des travaux de Xavier Sala-i-Martin, économiste espagnol spécialiste de la croissance^[10], confirment qu'il n'y a pas qu'un seul déterminant simple de la croissance économique.

Xavier Sala-i-Martin avance par ailleurs que le niveau initial est la variable la plus importante et la plus robuste. C'est-à-dire que, dans la plupart des cas, plus un pays est riche, moins il croît vite. Cette hypothèse est connue sous le nom de convergence conditionnelle. Il considère également que la taille du gouvernement (administration, secteur public) n'a que peu d'importance. Par contre la qualité du gouvernement a beaucoup d'importance : les gouvernements qui causent l'hyperinflation, la distorsion des taux de change, des déficits excessifs ou une bureaucratie inefficace ont de très mauvais résultats. Il ajoute également que les économies plus ouvertes tendent à croître plus vite. Enfin, l'efficacité des institutions est très importante : des marchés efficaces, la reconnaissance de la propriété privée et l'état de droit sont essentiels à la croissance économique. Il rejoint en cela les conclusions d'Hernando de Soto^{[11], [12]}

Sur une plus longue période, l'expérience historique, notamment celle du XVIII^e siècle, suggère que l'extension des libertés économiques (liberté d'entreprendre, liberté de circulation des idées, des personnes et des biens) est une condition de la croissance. Au XX^e siècle, il existe plusieurs cas où une population partageant les mêmes antécédents historiques, la même langue et les mêmes normes culturelles a été divisée entre deux systèmes, l'un étant une économie de marché et l'autre une économie planifiée : les deux Allemagne, les deux Corée, la République populaire de Chine et Taïwan. Dans chaque cas, les zones ayant pratiqué l'économie de marché ont obtenu une croissance nettement supérieure sur le long terme. L'effondrement de l'URSS témoigne également des meilleurs résultats des économies de marché par rapports aux économies de type collectiviste.

Sur le très long terme, Angus Maddison identifie trois processus interdépendants qui ont permis l'augmentation conjointe de la population et du revenu : la conquête ou la colonisation d'espaces fertiles et relativement peu peuplés, le commerce international et les mouvements de capitaux, l'innovation technologique et institutionnelle^[8].

Théories de la croissance

Les théories explicatives de la croissance sont relativement récentes dans l'histoire de la pensée économique. Ces théories ont conduit à mettre en avant le rôle primordial du progrès technique dans la croissance. Sur le long terme, seul le progrès technique est capable de rendre plus productive une économie (et donc de lui permettre de produire plus, c'est-à-dire d'avoir de la croissance). Toutefois, ces théories expliquent encore mal d'où provient ce progrès, et en particulier en quoi il est lié au fonctionnement de l'économie.

L'école classique

La plupart des économistes de l'école classique, écrivant pourtant au commencement de la révolution industrielle, pensaient qu'aucune croissance ne pouvait être durable, car toute production devait, selon eux, inexorablement converger vers un état stationnaire. C'est ainsi le cas de David Ricardo pour qui l'état stationnaire était le produit des rendements décroissants des terres cultivables, ou encore pour Thomas Malthus qui le liait à son « principe de population ».

Toutefois, Adam Smith, à travers son étude des effets de productivité induits par le développement de la division du travail, laissait entrevoir la possibilité d'une croissance ininterrompue. Et Jean-Baptiste Say écrivait « Remarquez en outre qu'il est impossible d'assigner une limite à la puissance qui résulte pour l'homme de la faculté de former des capitaux ; car les capitaux qu'il peut amasser avec le temps, l'épargne et son industrie, n'ont point de bornes. » (Traité d'économie politique, Livre I, chapitre XII)

Schumpeter : l'innovation à l'origine de la croissance et de ses cycles

Article détaillé : Cycle économique.

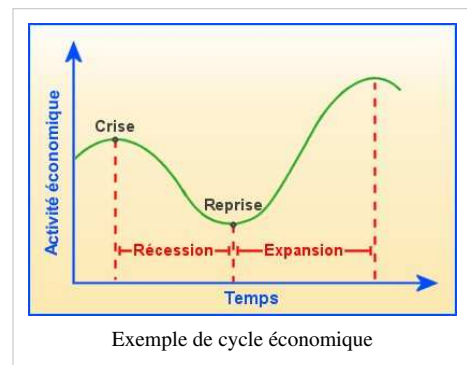
Nikolai Kondratiev est un des premiers économistes à montrer l'existence de cycles longs de 50 ans, et Joseph Schumpeter développe la première théorie de la croissance sur une longue période. Il considère que l'innovation portée par les entrepreneurs constitue la force motrice de la croissance. Il étudie en particulier le rôle de l'entrepreneur dans *Théorie de l'évolution économique* en 1913.

Pour Schumpeter, les innovations apparaissent par « grappes », ce qui explique la cyclicité de la croissance économique. Par exemple, Schumpeter retient les transformations du textile et l'introduction de la machine à vapeur pour expliquer le développement des années 1798-1815, ou le chemin de fer et la métallurgie pour l'expansion de la période 1848-1873. De façon générale il retient trois types de cycles économiques pour expliquer les variations de la croissance :

- les cycles longs ou cycles Kondratieff, d'une durée de cinquante ans ;
- les cycles intermédiaires ou cycles Juglar, d'une durée de dix ans environ ;
- les cycles courts ou cycles Kitchin, d'une durée de quarante mois environ^[13].

Schumpeter introduit enfin le concept de « destruction créatrice » pour décrire le processus par lequel une économie voit se substituer à un modèle productif ancien un nouveau modèle fondé sur des innovations. Il écrit ainsi^[14] :

« L'impulsion fondamentale qui met et maintient en mouvement la machine capitaliste est imprimée par les nouveaux objets de consommation, les nouvelles méthodes de production et de transport, les nouveaux marchés, les nouveaux types d'organisation industrielle - tous éléments créés par l'initiative capitaliste. [...] L'ouverture de nouveaux marchés nationaux ou extérieurs et le développement des organisations productives, depuis l'atelier artisanal et la manufacture jusqu'aux entreprises amalgamées telles que l'US Steel, constituent d'autres exemples du même processus de mutation industrielle - si l'on se passe cette expression biologique - qui révolutionne incessamment de l'intérieur la structure économique, en détruisant continuellement ses



éléments vieillissent et en créant continuellement des éléments neufs. Ce processus de destruction créatrice constitue la donnée fondamentale du capitalisme : c'est en elle que consiste, en dernière analyse, le capitalisme et toute entreprise capitaliste doit, bon gré mal gré, s'y adapter. »

La croissance « sur le fil du rasoir » : Harrod et Domar

Article détaillé : Modèle de Harrod-Domar.

Après la seconde guerre mondiale, les économistes Harrod et Domar, influencés par Keynes, vont chercher à comprendre les conditions dans lesquelles une phase d'expansion peut être durable. Ainsi, s'il ne propose pas à proprement parler une théorie de la croissance (expliquant son origine sur une longue période), le modèle de Harrod-Domar permet, néanmoins, de faire ressortir le caractère fortement instable de tout processus d'expansion. En particulier, il montre que pour qu'une croissance soit équilibrée (c'est-à-dire que l'offre de production augmente ni moins (sous-production) ni plus (surproduction) que la demande), il faut qu'elle respecte un taux précis, fonction de l'épargne et du coefficient de capital (quantité de capital utilisée pour produire une unité) de l'économie. Or, il n'y a aucune raison que la croissance, qui dépend de décisions individuelles (en particulier des projets d'investissement des entrepreneurs), respecte ce taux. De plus, si la croissance est inférieure à ce taux, elle va avoir tendance non pas à le rejoindre, mais à s'en éloigner davantage, diminuant progressivement (en raison du multiplicateur d'investissement). La croissance est donc, selon une expression d'Harrod, toujours « sur le fil du rasoir ». Ce modèle, construit après guerre et marqué par le pessimisme engendré par la crise de 1929, a toutefois été fortement critiqué. Il suppose, en effet, que ni le taux d'épargne, ni le coefficient de capital ne sont variables à court terme, ce qui n'est pas prouvé.

Le progrès technique comme résidu : modèle de Solow

Article détaillé : modèle de Solow.

Robert Solow a été le premier à proposer un modèle formel de la croissance. D'inspiration néoclassique, ce modèle se fonde sur une fonction de production à deux facteurs : le travail et le capital. La production résulte donc exclusivement de la mise en combinaison d'une certaine quantité de capital (moyens de production) et de travail (main d'œuvre).

Le modèle de Solow se fonde sur l'hypothèse que les facteurs de production connaissent des rendements décroissants, c'est-à-dire qu'une augmentation de ceux-ci dans une certaine proportion engendre une augmentation dans une proportion plus faible de la production. Il pose également comme hypothèse que les facteurs de production sont utilisés de manière efficace par tous les pays. En posant que la population connaît un taux de croissance que Solow qualifie de « naturel » (non influencé par l'économie), le modèle déduit trois prédictions :

1. Augmenter la quantité de capital (c'est-à-dire investir) augmente la croissance : avec un capital plus important, la main-d'œuvre augmente sa productivité (dite apparente).
2. Les pays pauvres auront un taux de croissance plus élevé que les pays riches. Ils ont en effet accumulé moins de capital, et connaissent donc des rendements décroissants plus faibles, c'est-à-dire que toute augmentation de capital y engendre une augmentation de la production proportionnellement plus forte que dans les pays riches.
3. En raison des rendements décroissants des facteurs de production, les économies vont atteindre un point où toute augmentation des facteurs de production n'engendrera plus d'augmentation de la production. Ce point correspond à l'état stationnaire. Solow note toutefois que cette troisième prédiction est irréaliste : en fait, les économies n'atteignent jamais ce stade, en raison du progrès technique qui accroît la productivité des facteurs.

Autrement dit, pour Solow, sur le long terme, la croissance provient du progrès technologique. Toutefois, ce progrès technologique est exogène au modèle, c'est-à-dire qu'il ne l'explique pas mais le considère comme donné (telle une « manne tombée du ciel »).

Endogénéiser le progrès technique : les nouvelles théories de la croissance

Article connexe : Théorie de la croissance endogène.

Les théories récentes cherchent précisément à rendre ce facteur endogène -c'est-à-dire à construire des modèles qui expliquent son apparition. Ces modèles ont été développés à partir de la fin des années 1970 notamment par Paul Romer, Robert E. Lucas et Robert Barro. Ils se fondent sur l'hypothèse que la croissance génère par elle-même le progrès technique. Ainsi, il n'y a plus de fatalité des rendements décroissants : la croissance engendre un progrès technique qui permet que ces rendements demeurent constants. La croissance, si elle génère du progrès technique, n'a donc plus de limite. À travers le progrès technique, la croissance constitue un processus qui s'auto-entretient.

Ces modèles expliquent que la croissance engendre du progrès technique par trois grands mécanismes. Premièrement, le *learning by doing* : plus on produit, plus on apprend à produire de manière efficace. En produisant, on acquiert en particulier de l'expérience, qui accroît la productivité. Deuxièmement, la croissance favorise l'accumulation du capital humain, c'est-à-dire les compétences possédées par la main d'œuvre et dont dépend sa productivité. En effet, plus la croissance est forte, plus il est possible d'accroître le niveau d'instruction de la main-d'œuvre, en investissant notamment dans le système éducatif. D'une manière générale, la hausse du niveau d'éducation de la population – par des moyens publics ou privés – est bénéfique. Troisièmement, la croissance permet de financer des infrastructures (publiques ou privées) qui la stimulent. La création de réseaux de communication efficaces favorisent, par exemple, l'activité productive.

« La principale [des] conclusions [de ces nouvelles théories] est qu'alors même qu'[elles] donnent un poids important aux mécanismes de marché, elles en indiquent nettement les limites. Ainsi il y a souvent nécessité de créer des arrangements en dehors du marché concurrentiel, ce qui peut impliquer une intervention active de l'État dans la sphère économique »^[15]. En particulier ce « retour de l'État »^[16] se traduit par le fait qu'il est investi d'un triple rôle : encourager les innovations en créant un cadre apte à coordonner les externalités qui découlent de toute innovation (par exemple grâce à la protection qu'offre aux innovateurs les brevets) ; susciter celles-ci en investissant dans la recherche (notamment fondamentale) et les infrastructures dont les externalités dépassent le profit que peuvent en attendre les acteurs privés ; améliorer le capital humain en investissant dans le système éducatif. D'une manière générale, c'est le rôle des politiques structurelles de l'État, en particulier les investissements dans le capital public, qui est ainsi souligné.

Ces modèles sont toutefois très frustes en ce qu'ils n'expliquent pas les mécanismes précis qui font que la croissance économique stimule le progrès technique. En particulier, chacun des modèles de ces théories ne s'attache qu'à un seul mécanisme liant progrès technique et croissance. Comme le notent Dominique Guellec et Pierre Ralle, « Le modèle général recouvrant l'ensemble des formes du progrès technique est sans doute trop complexe pour être élaboré, ce qui limite la portée des résultats obtenus puisque les interactions entre plusieurs formes existantes sont ignorées »^[17].

La croissance en question

L'un des principaux critiques du modèle de croissance économique est l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen en introduisant dans l'analyse économique la notion d'entropie mise en évidence par Sadi Carnot en 1824 et Rudolf Clausius en 1865. C'est cette analyse qui remet fondamentalement en cause la notion de croissance économique pour prôner une bio-économie que la nature nous imposera, en raison de la finitude de certaines ressources (pétrole, gaz, charbon, métaux précieux...) et de l'entropie de tous processus économiques.

La croissance peut-elle être infinie ?

Les tenants de la décroissance considèrent la croissance infinie comme une impossibilité physique et expriment a minima de sévères réserves sur la possibilité de poursuivre le modèle actuel de croissance, en raison de la nature finie des ressources naturelles. Rien n'indique selon eux que l'on puisse y substituer d'autres ressources, ni que les ressources renouvelables puissent rendre les mêmes services. De même, ils soulignent les éventuelles dégradations de l'environnement qui pourraient remettre en cause la croissance future. Pour les critiques de la croissance, la promesse de « développement économique pour tous » n'est donc qu'une promesse qui ne repose sur rien de tangible.

Une partie de la croissance économique est permise par l'exploitation des ressources naturelles : il convient donc de les gérer au mieux (par exemple par le recyclage), d'optimiser le potentiel d'extractions et de ressources. L'efficacité du système capitaliste est alors parfois remise en cause. Néanmoins, Karl Marx soulignait déjà dans *Le Capital* « l'acharnement fanatique des capitalistes à économiser les moyens de production », faisant tout pour que « rien ne se perde ni ne soit gaspillé »^[18]. Les économistes libéraux soutiennent que le libre marché permet la meilleure affectation des ressources et leur gestion la plus efficace. Par exemple, pour l'économiste Pascal Salin, les problèmes d'efficacité et de gestion liés à l'exploitation des ressources pourraient être résolus par la privatisation de ces ressources. En effet, un propriétaire, responsable d'une ressource naturelle, va l'évaluer et la gérer de façon à maximiser sa richesse et va donc l'entretenir. Pascal Salin prend comme exemple le problème de déforestation des forêts amazoniennes et écrit que « si des entreprises privées, véritablement capitalistes, pouvaient se porter acquéreurs de droits de propriété intégraux sur les forêts tropicales [...] elles seraient incitées à développer les plantations car la valeur de leurs terrains dépendrait de la valeur des arbres susceptibles d'y être coupés dans le futur »^[19]. Pascal Salin insiste également sur le progrès technique et sur les « capacités d'inventivité de l'esprit humain ».

Contestant la vision optimiste d'un progrès technique capable de répondre aux problèmes et questions qu'il a lui-même engendrés, des penseurs et économistes voient une autre logique à l'œuvre dans l'idéal de croissance, qui obère la saine gestion des ressources de la planète. Ainsi pour Jacques Ellul, contempteur moderne de ce qu'il a appelé le *système technicien*, pour une entreprise capitaliste, seul compte le profit indépendamment des effets positifs ou négatifs de son activité^[20].

La croissance mondiale depuis la fin du XVIII^e siècle a été possible grâce au charbon puis au pétrole, qui sont des ressources naturelles non renouvelables. D'autres sources d'énergie sont venues compléter les besoins croissants en énergie comme l'énergie nucléaire qui elle aussi repose sur une ressource, abondante selon l'AIEA^[21], mais non renouvelable, l'uranium.

Conséquences négatives de la croissance

Conséquences possibles sur l'environnement

Article connexe : Effets des croissances démographique et économique sur l'environnement.

La production économique engendre dans certains cas des perturbations dans les équilibres écologiques. Augmenter la production de biens matériels ou le transport (pour répondre à l'accroissement démographique par exemple) peut aggraver ces perturbations.

Le réchauffement climatique amène l'ensemble des économies du monde à prendre en compte leurs émissions de gaz à effet de serre et à rechercher au maximum une « croissance propre » (la communauté internationale envisage la mise en place de contraintes collectives, comme le protocole de Kyoto).

Certaines études montrent les conséquences de la croissance économique mesurée par le produit intérieur brut sur l'évolution du capital naturel.^[22]

Bouleversement induits

Les critiques de la croissance insistent enfin sur les déséquilibres qui peuvent naître de la croissance : bouleversements sociologiques, politiques et écologiques.

Ainsi, les exodes ruraux ou les nouveaux moyens de transport ont entraîné un exode rural et des transformations urbanistiques majeures, qui changent durablement les rapports sociaux. De plus, certains critiques^[Qui ?] considèrent que la croissance bénéficie surtout à une minorité qui tire profit de cette augmentation de productivité, alors que la majorité subit ces transformations de façon souvent traumatique (car les impacts sur l'environnement socio-familial peuvent être dramatiques dans certains cas), et ne retire aucun bénéfice ni en niveau de vie, encore moins en qualité de vie, de la croissance économique.^[réf. nécessaire]

Arguments en faveur de la croissance économique

Pour ses partisans, la croissance économique permet la diminution des inégalités de revenu des individus à l'échelle supranationale^[23]. Quand c'est le cas, des enquêtes d'opinion sur la qualité de vie montrent que celle-ci augmente de concert avec le revenu par habitant, du moins jusqu'à un seuil de 15000 dollars par an^[24].

La diminution rapide de la pauvreté dans le monde dans la seconde moitié du XX^e siècle est établie^[25]. Elle est largement due à la croissance économique, selon la Banque mondiale^[26]. C'est dans les régions où la croissance a été la plus faible, en particulier en Afrique subsaharienne, que la pauvreté a le moins diminué et qu'elle risque d'augmenter à l'avenir^[27].

Toutes les prédictions de bornes absolues au développement depuis Malthus se sont révélées fausses, en raison de la capacité de l'homme à trouver de nouveaux usages aux ressources : le travail humain a été remplacé par le travail animal, puis mécanique, avec le développement progressif d'énergies nouvelles : bois, charbon, électricité, pétrole. Ainsi, l'économiste Julian Simon affirme dans *The Improving State of the World* que les conditions matérielles de l'humanité s'améliorent rapidement.^[28]

Autour de la croissance

Croissance et pauvreté

Dans les années 1950, Simon Kuznets avait supposé l'existence d'une relation générale entre croissance et inégalités (courbe de Kuznets), celles-ci augmentant d'abord, puis diminuant lorsque les revenus sont assez élevés. Les études empiriques successives ont largement invalidé cette hypothèse et, en première approximation, la croissance est neutre par rapport aux inégalités.

Dans une étude empirique célèbre publiée pour la Banque mondiale, David Dollar et Art Kraay ont conclu que les revenus des populations pauvres (le quintile inférieur) augmentaient proportionnellement avec le revenu moyen, de manière presque systématique quelles que soient les périodes et les pays concernés.^[29]

Croissance économique et développement durable

Article détaillé : Effets des croissances démographique et économique sur l'environnement.



Cet article ne cite pas suffisamment ses sources (mars 2009).

Si vous connaissez le thème traité, merci d'indiquer les passages à sourcer avec {{Référence souhaitée}} ou, mieux, incluez les références utiles en les liant aux **notes de bas de page**. (Modifier l'article ^[30])

Le fait que la croissance économique se définit comme une augmentation de la production **sur le long terme**, et qu'elle puisse avoir des effets négatifs sur l'environnement, crée les préoccupations du développement durable. Celui-ci comporte trois piliers : l'environnement, le social, et l'économique.

Si l'on revient sur la structure de la croissance économique, il faut rappeler qu'elle provient d'une augmentation de la production qui dépend pour partie de l'augmentation des facteurs de production, et pour partie du progrès technique.

Certains auteurs^[31] soulignent que la croissance économique mesurée par le PIB tend à détruire le stock de ressources naturelles.

De nombreux critiques de l'économie de marché affirment que l'environnement est mal pris en compte dans les modèles économiques actuels, sauf peut-être à travers le progrès technique dans le modèle de Solow (d'inspiration néoclassique avec deux facteurs de production capital et travail), dans la mesure où celui-ci tient compte des contraintes environnementales, ce qui n'est pas toujours le cas. Lorsque le progrès technique ignore les contraintes environnementales, la croissance issue d'une meilleure productivité peut avoir des effets négatifs sur l'environnement, ce que dénonçait déjà le philosophe Hans Jonas dans *Le principe responsabilité* dès 1979.

L'un des secteurs où ces déséquilibres apparaissent le mieux est celui de l'agriculture, où le modèle productiviste de l'agriculture intensive pratiquée depuis la Seconde Guerre mondiale^[précision nécessaire] a généré des impacts environnementaux négatifs (avec les pesticides notamment).

Certains économistes contemporains, comme Paul Romer, intègrent dans leurs réflexions la limitation des ressources naturelles, et le fait que le progrès technologique et la connaissance peuvent générer une nouvelle croissance.

Notes et références

- (en) Cet article est partiellement ou en totalité issu de l’article de Wikipédia en anglais intitulé « *growth Economic growth* ^[32] » (voir growth la liste des auteurs ^[32])

[1] Site *L'Économie canadienne* (http://www.canadianeconomy.gc.ca/francais/economy/economic_growth.html)

[2] en 1957, Robert Solow publie un article devenu célèbre (*Technical Change and the Aggregate Production Function*) où il attribue 7/8^e de la croissance américaine entre 1909 et 1949 au progrès technique.

[3] *Le Monde* du 27.08.08 (<http://www.lemonde.fr/archives/article/2008/08/27/>

la-proportion-de-pauvres-dans-la-population-mondiale-a-diminue-de-moitie-depuis-1981_1088308_0.html). « le total des personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour s'élève à 2,5 milliards, chiffre inchangé depuis 1981 », ce malgré l'augmentation de population

[4] « La croissance a donc - il faut le répéter - des effets pervers : extension incontrôlée des villes, pollution, destruction des ressources naturelles. l'erreur souvent faite est la confusion entre croissance et progrès. Ce dernier implique la diminution des inégalités des revenus et des conditions de vie alors que la croissance économique accentue souvent les inégalités sociales et spatiales. » Jean-Pierre Paulet, *Géographie urbaine*, Armand Colin, 2009, p. 92

[5] François Perroux, *Dictionnaire économique et social*, Hatier, 1990

[6] Frédéric Bastiat : *Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas*, chapitre 1 : la vitre cassée, 1850, Texte intégral sur Wikisource

[7] Henri Lepage, *Demain le capitalisme*, 1978, p.93

[8] Angus Maddison, *The World Economy: A Millennial Perspective*, OCDE, Paris, 2001, page 46

[9] Pierre Maillat, *La Croissance économique*, Presses Universitaires de France, 1976

[10] Xavier Sala-i-Martin, *15 Years of New Growth Economics: What Have We Learnt?*, Barcelone, 2002.

[11] Hernando de Soto, *Le Mystère du capital : pourquoi le capitalisme triomphe en Occident et échoue partout ailleurs*, 2005, Flammarion (ISBN 978-2-08-120077-7)

[12] . Sur ce point des institutions, Gérard Dréan, dans un article intitulé *Le modèle libéral et comment s'en servir* (dans la revue libérale *Sociétal*, 1er trimestre 2003, p. 45) souligne également que « Les facteurs les plus étroitement corrélés avec la prospérité sont ceux qui garantissent un état de droit : droits de propriété, absence de corruption, système juridique efficace. »

- [13] Joseph Schumpeter, *Les cycles des affaires*, 1939
- [14] Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1942, Payot, édition française de 1951, p. 106-7
- [15] Dominique Guellec et Pierre Ralle, *Les Nouvelles Théories de la croissance*, La Découverte, 1995, p. 112
- [16] Guellec & Ralle, *ibid*, p. 109
- [17] Guellec & Ralle, *ibid*, p. 90
- [18] Karl Marx, *Le Capital, critique de l'économie politique*, Livre III, chapitre V, section 1, Paris : Éditions Sociales, 2000, p. 94
- [19] Pascal Salin, *Libéralisme*, 2000, p. 475-476
- [20] « Je voudrais rappeler une thèse qui est bien ancienne, mais qui est toujours oubliée et qu'il faut rénover sans cesse, c'est que l'organisation industrielle, comme la « post-industrielle », comme la société technicienne ou informatisée, ne sont pas des systèmes destinés à produire ni des biens de consommation, ni du bien-être, ni une amélioration de la vie des gens, mais uniquement à produire du profit. *Exclusivement* » in Jacques Ellul, *Le Bluff technologique* (1988), éd. Hachette, coll. Pluriel, 2004, p. 571.
- [21] **(en)** *Global Uranium Resources to Meet Projected Demand* (http://www.iaea.org/NewsCenter/News/2006/uranium_resources.html), Agence internationale de l'énergie atomique, juin 2006
- [22] Sommes-nous déjà en décroissance ? (<http://www.manicore.com:80/documentation/serre/dcroissance.html>) sur le site de Jean-Marc Jancovici
- [23] *Global Inequality Fades as the Global Economy Grows* (http://www.heritage.org/research/features/index/chapters/htm/index2007_chap1.cfm) Xavier Sala-i-Martin. 2007 Index of Economic Freedom
- [24] *In Pursuit of Happiness Research. Is It Reliable? What Does It Imply for Policy?* (http://www.cato.org/pub_display.php?pub_id=8179) The Cato institute. April 11, 2007
- [25] *Le Monde* du 27.08.08 (http://www.lemonde.fr/archives/article/2008/08/27/la-proportion-de-pauvres-dans-la-population-mondiale-a-diminue-de-moitie-depuis-1981_1088308_0.html). « Entre 1981 et 2005, le nombre des pauvres dans le monde a diminué de 500 millions, et leur proportion dans la population totale est tombée de 52 % à 26 %. »
- [26] Poverty, Growth, and Inequality (<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTPOVERTY/EXTPGI/0,,contentMDK:20263370~menuPK:342777~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:342771,00.html>) World Bank
- [27] Stanley Fischer, *Globalization and Its Challenges*, *American Economic Review*, mai 2003, p.13.
- [28] The Improving State of the World (http://www.wired.com/wired/archive/5.02/ffsimon_pr.html)
- [29] David Dollar et Art Kraay, *Growth is Good for the Poor* (http://siteresources.worldbank.org/DEC/Resources/22015_Growth_is_Good_for_Poor.pdf), Banque mondiale, mars 2002
- [30] http://en.wikipedia.org/wiki/Croissance_%C3%A9conomique
- [31] Jean-Marc Jancovici Sommes-nous déjà en décroissance ? (<http://www.manicore.com/documentation/serre/dcroissance.html>)
- [32] <http://en.wikipedia.org/wiki/Economic>

Voir aussi


Articles connexes

- Théorie économique
- Moses Abramovitz
- Économie du développement
- Les Trente Glorieuses
- Club de Rome
- Décroissance
- Commission pour la libération de la croissance française
- Produit intérieur brut de la France
- Effets des croissances démographique et économique sur l'environnement
- Taux de croissance
- Commerce éthique
- Responsabilité environnementale
- Responsabilité élargie du producteur
- Loi d'Okun

Bibliographie

- **(fr)** Paul Romer, *Endogenous Technological Change*, Journal of Political Economy, [[octobre|octobre (http://www.pse.ens.fr/adres/anciens/n22/vol22-01.pdf)] 1990](Article fondateur de la théorie de la croissance endogène)
- **(en)** Robert Barro et Xavier Sala-i-Martin, *Economic Growth*, 2003, MIT Press (ISBN 978-0-262-02553-9)
- Jean Arrous : *Les Théories de la croissance*, Seuil, 265 p (ISBN 978-2-02-021506-0)
- Patrick Darmon : *Il est urgent de ne rien faire : les Français et la croissance économique*, Édition du Temps, 2006 (ISBN 978-2-84274-346-8)
- Dominique Guellec & Pierre Ralle : *Les Nouvelles Théories de la croissance*, La Découverte, 2003, 128 p (ISBN 978-2-7071-4092-0)
- Christian Blanc : *La Croissance ou le chaos*, Odile Jacob, 2006, 237 p (ISBN 978-2-7381-1715-1)
- Serge Latouche : *Le Pari de la décroissance*, Fayard, 2006 (ISBN 978-2-213-62914-8)
- Gérard Moreau : *Dictature de la croissance*, Ginkgo, 2005 (ISBN 978-2-84679-033-8)

Liens externes

- **[pdf]** *Croissance potentielle et développement* (<http://www.ces.fr/rapport/doclon/07013103.pdf>), rapport du Conseil économique et social, 2007
- Rodolphe Echard et Murat Yildizoglu, Croissance économique (<http://yildizoglu.u-bordeaux4.fr/croisemfweb/croisemfweb.html>), université de Bordeaux
-  Portail de l'économie

Sources et contributeurs de l'article

Économie *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=59529789> *Contributeurs*: ADM, Aiolia, Al Maghi, Alastair, Amstramgrampikepekeolegram, AnselmiJuan, Apollon, Augier73, Badmood, Baronnet, Bibi Saint-Pol, Bokken, BrightRaven, Cassiopaella, Cdiot, Chtfn, Coyaya, Cédric Boissière, Dauphiné, Deep silence, DocteurCosmos, Dodoïste, Edeluce, Epsilon0, Erasmus.new, Eumachia, Expertom, FR, Ffl110, Fm790, Freeroot, Fuucx, Gdelacoste, Gem, Gemini1980, Grecha, Gribeco, Gz260, Henriparsien, Homo sovieticus, IALex, JKHST65RE23, JLM, Jasar3, Jlachambre, Jotun, JuTa, Kelson, Korrigan, Kwak, Kyro, LairepoNite, Laurent Nguyen, LeGéantVert, Leag, Leszek Jańczuk, Like tears in rain, Loltaly, M-le-mot-dit, MaCRoEco, Maloq, Marcv7, Marsu15, Martins007, MicroCitron, Minipapourachid, Mouetto, Mouss31, Mro, Muselaar, Neef, NicoV, Noritaka666, Oasisk, Oblic, Octopuss, PAC2, Pautard, Pethrus, Pgreenfinch, Phe, PieRRoMaN, Piero, Poppy, Prosopee, Rehtse, Robert Ferrieux, Romanc19s, Romary, Roucas, Sebleouf, Sisqi, Sneaky 013, Suprememangaka, Taguelmoust, Ton1, Treehill, Udufruduhu, Wanderer999, Xantha, Zetud, Ziron, ~Pyb, 106 modifications anonymes

Statistique descriptive *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=58453018> *Contributeurs*: Aither, Archimèa, Badmood, Bob08, Bougette, Bzhboy, COLETTE, DC2, Ediacara, Esprit Fugace, Fluti, Godix, Grook Da Oger, HB, Hervée, Hpa, Héfahistos, Jancib, Jet, Jef-Infojef, Jerome66, Julien.kiwi, Lehalle, Lmaltier, Looxix, LuRobby, Lucdupuy, MagnetiK, Mivert, Mro, Nanoxyde, Nono64, Orthogaffe, Romary, Ryan, Sherbrooke, Slady, Speedspid, Stéphane33, Sylenius, TaraO, Wanderer999, Ygonaar, 40 modifications anonymes

Industrie en Tunisie *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=52330184> *Contributeurs*: Anis Yamoun, Elcèd77, Erasmus.new, Expertom, Mounou82, 1 modifications anonymes

Tourisme en Tunisie *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=58766645> *Contributeurs*: Chaaben mohamed, Cimoi, Citizen59, Elcèd77, En passant, JLM, Leag, Mark2000, Mounou82, Pradigue, Shawn, Sutherland, Tunisia360tunisia, 10 modifications anonymes

Microéconomie *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=59180395> *Contributeurs*: Acetone, Actorstudio, Astirmays, Bapti, Baronnet, Ben1978, Bokken, Bradipus, BrightRaven, Caton, Chrono1084, Darkoneko, Emiaille, Expertom, FP, Fabiolag, Fabrice Ferrer, Fuucx, Gribeco, Karl1263, Korg, LairepoNite, Le Clown, MaCRoEco, Markadet, Maurege, Med, Notafish, Nykozof, Oasisk, Odonaya, Ollamh, Pautard, Pgreenfinch, Phillippe, Pirmu, Pixeltoo, Rbuda, Rpa, Sakharov, Sherbrooke, Stéphane33, Taguelmoust, Tornad, Webkid, Wiki4ever, Wiz, Youssefsan, Zamig, ~Pyb, 47 modifications anonymes

Théorie du consommateur (microéconomie) *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=53717271> *Contributeurs*: 08pb80, AEIOU, Bokken, Bombastus, Expertom, GaMip, Grasyop, Grundahl, JeanJaybee, Jef-Infojef, Leag, MaCRoEco, Maurege, Oasisk, Recyclage, Sand, ~Pyb, 50 modifications anonymes

Macroéconomie *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=59021373> *Contributeurs*: Al, Alvaro, Anthere, Aoineko, Ascaron, Astirmays, BORIES René, Baronnet, Barraki, Bokken, Bradipus, BrightRaven, CR, Chrono1084, Darkoneko, Elwood, Equi-NoX, EtienneChouard, FP, Fare, Faré, Fluti, Fuucx, GSD, Gem, Geoffroy, Greudin, Gribeco, Hercule, Héman, Inisheer, Jakijak, Jeanmichel, Jyp, Karl1263, Kelson, Looxix, MaCRoEco, Med, Melkor73, Meszigues, Moathieu, Necrid Master, Neuceu, Oasisk, Odonaya, Olivier, Orthogaffe, Oudet, Panoramix, Papillus, Pautard, Peco, Pgreenfinch, Phe, Phillippe, Pit, Pixeltoo, Poulos, Samuel Klebaner, Toutoune25, Tuilindo, Vincent Lextrait, Webkid, Wiz, Xeniphon, Youssefsan, ~Pyb, 75 modifications anonymes

Économie internationale *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=56092327> *Contributeurs*: Cimoi, Erasmus.new, Gribeco, Jonathan71, Loveless, MaCRoEco, Oasisk, Pixeltoo, 5 modifications anonymes

Commerce international *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=59106319> *Contributeurs*: 120, Alexh, Aliesin, Angharad, Benjism89, Biem, Bob08, Clem23, Darkoneko, David Berardan, Diligent, Escaladix, Expertom, EyOne, Fm790, Glesdain, Gribeco, Grimlock, HDDTZUZDSQ, Icarwiz, JB, JLM, M.alexii, MaCRoEco, Maseracing, Mirgolth, Mnémosyne, Oasisk, Oblic, Orphée, Palmaya, Pgreenfinch, Quanta1956, RM77, Rst system Société de droit privé, Sebleouf, Urban, Utopies, WebmasterRCI, ~Pyb, 83 modifications anonymes

Théorie du commerce international *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=59611705> *Contributeurs*: Aliesin, Baronnet, Bokken, ChF, Chrischmitt, Creasy, Cymbella, Diligent, DocteurCosmos, Esprit Fugace, FabienGomez, GaMip, Gaelbarbin, Gribeco, Jblndl, Jerome66, Khalid hassani, MIKED84, Marc Mongenet, Masterdeis, Mr Patate, Mutatis mutandis, Nono64, Oasisk, P-e, Phe, Playtime, Plic, Syar, Tibauk, ~Pyb, 76 modifications anonymes

Avantage compétitif *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=54944487> *Contributeurs*: Compo, Copyleft, Creasy, DocteurCosmos, Expertom, Gribeco, Helldjinn, Ilonadubra, Lafud, Lindigo, Litlok, Lmaltier, MaCRoEco, Med, Orthogaffe, Overflorian, Pautard, PaxInTennis, Pgreenfinch, Sherbrooke, Stratos, 10 modifications anonymes

Balance des paiements *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=59535246> *Contributeurs*: AntonyB, Baronnet, Dany40, Eumachia, Gribeco, Htournyol, Jerome66, Le gorille, Leag, Lmaltier, MaCRoEco, MaksBaric, Pablo31100, Peace01234, Seudo, Sherbrooke, TigH, Tognopop, ~Pyb, 28 modifications anonymes

Système monétaire international *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=58914092> *Contributeurs*: Ayack, Bob08, Buddho, Cantons-de-l'Est, Dartelaar, GillesC, Gwendreams, Hamelin de Guettelet, Keziah, Kirochi, L'amateur d'aéroplanes, Leonchaix, Loveless, MaCRoEco, TwoWings, Vanessa2706, Viking59, Vyk, Yanneffrotin, 18 modifications anonymes

Système financier international *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=58540416> *Contributeurs*: 307sw136, Badmood, Bombastus, Dany40, Expertom, Jef-Infojef, Keziah, Litlok, MaCRoEco, Manuguf, NicoV, PoM, Poulos, Ryo, Sebasto, Wart Dark, 10 modifications anonymes

Mondialisation économique *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=57796318> *Contributeurs*: Aliesin, AntonyB, Badmood, Balougador, Bayo, Benjamin de Rebecque, Bob08, Bombastus, Chaps the idol, Cyberugo, David Berardan, Dhatier, DocteurCosmos, Domsau2, EDUCA33E, Emirix, Erasoft24, Escaladix, FP, GaMip, GillesC, Gizmolechat, Gribeco, Guillaume86, Gérardaya, HDDTZUZDSQ, Jean-louis75, Jeanfinez, Jef-Infojef, Julianedm, Kyro, Laurent Nguyen, Le gorille, Leag, Litlok, Loveless, MaCRoEco, Maloq, Meodudlye, MisterMatt, Neuceu, Nono64, Nouill, Oasisk, Papier K, Pautard, Pgreenfinch, Piti-pablo, Pok148, Quanta1956, Rune Obash, Stanlekub, Ste281, Symbole, Thierry Caro, Ulrogothe, V. M., Wanderer999, Xocf, 87 modifications anonymes

Monnaie *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=59559307> *Contributeurs*: ADM, Abalg, Adhes, Aeletherios, Ajh, Alain Caraco, Alastair, Alphos, Alvaro, Amstramgrampikepekeolegram, Anas1712, Aoineko, Apollon, Archeos, Aristarché, ArsenPlus, Astirmays, Avililui, BMR, BadUsRex, Badmood, BapMat, Barliguy, Baronnet, Belgavox, Bendavidu, Beny, Bicornet, Bokken, Bombastus, Bordate, Bourse du collectionneur, BravoLeMonde, Brunodesacacias, Buzz, Cantons-de-l'Est, Cepkah, Chatsam, ChongDae, Christ, Ci-gît le sage, CommonsDelinker, Copyleft, Cxielarko, Cœur, DSCH, DainDwarf, Dake, DamienTerrien, Daniel*D, Darkoneko, Dathremora, Dauphiné, David Berardan, Davn44, Dbouzon, Dhatier, Dhaurat, Diderot, Didisha, Dilbert, DocteurCosmos, Doktor boris kater, Dostix, Dujjo, Démocrite, EDUCA33E, Ebichu, Eden2004, Elvin, Elvire, Esprit Fugace, Eudoxe, Eumachia, Evreuxpsycho, Expertom, EyOne, Fabrice Ferrer, Fafnir, Felixggenest, Fuucx, Galuel, Gdm, Gede, Gem, Gentil Hibou, Geryal, GillesAuriault, Goliadkine, Greudin, Gribeco, Grondin, Guillaume.francois55, Gustrot, Guérin Nicolas, Hamelin de Guettelet, Hamids44, Hercule, Hevydevy81, Hoptalaaa, Hpm, Htournyol, Hégésippe Cormier, INyar, Inisheer, Isaac Sanolnacov, Island, Iznogood, Jbboisseau, Jerome66, Jjmonot, Jojojava, Jplm, Jrdesmonts, Julien Jorge, Junioricus, Jusjih, Kelson, Kilom691, Korg, Koyuki, Kwa1975, Laurent Nguyen, Leag, Lebob, Leonchaix, Levochik, Lilyu, Litlok, Louis-garden, LouisCharles, Lppa, Ludovic89, MaCRoEco, MaTT, Marc Mongenet, Masterdeis, Maurege, MaxLamar, Med, Meiji, Mh26, Mhon, Mig, Mikefuhr, Minoos, Misslice, Mmenal, Moolligan, Mouss31, Moyg, Mro, Muselaar, Nakor, Nerijp, Nicolas Lardot, Nomatter, Numbo3, Nvivo, O. Morand, Oasisk, Od1n, Ole Einar, Orthogaffe, Ovzi, Panoramix, Papillus, Papydenis, Patschw, Pautard, PetetheJock, Pgreenfinch, Phe, Phido, Philasdochet, PieRRoMaN, Pit, PivWan, Pld, Plyd, Pmx, PoM, Polarman, Poleta33, Poppy, Psirvent, Pymouss, Raph, RedBadger, Renardeur, Romainz, Romanc19s, Roucas, Rémi, Saint-Loup, SalomonCeb, Salsero35, Sam Hocesar, Sanao, Santal, Sayan, Sejarod, Sherbrooke, SicreJacques, Sinaloa, Siren, Skiff, Spooky, Strxg, Stef48, Stéphane33, Taguelmoust, Tarap, Thesupermat, Tibo217, Toldien, Treanna, Un gréviste, Ursus, Vargenau, Verdy p, Viking59, Vincent stehle, Vlaam, WikiVince, Wikig, Www.acbon.net, YolanC, Zelda, Zetud, Zhonghuo, Zigomette, Zubro, ~Pyb, Épiméthée, 405 modifications anonymes

Financement *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=56870516> *Contributeurs*: 16@r, A.antunes, Badmood, Baf, Bombastus, Brunodurand, David Berardan, Esprit Fugace, Expertom, Fluti, Greudin, Götö, Inisheer, Jmfayard-fauxnez, Jonathan Métilion, Jose77, Korrigan, Kropotkine 113, Laurentlelou, Lesidney, Litlok, MaCRoEco, Malta, Mutima, Orthogaffe, Pgreenfinch, Phe, Rapace will, Sand, Squaly, Sum, Trofobi, ~Pyb, Σ:-:~)ë, 31 modifications anonymes

Politique monétaire *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=58900896> *Contributeurs*: Aadi, Aroly, Badmood, Cyril benedetti, EDUCA33E, Erasmus.new, Eric.dane, Expertom, Fuucx, Garfieldairlines, Htournyol, Jmp48, Julio 12, Le gorille, MaCRoEco, Marc Mongenet, Maurege, Maximini1010, Mro, Notafish, Oasisk, Peco, R. Rothlis, Rowen, Rsilvestre, Sejarod, Simardolivier, Tchoumy, Treehill, Wikig, Yf, ~Pyb, 70 modifications anonymes

Théorie quantitative de la monnaie *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=59275153> *Contributeurs*: Ajh, Baronnet, Barraki, Besoa, Bombastus, Camille.BL, Cantons-de-l'Est, Chaoborus, Céréales Killer, Denis Dordogne, EDUCA33E, Gdm, Gem, HDDTZUZDSQ, Htournyol, Jastrow, Jb.fagot, L'amateur d'aéroplanes, Legrandeconomiste, MaCRoEco, Maurege, Morgan.germain, Mutatis mutandis, Olymars, Remiv1, Roucas, Tavernier, Tuilindo, Yelkrokyade, Z653z, Zetud, ~Pyb, 42 modifications anonymes

Marché des capitaux *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=55530116> *Contributeurs*: Bombastus, Carl-9000, Chico75, Loveless, Moez, TLM, Vincnet, 1 modifications anonymes

Croissance économique *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=58635751> *Contributeurs*: Alexander Doria, Apollon, Arronax50, Badmood, Bicounet, Bielomout, Bob08, Bombastus, Bourrichon, Cekoroba, Celeri, Cham, Chaoborus, Christophe Dioux, Circular, Copyleft, David.nguyen, Dirac, DocteurCosmos, Domsau2, Drongou, Dujo, Dédélembrouille, Elvin, Emmanuel Cattier, Expertom, Fuucx, GFDL fan, Galoric, Galuel, Gede, Geoffroy, Ggbb, Gribecco, HeleneKeynes, Hephaestos le Bancal, Hercule, Herr Satz, Heurtelions, Huesca, Hémant, IALex, JLM, Jef-Infojef, Jerome66, Jr12, Kamal hzs, Kerluamox, Kifran80ies, Korrigan, Lamiot, Loudubewe, MaCRoEco, Machriva, Mica, Moyg, Nadiyah, Nash, Necrid Master, Nicolas Ray, Nouill, Oasisk, OlivierEM, Orthogaffe, Oxo, Papillus, Paul Bouchequet, Pautard, Pgreenfinch, Pichegru, Popo le Chien, Pyb, Raph, Romanc19s, Rémi, Sam Hocevar, Sapin, Sduth, Seudo, Shaitan, Soixante.deux.cent-quarante-sept, Suprememangaka, Tchesko, Tex, Thierry-Pierre, Tobtob, Tooony, Topofthepop, Ultragothe, Umfray, Vlaam, Xfigpower, Xylo, Youssefsan, Zj, ~Pyb, 150 modifications anonymes

Source des images, licences et contributeurs

Image:Disambig colour.svg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Disambig_colour.svg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* User:Bug's

Fichier:Colbert-5.jpg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Colbert-5.jpg> *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Abrahami, Bohème, Gryffindor, Jastrow, Shakko, Thorvaldsson

File:Smith - Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, Blanqui, 1843, L.djvu *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Smith_-_Recherches_sur_la_nature_et_les_causes_de_la_richesse_des_nations_Blanqui_1843_L.djvu *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Adam Smith et Germain Garnier, Auguste Blanqui (trad.)

File:Thomas Malthus.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Thomas_Malthus.jpg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Mu, Muriel Gottrop

File:Karl Marx 001.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Karl_Marx_001.jpg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* ArtMechanic, Beao, Daniel Córdoba Bahle, Ecummenic, Penarc, Tets, 1 modifications anonymes

File:WhiteandKeynes.jpg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:WhiteandKeynes.jpg> *Licence:* inconnu *Contributeurs:* International Monetary Fund

Fichier:Paul Samuelson.gif *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Paul_Samuelson.gif *Licence:* Creative Commons Attribution *Contributeurs:* Innovation & Business Architectures, Inc.

Fichier:Ballard Farmers' Market - vegetables.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Ballard_Farmers'_Market_-_vegetables.jpg *Licence:* GNU Free Documentation License *Contributeurs:* User:Jmabel

Image:Circulation in macroeconomics-fr.svg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Circulation_in_maeconomics-fr.svg *Licence:* GNU Free Documentation License *Contributeurs:* User:MaCRoEco

Fichier:PIB cumul-1990-2006.png *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:PIB_cumul-1990-2006.png *Licence:* GNU Free Documentation License *Contributeurs:* Andrew pmk, Jusjih, MaCRoEco, Nadiyah, Stannered

Fichier:Cycle économique.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Cycle_économique.jpg *Licence:* GNU Free Documentation License *Contributeurs:* Imzen, 5 modifications anonymes

File:Briefmarke 1000Mark.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Briefmarke_1000Mark.jpg *Licence:* inconnu *Contributeurs:* Burts, Butko, Drdoht, NobbiP, R. Engelhardt, Rocket000

Image:William Petty.png *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:William_Petty.png *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* -Pyb, 3 modifications anonymes

File:Frederick Winslow Taylor.JPG *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Frederick_Winslow_Taylor.JPG *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Frank C. Müller, Herzi Pinki, Kane5187, Kilom691, Thierry Caro, Vikingstad, Werckmeister, 2 modifications anonymes

File:Fonds henri fayol.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Fonds_henri_fayol.jpg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Claidelis, Mdd, Mu

File:NYSE-floor.jpg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:NYSE-floor.jpg> *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Hu Toya, Itsmine, Kanonkas, Nobunaga24, 3 modifications anonymes

Fichier:Schéma du développement durable.svg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Schéma_du_développement_durable.svg *Licence:* GNU Free Documentation License *Contributeurs:* User:VIGNERON

File:Marcel Duchamp.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Marcel_Duchamp.jpg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Duchamp

File:Industry.jpg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Industry.jpg> *Licence:* Creative Commons Attribution-Sharealike 2.5 *Contributeurs:* Summ

File:Moissonneuse-batteuse (marque John Deere) .JPG *Source:* [http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Moissonneuse-batteuse_\(marque_John_Deere\)_.JPG](http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Moissonneuse-batteuse_(marque_John_Deere)_.JPG) *Licence:* Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs:* User:PRA

Fichier:Emblem-money.svg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Emblem-money.svg> *Licence:* GNU General Public License *Contributeurs:* perfectska04

Image:Goldenwiki 2.png *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Goldenwiki_2.png *Licence:* GNU Free Documentation License *Contributeurs:* User:Sting

Image:Diag phase eau.svg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Diag_phase_eau.svg *Licence:* inconnu *Contributeurs:* user:slady

Image:EthelCatherwood1928.jpg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:EthelCatherwood1928.jpg> *Licence:* GNU Free Documentation License *Contributeurs:* Original uploader was Antoine1 at fr.wikipedia

Image:Histo-discr.png *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Histo-discr.png> *Licence:* Creative Commons Attribution 2.5 *Contributeurs:* Charles-Albert Lehalle

Image:Randn-x.png *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Randn-x.png> *Licence:* Creative Commons Attribution 2.5 *Contributeurs:* Charles-Albert Lehalle

Image:Densite-ex.png *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Densite-ex.png> *Licence:* Creative Commons Attribution 2.5 *Contributeurs:* Charles-Albert Lehalle

Image:F-repartition.png *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:F-repartition.png> *Licence:* Creative Commons Attribution 2.5 *Contributeurs:* Charles-Albert Lehalle

Image:Exemple d histogramme.png *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Exemple_d_histogramme.png *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Original uploader was Jct at fr.wikipedia

Image:Rand-3c.png *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Rand-3c.png> *Licence:* Creative Commons Attribution 2.5 *Contributeurs:* Charles-Albert Lehalle

Image:3pop.png *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:3pop.png> *Licence:* Creative Commons Attribution 2.5 *Contributeurs:* Charles-Albert Lehalle

Fichier:Probstats.svg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Probstats.svg> *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Dake (original) ; bayo (SVG conversion)

Fichier:Flag of France.svg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_France.svg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* (de) (en)

Fichier:Flag of Italy.svg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Italy.svg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* see below

Fichier:Flag of Germany.svg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Germany.svg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* User:Madden, User:Pumbaa80, User:SKopp

Fichier:Flag of Belgium (civil).svg *Source:* [http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Belgium_\(civil\).svg](http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Belgium_(civil).svg) *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Bean49, David Descamps, Dbenbenn, Denelson83, Fry1989, Howcome, Ms2ger, Nightstallion, Oreo Priest, Rocket000, Sir Iain, ThomasPusch, Warddr, Zscout370, 3 modifications anonymes

Fichier:Flag of Tunisia.svg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Flag_of_Tunisia.svg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* AnonMoos, Avala, Bender235, Duduziq, Elina2308, Emmanuel.boutet, Flad, Fry1989, Gabbe, Juiced lemon, Klemen Kocjancic, Mattes, Meno25, Myself488, Neq00, Nightstallion, Reisio, Str4nd, Фёдор Гусляров, 7 modifications anonymes

Fichier:Crystal Clear action run.svg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Crystal_Clear_action_run.svg *Licence:* GNU Lesser General Public License *Contributeurs:* User:HereToHelp

Image:PatioGrandeMosqueeKairouan.JPG *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:PatioGrandeMosqueeKairouan.JPG> *Licence:* Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs:* User:Citizen59

Image:Djerba el mouradi menzel hotel pool-1.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Djerba_el_mouradi_menzel_hotel_pool-1.jpg *Licence:* Creative Commons Attribution-Sharealike 2.5 *Contributeurs:* User:Emmanuel.boutet

Image:Early Morning At Port El Kantaoui.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Early_Morning_At_Port_El_Kantaoui.jpg *Licence:* Creative Commons Attribution 2.0 *Contributeurs:* matthew Hunt

Image:Oasis de Tamerza.JPG *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Oasis_de_Tamerza.JPG *Licence:* Creative Commons Attribution-Sharealike 2.5 *Contributeurs:* Citizen59

Fichier:P geography 1.png *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:P_geography1.png *Licence:* inconnu *Contributeurs:* Little Savage

Image:Courbe d'indifférence.png *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Courbe_d'indifférence.png *Licence:* GNU Free Documentation License *Contributeurs:* Utilisateur:~Pyb

Image:Emblem-money.svg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Emblem-money.svg> *Licence:* GNU General Public License *Contributeurs:* perfectska04

Fichier:Recycle002.svg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Recycle002.svg> *Licence:* GNU Free Documentation License *Contributeurs:* user:bayo

Fichier:Stern of the Colombo Express.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Stern_of_the_Colombo_Express.jpg *Licence:* inconnu *Contributeurs:* Danny Cornelissen

Fichier:Commerce 2007.svg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Commerce_2007.svg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* User:Urban

Fichier:Market.png *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Market.png> *Licence:* GNU Free Documentation License *Contributeurs:* Teetaweepo

Fichier:Crystal_Clear_mime-type_mime-template_source.png *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Crystal_Clear_mime-type_mime-template_source.png *Licence:* inconnu *Contributeurs:* Augiasstallputzer, CyberSkull, Rocket000

Fichier:Question book-4.svg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Question_book-4.svg *Licence:* GNU Free Documentation License *Contributeurs:* w:en:User:Tkgd2007Tkgd2007

Fichier:Sierpinski arrowhead 3d stage 5.png *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Sierpinski_arrowhead_3d_stage_5.png *Licence:* Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs:* User:RobertdWc

Image:Country foreign exchange reserves minus external debt.png *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Country_foreign_exchange_reserves_minus_external_debt.png *Licence:* Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs:* User:Peace01234

Fichier:To validate.svg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:To_validate.svg *Licence:* GNU Lesser General Public License *Contributeurs:* User:Stannered

Fichier:TwoCoins.svg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:TwoCoins.svg> *Licence:* inconnu *Contributeurs:* -

Image:Paieement euros.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Paieement_euros.jpg *Licence:* Creative Commons Attribution-Sharealike 2.5 *Contributeurs:* User:Julien Jorge

Image:Ngultrum2.jpg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Ngultrum2.jpg> *Licence:* Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs:* User:Antho0603

Image:Jacques-Louis David 014.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Jacques-Louis_David_014.jpg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Ecummenic, Jimmy44, Kirtap, Makthorpe, Olivier2

Image:Banque Rouoyale d'Écosse, Saint Hélyi, Jèrri 2.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Banque_Rouoyale_d'Écosse,_Saint_Hélyi,_Jèrri_2.jpg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Man vyi

Image:Lehman Brothers Times Square by David Shankbone.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Lehman_Brothers_Times_Square_by_David_Shankbone.jpg *Licence:* GNU Free Documentation License *Contributeurs:* David Shankbone

Image:Stater Zeus Lampsacus Cdm.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Stater_Zeus_Lampsacus_Cdm.jpg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* User:Jastrow

Image:Solidus Honorius 402 76001657.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Solidus_Honorius_402_76001657.jpg *Licence:* GNU Free Documentation License *Contributeurs:* CNG

Image:Monedas de plata.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Monedas_de_plata.jpg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Alfons Åberg, Ecemaml, Mozgulek

Image:Goldkey logo removed.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Goldkey_logo_removed.jpg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Swiss Banker

Image:John Maynard Keynes.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:John_Maynard_Keynes.jpg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* IMF

Image:MiltonFriedman.jpg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:MiltonFriedman.jpg> *Licence:* Attribution *Contributeurs:* Free to Choose media <http://www.freetochoosemedia.org/>

Image:Reproduction-of-the-1805-Rembrandt-Peale-painting-of-Thomas-Jefferson-New-York-Historical-Society 1.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Reproduction-of-the-1805-Rembrandt-Peale-painting-of-Thomas-Jefferson-New-York-Historical-Society_1.jpg *Licence:* inconnu *Contributeurs:* Infrogmaton, Kürschner, Luestling, Nonenmac, Trockennasenaaffe

Image:Euro-Banknoten.jpg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Euro-Banknoten.jpg> *Licence:* inconnu *Contributeurs:* User:Stevy76

Image:5 milliarden mark.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:5_milliarden_mark.jpg *Licence:* inconnu *Contributeurs:* Drdoht, Gödeke, Hgrobe, Kilom691, Roger Zenner, 1 modifications anonymes

Image:Antiochus v.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Antiochus_v.jpg *Licence:* inconnu *Contributeurs:* CNG

Image:Alan Greenspan.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Alan_Greenspan.jpg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Original uploader was Wing at zh.wikipedia

Fichier:Claudius II coin (colourised).png *Source:* [http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Claudius_II_coin_\(colourised\).png](http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Claudius_II_coin_(colourised).png) *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* User:Ssolbergj

Image: TwoCoins.svg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:TwoCoins.svg> *Licence:* inconnu *Contributeurs:* -

Fichier:World GDP Capita 1-2003 A.D.png *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:World_GDP_Capita_1-2003_A.D.png *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Original uploader was Ultramarine at en.wikipedia

Fichier:Gdp accumulated change-fr.png *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Gdp_accumulated_change-fr.png *Licence:* Creative Commons Attribution-Sharealike 3.0 *Contributeurs:* User:MaCRoEco

Licence

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Unported
<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/>

www.tunisie-etudes.info

Ce document a été téléchargé depuis
www.tunisie-etudes.info

Des documents gratuits, devoirs, examens, cours, exercices, corrigés... Ainsi que toute une rubrique pour vous aider à trouver un emploi sans oublier les avis de concours en direct

Notre page Twitter :

<http://www.twitter.com/TunisieEtudes>

Notre page FaceBook :

<http://www.facebook.com/TunisieEtudes>

The screenshot shows the homepage of Tunisia-études.info. At the top, there is a navigation bar with the site name 'TUNISIE-ETUDES.INFO' and three menu items: 'Tous les documents', 'BAC', and 'Avis de co'. Below this is a 'Newsflash' section with a blue background and white text, stating: 'Tunisie-etudes.info vous aide dans votre préparation pour le concours de l'ENA. Documents de préparation pour le concours national tunisien de l'ENA'. A 'Home' button is visible below the newsflash. On the left side, there is a 'Main Menu' with a list of links: Home, News, Web Links, Documents, Primaire, Collège, Secondaire, and Supérieur. The main content area features a 'BIENVENUE SUR TUNISIE-ETUDES.INFO' section with a sub-heading 'Avis de concours', written by 'Administrateur' on 'Mercredi, 20 Janvier 2010 08:47'. The text in this section reads: 'Accéder aux derniers avis de concours publier par les entreprises tunisiennes au jour le jour directement sur votre site' and includes a link 'Avis de concours en direct'. At the bottom of this section, there are links for 'Accès aux documents' and 'Retrouvez nous sur FaceBook'.

Merci d'avoir choisi www.tunisie-etudes.info
Bonne lecture et bon travail

www.tunisie-etudes.info – www.algointro.info